Nº	Signature *Signatur*	Genre *Typ*	Affaire *Geschäft*	Traitement *Behandlung*	Personnes *Personen*	Remarques *Bemerkungen*	Cat. *Kat.*
1.	2013-GC-4	Divers *Verschiedenes*	Communications *Mitteilungen*				
2.	2018-GC-104	Motion *Motion*	Pour une amélioration de la prévention spéciale envers les mineurs de moins de 15 ans *Für eine Verbesserung der Spezialprävention bei Minderjährigen unter 15 Jahren*	Prise en considération *Erheblicherklärung*	Francine Defferrard Auteur-e / *Urheber/-in* Antoinette de Weck Auteur-e / *Urheber/-in* Maurice Ropraz Représentant-e du Gouvernement / *Regierungsvertreter/-in*		
3.	2019-DICS-7	Décret *Dekret*	Crédit d'engagement destiné au subventionnement d'une piscine dans le cadre de la construction d'un complexe scolaire et sportif avec piscine, à Romont *Verpflichtungskredit für die Subventionierung eines Schwimmbads im Rahmen des Neubaus einer Schul- und Sportanlage mit Schwimmbad in Romont*	Entrée en matière et lecture *Eintreten und Lesung*	Romain Collaud Rapporteur-e / *Berichterstatter/-in* Jean-Pierre Siggen Représentant-e du Gouvernement / *Regierungsvertreter/-in*		I
4.	2019-DICS-11	Rapport *Bericht*	Taux d'activité des responsables d'établissement (Rapport sur postulat 2017-GC-121) *Beschäftigungsgrad der Schulleiterinnen und Schulleiter (SL)*	Discussion *Diskussion*	Jean-Pierre Siggen Représentant-e du Gouvernement / *Regierungsvertreter/-in*		

Nº	Signature *Signatur*	Genre *Typ*	Affaire *Geschäft*	Traitement *Behandlung*	Personnes *Personen*	Remarques *Bemerkungen*	Cat. *Kat.*
5.	2018-DIAF-31	Décret *Dekret*	Approbation de la fusion des communes de Clavaleyres et de Morat *Genehmigung des Zusammenschlusses der Gemeinden Clavaleyres und Murten*	Entrée en matière et lecture *Eintreten und Lesung*	Bernadette Hänni-Fischer Rapporteur-e / *Berichterstatter/-in* Didier Castella Représentant-e du Gouvernement / *Regierungsvertreter/-in*		I
6.	2019-CE-43	Rapport d'activité *Tätigkeitsbericht*	Autorité cantonale de la transparence et de la protection des données (2018) *Kantonale Behörde für Öffentlichkeit und Datenschutz (2018)*	Discussion *Diskussion*	Jean-Daniel Chardonnens Rapporteur-e / *Berichterstatter/-in* Didier Castella Représentant-e du Gouvernement / *Regierungsvertreter/-in*		I
7.	2019-CE-33	Rapport d'activité *Tätigkeitsbericht*	Médiation cantonale administrative (Med) (2018) *Kantonale Ombudsstelle (Omb) (2018)*	Discussion *Diskussion*	Jean-Daniel Chardonnens Rapporteur-e / *Berichterstatter/-in* Didier Castella Représentant-e du Gouvernement / *Regierungsvertreter/-in*		I
8.	2013-GC-41	Divers *Verschiedenes*	Clôture de la session *Schluss der Session*				

Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire
—
Motion Defferrard Francine / de Weck Antoinette 2018-GC-104
Pour une amélioration de la prévention spéciale envers les mineurs de moins de 15 ans

I. Résumé de la motion

Par motion déposée et développée le 25 juin 2018, les motionnaires demandent que la loi sur la justice soit complétée par une disposition permettant aux président-e-s du Tribunal pénal des mineurs de prononcer des arrêts disciplinaires jusqu'à dix jours au mineur *[en particulier de moins de 15 ans]* qui fait preuve d'indiscipline grave, se soustrait à l'exécution de la sanction ou de ses conditions, ou persiste à s'y opposer.

A l'appui de cette motion, il est relevé que le droit pénal des mineurs aménage notamment la possibilité de prononcer comme peine la fourniture d'une prestation personnelle au profit d'une institution sociale (art. 23 al. 1 DPMin). Par ailleurs, ce droit permet, pour les mineurs de plus de 15 ans, de convertir la prestation personnelle non-exécutée en amende ou en peine privative de liberté (art. 23 al. 6 DPMin). Toutefois, pour les mineurs de moins de 15 ans, aucune conversion n'est possible, de sorte que dans les faits, la prestation personnelle prononcée peut ne pas être exécutée. Cette motion identifie ainsi une lacune du système que l'adoption de la disposition souhaitée permettrait de combler.

II. Réponse du Conseil d'Etat

Le problème soulevé par les motionnaires est bien réel. Le fait de ne pas pouvoir obtenir l'exécution des prestations personnelles est insatisfaisant, voire frustrant. Qui plus est, le message donné au délinquant n'est pas cohérent, puisque la justice peut le condamner à une peine mais elle n'a guère les moyens de forcer l'exécution de la sanction prononcée.

Selon les renseignements obtenus du Tribunal des mineurs du canton de Vaud, la disposition vaudoise mentionnée dans la motion est assez souvent appliquée et donne satisfaction. De ce fait, le Tribunal des mineurs de notre canton est très favorable à la modification légale proposée. Il faut encore signaler que le 9 novembre 2018, le Grand Conseil a introduit une disposition similaire dans la législation cantonale, en adoptant une modification de la loi du 16 novembre 2017 sur les institutions spécialisées et les familles d'accueil professionnelles (ROF 2017_099), pour y introduire une base légale permettant au directeur ou à la directrice d'une institution spécialisée de prononcer des arrêts disciplinaires à la personne bénéficiaire d'une prestation en institution socio-éducative qui contrevient aux règlements ou instructions du personnel ou encore qui entrave le bon fonctionnement de l'institution ; cette modification entrera en vigueur le 1er juillet 2019.

Il est incontestable que la possibilité de prononcer des arrêts disciplinaires donnerait de la cohérence au système et assoirait l'autorité du juge des mineurs. Cependant, avant de prononcer une telle sanction, le magistrat devrait tenir compte des éléments suivants :

> Le comportement d'un mineur de moins de quinze ans qui « fait preuve d'une indiscipline grave, se soustrait à l'exécution de la sanction ou de ses conditions, ou persiste à s'y opposer » est souvent symptomatique d'une situation personnelle inquiétante menaçant le développement de l'enfant ; ce comportement devrait inciter à une collaboration des autorités pénales avec les autorités civiles de protection de l'enfant afin d'envisager des mesures appropriées de protection. De ce fait, le recours à des arrêts disciplinaires devrait rester *l'ultima ratio.*

> Contrairement au canton de Vaud, notre canton ne dispose pas d'un établissement approprié pour accueillir et encadrer les jeunes concernés. Il existe bien la structure « Time Out » de la Fondation de Fribourg pour la jeunesse. Cependant, cette structure est principalement destinée à héberger des jeunes en observation au sens de l'article 9 DPMin et non pour l'exécution d'autres types de sanctions. Par ailleurs, les places y sont limitées, ce que peut causer une période d'attente pour certaines admissions. Si, en raison d'un manque de place, le mineur condamné à un arrêt disciplinaire devait attendre plusieurs semaines, voire mois, après ses méfaits pour exécuter cette sanction, l'effet éducatif escompté pourrait être compromis.

> L'établissement pénitentiaire concordataire « Les Léchaires » à Palézieux, destiné aux mineurs qui sont soit en exécution anticipée de leur peine, soit condamnés, pourrait aussi accueillir des mineurs en arrêt disciplinaire, en fonction des places disponibles. Toutefois, un séjour aux Léchaires est très onéreux, puisque les frais à la charge du canton s'élèvent au minimum à 450 francs et au maximum à 900 francs par jour. Ces tarifs ne comprennent pas les charges complémentaires dues en raison de la « 13ème facture », adressée aux cantons en cas de sous-occupation de l'établissement.

En conclusion, le Conseil d'Etat partage l'opinion des motionnaires, ce en dépit des probables difficultés de la mise en application de la norme. Il vous propose d'admettre cette motion et soumettra au Grand Conseil un projet de loi dans le sens indiqué.

19 mars 2019

Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss
—
Motion Defferrard Francine / de Weck Antoinette 2018-GC-104
Für eine Verbesserung der Spezialprävention bei Minderjährigen unter 15 Jahren

I. Zusammenfassung der Motion

Mit einer am 25. Juni 2018 eingereichten und begründeten Motion beantragen die Motionsurheberinnen, dass den Präsidentinnen und Präsidenten des Jugendstrafgerichts mit einer Bestimmung im Justizgesetz erlaubt wird, gegen Minderjährige *[und insbesondere solche unter 15 Jahren]*, die schwere Disziplinlosigkeit zeigen, sich dem Vollzug der Sanktion oder der Bedingungen entziehen oder sich diesem dauerhaft widersetzen, Disziplinararreste von bis zu zehn Tagen zu verfügen.

Zur Stützung der Motion wird vorgebracht, dass das Jugendstrafrecht namentlich die Möglichkeit vorsieht, als Strafe eine persönliche Leistung zu Gunsten einer sozialen Einrichtung anzuordnen (Art. 23 Abs. 1 JStG). Bei Minderjährigen über 15 Jahren erlaubt das Gesetz ausserdem die Umwandlung der nicht erbrachten persönlichen Leistung in eine Busse oder eine Freiheitsstrafe (Art. 23 Abs. 6 JStG). Bei Minderjährigen unter 15 Jahren ist keine Umwandlung möglich, sodass es in Tat und Wahrheit vorkommen kann, dass die persönliche Leistung nicht vollzogen wird. Die Motion deckt demnach einen Systemmangel auf, der mit der Annahme der gewünschten Bestimmung behoben werden könnte.

II. Antwort des Staatsrats

Das von den Motionsurheberinnen angesprochene Problem besteht tatsächlich. Die Tatsache, dass der Vollzug persönlicher Leistungen nicht durchgesetzt werden kann, ist unbefriedigend, ja frustrierend. Zudem ist die Botschaft an die Straffälligen nicht kohärent, da die Justiz sie zwar zu einer Strafe verurteilen kann, aber kaum über die Mittel verfügt, um deren Vollzug auch durchzusetzen.

Nach Auskunft des Jungendgerichts des Kantons Waadt wird die in der Motion erwähnte Bestimmung dort recht häufig angewandt und erweist sich als zufriedenstellend. Aus diesem Grund steht das Jugendgericht unseres Kantons der vorgeschlagenen Gesetzesänderung sehr positiv gegenüber. In diesem Zusammenhang ist zu erwähnen, dass der Grosse Rat am 9. November 2018 eine ähnliche Bestimmung in die kantonale Gesetzgebung eingeführt hat, indem er eine Änderung des Gesetzes vom 16. November 2017 über die sonder- und sozialpädagogischen Institutionen und die professionellen Pflegefamilien (ASF 2017_099) annahm. Eingeführt wurde eine gesetzliche Grundlage, die es Direktorinnen und Direktoren von sonder- und sozialpädagogischen Institutionen erlaubt, gegen Personen, die dort eine Leistung in Anspruch nehmen und gegen die Regeln oder Anweisungen des Personals verstossen oder den guten Betrieb der Institution beeinträchtigen, Disziplinarstrafen anzuordnen. Die Änderung tritt am 1. Juli 2019 in Kraft.

Die Möglichkeit, Disziplinararreste anzuordnen, würde das System unbestritten kohärenter machen und die Autorität der Jugendrichter/innen stärken. Allerdings müssten die Richter/innen vor der Anordnung einer solchen Sanktion Folgendes berücksichtigen:

> Das Verhalten einer/s Minderjährigen unter 15 Jahren, die/der «schwere Disziplinlosigkeit zeigt, sich dem Vollzug der Sanktion oder der Bedingungen entzieht oder sich diesem dauerhaft widersetzt», ist oft symptomatisch für eine besorgniserregende persönliche Situation, welche die kindliche Entwicklung gefährdet; Ein solches Verhalten sollte Anlass zu einer Zusammenarbeit von Strafbehörden und Kindesschutzbehörden sein, damit geeignete Schutzmassnahmen ergriffen werden. Deshalb sollten Disziplinararreste die *Ultima Ratio* darstellen.

> Im Gegensatz zum Kanton Waadt verfügt unser Kanton über keine geeignete Einrichtung, welche die betroffenen Jugendlichen aufnehmen und betreuen könnte. Zwar gibt es die Struktur «Time Out» der Freiburger Stiftung für die Jugend, aber diese ist hauptsächlich für Jugendliche unter Beobachtung im Sinne von Artikel 9 JStG gedacht, und nicht für den Vollzug anderer Sanktionstypen. Überdies sind die Plätze begrenzt, weshalb es bei gewissen Aufnahmen zu Wartezeiten kommen kann. Wenn die/der verurteilte Jugendliche nach einer Missetat mehrere Wochen oder sogar Monate auf den Vollzug des Disziplinararrests warten müsste, so würde dies die erhoffte erzieherische Wirkung beeinträchtigen.

> Die Konkordats-Strafanstalt «Les Léchaires» in Palézieux, die für den vorzeitigen und ordentlichen Strafvollzug an Minderjährigen bestimmt ist, könnte auch Minderjährige unter Disziplinararrest aufnehmen, sofern freie Plätze verfügbar sind. Ein Aufenthalt in «Les Léchaires» ist jedoch sehr kostspielig, da die Kosten zulasten des Kantons zwischen 450 und 900 Franken pro Tag betragen. In diesen Tarifen ist der Zusatzaufwand aufgrund der «13. Rechnung», die den Kantonen bei Unterbelegung der Anstalt zugestellt wird, nicht inbegriffen.

Abschliessend schliesst sich der Staatsrat der Meinung der Motionsurheberinnen an, obwohl sich die neue Bestimmung wahrscheinlich nur schwer umsetzen lässt. Er empfiehlt Ihnen die Motion zur Annahme und wird dem Grossen Rat einen entsprechenden Gesetzesentwurf vorlegen.

19. März 2019

Message 2019-DICS-7 12 février 2019

—

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement destiné au subventionnement d'une piscine dans le cadre de la construction d'un complexe scolaire et sportif avec piscine, à Romont

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de décret relatif à l'ouverture d'un crédit d'engagement de 6 millions de francs destiné au subventionnement de la construction d'une piscine dans le cadre de la construction d'un complexe scolaire et sportif avec piscine à Romont.

Ce message comprend les chapitres suivants:

1. Présentation du projet **1**
1.1. Historique et projet global 1
1.2. L'agrandissement, le nouveau bâtiment 2

2. La nouvelle piscine **2**
2.1. Caractéristiques techniques 2
2.2. Infrastructures 2
2.3. Consommation d'énergie 2
2.4. Autour de la piscine 3
2.5. Planification des travaux 3

3. Plan de financement **3**
3.1. Coût de l'investissement subventionnable 3
3.2. Frais financiers et produits des locations de la piscine 3

4. Rappel des dispositions légales réglementaires **4**
4.1. OPiscines 4

5. Subvention **4**
5.1. Calcul 4
5.2. Versement 4
5.3. Conclusion 4

1. Présentation du projet

1.1. Historique et projet global

Comme indiqué dans les messages du Conseil d'Etat 2015-DAEC-10 du 31 mars 2015 et 2016-DAEC-113 du 4 juillet 2016, le bâtiment scolaire du cycle d'orientation de la Glâne, construit dans les années 1970, ne répond aujourd'hui plus aux exigences actuelles en matière de protection incendie. De plus, au vu des installations actuelles, devenues vétustes, d'importantes rénovations s'avèrent résolument nécessaires pour tout le complexe scolaire.

Après une évaluation des besoins d'une population glânoise grandissante – aujourd'hui composée de plus de 23 000 habitants – le comité de l'Association du cycle d'orientation de la Glâne lance en 2012 un projet de restauration des bâtiments concernés, mais également d'agrandissement de son campus sur le site d'Arruffens à Romont. Le but de ce projet est de pouvoir proposer de nouvelles infrastructures modernes aux classes des écoles obligatoires, aux sociétés locales et à la population, ainsi que de pouvoir accueillir des sportifs de tous horizons lors de diverses compétitions.

Dans ce contexte, la piscine actuelle cèdera sa place à deux salles de sciences et à des bureaux pour la médiation et le travail social. Les services techniques situés sous le bassin actuel, après excavation, offriront de l'espace à deux salles de sciences, afin de permettre un éclairage naturel. La salle de sport actuelle sera

remplacée par une bibliothèque. Cette modification de la répartition des locaux nécessite la construction d'un nouveau bâtiment. L'Association des communes pour le cycle d'orientation de la Glâne a lancé un nouveau concours d'architecture en date du 6 octobre 2014, dont le programme des locaux comprend: une piscine avec un bassin de plongeon, un bassin de natation, un bassin d'apprentissage, une pataugeoire, des locaux pour le sport (salle de fitness, salle multisports, salle de psychomotricité, etc.) ainsi que quatre salles d'enseignement. Le décret et le présent message, proposés au Grand Conseil, ne concernent que la subvention cantonale pour la nouvelle piscine.

Ce projet est conforme aux souhaits de la population fribourgeoise explicitement signalés dans le programme gouvernemental 2017–2021 du Conseil d'Etat (point 2.3, page 23). Le Grand Conseil s'est également prononcé en faveur d'un développement des infrastructures aquatiques dans notre canton, en acceptant, le 12 février 2015, le contre-projet à l'initiative législative de Pro piscines demandant le financement d'un centre cantonal de natation (art. 8a de la loi sur le sport, RSF 460.1).

1.2. L'agrandissement, le nouveau bâtiment

La nouvelle piscine s'intégrera dans le nouveau bâtiment multifonctionnel du cycle d'orientation, de forme carrée, qui reliera le trottoir de la route d'Arruffens à l'axe piétonnier longeant les bâtiments actuels. Le nouveau bâtiment sera composé:

> Au rez-de-chaussée, d'une piscine avec quatre bassins et une salle de théorie répondant aux besoins des écoles, de la population et des sociétés sportives ainsi que d'une cafétéria avec terrasse servant l'ensemble des utilisateurs du bâtiment;
> Au premier étage, d'une salle multisport complétant l'offre en locaux, principalement pour le cycle d'orientation, mais d'un intérêt certain pour des cours particuliers (danse, aérobic, gym de maintien, tennis de table, etc.);
> Au premier étage, orienté vers le Bicubic, d'un fitness moderne (séparé en deux parties: salle de force et salle cardiovasculaire) pouvant servir aux élèves du cycle d'orientation mais aussi à la population, complété par un petit espace bien-être dans le coin sud-est (Sauna, hammam et pièce de repos);
> Au premier étage, côté route d'Arruffens, d'un conservatoire avec cinq salles d'enseignement, une salle d'enseignement collective et un auditorium (120 places).

Dans ce nouveau bâtiment, d'une architecture moderne, les espaces ont été pensés en prenant en compte les différents besoins des utilisateurs et en mutualisant les espaces communs, proposant ainsi de belles synergies organisationnelles; par exemple, pour l'accueil et la réception, la cafétéria, les sanitaires, les locaux de nettoyages.

2. La nouvelle piscine

2.1. Caractéristiques techniques

La nouvelle piscine du complexe sportif sera située au niveau de l'entrée et comprendra quatre bassins, dont les caractéristiques techniques sont les suivantes:

	Longueur (m)	Largeur (m)	Profondeur (m)	Remarque(s)
Plongeon	9,1	13,5	3,8	Plongeoirs de 1 m et 3 m
Natation	25,0	13,5	Mobile: 1,4–2	
Pataugeoire	6,0	7,0	0–0,4	
Apprentissage	8,0	13,5	Mobile: 1,4–0,4	

2.2. Infrastructures

En adéquation avec l'art. 3 de l'ordonnance du 25 août 2015 sur le subventionnement de piscines (OPiscines, RSF 464.16), l'infrastructure de la piscine est parfaitement conforme aux normes fédérales en matière de construction de piscines. Le traitement de l'eau, ainsi que la gestion de sa température, se feront séparément pour chaque bassin. En effet, les températures seront adaptées à chaque bassin, 28 degrés Celsius pour les bassins de plongeon et natation, 30 degrés Celsius pour celui d'apprentissage et la pataugeoire.

L'accès au bassin de natation et à celui d'apprentissage sera garanti aux personnes à mobilité réduite, car deux *pool-lift* y seront installés.

2.3. Consommation d'énergie

Les exigences de valeur énergétique seront respectées grâce à une installation composée d'une station météo en toiture, de détecteurs de présence avec sonde de luminosité intégrée, de relais pour la gestion des stores et de régulateurs pour la commande de l'éclairage.

Les bassins d'apprentissage et la pataugeoire, occupant l'angle sud-ouest du bâtiment, profiteront d'un bon ensoleillement pendant toute la journée. Les deux autres bassins, eux, seront éclairés avec un système de lumière zénithale. Les luminaires à source LED avec bon rendement seront privilégiés pour tout le bâtiment, afin de minimiser la consommation d'énergie.

2.4. Autour de la piscine

Grâce à la déclivité du terrain, les baigneurs profiteront d'une vue sur les Préalpes, tout en ayant leur intimité préservée. En plus des quatre bassins, une salle de théorie, destinée au club de natation et à l'enseignement scolaire, sera construite directement en lien avec ceux-ci. En annexe, seront construits une infirmerie, un bureau des maîtres-nageurs, une salle/vestiaires des professeurs, un local matériel/stockage, un vestiaire hommes, un vestiaire femmes ainsi que deux vestiaires publics mixtes (comprenant des cabines de déshabillage), douches, zones pour se sécher les cheveux et casiers.

2.5. Planification des travaux

La demande de subvention, conformément à l'OPiscines, a été déposée au SSpo au mois de mai 2017. Après plusieurs échanges d'informations et une séance commune entre le Service des bâtiments (SBat), le Service du sport (SSpo) et le responsable financier du projet, l'ensemble du dossier a pu être validé. Le projet de décret et son message d'accompagnement résultent de cette phase de concertation.

Les travaux du complexe ont débuté en janvier 2018 et devront normalement se terminer en novembre 2019, pour l'ouverture de la piscine.

Il est à noter que, conformément à l'article 8 de l'OPiscines, le Service du sport a été intégré dans le projet dès le commencement, en faisant partie du jury du concours et de la commission de bâtisse.

3. Plan de financement

3.1. Coût de l'investissement subventionnable

Projet général

	en francs
0. Terrain	1 089 000
1. Travaux préparatoires	271 648
2. Bâtiment	23 456 668
3. Equipements d'exploitation	3 258 353
4. Aménagements extérieurs	757 712
5. Frais secondaires et comptes d'attente	1 189 211
6. Modification de projet	350 428
7. Frais du concours	210 644
8. Ameublement et décoration	477 402
Total projet général	**31 061 066**

Piscine

	en francs
0. Terrain	0
1. Travaux préparatoires	203 400
2. Bâtiment	17 132 296
3. Equipements d'exploitation	2 949 780
4. Aménagements extérieurs	0
5. Frais secondaires et comptes d'attente	482 094
6. Modification de projet	59 400
7. Frais du concours	157 983
8. Ameublement et décoration	117 448
Total piscine	**21 102 401**

Montant de la subvention	**6 millions, ttc**

Selon l'OPiscines, l'Etat subventionne la partie «piscine» du projet, à hauteur de 35% des dépenses subventionnables, qui ne peut dépasser 6 millions de francs pour un bassin de niveau cantonal (25 m). Le montant subventionnable aurait conduit à une subvention de 7,4 millions de francs, mais la subvention est plafonnée à 6 millions de francs. Le reste de l'investissement est financé par le maître d'ouvrage, l'Association des communes pour le cycle d'orientation de la Glâne.

Une analyse globale de ces différents points de construction a été effectuée par le SSpo et le SBat, confirmant ainsi que le projet répond aux conditions de subventionnement de l'OPiscines. Il est à noter toutefois que le maître d'ouvrage est seul responsable de l'adéquation des dimensions et du respect des normes pour ce genre de construction.

3.2. Frais financiers et produits des locations de la piscine

Frais financiers

Le détail des frais, présenté dans l'annexe 3, démontre une estimation des charges d'exploitation de 929 000 francs par an, laissant entrevoir une charge de fonctionnement restante de 202 660 francs contre 100 000 francs pour la piscine actuelle.

Tous les frais financiers (les intérêts de la dette ainsi que les frais d'exploitation) seront supportés par l'Association des communes pour le cycle d'orientation de la Glâne, sur la base des statuts du cycle d'orientation.

Prix

Le cycle d'orientation de la Glâne sera l'exploitant de la piscine et pourra utiliser gratuitement la piscine pour ses cours, tandis que les communes (cycles 1 et 2) et les clubs paieront entre 20 francs et 50 francs l'heure, par demi-piscine. Le prix des entrées extra-scolaires, lui, est estimé à 8 francs l'unité.

Location en période scolaire

L'estimation du produit de location annuel en période scolaire est de l'ordre de 22 400 francs, payés par les communes.

Location en période extra-scolaire

L'estimation du produit de location annuel en période extra-scolaire est de l'ordre de 625 000 francs, payés par les clubs et les personnes extérieures.

Solde de la dette

Selon les calculs d'amortissement et la charge à l'année, l'emprunt total de 30 063 315 francs, à un intérêt estimé à 2%, pourra être dissout après la 33e année d'exploitation (cf. annexe: Piscine de Romont – Solde de la dette).

4. Rappel des dispositions légales réglementaires

4.1. OPiscines

L'OPiscines contient les dispositions principales suivantes:

Art. 1 Modalités de calcul de la subvention

[1] La subvention cantonale pour la construction de piscines prend la forme d'une aide financière unique à l'investissement.

[2] Le montant de la subvention de l'Etat correspond à 35% des dépenses subventionnables et ne peut dépasser: **6 millions de francs pour des piscines de niveau cantonal (25 m).**

[3] Seules les dépenses directement affectées à la construction des bassins, plans d'eau, vestiaires et locaux techniques peuvent être prises en compte comme dépenses subventionnables.

5. Subvention

5.1. Calcul

La subvention qu'il convient d'allouer à l'Association des communes pour le cycle d'orientation de la Glâne est de 6 millions de francs, comme établi dans l'OPiscines.

5.2. Versement

Au besoin, les acomptes seront versés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, dans les limites des montants inscrits au budget de l'Etat, et sur demande de l'Association des communes pour le cycle d'orientation de la Glâne.

Le paiement de la subvention allouée interviendra, déduction faite des éventuels acomptes, sur présentation du décompte final de construction, qui sera transmis au Service du sport, accompagné des documents attestant la conformité de l'ouvrage avec le projet approuvé, dans un délai de douze mois après la fin des travaux.

5.3. Conclusion

Sur le vu de ce qui précède, le Conseil d'Etat demande au Grand Conseil d'ouvrir auprès de l'Administration des finances un crédit d'engagement de 6 millions de francs pour le subventionnement de la construction de la piscine de Romont.

En conséquence, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à adopter le présent projet de décret.

Annexes

—

Annexe 1: Plans
Annexe 2: Surface SIA
Annexe 3: Coûts piscine
Annexe 4: Projet de l'ouvrage

Botschaft 2019-DICS-7 12. Februar 2019

—

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit für die Subventionierung eines Schwimmbads im Rahmen des Neubaus einer Schul- und Sportanlage mit Schwimmbad in Romont

Wir unterbreiten Ihnen hiermit die Botschaft zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit von 6 Millionen Franken für die Subventionierung des Baus eines Schwimmbads im Rahmen des Neubaus einer Schule mit Sporthalle und Schwimmbad in Romont.

Die Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. Präsentation des Projekts **5**
1.1. Hintergrund und Gesamtprojekt 5
1.2. Erweiterung und Neuban 6

2. Das neue Schwimmbad **6**
2.1. Technische Merkmale 6
2.2. Infrastruktur 6
2.3. Energieverbrauch 7
2.4. Umgebung des Schwimmbads 7
2.5. Planung der Arbeiten 7

3. Finanzierungsplan **7**
3.1. Beitragsberechtigte Investitionskosten 7
3.2. Kosten und Mieterträge des Schwimmbads 8

4. Geltendes Recht **8**
4.1. SSubV 8

5. Subventionsbetrag **8**
5.1. Berechnung 8
5.2. Auszahlung 8
5.3. Schlussbemerkungen 8

1. Präsentation des Projekts

1.1. Hintergrund und Gesamtprojekt

Wie in den Botschaften des Staatsrats 2015-DAEC-10 vom 31. März 2015 und 2016-DAEC-113 vom 4. Juli 2016 erwähnt, entspricht das in den 1970er-Jahren erbaute Schulgebäude der Orientierungsschule des Glanebezirks nicht mehr den heute geltenden Brandschutzvorschriften. Angesichts der veralteten Anlagen muss zudem das gesamte Schulgebäude umfassend renoviert werden.

Nach einer Bedarfsanalyse für eine wachsende Bevölkerung im Glanebezirk – gegenwärtig über 23 000 Einwohnerinnen und Einwohner – lancierte der Vorstand des Gemeindeverbands der Orientierungsschule des Glanebezirks im Jahr 2012 ein Projekt zur Sanierung der betroffenen Gebäude sowie zur Erweiterung der Schulanlage an der Route d'Arruffens in Romont. Ziel dieses Projekts ist es, den Klassen der obligatorischen Schule, den lokalen Vereinen und der Bevölkerung neue, moderne Einrichtungen anzubieten. Zudem sollen hier Sportlerinnen und Sportler der verschiedensten Disziplinen Wettkämpfe durchführen können.

Dazu werden anstelle des heutigen Schwimmbads zwei Schulzimmer für Naturwissenschaften sowie Büros für die Schulmediation und die Schulsozialarbeit eingerichtet. Die technischen Räume, die sich unter dem gegenwärtigen Schwimmbadbecken befinden, werden nach dem Aushub

Platz für zwei Zimmer für Naturwissenschaften bieten, die von einer natürlichen Beleuchtung profitieren werden. Die heutige Sporthalle wird durch eine Bibliothek ersetzt. Diese neue Raumaufteilung erfordert den Bau eines neuen Gebäudes. Der Gemeindeverband der Orientierungsschule des Glanebezirks hatte am 6. Oktober 2014 einen Architekturwettbewerb mit folgendem Raumprogramm lanciert: ein Schwimmbad mit einem Sprungbecken, ein Schwimmbecken, ein Lernbecken, ein Planschbecken, Sporträume (Fitness, Polysport, Psychomotoriktherapie usw.) sowie vier Unterrichtsräume. Das Dekret und die vorliegende Botschaft, die dem Grossen Rat vorgelegt werden, betreffen nur den kantonalen Beitrag für das neue Schwimmbad.

Dieses Projekt steht im Einklang mit den Wünschen der Freiburger Bevölkerung, auf die im Regierungsprogramm 2017–2021 des Staatsrates (Punkt 2.3, Seite 23) ausdrücklich hingewiesen wird. Der Grosse Rat hat sich ebenfalls für den Ausbau der Wassersportanlagen in unserem Kanton ausgesprochen und am 12. Februar 2015 den Gegenvorschlag zur Initiative des Vereins Pro Piscine angenommen, mit der dieser die Finanzierung eines kantonalen Schwimmzentrums forderte (Art. 8a Sportgesetz, SGF 460.1).

1.2. Erweiterung und Neuban

Das neue Schwimmbad wird im multifunktionalen, quadratischen Neubau der Orientierungsschule eingerichtet, das eine Verbindung zwischen dem Trottoir der Route d'Arruffens und der Fussgängerverbindung entlang der heutigen Gebäude bilden wird. Das neue Gebäude umfasst Folgendes: Au rez-de-chaussée, d'une piscine avec quatre bassins et une salle de théorie répondant aux besoins des écoles, de la population et des sociétés sportives ainsi que d'une cafétéria avec terrasse servant l'ensemble des utilisateurs du bâtiment;

- im Erdgeschoss ein Schwimmbad mit vier Becken und ein Theorieraum, die von der Schule, der Bevölkerung und den Sportvereinen genutzt werden können, sowie eine Cafeteria mit Terrasse für sämtliche Nutzerinnen und Nutzer des Gebäudes;
- im ersten Obergeschoss eine Mehrzwecksporthalle, die das hauptsächlich für die Bedürfnisse der Orientierungsschule bestimmte Raumangebot ergänzt, aber auch für private Kurse genutzt werden kann (Tanz, Aerobic, Bewegungskurse, Tischtennis usw.);
- im ersten Obergeschoss, zum Bicubic hin gelegen, ein modernes Fitnesszentrum (unterteilt in zwei Bereiche: Kraftraum und Ausdauerraum), das von den OS-Schülerinnen und OS-Schülern, aber auch von der Bevölkerung genutzt werden kann, ergänzt mit einem kleinen Wellnessbereich in der Süd-Ost-Ecke (Sauna, Dampfbad und Ruheraum);
- im ersten Obergeschoss, zur Arruffens-Strasse hin gelegen, ein Konservatorium mit fünf Unterrichtsräumen, einem gemeinsamen Unterrichtsraum und einem Hörsaal (120 Plätze).

In diesem neuen Gebäude mit seiner modernen Architektur sind die Räume entsprechend der unterschiedlichen Bedürfnisse der Nutzerinnen und Nutzer gestaltet, wobei die Gemeinschaftsräume zusammengelegt werden. Dadurch entsteht ein grosses organisatorisches Synergiepotenzial, wie zum Beispiel für den Empfang und die Rezeption, die Cafeteria, die Sanitärräume und die Reinigungsräume.

2. Das neue Schwimmbad

2.1. Technische Merkmale

Das neue Schwimmbad der Sportanlage wird sich auf der Eingangsebene befinden und vier Becken umfassen, die folgende technische Merkmale aufweisen:

	Lange (m)	Breite (m)	Tiefe (m)	Anmerkung(en)
Sprunganlage	9,1	13,5	3,8	1- und 3-Meter-Sprungbrett
Schwimmen	25,0	13,5	Variabler Bereich: 1,4–2	
Planschbecken	6,0	7,0	0–0,4	
Lernschwimmbecken	8,0	13,5	Variabler Bereich: 1,4–0,4	

2.2. Infrastruktur

Wie es in Artikel 3 der Verordnung vom 25. August 2015 über die Subventionierung von Schwimmbädern (SSubV, SGF 464.16) vorgesehen ist, entspricht das Schwimmbad den eidgenössischen Normen für den Bau von Schwimmbädern. Die Wasseraufbereitung und die Einstellung der Wassertemperatur lassen sich für jedes Becken separat regeln. Denn die Temperatur wird auf das jeweilige Becken abgestimmt: 28 Grad für das Sprung- und Schwimmbecken, 30 Grad für das Lernschwimmbecken und das Planschbecken.

Es werden zwei Schwimmbadlifte installiert, damit der Zugang zum Schwimmbad und zum Lernschwimmbecken auch für Menschen mit eingeschränkter Mobilität gewährleistet ist.

2.3. Energieverbrauch

Mit Installationen, die eine Wetterstation auf dem Dach, Anwesenheitssensoren mit integriertem Helligkeitssensor, Relais für die Steuerung der Jalousien sowie Regler für die Lichtsteuerung umfassen, werden die Energieeffizienzanforderungen eingehalten.

Das Lernschwimm- und das Planschbecken, die sich in der südwestlichen Ecke des Gebäudes befinden, profitieren den ganzen Tag von einer guten Sonneneinstrahlung. Die beiden anderen Becken werden mit einer Deckenbeleuchtung ausgestattet. Für das gesamte Gebäude werden LED-Leuchten mit gutem Wirkungsgrad bevorzugt, um den Energieverbrauch zu minimieren.

2.4. Umgebung des Schwimmbads

Dank der Hanglage geniessen die Badenden die Aussicht auf die Voralpen, wobei die Privatsphäre gewahrt bleibt. Zusätzlich zu den vier Becken wird direkt anschliessend ein Theorieraum für den Schwimmverein und den Schulunterricht gebaut. Zudem werden daneben ein Sanitätsraum, ein Raum für die Bademeister, ein Raum für die Lehrpersonen mit Garderobe, ein Material- und Lagerraum, eine Herren- und eine Damengarderobe und zwei gemischte öffentliche Garderoben mit Umkleideräumen, Duschen, Haartrocknungszonen und Schliessfächern eingerichtet.

2.5. Planung der Arbeiten

Das Subventionsgesuch gemäss SSubV wurde im Mai 2017 beim Amt für Sport eingereicht. Nach einem mehrmaligen Informationsaustausch und einer gemeinsamen Sitzung zwischen dem Hochbauamt, dem Amt für Sport und dem Finanzverantwortlichen des Projekts im März 2018 wurde das gesamte Gesuchsdossier validiert und die Ausarbeitung der Botschaft zum Dekret konnte beginnen. Der Dekretsentwurf und die dazugehörige Botschaft sind das Ergebnis dieser Konsultationsphase.

Die Arbeiten an der Anlage wurden im Januar 2018 aufgenommen und sollten normalerweise im November 2019 mit der Eröffnung des Schwimmbads abgeschlossen werden.

Anzumerken ist, dass das Amt für Sport gemäss Artikel 8 SSubV von Anfang an in das Projekt einbezogen wurde; so ist es in der Wettbewerbsjury und in der Baukommission vertreten.

3. Finanzierungsplan

3.1. Beitragsberechtigte Investitionskosten

Gesamtprojekt

	in Franken
0. Grundstück	1 089 000
1. Vorbereitende Arbeiten	271 648
2. Gebäude	23 456 668
3. Betriebsausstattung	3 258 353
4. Umgebung	757 712
5. Baunebenkosten und Übergangskosten	1 189 211
6. Projektanpassung	350 428
7. Kosten für die Ausschreibung	210 644
8. Mobiliar und Ausstattung	477 402
Total Gesamtprojekt	**31 061 066**

Schwimmbad

	in Franken
0. Grundstück	0
1. Vorbereitende Arbeiten	203 400
2. Gebäude	17 132 296
3. Betriebsausstattung	2 949 780
4. Umgebung	0
5. Baunebenkosten und Übergangskosten	482 094
6. Projektanpassung	59 400
7. Kosten für die Ausschreibung	157 983
8. Mobiliar und Ausstattung	117 448
Total Schwimmbad	**21 102 401**
Höhe des Beitrags	**6 Mio. Franken, inkl. MWST**

Gemäss SSubV subventioniert der Staat den «Schwimmbadteil» bis zu 35% der anrechenbaren Ausgaben, wobei der Subventionsbeitrag für Schwimmbäder von kantonaler Bedeutung (25 m) 6 Millionen Franken nicht übersteigen darf. Gestützt auf die anrechenbaren Ausgaben hätte der Beitrag 7,4 Millionen Franken betragen, doch kann die Subvention 6 Millionen Franken nicht übersteigen. Die restlichen Investitionskosten werden vom Bauherrn, dem Gemeindeverband der Orientierungsschule des Glanebezirks, finanziert.

Das Amt für Sport und das Hochbauamt haben die verschiedenen Bauelemente umfassend analysiert. Diese Analyse bestätigte, dass das Projekt die Bedingungen für eine Subventionierung gemäss SSubV erfüllt. Es ist jedoch zu beachten, dass der Bauherr die alleinige Verantwortung dafür trägt, dass die Abmessungen und die Standards für einen solchen Bau eingehalten werden.

3.2. Kosten und Mieterträge des Schwimmbads

Kosten

In der in Anhang 3 dargestellten detaillierten Kostenaufstellung werden die Betriebskosten auf 929 000 Franken pro Jahr veranschlagt, womit der Gemeindeverband einen restlichen Betriebsaufwand von 202 660 Franken zu tragen hat, gegenüber 100 000 Franken für das heutige Schwimmbad.

Alle finanziellen Kosten (Schuldzinsen sowie Betriebskosten) werden vom Gemeindeverband der Orientierungsschule des Glanebezirks auf der Grundlage der Statuten der Orientierungsschule getragen.

Preis

Die Orientierungsschule des Glanebezirks wird das Schwimmbad betreiben und kann das Schwimmbad für ihren Unterricht unentgeltlich nutzen; die Gemeinden (1. und 2. Zyklus) sowie die Vereine werden hingegen zwischen 20 und 50 Franken pro Stunde für die Nutzung des halben Schwimmbads zahlen müssen. Der Eintrittspreis für die Nutzung ausserhalb der Schule wird auf 8 Franken pro Person veranschlagt.

Miete während der Schulzeit

Die jährlichen Mieteinnahmen während des Schuljahres belaufen sich auf 22 400 Franken, die von den Gemeinden bezahlt werden.

Miete ausserhalb der Schulzeit

Die jährlichen Mieteinnahmen ausserhalb der Schulzeit betragen rund 625 000 Franken, die von Vereinen und externen Personen bezahlt werden.

Restlicher Darlehensbetrag

Gemäss der Berechnung der Abschreibungen und des jährlichen Betriebsaufwands kann das Gesamtdarlehen von 30 063 315 Franken zu einem geschätzten Zinssatz von 2% nach dem 33. Betriebsjahr gekündigt werden (siehe Anhang: Schwimmbad Romont – Schuldenstand).

4. Geltendes Recht

4.1. SSubV

Die SSubV enthält namentlich folgende Bestimmungen:

Art. 1 Modalitäten für die Berechnung des Kantonsbeitrags

[1] Der Kantonsbeitrag für den Bau von Schwimmbädern hat die Form einer einmaligen Investitionshilfe.

[2] Der Beitrag des Staates beläuft sich auf 35% der anrechenbaren Ausgaben und darf folgende Höchstbeträge nicht übersteigen: – **6 Millionen Franken für Schwimmbäder von kantonaler Bedeutung (25 m)**.

[3] Nur die direkten Kosten für den Bau der Schwimmbecken, Wasserflächen, Garderoben und Technikräume können angerechnet werden.

5. Subventionsbetrag

5.1. Berechnung

Der Subventionsbetrag für den Gemeindeverband der Orientierungsschule des Glanebezirks beträgt somit 6 Millionen Franken, wie dies in der SSubV vorgesehen ist.

5.2. Auszahlung

Allfällige Akontozahlungen können nach Fortschritt der Arbeiten in den Grenzen der im Voranschlag des Staates eingestellten Mittel auf Gesuch der Antre AG und gegen Vorlage eines Zahlungsnachweises geleistet werden.

Der Restbetrag der gewährten Finanzhilfe, unter Abzug allfälliger Vorauszahlungen, wird nach Vorlage der Schlussabrechnung ausgezahlt, die zusammen mit den Unterlagen für den Nachweis, dass das Bauwerk mit dem genehmigten Projekt übereinstimmt, innerhalb einer Frist von 12 Monaten nach Beendigung der Arbeiten dem Amt für Sport zugestellt werden muss.

5.3. Schlussbemerkungen

Um den Bau des Schwimmbads in Romont zu subventionieren, soll bei der Finanzverwaltung ein Verpflichtungskredit von 6 Millionen Franken eröffnet werden.

Folglich ersucht der Staatsrat den Grossen Rat, den vorliegenden Dekretsentwurf anzunehmen.

Anhänge

—

Anhang 1: Pläne
Anhang 2: Fläche nach SIA
Anhang 3: Kosten neues Schwimmbad
Anhang 4: Bauprojekt

Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement destiné au subventionnement d'une piscine dans le cadre de la construction d'un complexe scolaire et sportif avec piscine, à Romont

du…

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'article 80 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (Cst.);

Vu l'article 8a de la loi du 16 juin 2010 sur le sport (LSport);

Vu l'ordonnance du 25 août 2015 sur le subventionnement de piscines (OPiscines);

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);

Vu la loi du 17 novembre 1999 sur les subventions (LSub);

Vu le message 2019-DICS-7 du Conseil d'Etat du 12 février 2019;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

La participation financière de l'Etat de Fribourg à la construction d'une piscine, à Romont, est approuvée.

Dekret über einen Verpflichtungskredit für die Subventionierung eines Schwimmbads im Rahmen des Neubaus einer Schul- und Sportanlage mit Schwimmbad in Romont

vom…

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf Artikel 80 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV);

gestützt auf Artikel 8a des Sportgesetzes vom 16. Juni 2010 (SportG);

gestützt auf die Verordnung vom 25. August 2015 über die Subventionierung von Schwimmbädern (SSubV);

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG);

gestützt auf das Subventionsgesetz vom 17. November 1999 (SubG);

nach Einsicht in die Botschaft 2019-DICS-7 des Staatsrats vom 12. Februar 2019;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Die finanzielle Beteiligung des Staates Freiburg am Bau eines Schwimmbads in Romont wird genehmigt.

Art. 2

[1] Un crédit d'engagement de 6 millions de francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement de cette participation.

[2] La contribution de l'Etat prend la forme d'une subvention d'investissement.

Art. 3

[1] La subvention est allouée aux conditions cumulatives suivantes:

a) la contribution des collectivités publiques doit être au moins analogue à celle de l'Etat;

b) la piscine doit répondre aux besoins scolaires, sportifs et publiques de la région desservie;

c) le maître d'ouvrage doit garantir qu'il est en mesure de supporter la part des frais de construction qui lui incombe, ainsi que les charges d'exploitation;

d) le programme de construction et le plan d'utilisation des installations doivent répondre aux exigences fixées par le Conseil d'Etat.

[2] La subvention est versée sur présentation du décompte final de construction, après vérification de la conformité du programme de construction et du plan d'utilisation. Des acomptes peuvent être versés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, sur présentation des justificatifs de paiement.

[3] Les montants nécessaires seront inscrits aux budgets de l'Etat pour les années 2019 à 2024, sous le centre de charge 3292/5620.001 «Subventions cantonales pour les associations de communes».

Art. 4

[1] Le présent décret est soumis au referendum financier facultatif.

[2] Il entre en vigueur dès sa promulgation.

Art. 2

[1] Bei der Finanzverwaltung wird ein Verpflichtungskredit von 6 Millionen Franken für die Finanzierung dieser Beteiligung eröffnet.

[2] Die Beteiligung des Staates erfolgt in Form einer Investitionshilfe.

Art. 3

[1] Der Kantonsbeitrag wird unter den folgenden kumulativen Bedingungen gewährt:

a) Der Beitrag der Gemeinwesen muss mindestens demjenigen des Staates entsprechen.

b) Das Schwimmbad muss den schulischen, sportlichen und öffentlichen Bedürfnissen seines Einzugsgebiets entsprechen.

c) Die Bauherrschaft muss garantieren, dass sie in der Lage ist, für ihren Baukostenanteil sowie für die Betriebskosten aufzukommen.

d) Das Bauprogramm und der Nutzungsplan für die Anlagen müssen den vom Staatsrat festgelegten Anforderungen entsprechen.

[2] Der Kantonsbeitrag wird nach Prüfung der Konformität des Bauprogramms und des Nutzungsplans gegen Vorlage der endgültigen Bauabrechnung ausgezahlt. Je nach Fortschreiten der Arbeiten können gegen Vorlage von Zahlungsnachweisen Anzahlungen geleistet werden.

[3] Die erforderlichen Beträge werden in die Voranschläge des Staates für die Jahre 2019 bis 2024 unter der Kostenstelle 3292/5620.001 «Kantonsbeiträge für die Gemeindeverbände» eingetragen.

Art. 4

[1] Dieses Dekret untersteht dem fakultativen Finanzreferendum.

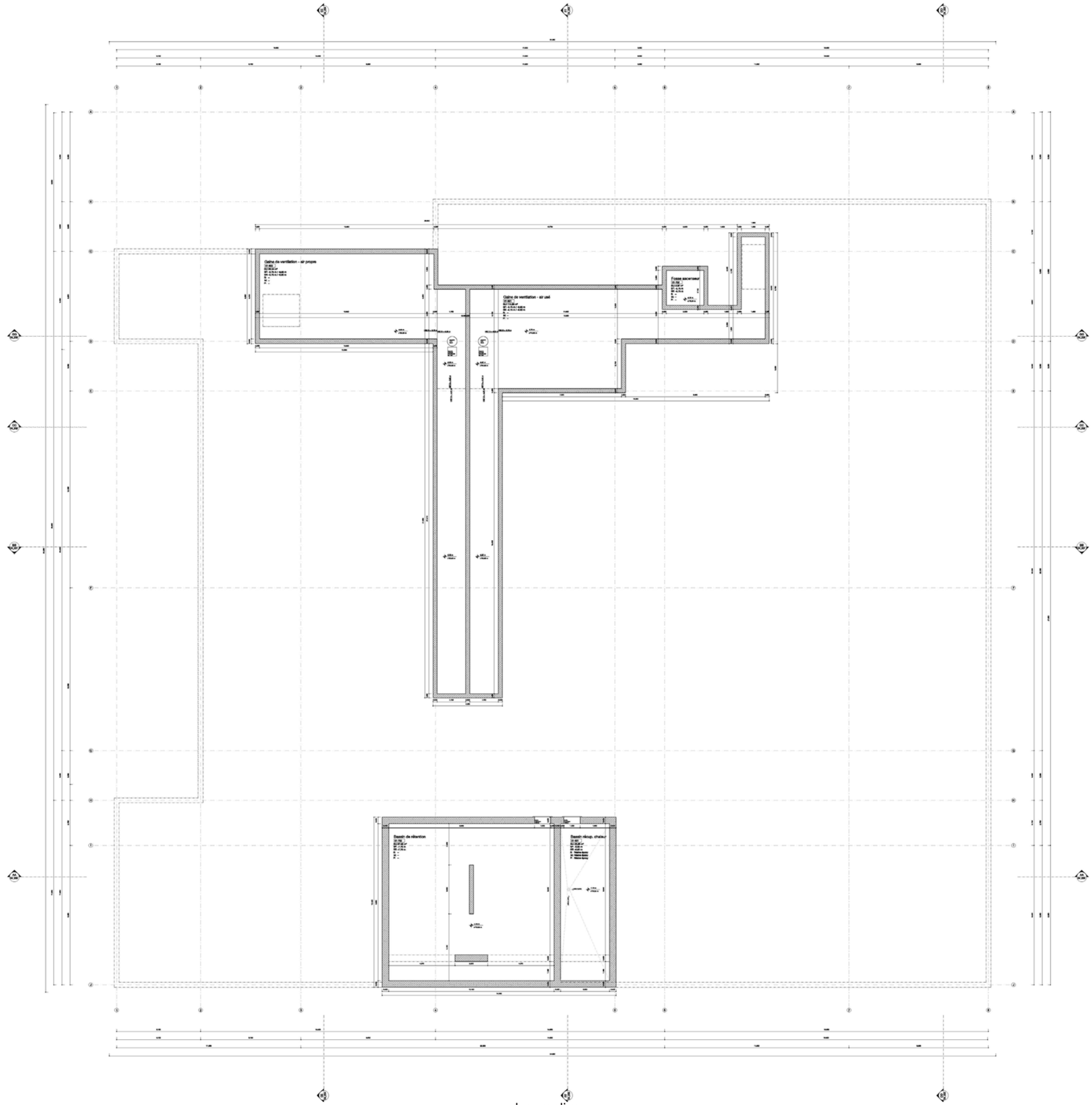
[2] Es tritt mit der Promulgierung in Kraft.

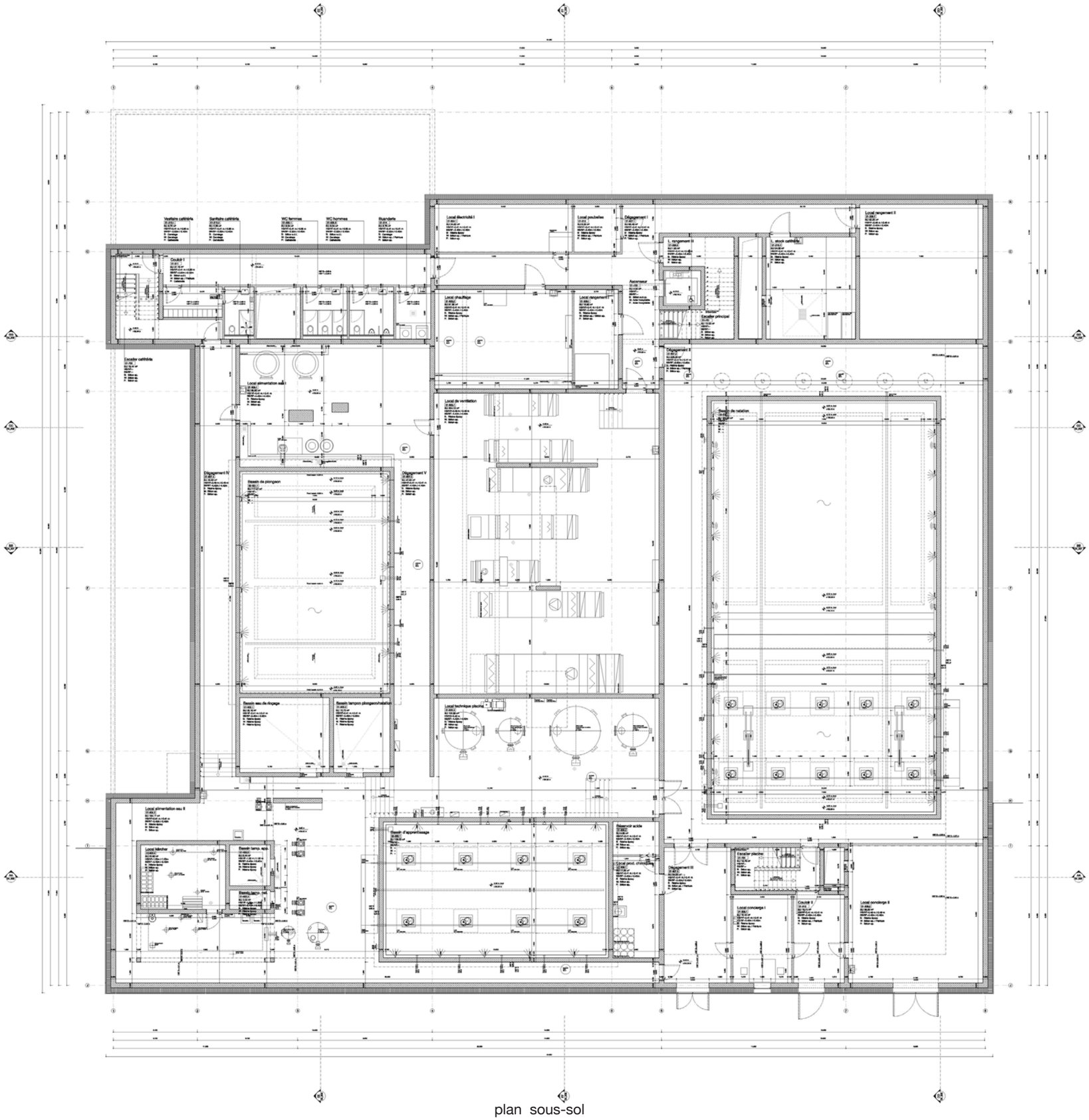
Dossier de plans

COG Romont

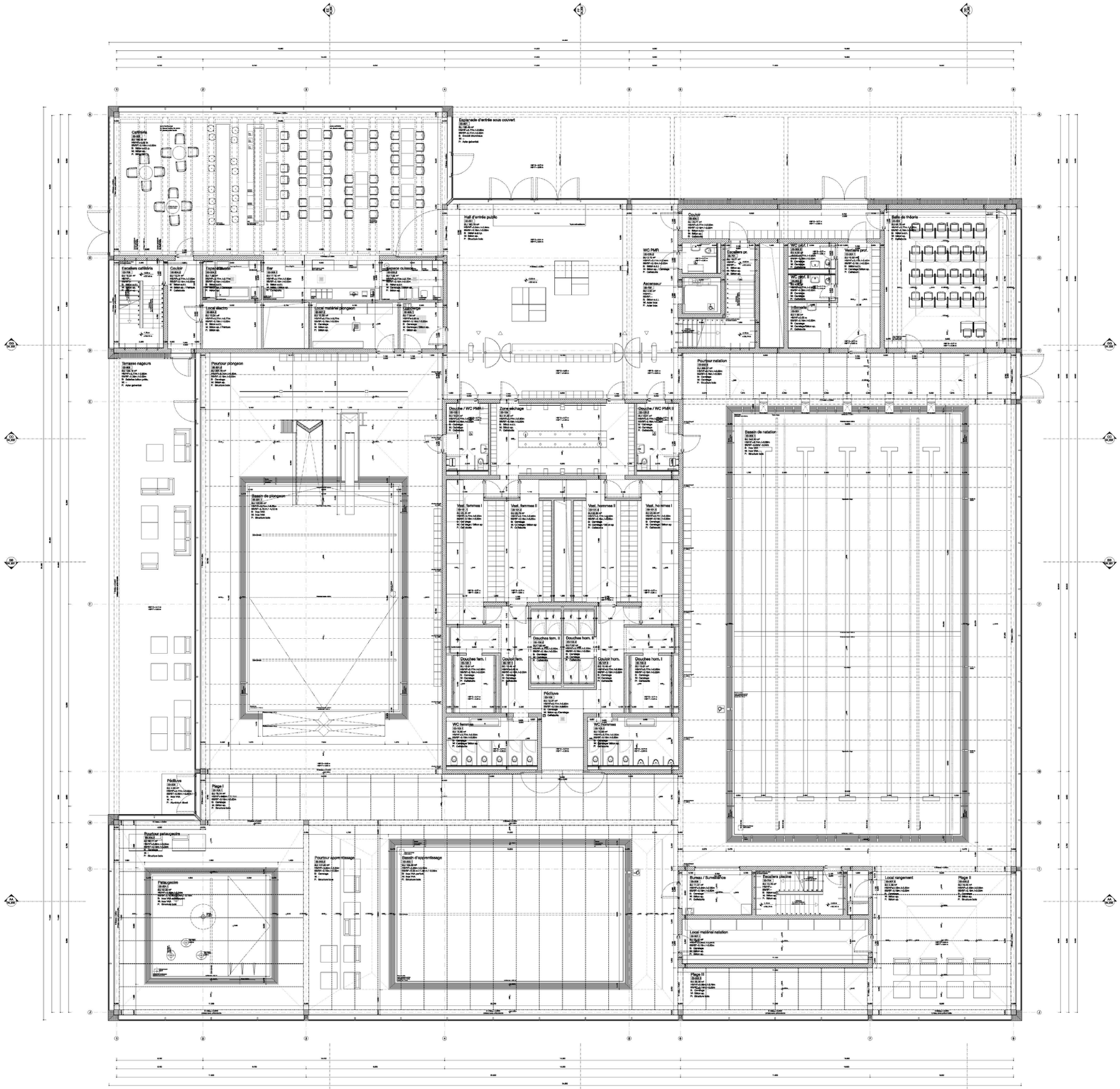
GNWA

Gonzalo Neri & Weck Architekten GmbH
Zweierstrasse 129
CH-8003 Zürich

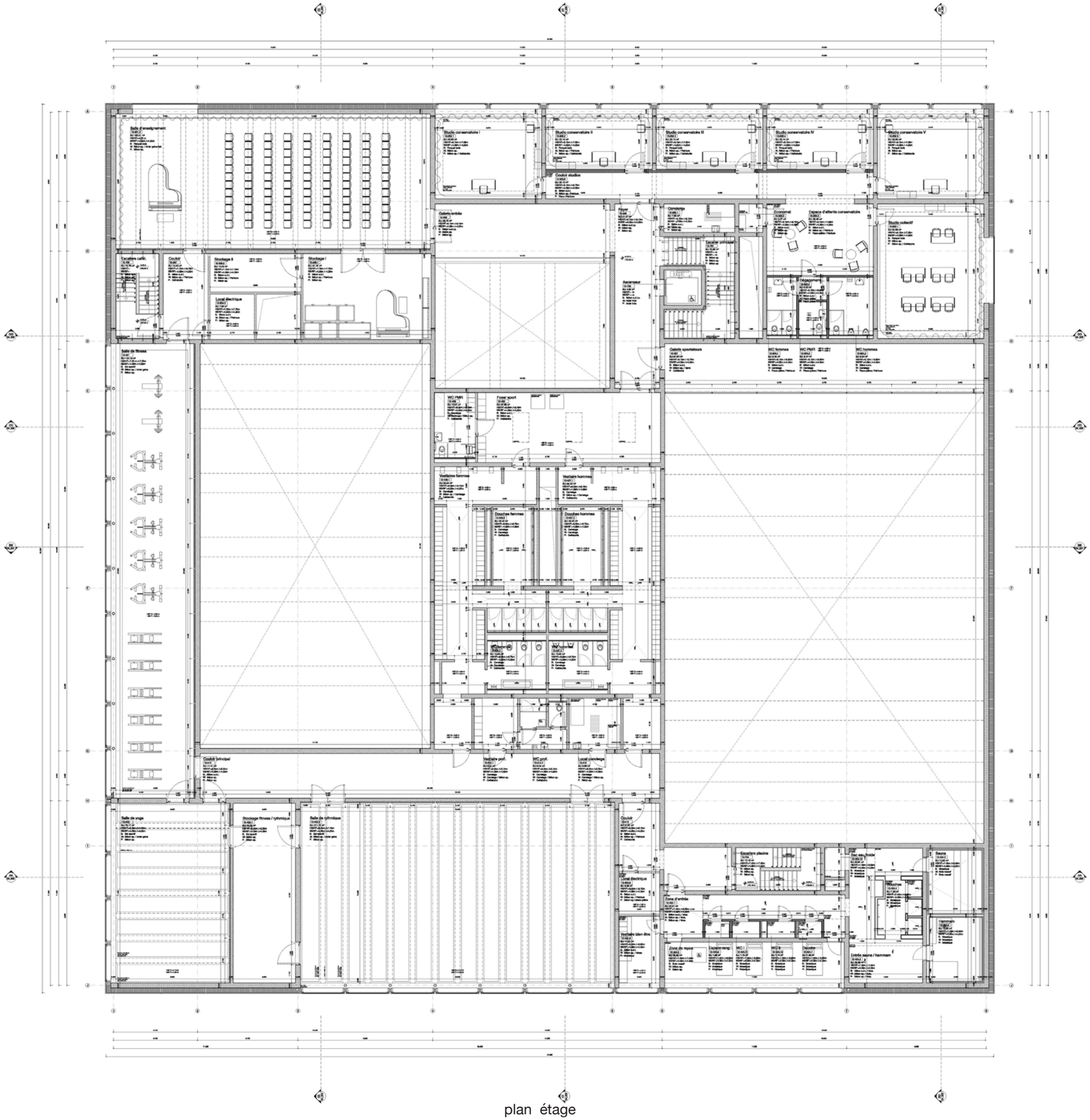

Gaine de ventilation - air propre
Gaine de ventilation - air usé
Fosse ascenseur
Dalle de réception
Dalle récup. chaleur



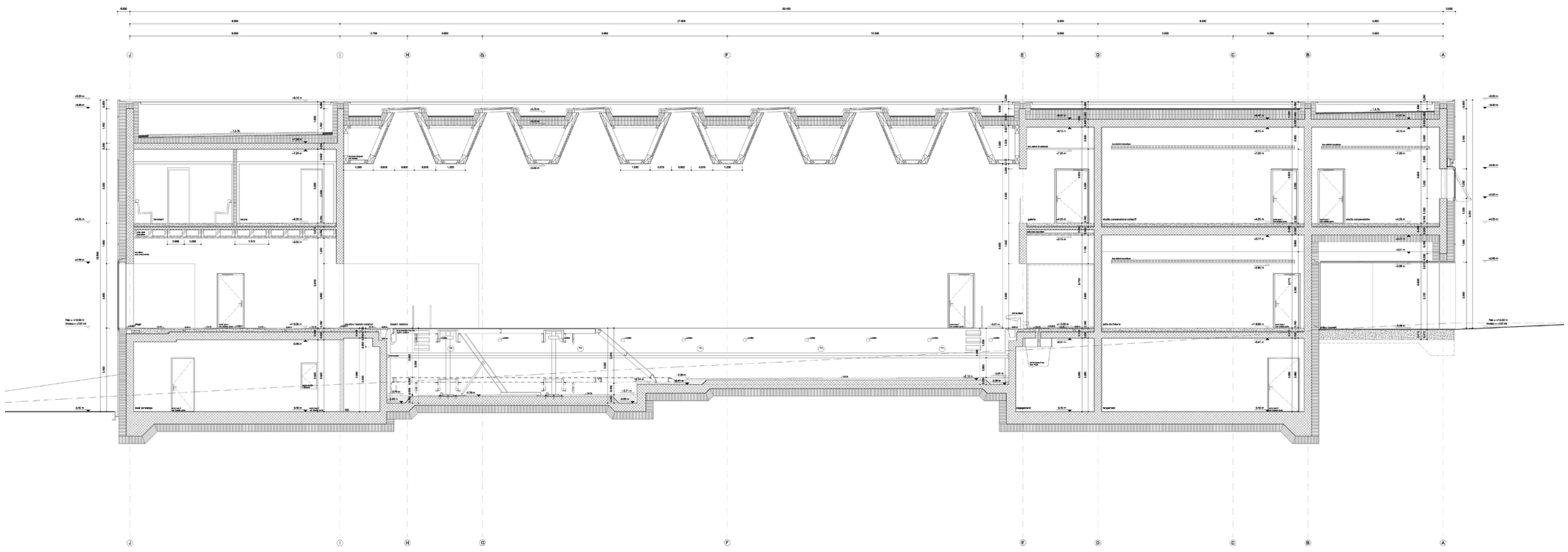
plan sous-sol

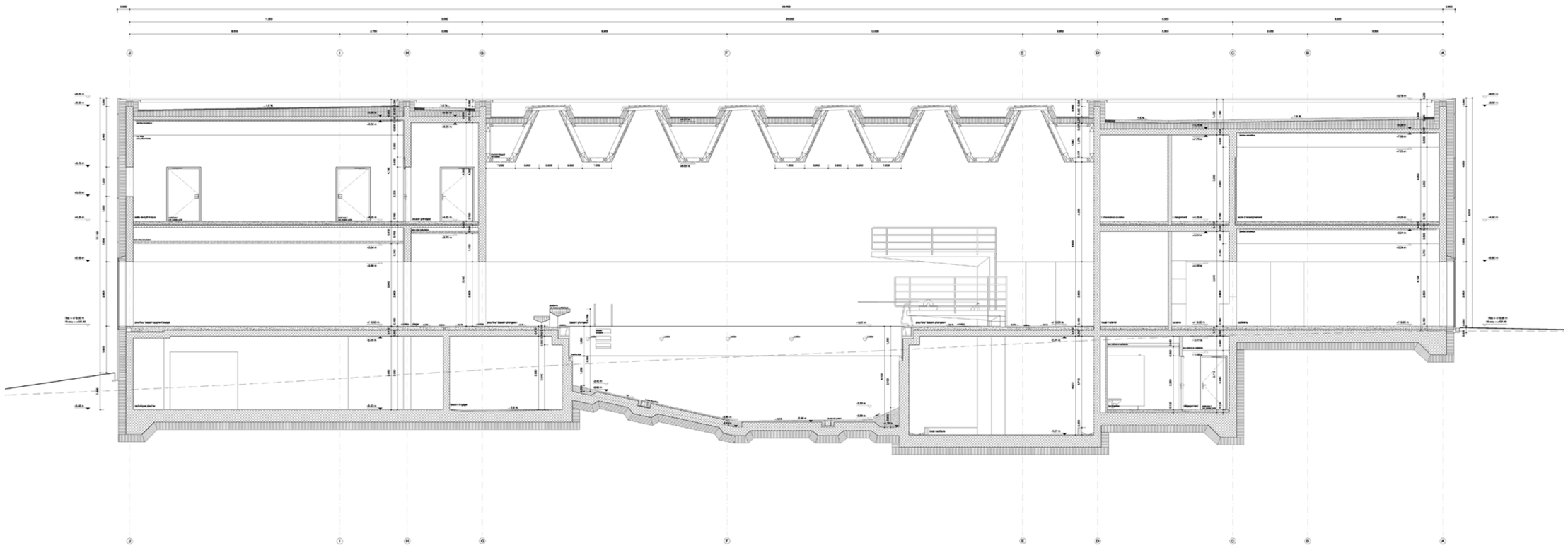


plan rez-de-chaussée


Salle d'enregistrement
Studio conservatoire I
Studio conservatoire II
Studio conservatoire III
Studio conservatoire IV
Studio conservatoire V
Couloir studios
Galerie arrière
Foyer
Conciergerie
Coursier principal
Ascenseur
Coordinat.
Salle d'attente conservatoire
Studio collectif
Escaliers salle
Couloir
Stockage II
Stockage I
Local électrique
Salle de fitness
Galerie spectateurs
WC femmes
WC PMR
WC hommes
WC PMR
Foyer sport
Vestiaire femmes
Vestiaire hommes
Douches femmes
Douches hommes
Couloir bâtiment
Vestiaire prof.
WC prof.
Local conciergerie
Salle de yoga
Stockage fitness / rythmique
Salle de rythmique
Couloir
Local électrique
Vestiaire bien-être
Escaliers piscine
Sauna
Zone d'entrée
Zone de repos
Douches
WC I
WC II
Entrée sauna / hammam
Hammam

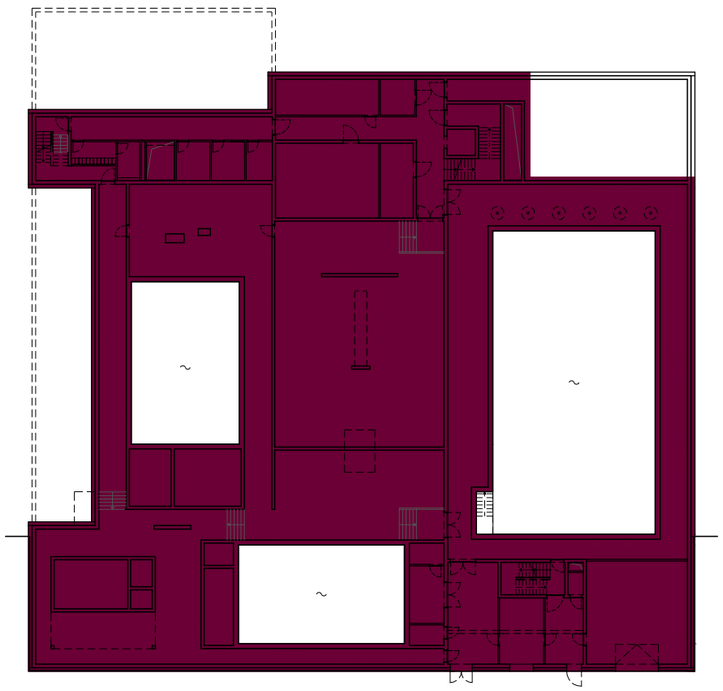
plan étage



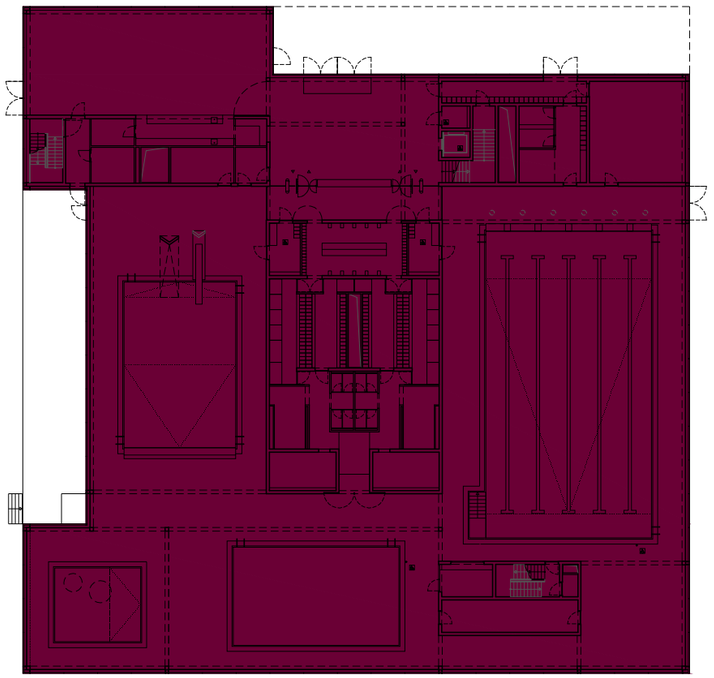


Surface de plancher (SBP):

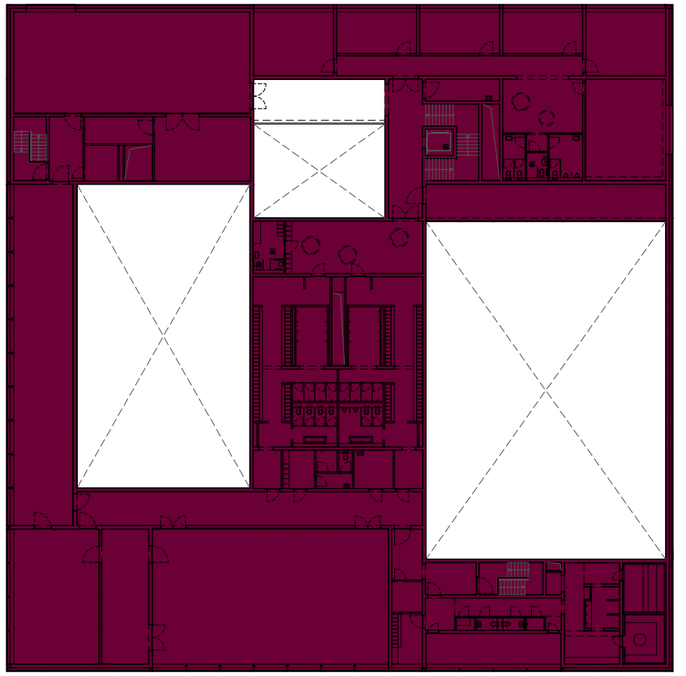
sous-sol:	1'782 m2
rez-de-chaussée :	2'627 m2
1er étage:	1'946 m2
Total SBP :	**6'355 m2**



sous-sol
SBP = 1'782 m2



rez-de-chaussée
SBP = 2'627 m2



1er étage
SBP = 1'946 m2

GNWA Gonzalo Neri & Weck GmbH
Stationsstrasse 5a
CH-8003 Zürich

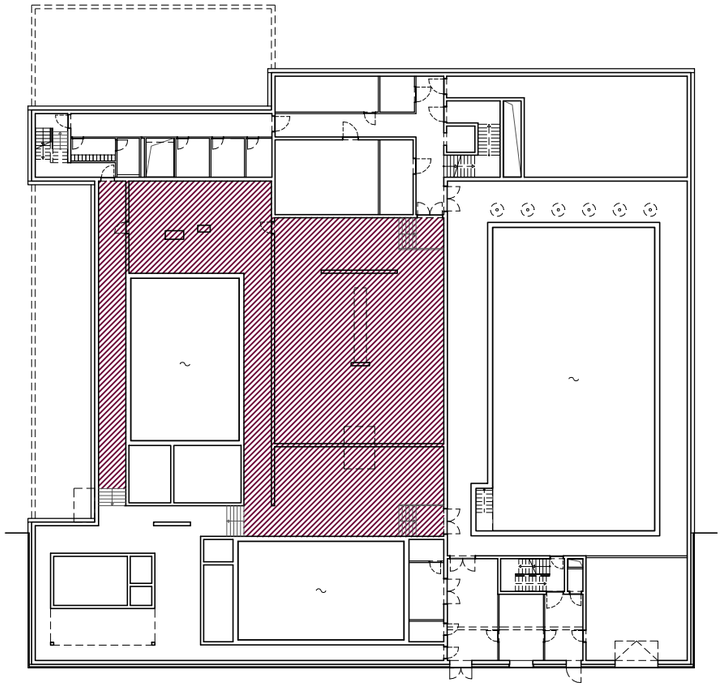
5002 COG Romont
Construction d'un complexe sportif avec piscine à Romont
Route d'Arrufens 17 - 1680 Romont

projet de l'ouvrage
--
01.12.2016

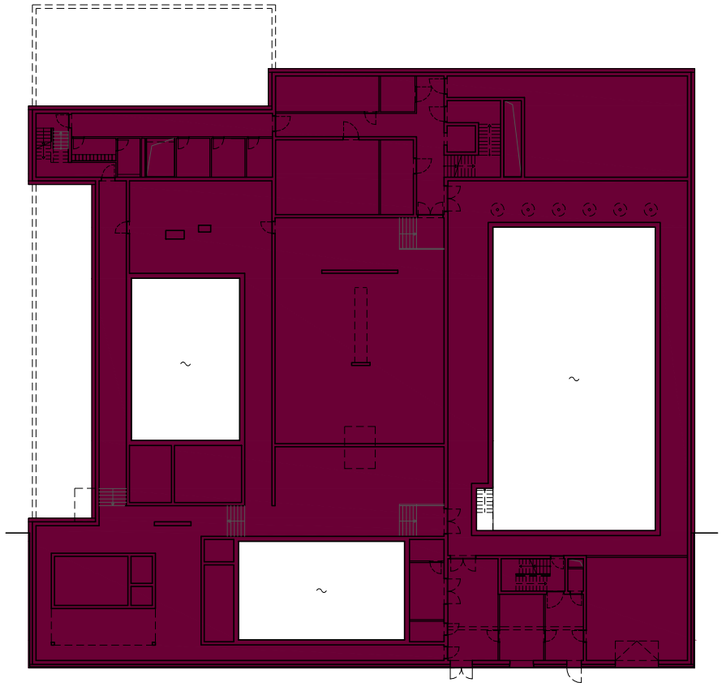
SBP surface brute plancher
--
DIN A3 - 1/500

Volume bâti (VB):

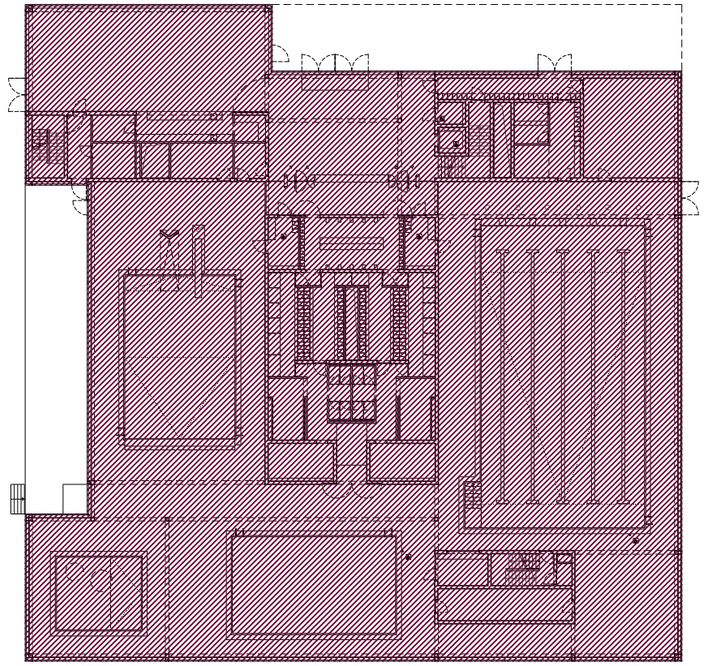
sur-profondeur	558 m3
sous-sol	8'976 m3
rez-de-chaussée	11'164 m3
1er étage	6'947 m3
toiture	836 m3
foyer	348 m3
natation	2'346 m3
plongeon	1'452 m3
Total VB:	**32'627 m3**



sur-profondeur
VB : 558 m2 x 1.00m = 558 m3



sous-sol
VB sous-sol: 1'897 m2 x 3.9m = 7'398 m3
VB bassin de natation : 58 m2 x 13.5 = 783 m3
VB bassin d'apprentissage : 38 x 8.0 = 304 m3
VB bassin de plongeon : : 54 m2 x 9.1 = 491 m3
Total : = 8'976 m3



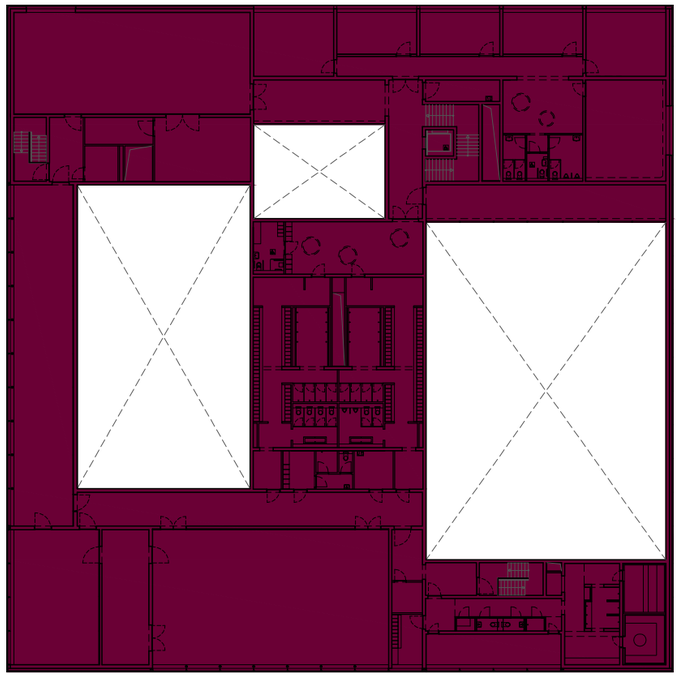
rez-de-chaussée
VB : 2'627 m2 x 4.25m = 11'164 m3

GNWA Gonzalo Neri & Weck GmbH
Stationsstrasse 5a
CH-8003 Zürich

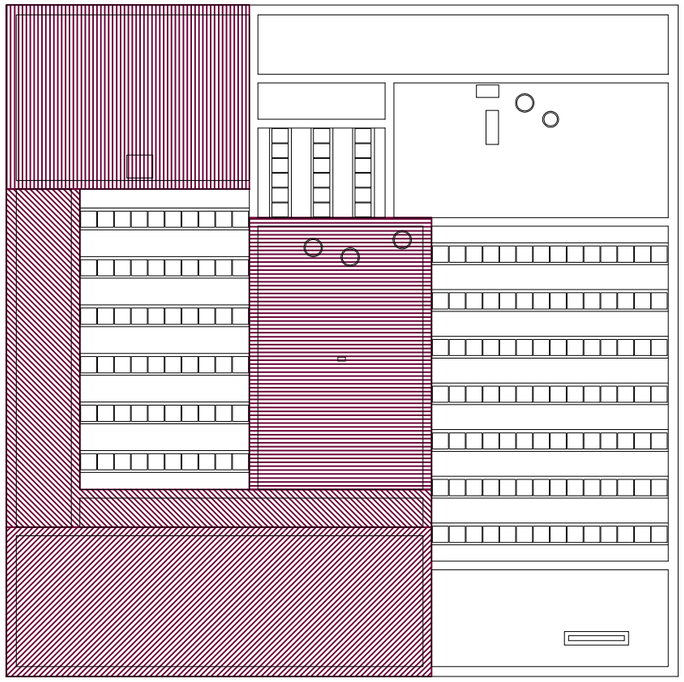
5002 COG Romont
Construction d'un complexe sportif avec piscine à Romont
Route d'Arrufens 17 - 1680 Romont

projet de l'ouvrage
--
01.12.2016

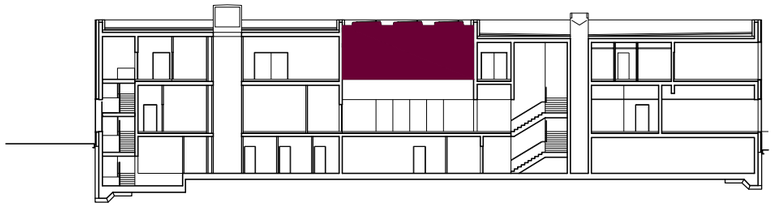
VB volume bâti
--
DIN A3 - 1/500



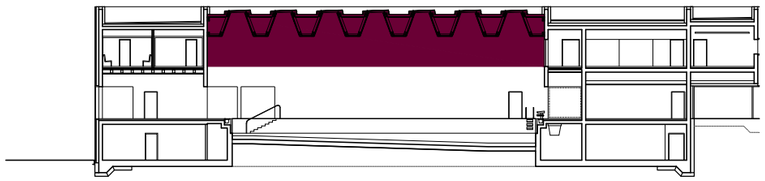
1er étage
VB : 1'985 m2 x 3.50m = 6'947 m3



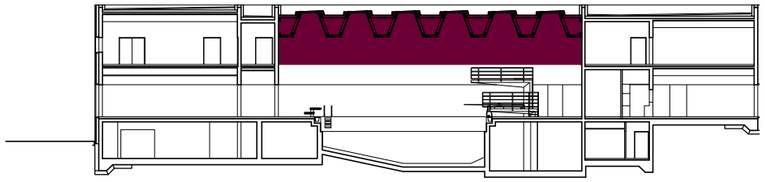
toiture
VB rythmique : 416 m2 x 0.9 m = 374 m3
VB fitness : 249 m2 x 0.1 m = 25 m3
VB conservatoire : 293 m2 x 0.5 m = 146 m3
VB vestiaires : 324 m2 x 0.9 m = 291 m3
VB total = 836 m3



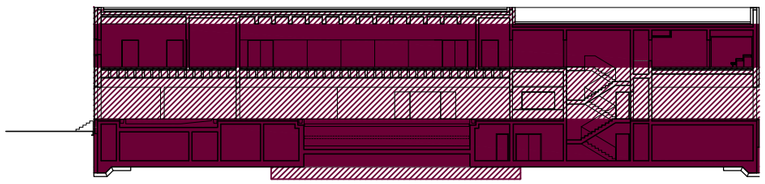
Foyer
VB 48 m2 x 7.25= 348 m3



Natation
VB 120 m2 x 19.55 = 2'346 m3



Plongeon
Volume bâti: 103 m2 x 14.10 = 1'452 m3



coupe

GNWA Gonzalo Neri & Weck GmbH
Stationsstrasse 5a
CH-8003 Zürich

5002 COG Romont
Construction d'un complexe sportif avec piscine à Romont
Route d'Arrufens 17 - 1680 Romont

projet de l'ouvrage
--
01.12.2016

VB volume bâti
--
DIN A3 - 1/500

ESTIMATION DU FONCTIONNEMENT NOUVELLE PISCINE

coûts d'exploitation (600 baigneurs selon annexe)	CHF 80'000.00
salaire conciergerie	CHF 230'000.00
salaire animateur fitness	CHF 80'000.00
salaire maîtres nageurs (100 h)	CHF 180'000.00
salaire accueil - caisse - restaurant (50h)	CHF 80'000.00
chauffage - électricité	CHF 90'000.00
entretien du bâtiment	CHF 60'000.00
frais assurances	CHF 20'000.00
frais alarmes sécurité	CHF 30'000.00
frais financier (voir feuille spécifique)	CHF 0.00
administration 5% du fonctionnement	CHF 39'000.00
divers (système d'entrée et consommables)	CHF 40'000.00
FONCTIONNEMENT	**CHF 929'000.00**
ENTREES ET LOCATION DU BATIMENT	**CHF 726'340.00**
Charge de fonctionnement	**CHF 202'660.00**
Coût de la piscine actuelle	CHF 100'000.00

ESTIMATION DU FONCTIONNEMENT NOUVELLE PISCINE

	CHF/h demi-piscine	CHF/h piscine	Remarque
CO	CHF -		gratuit
communes	CHF 20.00		-
club	CHF 50.00		
estimation prix extra scolaire		CHF 250.00	(= 1/2 piscine pour club + 10 personnes à

Horaire scolaire

	nbre d'heures	prix location CO	prix demi-piscine communes
lundi	7	CHF -	CHF 140.00
mardi	7	CHF -	CHF 140.00
mercredi	4	CHF -	CHF 80.00
jeudi	7	CHF -	CHF 140.00
vendredi	7	CHF -	CHF 140.00
samedi	0	CHF -	CHF -
dimanche	0	CHF -	CHF -
			CHF 640.00
35 semaines			**CHF 22'400.00**

Horaire extra scolaire

	nbre d'heures	prix location
lundi (17h-22h)	5	CHF 1'250.00
mardi (17h-22h)	5	CHF 1'250.00
mercredi (14h-22h)	8	CHF 2'000.00
jeudi (17h-22h)	5	CHF 1'250.00
vendredi (17h-22h)	5	CHF 1'250.00
samedi (9h-22h)	13	CHF 3'250.00
dimanche (9h-18h)	9	CHF 2'250.00
Par semaine		CHF 12'500.00
Sur 50 semaines		**CHF 625'000.00**

	Location salle éducation physique			
2 salles	CHF 150.00	38	CHF 5'700.00	38 semaine (5 jours 2h par jour)
fitness	CHF 150.00	500	CHF 75'000.00	150.- par mois - 100 personne - 10 mois
Total			**CHF 80'700.00**	

Entrée consommation restaurant

CHF	20'000.00

LOCATION DE LA PISCINE	**CHF 726'340.00**

ESTIMATION DU FONCTIONNEMENT NOUVELLE PISCINE

Emprunt CHF 30'063'315.00

Intérêt (estimé) 2%

Année	Dette au début de l'année	Amortissement	Intérêt	Charge année	Solde de la dette fin de l'année
1	CHF 30'063'315.00	CHF 911'010.00	CHF 601'267.00	CHF 1'512'277.00	CHF 29'152'305.00
2	CHF 29'152'305.00	CHF 911'010.00	CHF 583'047.00	CHF 1'494'057.00	CHF 28'241'295.00
3	CHF 28'241'295.00	CHF 911'010.00	CHF 564'826.00	CHF 1'475'836.00	CHF 27'330'285.00
4	CHF 27'330'285.00	CHF 911'010.00	CHF 546'606.00	CHF 1'457'616.00	CHF 26'419'275.00
5	CHF 26'419'275.00	CHF 911'010.00	CHF 528'386.00	CHF 1'439'396.00	CHF 25'508'265.00
6	CHF 25'508'265.00	CHF 911'010.00	CHF 510'166.00	CHF 1'421'176.00	CHF 24'597'255.00
7	CHF 24'597'255.00	CHF 911'010.00	CHF 491'946.00	CHF 1'402'956.00	CHF 23'686'245.00
8	CHF 23'686'245.00	CHF 911'010.00	CHF 473'725.00	CHF 1'384'735.00	CHF 22'775'235.00
9	CHF 22'775'235.00	CHF 911'010.00	CHF 455'505.00	CHF 1'366'515.00	CHF 21'864'225.00
10	CHF 21'864'225.00	CHF 911'010.00	CHF 437'285.00	CHF 1'348'295.00	CHF 20'953'215.00
11	CHF 20'953'215.00	CHF 911'010.00	CHF 419'065.00	CHF 1'330'075.00	CHF 20'042'205.00
12	CHF 20'042'205.00	CHF 911'010.00	CHF 400'845.00	CHF 1'311'855.00	CHF 19'131'195.00
13	CHF 19'131'195.00	CHF 911'010.00	CHF 382'624.00	CHF 1'293'634.00	CHF 18'220'185.00
14	CHF 18'220'185.00	CHF 911'010.00	CHF 364'404.00	CHF 1'275'414.00	CHF 17'309'175.00
15	CHF 17'309'175.00	CHF 911'010.00	CHF 346'184.00	CHF 1'257'194.00	CHF 16'398'165.00
16	CHF 16'398'165.00	CHF 911'010.00	CHF 327'964.00	CHF 1'238'974.00	CHF 15'487'155.00
17	CHF 15'487'155.00	CHF 911'010.00	CHF 309'744.00	CHF 1'220'754.00	CHF 14'576'145.00
18	CHF 14'576'145.00	CHF 911'010.00	CHF 291'523.00	CHF 1'202'533.00	CHF 13'665'135.00
19	CHF 13'665'135.00	CHF 911'010.00	CHF 273'303.00	CHF 1'184'313.00	CHF 12'754'125.00
20	CHF 12'754'125.00	CHF 911'010.00	CHF 255'083.00	CHF 1'166'093.00	CHF 11'843'115.00
21	CHF 11'843'115.00	CHF 911'010.00	CHF 236'863.00	CHF 1'147'873.00	CHF 10'932'105.00
22	CHF 10'932'105.00	CHF 911'010.00	CHF 218'643.00	CHF 1'129'653.00	CHF 10'021'095.00
23	CHF 10'021'095.00	CHF 911'010.00	CHF 200'422.00	CHF 1'111'432.00	CHF 9'110'085.00
24	CHF 9'110'085.00	CHF 911'010.00	CHF 182'202.00	CHF 1'093'212.00	CHF 8'199'075.00
25	CHF 8'199'075.00	CHF 911'010.00	CHF 163'982.00	CHF 1'074'992.00	CHF 7'288'065.00
26	CHF 7'288'065.00	CHF 911'010.00	CHF 145'762.00	CHF 1'056'772.00	CHF 6'377'055.00
27	CHF 6'377'055.00	CHF 911'010.00	CHF 127'542.00	CHF 1'038'552.00	CHF 5'466'045.00
28	CHF 5'466'045.00	CHF 911'010.00	CHF 109'321.00	CHF 1'020'331.00	CHF 4'555'035.00
29	CHF 4'555'035.00	CHF 911'010.00	CHF 91'101.00	CHF 1'002'111.00	CHF 3'644'025.00
30	CHF 3'644'025.00	CHF 911'010.00	CHF 72'881.00	CHF 983'891.00	CHF 2'733'015.00
31	CHF 2'733'015.00	CHF 911'010.00	CHF 54'661.00	CHF 965'671.00	CHF 1'822'005.00
32	CHF 1'822'005.00	CHF 911'010.00	CHF 36'441.00	CHF 947'451.00	CHF 910'995.00
33	CHF 910'995.00	CHF 911'010.00	CHF 18'220.00	CHF 929'230.00	CHF -15.00

Les frais financiers sont supportés par les communes sur la base des statuts du Cycle d'Orientation.

Projet de l'ouvrage

Construction d'un complexe scolaire et sportif avec piscine à Romont

Association du cycle d'orientation de la Glâne

_____
_____

GNWA

_____
_____

Le 21.12.2016

TABLE DES MATIERES

1. Présentation et organisation du projet

1.1 Désignation du Projet
1.2 Situation initiale
1.3 Périmètre du projet
1.4 Objectifs du projet
1.5 Exigences et normes
1.6 Organigramme fonctionnel et relationnel

2. Programme des locaux

2.1 Programme des locaux – Concours
2.2 Programme des locaux – Projet de l'ouvrage

3. Descriptif du projet

3.1 Descriptif général
3.2 Descriptif des travaux par CFC

4. Devis estimatif

4.1 Devis estimatif détaillé par CFC
4.2 Options et demandes particulières
4.3 Eléments non compris

5. Planning

6. Annexes

A.1 Rapport des surfaces
Rapport de surfaces selon SIA 416

A.2 Planning intentionnel

A.3 Plans projet de l'ouvrage architecte

PREAMBULE

Le présent document a été élaboré par les mandataires suivants :

ARCHITECTURE

Gonzalo Neri & Weck GmbH
Stationsstrasse 5a
CH – 8003 Zürich
T. +41 44 461 44 22

Tekhne Fribourg SA
Avenue de la gare 2
CH - 1700 Fribourg
T. +41 26 309 27 00

INGENIEUR CIVIL

Muttoni & Fernandez Ingénieurs Conseils SA
Route du Bois 17
CH – 1024 Ecublens
T. +41 21 691 84 70

INGENIEUR ELECTRICIEN

SRG | Engineering
Ingénieurs-Conseils Scherler SA
Route de Beaumont 20
CH – 1709 Fribourg
T. +41 26 424 18 15

INGENIEUR CHAUFFAGE, VENTILATION

Tecnoservice Engineering SA
Route de Beaumont 20
CH – 1709 Fribourg
T. +41 26 425 88 38

INGENIEUR SANITAIRE

Duchein SA – Etudes Techniques Sanitaires
Route de la Glâne 107
CH – 1752 Villars-sur-Glâne
T. +41 26 402 48 52

ACOUSTICIEN ET PHYSIQUE DU BÂTIMENT

Grolimund + Partenaires SA
Avenue Dupeyrou 8
CH – 2000 Neuchâtel
T. +41 32 720 26 00

PLANIFICATION DE FACADES

Arteco SA
Grand Rue 2, CP46
CH – 1071 Chexbres
T. +41 21 966 70 70

1 Descriptif du projet

1.1 Désignation du projet

Numéro du projet : 5002
Le nom officiel du projet est : Agrandissement du cycle d'orientation de la Glâne
Construction d'un complexe scolaire et sportif
avec piscine à Romont

1.2 Situation initiale

Le Maître de l'ouvrage souhaite construire un nouveau bâtiment sur la parcelle 397, entre le bâtiment scolaire et le Bicubic. Ce complexe devra abriter une piscine comptant 4 bassins (plongeon, natation, pataugeoire et apprentissage) et ses locaux annexes. La zone commune de l'édifice sera composée d'une cafétéria et d'un foyer commun. A l'étage, le bâtiment comprendra une zone sportive composé d'une salle de fitness, d'une salle de yoga d'une salle de rythmique et ses locaux annexes. L'étage sera complété par une salle d'enseignement, 6 studios pour le conservatoire de musique et ses locaux annexes .

1.3 Périmètre du projet

La parcelle 397 du cadastre de la commune de Romont, d'une surface de 11'480 m².
Admises pour être appliquées dans le cadre du concours, les prescriptions suivantes ont été admises :

- Secteur situé en zone d'intérêt général ZIG 1
- Indice de masse : maximum 3.5 m3/m2
- Indice d'occupation du sol : maximum 0.50 (50%)
- Limite de construction depuis axe de la route : 12.00 mètres
- Distance à la limite : DL = HT/2 minimum 4.00 m (HT = hauteur totale)
- Hauteur maximale : 15.00 mètres

1.4 Objectifs du projet

Les objectifs du projet sont les suivants :
Le Cycle d'orientation de la Glâne projette de rénover son bâtiment scolaire et dans cet objectif d'agrandir le Cycle d'orientation sis sur le site d'Arruffens à Romont. L'évaluation des besoins a permis de définir qu'il est nécessaire de compléter le programme par un nouveau bâtiment.
L'objectif est de remédier au manque de place et de construire un bâtiment multifonctionnel en lien avec le bâtiment scolaire et le Bicubic. Il s'agit donc de construire à Romont, sur la parcelle 397 en tenant compte des contraintes de la zone, un nouveau bâtiment afin de pouvoir y placer le programme prévu. Le bâtiment devra assurer l'accessibilité aux personnes handicapées.

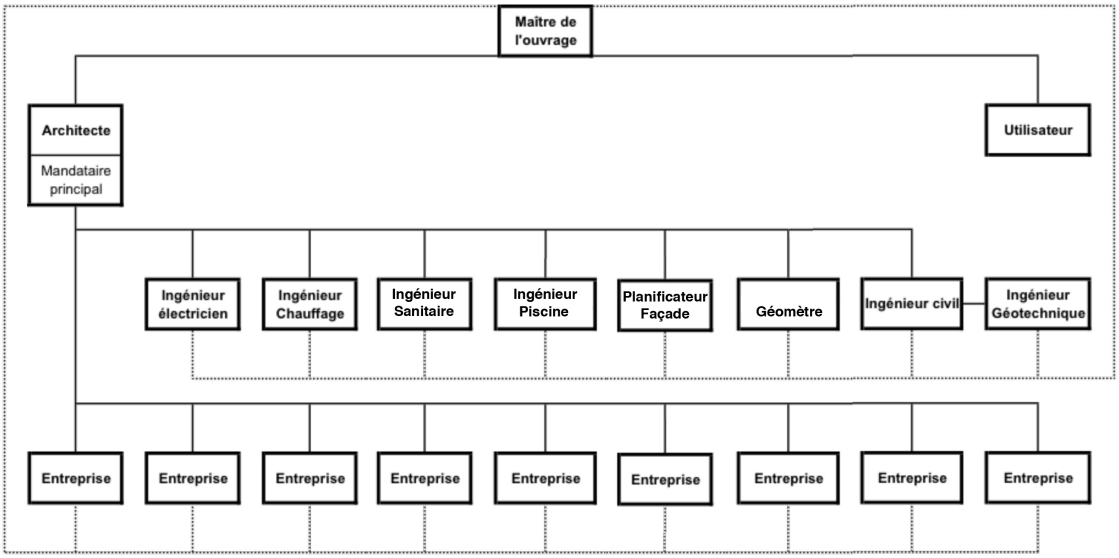
1.5 Exigences et normes

Les prescriptions réglementaires :

- RCU Romont et plan d'aménagement local modifié
- La brochure OFSPO 301 - Piscines : principes de planification, éditions 2008 de l'Office fédéral du sport
- La brochure 311 - Gestion des plans d'eau - utilisation optimale des plans d'eau dans les piscines couvertes
- Documentation technique 2.019 du bpa, Bains publics - Guide pour la planification, la construction et l'exploitation
- Le règlement sur le subventionnement de la construction de piscines
- Règlement 7.2.2 (f) Exigences quant aux installations de compétition
- Le règlement du 10.11.1997 concernant les constructions destinées à l'enseignement primaire et secondaire
  http://www.lexfind.ch/dtah/4790/3/41411v0003.pdf
- Les normes et directives de protection incendie en vigueur, éditées par l'Association des établissements cantonaux d'assurances contre l'incendie (normes AEAI) : http://bsvonline.vkf.ch
- La norme SIA 500, «Constructions sans obstacles», (2009)

- Le standard Minergie doit être appliqué aux nouvelles constructions publiques selon la réglementation en vigueur dans le canton de Fribourg
- Le LATeC : http://bdlf.fr.ch/frontend/versions/1988
- Le RELATeC : http://bdlf.fr.ch/frontend/versions/2439
- L'accord intercantonal harmonisant la terminologie dans le domaine des constructions : http://bdlf.fr.ch/frontend/versions/142
- La loi sur les routes : http://bdlf.fr.ch/frontend/versions/2851
- Ordonnance du 29 juin 2004, concernant l'hygiène des piscines et des plages de baignade publiques 821.41.24
- Norme Européenne du septembre 2008, sur les piscines EN 15288-1
- Directives installations de sport sans obstacles, Procap Construction, En collaboration avec le GI Sport et handicap, daté de décembre 2014
- Norme relative à la surveillance des piscines et des bains publics, édition février 2016

1.6 Organigramme fonctionnel et relationnel



2 Programme des locaux

2.1 Programme des locaux – concours daté du 26.09.2014

Code	Désignation	NB	Surface	Total	Remarques
000	**Zone d'entrée**				
001	Esplanade d'entrée en plein-air	1	Selon projet		
002	Esplanade d'entrée sous couvert	1	Selon projet		Couvert pour 50 personnes
003	Hall d'entrée public	1	Selon projet		
004	Entrée de service	1	Selon projet		Accès de service indépendant pour le technique piscine
005	WC hommes	1	Selon projet		2 urinoirs + 1 WC hommes
	WC femmes	1	Selon projet		3 WC femmes
	WC handicapés	1	Selon projet		1 WC handicapés
100	**Zone des vestiaires**				
101	Vestiaire femmes I	1	35 m²	35 m²	5 cabines de déshabillage 2 cabines pour familles et handicapés 1 zone pour sécher les cheveux 50 casiers
102	Vestiaire femmes II	1	31 m²	31 m²	5 cabines de déshabillage 1 zone pour sécher les cheveux 50 casiers
103	Douches femmes (I et II)	10	Selon projet		10 douches dont 2 dans cabines fermées
104	Douches handicapés	1	Selon projet		
105	Vestiaire hommes I	1	35 m²	35 m²	5 cabines de déshabillage 2 cabines pour familles et handicapés 1 zone pour sécher les cheveux 50 casiers
106	Vestiaire hommes II	1	31 m2	31 m2	5 cabines de déshabillage 1 zone pour sécher les cheveux 50 casiers
107	Douches hommes (I et II)	10	Selon projet		10 douches dont 2 dans cabines fermées
108	Douche handicapés	1	Selon projet		
109	WC femmes	5	Selon projet		A répartir selon projet
110	WC hommes	4	Selon projet		2 urinoirs + 2 WC A répartir selon projet
111	WC handicapés	1	Selon projet		Tous les WC auront une entrée indépendante des vestiaires, avant le passage du pédiluve vers les bassins
112	Pédiluve				Larg. min. : 1 m, Long. min. : 2 m (dans le sens du passage des baigneurs) profondeur 15 cm L'accès aux bassins doit obligatoirement se faire par pédiluve. Un accès indépendant (aux bassins) pour handicapé est à prévoir
200	**Zone des bassins**				
201	Bassin de plongeon	1	9 x 13.5 m	121.5 m²	Fond plat - Plongeoir de 1 et 3 m Profondeur : 3.8 m
202	Bassin de natation	1	25 x 13.5 m	337.5 m²	Profondeur : de 1,4 m à 2 m
203	Bassin d'apprentissage	1	8 x 13.5 m	108 m²	Fond mobile Profondeur : de 0,4 - 0,6 m à 1,4 m
204	Pataugeoire	1	6 x 7 m	42 m²	Profondeur : de 0 à 0,4 m
205	Plages		Selon projet		
206	Salle de théorie	1	78 m²	78 m²	Pour club de natation Liaison souhaitée avec bassins
300	**Locaux annexes au bassin**				
301	Infirmerie	1	10 m²	10 m²	A proximité des bassins Le chemin qui mène de l'infirmerie au véhicule de secours doit être le plus directe possible et sans obstacle. Comprenant : un lavabo. Pas d'éclairage naturel nécessaire.
302	Salle / vestiaires professeurs	1	18 m²	18 m²	Comprenant : une cabine de douches
303	Local matériel / stockage	1	84 m²	84 m²	Peuvent être répartis sur différents niveaux. Minimum 30 m² au niveau des bassins.
304	Bureau des maîtres nageurs	1	10 m²	10 m²	En relation directe avec les bassins et avec une bonne vision sur ceux-ci Pas d'éclairage naturel nécessaire

400	**Cafétéria de la piscine**				
401	Cafétéria	1	175 m²	175 m²	La caisse pour les entrées fonctionnera en lien avec la cafétéria Non accessible aux nageurs
402	Stock cafétéria	1	12 m²	12 m²	Accessible aux livraisons
403	Terrasse	1	Selon projet		Environ 50 places, ouverte en été, en mi-saison, destinée aux usagers de la piscine mais aussi à la clientèle extérieure, avec une séparation physique des 2 types de clientèles
500	**Locaux de sport**				
501	Salle de fitness	1	190 m²	190 m²	Hauteur sous-plafond : min. 3m Ouverture en même temps que la piscine
502	Salle de rythmique	1	215 m²	215 m²	Hauteur sous-plafond : min. 5 m
503	Stockage	1	25 m²	25 m²	En lien avec 501 et 502
504	Salle de psychomotricité	1	78 m²	78 m²	Hauteur sous-plafond : min. 3 m
505	Saunas	2	12 m²	24 m²	En lien avec 507 et 509 Avec zone d'entrée pour dépose habits
506	Zone de repos	1	18 m²	18 m²	En lien avec 505
507	Vestiaire femmes	1	25 m²	25 m²	En lien avec 501, 502, 504, 505 2 cabines de déshabillage 1 zone pour sécher les cheveux 25 casiers
508	Douches femmes	10	Selon projet		10 douches dont 2 dans cabines fermées
509	Vestiaire hommes	1	25 m²	25 m²	En lien avec 501, 502, 504, 505 2 cabines de déshabillage 1 zone pour sécher les cheveux 25 casiers
510	Douches hommes	10	Selon projet		10 douches dont 2 dans cabines fermées
511	WC homme	3	Selon projet		2 urinoirs et 1 WC
512	WC femme	3	Selon projet		3 WC
513	WC handicapé	1	Selon projet		
600	**Salles d'enseignement**				
601	Salle d'enseignement	1	108 m²	108 m²	Pouvant servir de salle d'audition au conservatoire
602	Studios du conservatoire	6	24 m²	144 m²	
700	**Locaux techniques**				
701	Local nettoyage	2	35 m²	70 m²	Peuvent être situés au sous-sol
702	Local chauffage-ventilation	1	160 m²	160 m²	Pour piscine Hauteur sous-plafond : min. 4m
703	Local électricité	2	15 m²	30 m²	
704	Technique piscine	1	460 m²	460 m²	Sous et autour des bassins Avec accès extérieur Traitement de l'eau séparé pour chacun des quatre bassins
705	Local technique sanitaires	1	40 m²	40 m²	
706	Local chauffage-ventilation	1	90 m²	90 m²	Pour cafétéria et autres locaux
800	**Aménagements extérieurs**				
801	Jardin	1	Selon projet		Parc engazonné et arborisé affecté en zone de repos et bronzage Zone clôturée
802	Abri vélos	80			Servant au complexe scolaire et sportif et au cycle d'orientation

2.4 Programme des locaux – Projet de l'ouvrage, plans datés du 01.12.2016

000	**Zone d'entrée**			**507.1 m²**	
00-001	Hall d'entrée public	1	160.8 m²	160.8 m	Tourniquets Meuble d'entrée avec 10 casiers, 3 poubelles 24 bancs, 3 fauteuils lounge Tapis de propreté
00-002	Cafétéria	1	167.8 m²	167.8 m²	Ameublement pour 40 personnes
00-003.1	Bar	1	19.9 m²	19.7 m²	
00-003.2	Caisse	1	5.67 m²	5.67 m²	Prévoir accueil du bâtiment Guichet et caisse
00-004.1	Stock cafétéria I	1	7.5 m²	7.5 m²	Prévoir chambre froide
00-004.2	Stock cafétéria II	0	0 m²	0 m²	Supprimé
01-005.1	WC femmes	1	8.0 m²	8.0 m²	3 WC, 1 lavabos
01-005.2	WC hommes	1	8.0 m²	8.0 m²	2 urinoirs, 1 WC, 1 lavabos
00-005.3	WC handicapé	1	3.7 m²	3.7 m²	1 WC handicapés, 1 lavabo
10-006	Foyer (étage)	1	31.1 m²	31.1 m²	
10-007	Galerie spectateurs	1	57.9 m²	57.9 m²	Programme supplémentaire
10-008	Galerie entrée	1	38.8 m²	38.8 m²	Programme supplémentaire
100	**Zone des vestiaires**			**268.4 m²**	
00-101.1	Vestiaire femmes I	1	23.6 m²	23.6 m²	4 cabines de déshabillage 2 cabines pour familles 40 casiers ouverture électronique
00-101.2	Vestiaire femmes II	1	22.9 m²	22.9 m²	1 cabine de déshabillage 80 casiers ouverture électronique
00-101.3	Vestiaire hommes I	1	23.6 m²	23.6 m²	4 cabines de déshabillage 2 cabines pour familles 40 casiers ouverture électronique
00-101.4	Vestiaire hommes II	1	22.9 m²	22.9 m²	1 cabine de déshabillage 80 casiers ouverture électronique
00-102.1	Douches femmes I	1	13.6 m²	13.6 m²	8 douches
00-102.2	Douches femmes II	1	8.1 m²	8.1 m²	4 douches dans cabines fermées
00-102.3	Douches hommes I	1	13.6 m²	13.6 m²	8 douches
00-102.4	Douches hommes II	1	8.1 m²	8.1 m²	4 douches dans cabines fermées
00-103.1	WC femmes	1	15.7 m²	15.7 m²	6 WC femmes, 1 lavabo
00-103.2	WC hommes	1	15.7 m²	15.7 m²	3 urinoirs, 3 WC hommes, 1 lavabo
00-104	Zone de séchage	1	41.8 m²	41.8 m²	240 casiers chaussures 24 sèche cheveux Meuble central
00-105.1	Douches / WC handicapés I	1	10.0 m²	10.0 m²	1 WC handicapé, 1 douche, 1 banc, 4 casiers
00-105.2	Douches / WC handicapés II	1	10.0 m²	10.0 m²	1 WC handicapé, 1 douche, 1 banc, 4 casiers
00-106	Pédiluve	1	12.4 m²	12.4 m²	Larg. 2.49 m, Long. 3.49 m, profondeur 15 cm
00-107.1	Couloir femmes	1	13.2 m²	13.2 m²	
00-107.2	Couloir hommes	1	13.2 m²	13.2 m²	
200	**Zone des bassins**			**1'548.9 m²**	
00-201.1	Bassin de plongeon	1	122.9 m²	122.9 m	Plongeoir de 1 et 3 m Profondeur : 3.8 m Plateforme de 0.7 m 4 échelles
00-201.2	Pourtour plongeon	1	237.8 m²	237.8 m²	Selon norme EN 15288-1 12 bancs
00-202.1	Bassin de natation	1	342.5 m²	342.5 m²	Profondeur : de 1,4 m à 2 m Accès lift handicapé Accès avec escalier plat 3 échelles Plots de départ Lignes d'eau avec panier de récupération
00-202.2	Pourtour natation	1	265.5 m²	265.5 m²	Selon norme EN 15288-1 24 bancs
00-203.1	Bassin d'apprentissage	1	108.0 m²	108.0 m²	Fond mobile Profondeur : de 0,4 à 1,4 m Accès lift handicapé 2 échelles
00-203.2	Pourtour apprentissage	1	147.1 m²	147.2 m²	Selon norme EN 15288-1 4 sièges
00-204.1	Pataugeoire	1	42.0 m²	42.0 m²	Profondeur : de 0 à 0,4 m Jeux d'eau pour enfants
00-204.2	Pourtour pataugeoire	1	92.1 m²	92.1 m²	Selon norme EN 15288-1 2 sièges
00-205.1	Plages I	1	78.2 m²	78.2 m²	
00-205.2	Plages 2	1	75.5 m²	75.5 m²	4 sièges
00-205.3	Plages 3	1	32.3 m²	32.3 m²	

00-206	Pédiluve	1	4.9 m²	4.9 m²	Larg. 2.45 m, Long. 2 m, profondeur 15 cm
300	**Locaux annexes au bassin**			**501.6 m²**	
00-301	Infirmerie	1	8.0 m²	8.0 m²	un lit, dimension 1'000 x 1'950 un banc un brancard une pharmacie un appareil de réanimation et respiratoire un défibrillateur
00-302.1	Vestiaires professeurs	1	15.8 m²	15.8 m²	1 bureau 9 casiers ouverture électronique
00-302.2	Douche WC professeurs	2	4.85 m²	9.7 m²	2 bloc sanitaires comprenant chacun : 1 WC, 1 douche, 1 lavabo
00-303	Salle de théorie	1	64.8 m²	64.8 m²	
00-304.1	Couloir	1	20.8 m²	20.8 m²	24 casiers ouverture électronique
00-304.2	Couloir	1	10.2 m²	10.2 m²	
00-305.1	Concierge	1	7.7 m²	7.7 m²	
00-305.2	Concierge	0	0.0 m²	0.0 m²	Supprimé
00-306	Bureau des maîtres nageurs	1	11.4 m²	11.4 m²	En relation directe avec les bassins et avec une bonne vision sur ceux-ci comprend un frigo, lavabo et table
00-307.1	Local matériel natation	1	29.4 m²	29.4 m²	Au niveau des bassins 7 chariots et un meuble de rangement
00-307.2	Local matériel plongeon	1	15.0 m²	15.0 m²	Au niveau des bassins 3 chariots et un meuble de rangement
00-307.3	Local matériel sous-sol	0	0 m²	0 m²	Supprimé
01-308.1	Local concierge I	1	19.4 m²	19.4 m²	
01-308.2	Local concierge II	1	69.3 m²	69.3 m²	
01-309.1	Local rangement I	1	16.5 m²	16.5 m²	
01-309.2	Local rangement II	1	120.8 m²	120.8 m²	
01-310.1	Vestiaire service cafétéria	1	6.7 m²	6.7 m²	12 casiers ouverture électronique
01-310.2	WC service cafétéria	1	5.4 m²	5.4 m²	1 WC, 1 douche, 1 lavabo
00-311	Couloir	1	31.2 m²	31.2 m²	
00-312	Couloir	1	16.7 m²	16.7 m²	
00-313	Local poubelles	1	8.3 m²	8.3 m²	
00-314	Buanderie	1	6.8 m²	6.8 m²	1 lave-linge 1 sèche-linge
00-315.1	Disponible	0	0 m²	0 m²	Supprimé
00-315.2	Disponible	1	7.8 m²	7.8 m²	
400	**Locaux de sport**			**958.9 m²**	
10-401	Salle de fitness	1	133.2 m²	133.2 m²	Hauteur sous-plafond : hauteur 3.20 m Ouverture en même temps que la piscine
10-402.1	Stockage rythmique / fitness	1	42.1 m²	42.1 m²	
10-402.2	Salle de rythmique	1	211.8 m²	211.8 m²	Hauteur sous-plafond : hauteur 3.50 m Equipement stéréo
10-402.3	Stockage rythmique	0	0 m²	0 m²	Supprimé
10-403	Salle de yoga	1	76.2 m²	76.2 m²	Hauteur sous-plafond : hauteur 3.50 m
10-404.1	Zone d'entrée bien-être	1	20.9 m²	20.9 m²	
10-404.2	Zone de repos bien-être	1	30.8 m²	30.8 m²	5 chaises longues
10-404.3	Entrée sauna / hammam	1	25.9 m²	25.9 m²	
10-404.4	Douches	1	7.4 m²	7.4 m²	3 douches
10-404.5	Sauna	1	12.6 m²	12.6 m²	
10-404.6	Hammam	1	12.6 m²	12.6 m²	
10-404.7	WC / Douches H/F	1	5.6 m²	5.6 m²	1 douche, 2 WC
10-404.8	Zone de rangement	1	1.6 m²	1.6 m²	
10-404.9	Vestiaire bien-être	1	11.0 m²	11.0 m²	Programme ajouté 9 casiers ouverture électronique
10-404.10	Bac eau froide	1	2.3 m²	2.3 m²	
10-405	Foyer sport	1	48.0 m²	48.0 m²	4 distributeurs de boissons 8 casiers ouverture électronique
10-406.1	Vestiaire femmes	1	55.3 m²	55.3 m²	1 zone séchage, 4 sèche-cheveux 114 casiers ouverture électronique
10-406.2	Douches femmes	1	23.5 m²	23.5 m²	12 douches dont 4 dans cabines fermées
10-406.3	WC femme	1	10.6 m²	10.6 m²	4 WC, 1 lavabo
10-407.1	Vestiaire hommes	1	55.3 m²	55.3 m²	1 zone séchage, 4 sèche-cheveux 114 casiers ouverture électronique
10-407.2	Douches hommes	1	23.5 m²	23.5 m²	12 douches dont 4 dans cabines fermées
10-407.3	WC homme	1	10.6 m²	10.6 m²	2 urinoirs, 2 WC, 1 lavabo
10-408	WC / vestiaire handicapé	1	10.0 m²	10.0 m²	1 WC, 1 Douche, 1 banc, 1 lavabo, 4 casiers
10-411	Foyer vestiaires	0	0 m²	0 m²	supprimé
10-412	Couloir principal	1	77.4 m²	77.4 m²	
10-413.1	Couloir	1	21.7 m²	21.7 m²	
10-413.2	Couloir	1	0.0 m²	0.0 m²	Supprimé
10-414.1	Vestiaire professeurs	1	8.1 m²	8.1 m²	programme supplémentaire 1 table et 5 casiers ouverture électronique

10-414.2	WC Douche professeurs	1	9.4 m²	9.4 m²	programme supplémentaire 1 douche, 1 lavabo et 1 wc
10-415	Local concierge	1	10.0 m²	10.0 m²	programme supplémentaire
500	**Conservatoire**			**511.0 m²**	
10-501.1	Foyer salle d'enseignement	0	0 m²	0 m²	programme supprimé
10-501.2	Salle d'enseignement	1	160.0 m²	160.0 m²	108 personnes 108 chaises, rideaux acoustiques équipement stéréo
10-502.1	Studios du conservatoire	1	33.9 m²	33.9 m²	1 table, 2 chaises, 1 meuble rangement rideaux acoustiques
10-502.2	Studios du conservatoire	1	22.1 m²	22.1 m²	1 table, 2 chaises, 1 meuble rangement rideaux acoustiques
10-502.3	Studios du conservatoire	1	22.1 m²	22.1 m²	1 table, 2 chaises, 1 meuble rangement rideaux acoustiques
10-502.4	Studios du conservatoire	1	22.1 m²	22.1 m²	1 table, 2 chaises, 1 meuble rangement rideaux acoustiques
10-502.5	Studios du conservatoire	1	33.9 m²	33.9 m²	1 table, 2 chaises, 1 meuble rangement rideaux acoustiques
10-502.6	Couloir Studios	1	32.1 m²	32.1 m²	
10-503.1	Studios du conservatoire collectif	1	55.0 m²	55.0 m²	5 tables, 10 chaises, 1 meuble rangement rideaux acoustiques
10-503.2	Foyer conservatoire	1	28.5 m²	28.5 m²	2 tables, 6 chaises
10-504.1	WC femme	1	6.5 m²	6.5 m²	2 WC, 1 lavabo
10-504.2	WC homme	1	9.6 m²	9.6 m²	1 WC + 2 urinoirs, 1 lavabo
10-504.3	WC handicapés	1	3.5 m²	3.5 m²	1 WC handicapé, 1 lavabo
10-504.4	Couloir	1	2.4 m²	2.4 m²	
10-505.1	Concierge	1	10.7 m²	10.7 m²	
10-505.2	Concierge	1	0.0 m²	0.0 m²	Supprimé
10-506.1	Local matériel 1	1	41.6 m²	41.6 m²	
10-506.2	Local matériel 2	1	12.5 m²	12.5 m²	
10-507	Couloir	1	14.6 m²	14.6 m²	
600	**Locaux techniques**			**1'285.6 m²**	
01-601	Bassin récup. chaleur	1	24.0 m²	24.0 m²	
01-602.1	Bassin tampon plongeon/natation	1	15.9 m²	15.9 m²	
01-602.2	Bassin rinçage plongeon/natation	1	25.5 m²	25.5 m²	
01-602.3	Bassin tampon apprentissage	1	4.4 m²	4.4 m²	
01-602.4	Bassin rinçage apprentissage	1	15.1 m²	15.1 m²	
01-602.5	Bassin tampon pataugeoire	1	2.7 m²	2.7 m²	
01-602.6	Bassin rinçage pataugeoire	1	3.9 m²	3.9 m²	
01-603.1	Local ventilation	1	254.1 m²	254.1 m²	
01-603.2	Local ventilation	0	0.0 m²	0.0 m²	Supprimé
01-603.3	Local chauffage	1	51.4 m²	51.4 m²	
01-604.1	Local technique électrique	1	24.6 m²	24.6 m²	
01-604.2	Local technique électrique	1	2.3 m²	2.3 m²	
00-604.3	Local technique électrique	1	10.3 m²	10.3 m²	
00-604.4	Local technique électrique	1	2.3 m²	2.3 m²	
10-604.5	Local technique électrique	1	7.9 m²	7.9 m²	
10-604.6	Local technique électrique	1	6.3 m²	6.3 m²	
01-605.1	Local alimentation eau	1	85.9 m²	85.9 m²	
01-605.2	Local alimentation eau	1	160.7 m²	160.7 m²	
01-605.3	Local technique piscine	1	101.0 m²	101.0 m²	
01-605.4	Local kärcher	1	4.8 m²	4.8 m²	
01-606.1	Local produits chimiques	1	13.2 m²	13.2 m²	
01-606.2	Réservoir acide	1	5.0 m²	5.0 m²	
01-607.1	Dégagement	1	47.3 m²	47.3 m²	
01-607.2	Dégagement	1	222.8 m²	222.8 m²	
01-607.3	Dégagement	1	34.0 m²	34.0 m²	
01-607.4	Dégagement	1	55.9 m²	55.9 m²	
01-607.5	Dégagement	1	47.8 m²	47.8 m²	
01-607.6	Dégagement	0	0.0 m²	0.0 m²	Supprimé
01-608.1	Gaine technique annexe plongeoir	1	6.4 m²	6.4 m²	
00-608.2	Gaine technique annexe plongeoir	1	6.4 m²	6.4 m²	
10-608.3	Gaine technique annexe plongeoir	1	6.4 m²	6.4 m²	
01-609.1	Gaine technique annexe natation	1	7.3 m²	7.3 m²	
00-609.2	Gaine technique annexe natation	1	7.3 m²	7.3 m²	
10-609.3	Gaine technique annexe natation	1	9.6 m²	9.6 m²	
00-610.1	Gaine technique vestiaires	1	6.0 m²	6.0 m²	
00-610.2	Gaine technique vestiaires	1	7.3 m²	7.3 m²	

700	**Circulation verticale**			**153.8 m²**	
01-701	Escalier principal	1	13.0 m²	13.0 m²	
00-701	Escalier principal	1	16.3 m²	16.3 m²	
10-701	Escalier principal	1	20.9 m²	20.9 m²	
01-702	Ascenseur	1	4.9 m²	4.9 m²	cabine 1.40 x 1.85 m
00-702	Ascenseur	1	4.9 m²	4.9 m²	cabine 1.40 x 1.85 m
10-702	Ascenseur	1	4.9 m²	4.9 m²	cabine 1.40 x 1.85 m
01-703	Escalier cafétéria	1	18.4 m²	18.4 m²	
00-703	Escalier cafétéria	1	15.3 m²	15.3 m²	
10-703	Escalier cafétéria	1	13.8 m²	13.8 m²	
01-704	Escalier piscine	1	13.8 m²	13.8 m²	
00-704	Escalier piscine	1	13.8 m²	13.8 m²	
10-704	Escalier piscine	1	13.8 m²	13.8 m²	
800	**Aménagements extérieurs**			**326.6 m²**	
00-801	Esplanade d'entrée sous couvert	1	186.5 m²	186.5 m²	Couvert pour 50 personnes
00-802	Terrasse nageurs	1	140.1 m²	140.1 m²	meubles, 20 éléments
00-803	Terrasse cafétéria				5 tables, 30 chaises
00-804	Jardin				
00-805	Connexion école				
00-806	Abri vélos			80 unités	
00-807	Terrain de beach-volley	1	16 x 8 m	128.0 m²	non prévu dans DG

2.5 Comparatif surface par phase

Désignation	Projet primé	Avant-projet	Projet de l'ouvrage	Appel d'offres	Exécution
Zone d'entrée	426.7 m²	444.5 m²	507.1 m²	-	-
Zone des vestiaires	241.2 m²	277.2 m²	268.4 m²	-	-
Zone des bassins	1'628.8 m²	1'672.7 m²	1'548.9 m²	-	-
Annexes bassins	128.2 m²	548.9 m²	501.6 m²	-	-
Cafétéria	402.2 m²	Inclus Zone d'entrée et Annexes bassins	Inclus Zone d'entrée et Annexes bassins	-	-
Locaux de sport	1'070.0 m²	1'178.5 m²	958.9 m²	-	-
Conservatoire	344.3 m²	529.8 m²	511.0 m²	-	-
Locaux techniques	1'967.8 m²	1'264.1 m²	1'285.6 m²	-	-
Circulation	149.3 m²	139.9 m²	153.8 m²	-	-
Total (SU)	6'358 m²	6'964 m²	5'735.4 m²	-	-
Total surface plancher (SP)	6'262 m²	6'964 m²	6'355 m²	-	-
Total volume (VB)	31'815 m3	34'445 m3	32'627 m3	-	-

3 Descriptif du projet

3.1 Descriptif général

L'implantation proposée pour le nouveau bâtiment renforce et complète l'idée de campus existant sur le site. En effet, le bâtiment vient s'insérer parallèlement à la route d'Arruffens, dans la partie nord-est du site, entre le Cycle d'orientation de la Glâne et le bâtiment Bicubic.

Cette situation, en rapport direct avec la rue, permet au bâtiment de renforcer les caractéristiques des trois espaces extérieurs déjà existants.

Ainsi, la proximité avec le complexe scolaire permet la création d'un nouvel espace public minéral qui relie le trottoir de la route d'Arruffens avec l'axe piétonnier qui longe le complexe scolaire.

Les caractéristiques de la route d'Arruffens sont elles aussi mises en valeur avec la position de l'édifice, de son préau couvert et l'accès au bâtiment à l'angle nord-est. L'espace-rue devient ainsi une esplanade, un espace de rencontre en relation avec l'entrée du bâtiment.

La position du nouvel édifice conserve la logique existante dans le site. Ainsi, le volume bâti avec le jardin vient compléter la succession de pleins et vides existants et maintient les dégagements ponctuels depuis la rue vers le paysage.

La forme du bâtiment se révèle carré pour assurer une utilisation judicieuse du terrain et favoriser une densification efficace du tissu bâti. L'utilisation d'un plan carré permet également de profiter au maximum d'une bonne orientation vers le sud-ouest et la vue sur les Préalpes.

Le programme de la piscine pose la question de la privacité des nageurs. Pour résoudre ce problème, le projet utilise la pente naturelle du terrain comme outil. Ainsi, depuis le sud le programme est surélevé par un socle. Depuis la rue, l'intimité des nageurs est garantie par l'utilisation de boites structurelles contenant les locaux annexes qui forment un filtre.

Le programme s'organise de façon très compacte dans un volume de deux étages. Le rez-de-chaussée accueille le programme public et la zone de bassins tandis qu'à l'étage, se trouve le programme lié au sport et au conservatoire.

Le programme public est disposé au même niveau que la route d'Arruffens. L'accès au bâtiment se fait aisément depuis l'angle nord-est à travers un préau couvert en relation avec l'espace-rue et le nouvel espace minéral qui relie le nouvel édifice avec l'école existante. Le bar se situe en continuité avec le foyer à l'angle sud-ouest. Cette organisation permet d'aménager une terrasse au niveau de la rue avec des vues sur le paysage.

Les utilisateurs accèdent au bâtiment à travers un foyer en double hauteur depuis lequel ils peuvent soit monter à l'étage, soit accéder aux vestiaires de la piscine. Comme mentionné, le programme des piscines est disposé au rez-de-chaussée dans un plan libre. L'utilisation du plan libre permet une grande fluidité entre les bassins et garantit les vues sur le contexte. La disposition centrale des vestiaires permet d'accéder facilement à tous les bassins à travers une plage.

Les bassins d'apprentissage et la pataugeoire se situent à l'angle sud-ouest. Cette position permet d'organiser les activités ludiques et de profiter des dégagements vers le paysage et d'un bon ensoleillement pendant toute la journée. En revanche, les grands bassins sont conçus comme des espaces en double hauteur et sont éclairés avec un système de lumière zénithal.

A l'étage, le programme de sport et du conservatoire est judicieusement séparé l'un de l'autre à travers un espace distributeur, le foyer. La partie sport se situe à l'angle sud, tandis que le conservatoire se positionne sur la façade nord, en relation avec l'école pour ne pas empiéter sur la sphère privée de la piscine. Chaque programme dispose des services nécessaires afin de pouvoir fonctionner indépendamment l'un de l'autre.

Le programme est organisé avec un concept architectural fort misant sur une haute qualité architecturale et spatiale. Dans cette démarche, les différents espaces du projet sont disposés en plan et en coupe comme une agglomération de cellules.

Le projet prévoit d'utiliser de l'acier galvanisé pour la façade. Ce matériau sobre relève le statut de bâtiment public et offre une nouvelle identité à la Route d'Arrufens.

A l'intérieur du bâtiment, les murs, linteaux et colonnes sont laissés en béton apparent afin de rappeler le concept structurel qui génère le projet et rendre visible la succession des différents espaces. Les planchers en bois et les nervures en béton de l'étage prennent la direction du porteur et favorisent l'acoustique des salles.

Les différentes parties de programme qui composent le bâtiment sont distinctes et utilisent des atmosphères ou ambiances en accord avec leur fonction.

- Bassins :
Dans la zone des bassins, un revêtement en carrelage continu est envisagé pour les revêtements du sol. Des dalles mixtes bois-béton sont prévues entre la structure primaire en béton. Ce choix est justifié pour des raisons budgétaires et pour éviter la pose de faux plafonds qui peut poser des problèmes avec l'oxydation ou la corrosion. Ainsi, l'acoustique des bassins sera métrisée par une isolation intégrée dans la structure en bois.
Les bassins seront prévus avec un revêtement en inox.

- Locaux annexes :
Dans les pièces annexes, le projet souhaite rendre ces escapes fonctionnels. Ainsi le projet prévoit d'utiliser du béton apparent (dans la salle de théorie par exemple) et de la céramique dans les zones de douches, WC et vestiaires. Dans les locaux annexes, il sera posé un faux-plafond en caillebotis pour protéger les équipements techniques tout en laissant accessible les infrastructures.

- Bien-être :
L'espace bien-être développe une atmosphère reposante et introvertie. Le projet propose de travailler avec deux boites des services qui organisent l'ensemble des activités de ce programme. Ces deux éléments seront recouverts de mosaïque et contrasteront avec les murs laissés en béton apparents. Le sauna sera réalisé avec des lames de bois naturel type Hemlock. Le hammam sera recouvert de mosaïque. Dans l'espace de repos, les murs seront laissés en béton apparent tandis que le sol sera en bois naturel.

- Locaux sportifs :
Les locaux sportifs (fitness, rythmique et yoga) sont traités avec des murs et dalles en béton apparent. Un sol sportif avec de la couleur sera posé pour vivifier l'atmosphère des salles. Certains murs seront recouverts avec une paroi en acier galvanisé perforée pour répondre aux exigences acoustiques.

- Hall d'entrée :
Le hall d'entrée suivra le concept général du projet et juxtaposera des éléments sophistiqués dans un environnement plus brut. Ainsi, les murs seront laissés en béton apparent tandis que le mobilier sera traité avec un revêtement en métal. Cet espace sera éclairé avec une lumière zénithale possible grâce à une structure en bois triangulaire qui a aussi un rôle acoustique. Au sol, sera coulé un béton extra dur poncé qui garantira la pérennité de l'espace.

- Cafétéria :
La cafétéria utilise les mêmes matériaux que le hall d'entrée. Toutefois, la dalle de cet espace sera en béton apparent. Pour améliorer l'acoustique de la salle, un rideau sera fixé sur tout le pourtour de la façade vitrée.

- Zone de musique :
Ce programme demande une attention particulière du point de vue acoustique et demande des matériaux spécifiques qui répondent à ces exigences. Le sol de la salle sera réalisé avec un parquet en bois naturel, les murs et les plafonds seront traités avec du béton apparent. Pour l'acoustique de la salle d'enseignement, une paroi acoustique avec un revêtement en acier galvanisé sera posée. Dans les autres salles du conservatoire, un faux plafond sera suspendu pour répondre aux exigences acoustiques. Un rideau acoustique sera installé dans toutes les salles pour varier l'acoustique des espaces.

3.2 Descriptif des travaux par CFC

DESCRIPTIF DES TRAVAUX

L'exécution des travaux nécessaires à la réalisation de l'ouvrage devra répondre aux exigences et aux normes et recommandations SIA et autres exigences légales en suisse actuellement en vigueur

CFC 0 TERRAIN

CFC 01 FRAIS D'ACQUISITION DU TERRAIN

CFC 1 TRAVAUX PREPARATOIRES
Déblaiement, préparation du terrain, défrichage, études géotechniques
Adaptation du réseau de conduites existantes jusqu'en limite de parcelle en attendant que la Commune de Romont détermine le raccordement des E.C. + E.U. au réseau communal.

CFC 10 ETUDES GEOTECHNIQUES
Sondages déjà effectués lors de l'étude préliminaire compris dans crédit d'étude.

CFC 11 DEBLAIEMENT, PREPARATION DU TERRAIN
Abatage d'arbres et démontage de mur en béton existants.

CFC 13 INSTALLATION DE CHANTIER EN COMMUN

CFC 136 Frais d'énergie et d'eau
Canalisations, installations électriques et installations sanitaires.
Toutes les installations, machines, matériel nécessaires aux travaux.
Installation d'un compteur et mise à disposition d'un point d'eau pour les besoins du maçon.
Amenée d'eau pour le chantier depuis le réseau existant.
Installation d'un compteur et mise à disposition d'un tableau de chantier pour les besoins du maçon.

CFC 139 Divers
Création, aménagements et entretien des accès au chantier y compris signalisations. Entretien et nettoyage des voies publiques aux abords du chantier, remise en état de celles-ci à la fin des travaux.
Signalisation routière selon exigences de la commune et de la police, pour les travaux de viabilité.
Containers pour les bureaux de la direction des travaux.
Containers à destination de vestiaires, réfectoires, etc.
Clôture de chantier, portail.
Fermeture journalière du chantier.
Installation et location d'engin(s) de levage, emplacement et nombre selon proposition entrepreneur.

CFC 15 ADAPTATION DU RESEAU DE CONDUITES EXISTANTES
Adaptation du réseau à adapter selon coordination avec Projet de rénovation de l'école du CO de Glâne et mandataires spécialisés.

CFC 152 Canalisations (adaptation réseau)
Evacuation des eaux claires et usés jusqu'en limite de parcelle.

CFC 153 Electricité (adaptation réseau)
Hors parcelle non compris dans devis
Alimentation pour le bâtiment par câble de section appropriée.
Introduction à définir en coordination avec les distributeurs (Groupe E Connect SA, Swisscom SA, …).
Selon indications ing. Instal. Électriques.

CFC 155 Eau et gaz (adaptation du réseau)
Adaptation des conduites existantes des réseaux eau potable et gaz jusqu'à la construction, selon indications ingénieur sanitaire.

CFC 2 BÂTIMENT

CFC 20 EXCAVATIONS
Excavation de fouilles à la machine, matériaux normalement exploitables, y compris évacuation ou mise en dépôt latéral, ainsi que réglage des parois de talus. Protection de surfaces de talus avec pose, entretien, enlèvement et élimination de feuilles de plastiques non armées. Evacuation provisoires des eaux à l'aide de tuyaux/tubes, canaux et similaires. Y compris fourniture, enlèvement et évacuation au dépôt de l'entrepreneur, ainsi que remise en état du terrain. Mise à pied d'œuvre ou au dépôt provisoire, de terre végétale et de matériaux terreux non dégradés, y compris déchargement.
Selon indications ingénieur civil/géotechnicien.

CFC 201 Fouilles en pleine masse
Décapage de terre végétale et évacuation ou entreposage selon exigences rapport pédologique. Evacuation du surplus selon filières de revalorisation à définir avec l'autorité compétente. Fourniture et pose de géosynthétiques avec fonctions de séparation, filtration ou drainage. Pose en chevauchement selon indication du fournisseur. Remblayage avec matériaux en dépôt ou matériaux d'apport. Terrassement pour exécution du sous-sol, chargement, transport et évacuation des matériaux à la décharge. Réglage des fonds de fouille. Remblayages nécessaires selon les directives de l'ingénieur civil.
Triage du terrain sur place, y compris bennes pour séparation de matériaux recyclables. Mise en décharge des matériaux contaminés y compris charges. (non compris dans devis)

CFC 21 GROS ŒUVRE 1

CFC 211 Travaux de l'entreprise de maçonnerie

CFC 211.1 Echafaudages de façades extérieures
Mise en place, sur remblais, d'un échafaudage tubulaire léger pour l'ensemble des corps d'état. Y compris, quatre escaliers avec garde-corps posés le long de l'échafaudage pour accéder aux différents niveaux. Un pont de réception de matériaux par façade résistant à 1 tonne, selon instructions de l'ingénieur civil.
Entretien pendant la durée des travaux. Filets de protection si nécessaire ou imposés par la commune.
Le tout doit répondre aux directives du service de la sécurité des chantiers.

CFC 211.4 Canalisations intérieures bâtiment
Mise en place des canalisations sous radier et incorporés en radier.
Reprise des descentes d'eaux de toitures et exécution d'un réseau de canalisation E.U. et E.C. y compris raccordement aux regards E.U. et E.C. extérieurs, les fouilles, les canalisations, système séparatif, la remise en état des enrobés jusqu'en limite de parcelle.

CFC 211.5 Béton et béton armé
(selon descriptif de l'ingénieur civil)

Calcul, dimensionnements et plans sont définis en fonction des directives fournies par l'ingénieur civil.
Le système structurel est composé par des voiles en béton armé appuyés sur des colonnes préfabriquées en béton armé avec la même teinte que le béton coulé sur place.

- Fondation :
Radier en béton armé composé de surprofondeurs ponctuelles pour reprise de charges par le terrain naturel. Radier repose sur Misapor type 10/50. Hauteur variable selon informations de physique du bâtiment.

- Murs contre-terre :
Étanchéité (cuvelage étanche) et isolation côté extérieur des murs en polystyrène extrudé, couche drainante. Coffrage type 2 des murs. Armature, bétonnage, ébarbage et nettoyage.

- Murs intérieurs:
Murs en béton armé coulé sur place épaisseur à déterminer par ingénieur civil. Coffrage type 2.

- Colonnes :
Colonnes en béton armé préfabriquées, pour support des dalles et des bassins de la piscine, charge de la colonne selon calcul de l'ingénieur civil. Teinte idem murs béton coulés sur place, finition à déterminer.

- Dalles :
Dalles en béton armé type plates ou type nervurées. Hauteur variable pour franchir portées, dimensions selon calcul de l'ingénieur civil. Coffrage type 2.

- Bassins en béton armé :
Réalisation des quatre bassins de piscine en béton armé, posés sur appuis glissants. Armature, bétonnage, ébarbage et nettoyage.

- Escaliers secours :
Deux escaliers en béton coulé sur place selon plan architecte. Teinte et finition à déterminer

- Escalier principal :
Escalier principal du hall d'entrée coulé sur place. Béton type 2 idem murs. Finition avec couche de finition anti-poussière à base de silicate de sodium pour la cure, le durcissement du béton type Sikafloor.

- Plateforme et plongeoir :
Fourniture et pose de la plateforme du plongeoir et plots de départ du bassin de natation en béton préfabriqué. Teinte à déterminer, finition antidérapante.
Fourniture et pose du plongeoir 1 mètre en béton préfabriqué selon plan d'architecte. Teinte à déterminer, finition antidérapante.
Fourniture et pose de la plateforme 3 mètre en béton préfabriqué selon plan d'architecte. Teinte à déterminer, finition antidérapante.

- Muret de soutènement :
Construction de muret de soutènement pour aménagements extérieurs, voir plan d'architecte.

CFC 211.6 Maçonnerie
- Murs non porteurs en brique de ciment :
Épaisseur 12.5 cm, 15 cm, prêts à recevoir peinture en dispersion.
Prévoir diverses réservations pour encastrés dans murs et passage de gaines.
Divers carottages selon demandes dans murs et dalles
Garde-corps provisoires.
Fermetures provisoires.
Protections des marches d'escaliers.
Protection des angles saillants béton armé (exécutés sans baguette d'angle).
Réservation de trous et gaines.
Bréchage, saignées et scellements divers.
Rhabillages soignés.
Platelages provisoires de trémies
Bétonnage des trous et gaines.
Nettoyage périodique et entretien de chantier.

CFC 214 Construction en bois
(selon descriptif de l'ingénieur civil)

- Dalles :
Fourniture et pose de planchers à caissons en bois préfabriqués composés d'un panneau OSB, de solivage GL70, de laine de roche 50 mm, d'une bâche noire et d'un panneau lamellé-collé perforé selon besoins acoustiques. Finition avec lasure transparente appliquée en atelier. Hauteur variable selon les portées et selon indication ingénieur civil.

- Structure porteuse grands bassins :
Fourniture et pose d'une structure triangulaire en bois préfabriqué composé de 3-pli 27 mm perforé, une bâche noire, isolation acoustique en laine de roche 40 mm. Structure tridimensionnelle en lamellé-collé. Finition avec lasure transparente appliquée en atelier. Hauteur variable selon les portées et selon indication ingénieur civil.

CFC 215 CONSTRUCTION LEGERE PREFABRIQUEE

CFC 215.2 Façades
Rez-de-chaussée :
- Partie vitrée :
Fourniture et pose de verre autoportant triple à rupture du pont thermique, répondant aux exigences de la physique bâtiment. Verre intérieur feuilleté, dimension 12-12-2 dimension, hauteur 2.60, épaisseur 74 mm. Raccord entre verres réalisés avec joint silicone. Cadre en aluminium, répondant aux exigences de l'atmosphère ambiant des halles de bassins. Elément fixe avec isolation thermique devant piliers avec finition en verre émaillé. Raccords réalisés avec étanchéité, pare-vapeur selon exigences. Dimension et calepinage selon plan architecte.

CFC 215.4 Revêtement extérieur
- Partie opaque :
Fourniture et pose de panneaux isolés, répondant aux exigences de la physique bâtiment. Fixation contre mur béton, finition extérieure en verre émaillé. Dimension et calepinage selon plan d'architecte.

- Sous-construction et isolation de la façade ventilée :
Mise en place de consoles métalliques pour fixation de la façade en acier galvanisé. Console comprenant isolation thermique en laine minérale, épaisseur selon calcul énergétique. Calepinage selon plans d'architecte.

Préau couvert et terrasse nageurs :
- Faux plafond en aluminium éloxé noir
Fourniture et pose de faux-plafonds en aluminium éloxé noir sur la zone du préau couvert, terrasse nageurs.
Support avec tige filetée, éléments de suspension, profil U pour fixation de panneau en aluminium.

CFC 22 GROS ŒUVRE 2

CFC 221 Fenêtres, portes-fenêtres

CFC 221.4 Fenêtres en aluminium
Étage :
- Fenêtre vitrine:
Fourniture et pose de châssis en profilé aluminium à rupture du pont thermique. Fixation avec étanchéité et bande de pare-vapeur. Verre isolant triple avec caractéristiques répondant aux exigences de la physique du bâtiment. Fenêtre reprenant alignement façade extérieur avec recouvrement de cadre en verre émaillé. Dimensions selon plan architecte.

- Fenêtre en longueur :
Fourniture et pose de châssis en profilé aluminium à rupture du pont thermique. Fixation avec étanchéité et bande de pare-vapeur. Verre isolant triple avec caractéristiques répondant aux exigences physique bâtiment. Ouvrant à soufflet avec pivot. Fenêtre reprenant alignement façade extérieur avec verre émaillé recouvrant le cadre. Dimensions selon plan architecte.

CFC 221.6 Portes extérieures en métal
Sous-sol :
- Portes à un vantail
Fourniture et pose de portes simples en acier galvanisé à rupture de pont thermique. Portes composées de cadres en profil acier galvanisé, partie ouvrante à un vantail et ferme-porte apparent. Dimensions selon plan d'architecte. Traitement de surface en acier galvanisé idem façade opaque.

- Portes à deux vantaux
Fourniture et pose de portes doubles en acier galvanisé à rupture de pont thermique. Portes composées de cadres en profil acier galvanisé, deux parties ouvrantes et ferme-porte intégré. Dimensions selon plan d'architecte. Traitement de surface en acier galvanisé idem façade opaque.

- Porte sectionnelle :
Fourniture et pose d'une porte en acier galvanisé à rupture de pont thermique. Rails de guidage avec arrêt de sécurité, serrure intégré. Motorisation du type Gilgen ou similaire. Dimensions selon plan d'architecte. Traitement de surface en acier galvanisé idem façade opaque.

Rez-de-chaussée:
- Portes de secours
Fourniture et pose de portes simples à rupture du pont thermique, à un vantail, finition intérieure en aluminium. Finition extérieure avec verre émaillé collé. Dimension et calepinage selon plan architecte.

- Portes d'entrée
Fourniture et pose de portes doubles à rupture du pont thermique, à un vantail, finition intérieure en aluminium. Finition extérieure avec verre émaillé collé. Dimension et calepinage selon plan architecte.

CFC 222 Ferblanterie
Exécution de la couverture d'acrotère en acier galvanisé en continuité avec façade.
Système de sécurisation pour les interventions ponctuelles sur les toitures plates (SUVA), lignes de vie.

CFC 223 Protection contre la foudre
Protection contre la foudre et mise à terre. Création du maillage en toiture et des descentes sur les façades du bâtiment. Mise en œuvre des installations équipotentielles. Compris dans CFC 23 installations électriques

CFC 224 Couverture, étanchéité

CFC 224.1 Etanchéités et revêtements de toits plats
- Toiture plate (grands bassins) avec gravier :
Gravier standard roulé 16/32 épaisseur 50 mm, feutre SV 200, étanchéité bicouche EGV3-EP5 af WF, isolation Foamglas T4 épaisseur 2x160 mm, pare-vapeur UL 50, couche d'apprêt.

- Toiture plate avec gravier :
Gravier standard roulé 16/32 épaisseur 50 mm, feutre SV200, étanchéité bicouche EGV3-EP5 af WF, isolation PIR FA/TE épaisseur 200 mm, pare-vapeur EVA35, couche d'apprêt.

- Toiture plate avec verre recyclé :
Verre recyclé, feutre SV200, étanchéité bicouche EGV3-EP5 af WF, isolation PIR FA/TE épaisseur 200 mm, pare-vapeur EVA35, couche d'apprêt.

- Toiture plate végétalisée :
Végétalisation et substrat épaisseur 80 mm, feutre SV 800, plaque de rétention WSP50, étanchéité bicouche EGV3-EP5 sf WF, isolation PIR FA/tE, épaisseur 200 mm, pare vapeur EVA35, couche d'apprêt.

Calcul thermique et pression de vapeur à confirmer par physique du bâtiment.

CFC 224.3 Vitrages de toits plats
- Fenêtre en toiture en métal type velux ou similaire (grands bassins) :
Fourniture et pose de fenêtres à rupture de pont thermique, double verre isolant répondant aux exigences de la physique du bâtiment. Face intérieure feuilletée, face extérieure trempée. Raccords et étanchéité avec plaque de recouvrement y compris renfort structurel prévu par ingénieur civil.

- Coupoles :
Fourniture et pose de coupoles à rupture à pont thermique type Copolux, pour prise de lumière zénithale. Câblage et raccordement par l'électricien. Raccords et étanchéité avec plaque de recouvrement.

CFC 225 Etanchéité et isolations spéciales

CFC 225.1 Etanchement des joints
Obturation des gaines et passages techniques selon les directives de l'ECA.

CFC 228 Fermetures extérieures protections solaires

CFC 228.3 Stores en toiles
Étage :
- Stores à projection :
Fourniture et pose des stores en toile, capot de finition en acier galvanisé idem façade. Entoilage avec tissus env. 300 g/m2 résistant au vent et n'absorbant pas la saleté, fortement hydrofuge. Commande par moteur électrique équipée par un dispositif automatique de commande actionnant le store en fonction du soleil ou du vent.

23 Installations électriques
(selon descriptif technique Scherler SA)

CFC 231 Appareils à courant fort
- Tableaux :
Les tableaux sont réalisés et testés conformément à la norme EN 60439.

- Tableau principal :
Le local courant fort situé au sous-sol abritera le tableau principal. Ce dernier comprend :
- Une cellule d'alimentation et de comptage
- 3 cellules pour les alimentations des tableaux secondaires
- 3 cellules permettant le passage des câbles

Un seul comptage sera installé.

-Tableaux secondaires :
Chaque étage sera équipé des 2 tableaux de distribution dans le but d'assurer l'alimentation de tous les petits consommateurs. Ces tableaux seront installés dans des locaux électriques proches des gaines construites à cet effet et seront atteignables en tout temps.

-Installations photovoltaïques :
L'installation est dimensionnée en fonction des besoins du label et des exigences légales (loi cantonale sur l'énergie).
L'onduleur et le compteur nécessaires pour la réinjection de l'énergie sur le réseau seront placés dans le local électrique au sous-sol.

- Installations ASI :
Une alimentation sans interruption sera installée pour les installations de sécurité et celle sensibles aux coupures de courant. La puissance et l'autonomie devront être encore définies selon les besoins.

CFC 232 Installations de courant fort
- Conduites principales :
L'alimentation des différents tableaux transitera par les gaines techniques prévues à cet effet.
Les alimentations des tableaux d'étages et des tertiaires sont dimensionnées et figurent sur le schéma n°701.

- Chemins de câbles :
Des chemins de câbles seront installés. L'objectif est celui d'assurer la distribution et de garantir la modularité du bâtiment. Les chemins de câbles seront traités en fonction des contraintes liés aux produits chimiques liés aux traitements d'eau choisis.

- Installations d'éclairage :
L'alimentation des luminaires se trouvant au plafond sera assurée par un câblage qui transitera via les chemins de câbles et via des tubes noyés en dalle.
Des détecteurs de mouvement assureront la commande de l'éclairage, ainsi que l'extinction et de la régulation en fonction de l'apport d'éclairage naturel. Pour certains, d'autres commandes simples seront également mise en œuvre.

- Installations d'éclairage de secours :
L'alimentation des luminaires de secours sera assurée par un câblage avec garantie de fonctionnement qui transitera par des tubes posés en dalle.

- Installations force :
L'ensemble du bâtiment sera équipé de prises 230 VAC et 400 VAC réparties en fonction des besoins.
Différents appareils seront également raccordés :

- Ascenseur
- Plate-forme élévatrice
- Ascenseur PMR pour les bassins (apprentissage et 25m)
- Les sèche-cheveux fixes et mobiles

- Installations techniques et CVSE :

- Installations complètes des techniques de chauffage, ventilation, sanitaire et froid
- Installations complètes des traitements d'eau pour les piscines

- Stores :
Chaque fenêtre du 1er étage sera équipée d'un moteur store (pas fourni par l'électricien). L'alimentation des moteurs sera réalisée en noyant des tubes pour atteindre les moteurs depuis les chemins de câbles.
Il sera possible de commander les moteurs, local par local, grâce à un unique poussoir placé à l'entrée de chacun des locaux.
Une gestion automatique permettra d'éviter tout risque de surchauffe des locaux.

- Désenfumage :
Aucune centrale de désenfumage n'est prévue.

CFC 233 Lustrerie
Le choix final des lustreries devra être fait en coordination avec électricien, mais les luminaires à source LED avec bon rendement seront favorisés pour minimiser la consommation d'énergie et avoir un coût d'entretien également minimal.
Luminaires de secours seront prévus pour la signalisation balisage et pour l'éclairage de sécurité.

CFC 235 Appareils à courant faible
- Equipements informatiques :
Le rack principal se situe dans le local électrique au sous-sol. Les racks secondaires seront installés au 1er étage.
Chaque place de travail est équipée d'une prise 2xRJ45.
Un réseau WIFI sera assuré dans tout le bâtiment.
Les appareils actifs, tels que les switchs, les antennes WIFI, les centrales téléphoniques, les routeurs et les modems sont inclus. Ils permettront de lier le bâtiment du Bicubic et le bâtiment existant du cycle d'orientation.

- Equipements d'horloges :
Des horloges seront installées dans différents endroits publics en fonction des besoins exprimés par le MO. Modèle à déterminer.

- Equipements audio-visuels :
Des écrans d'affichage LED seront installés dans différents endroits publics en fonction des besoins exprimés par le MO.
Sur quelques-uns de ces écrans, seront installé le système de gestion de diffusion du message interne au CO, via l'application Bswiss.

- Equipements de détection incendie :
Une centrale et des détecteurs de fumée seront installés. Ceux-ci permettront d'asservir les portes coupe-feu.
Il n'y a pas d'obligation légale à ce jour pour une telle installation, donc aucune transmission, ni aucun poussoir d'alarme ne sera installé.

- Equipements de vidéo surveillance :
L'ensemble des lieux sensibles est équipé d'une surveillance vidéo. Les images enregistrées seront accessibles de manière sécurisée. Cette installation devra respectée le règlement d'application de la commune.
Cette installation est composée de :

- un enregistreur vidéo
- caméras vidéo technologie IP/Poe adaptées aux conditions de chaque emplacement
- un poste de vision directe dans le bureau du surveillant.

- Equipements de surveillance anti-noyage:
Les bassins (25 m / apprentissage / plongeon) sont équipés d'installation de détection noyade. Cette installation sera conforme aux recommandations du BPA.
Cette installation est composée de :

- une centrale d'évaluation
- trois écrans de surveillance dans le bureau du surveillant et de trois reports d'alarme/d'info dans les différentes bassins
- caméras à technologie double assurant la surveillance des bassins

- Equipements de contrôle d'accès :
L'ensemble du bâtiment sera équipé d'un système de contrôle d'accès par badge. Celui-ci devra être compatible avec celui installé dans les bâtiments du cycle d'orientation de la Glâne à Romont.
Cette installation est composée de 2 éléments, une gestion de contrôle d'accès général pour l'utilisation par le personnel et les élèves, et l'autre, par le public et les sociétés sportives locales.
Cette installation comprend :

- 1 centrale de gestion
- 2 caisses de paiement / distributeur
- 2 portillons d'accès entrée / sortie, largeur 600 mm avec lecteur de badges pour la piscine
- 2 portillons d'accès entrée / sortie, largeur 900 mm PMR avec lecteur de badges pour la piscine
- 1 portillon d'accès entrée / sortie, largeur 600 mm avec lecteur de badges pour le secteur 1er étage
- 1 portillon d'accès entrée / sortie, largeur 900 mm PMR avec lecteur de badges pour le secteur 1er étage
- 6 lecteurs pour automates à boissons/nourriture, sans l'automate.
- 21 lecteurs de badges pour la gestion de la porte ou portique

- Equipements sonorisation / évacuation :
L'ensemble du bâtiment est équipé d'une installation de sonorisation / évacuation conforme.
Cette installation est composée de :

- 1 centrale dans un rack situé dans le local électrique au sous-sol
- de haut-parleurs technologie 100 V, encastrés ou apparents selon besoin
- 1 platine de commande « pompiers » équipée de la commande évacuation et d'un micro « pompiers » prioritaire
- Plusieurs platines de commande permettront de régler localement le choix de la source (injection locale possible) et le volume, mais le message d'évacuation sera toujours prioritaire.

CFC 236 Installation à courant faible
Installations pour informatique :
Voir plans d'installations électriques et CFC 235 correspondant

Installations d'horloges :
Voir plans d'installations électriques et CFC 235 correspondant

Installations audio-visuels :
Voir plans d'installations électriques et CFC 235 correspondant

Installations de détection incendie :
Voir plans d'installations électriques et CFC 235 correspondant

Installations de vidéo surveillance *:*
Voir plans d'installations électriques et CFC 235 correspondant

Installations de surveillance anti-noyage *:*
Voir plans d'installations électriques et CFC 235 correspondant

Installations de contrôle d'accès *:*
Voir plans d'installations électriques et CFC 235 correspondant

Installations de sonorisation / évacuation *:*
Voir plans d'installations électriques et CFC 235 correspondant

CFC 237 Gestion technique du bâtiment
Une installation de gestion technique du bâtiment sera installée et permettra de respecter les exigences de fonctionnalité et les exigences de valeur énergétique selon les normes en vigueur.
Cette installation est composée de :

- une station météo en toiture
- de relais pour la gestion des stores (protection contre la surchauffe estivale et l'éblouissement)
- de détecteurs de présences avec sonde de luminosité intégrée
- de régulateurs pour la commande de l'éclairage

CFC 238 Installations provisoires
Installation pendant la période du chantier d'un tableau provisoire et un éclairage d'appoint sera mis à disposition des ouvriers.

CFC 24 Installations CVCR
(selon descriptif technique de Tecnoservice SA)

CFC 240 Chauffage et production d'eau chaude
La production de chaleur sera assurée par un raccordement sur le chauffage à distance exploité par Groupe E. L'installation prévoit l'installation de deux échangeurs de 710 kW pour assurer les besoins de chaleur. Le projet prévoit également l'installation de deux pompes à chaleur pour le préchauffage de l'eau fraîche des bassins et le rafraîchissement de certains locaux.
La distribution de chaleur est assurée par deux pompes fonctionnant en alternance.
Les panneaux solaires thermiques ne sont pas prévus dans le projet.

CFC 244 Installations de ventilation
Zone bassins :
Chaque bassin et chaque secteur d'activité seront ventilés mécaniquement et de manière indépendante.
Les halles de bassin seront alimentées par des monoblocs à régime variable. Ces équipements récupéreront l'énergie thermique, chaufferont et déshumidifieront les zones des bassins.
La pulsion de cet espace se fera sous la paroi vitrée. Une pulsion d'air est également prévue dans les structures triangulaires afin d'éviter la condensation sur les vitrages en toiture.
L'air sera extrait dans le noyau des vestiaires et dans la structure triangulaire.

Zone sportive et zone bien-être :
La zone sportive et le secteur *bien-être* ont une ventilation indépendante. Le secteur *bien-être* est équipé d'un post chauffage pour assurer une température ambiante de 24°C.
Le monobloc de cette zone est équipé d'un récupérateur de chaleur.
Les salles de yoga, rythmique et fitness sont ventilées selon l'occupation.
Une batterie de froid sera installée dans le fitness.

Zone vestiaires :
Les vestiaires seront ventilés mécaniquement par un monobloc équipé d'un récupérateur de chaleur.

Entrée, cafétéria et zone conservatoire :
L'entrée, la cafétéria et les locaux dédiés à la musique seront alimentés par un monobloc équipé d'un récupérateur de chaleur.
La salle d'enseignement sera rafraîchie en été. Une batterie de froid sera installée sur le canal de pulsion.
Les salles individuelles seront ventilées de manière continue sur une plage horaire.

Sous-sol :
Certains locaux en sous-sol sont également prévus ventilés mécaniquement.
La prise d'air et l'évacuation d'air vicié sont prévues en toiture.

CFC 245 Rafraîchissement
La production de froid sera assurée par une pompe à chaleur pour les locaux le nécessitant.

CFC 249 Rafraîchissement
Un tableau de commande pilotera les groupes de distribution de chaleur et la production d'eau chaude sanitaire. Chaque monobloc de traitement d'air sera équipé d'un tableau de commande avec régulation intégré. Une gestion technique centralisée (GTC) permettra de visualiser et modifier les paramètres d'installation.

CFC 25 Installations sanitaires
(selon descriptif technique Duchein SA)

CFC 251 Appareils sanitaires courants

CFC 251.0 Fourniture
Fourniture d'appareils sanitaires et accessoires normaux selon choix d'architecte.

CFC 251.1 Pose
Pose des appareils sanitaires et accessoires normaux.

CFC 252 Appareils sanitaires spéciaux

CFC 252.0 Fourniture
Fourniture des articles en acier inoxydable 1.4404 (V4A) selon offre détaillée comprenant :

- grille de sol en acier inoxydable 250x250mm pour les locaux techniques, nettoyages…
- rigoles de douche en acier inoxydable avec une profondeur de 150mm pour les douches collectives ainsi les douches avec des cabines.
- rigoles avec fentes en acier inoxydable pour les plages et vestiaires.
- bondes de vidanges en acier inoxydable pour les 2 pédiluves.
- 5 coffrets d'énergie en acier inoxydable avec une prise électrique 230V, robinet de nettoyage d'eau froide ainsi un robinet d'eau désinfection/nettoyage.
- naissances d'eaux pluviales pour les toitures avec limiteur de débit afin de permettre la rétention en toiture.
- fourniture des buses pour la désinfection de pieds.

CFC 252.1 Pose
Pose des appareils sanitaires spéciaux mentionnés.

CFC 253 Appareils sanitaires d'alimentation et d'évacuation

CFC 253.0 Fourniture
Fourniture et pose des appareils sanitaires d'alimentation et d'évacuation suivants:

- 1 traitement d'eau pour l'alimentation de la production d'eau chaude sanitaire du bâtiment, permettant d'abaisser la dureté de l'eau de 2.9mmol/l à 1.0mmol/l.
- 1 production d'eau chaude par 2 chauffe-eau en acier inoxydable d'une contenance de 2'000litres avec des échangeurs à plaques, raccordés sur le circuit chauffage.
- 1 station à haute pression centralisée pour la désinfection et nettoyage des plages et vestiaires.
- 1 équipement comprenant chariot, tuyau flexible et lance de nettoyage
- 1 appareil de dosage pour la désinfection des pieds avec les douches pour les pieds.
- 3 compteurs d'eau avec émetteurs d'impulsions pour la répartition des secteurs en eau froide et chaude.

CFC 253.1 Pose
Pose des appareils sanitaires d'alimentation et d'évacuation mentionnés.

CFC 254 Conduites

CFC 254.0 Eau froide pression réseau
Depuis l'introduction d'eau, raccordement et installation d'une nourrice dans la centrale sanitaire 01-605, situé au sous-sol, avec accessoires usuels (plaquettes indicatrices, manomètres, pressostat, vidanges, …) comprenant :

- 1 introduction d'eau
- 1 poste de comptage
- 1 clapet de retenue
- 1 filtre fin
- 1 départ de réserve
- 1 départ alimentation d'arrosage avec disconnecteur
- 1 départ alimentation technique piscine
- 1 réducteur de pression avec manomètres

- Départ arrosage :
Distribution horizontale au plafond du sous-sol vers le robinet de nettoyage au local 01.308.2 et vers les 2 alimentations des conduites enterrées pour les 2 arrosages, 1 prêt de l'entrée et 1 prêt de la terrasse de la cafétéria.
Exécution des distributions principales en acier inoxydable avec raccords à sertir et fixation des tuyauteries avec colliers isolés avec bandes de caoutchouc afin de garantir une parfaite protection phonique.
Conduites enterrées vers les arrosages extérieures en tube PE-HD PN16 posés en fouille.

- Départ alimentation technique piscine :
Distribution horizontale au plafond du sous-sol vers le local technique piscine pour les alimentations des raccordements d'eau pour les bassins tampons et remplissage des bassins.
Exécution des distributions principales en acier inoxydable avec raccords à sertir et fixation des tuyauteries avec colliers isolés avec bandes de caoutchouc afin de garantir une parfaite protection phonique.

CFC 254.1 Eau froide pression modifiée et adoucie
Depuis la nourrice d'eau froide pression réseau, raccordement et installation d'une nourrice d'eau froide pression modifiée dans la centrale sanitaire 01-605, situé au sous-sol, avec accessoires usuels (plaquettes indicatrices, manomètres, pressostat, vidanges, …) comprenant :

- 1 départ de réserve
- 1 départ alimentation station à haute pression centralisée ainsi dosage pour la désinfection des pieds avec disconnecteur.
- 1 départ vers le traitement d'eau
- Alimentation de la station à haute pression pour la désinfection et nettoyage des plages et vestiaires.
- Alimentation d'appareil de dosage des pieds.

Alimentation de la station à haute pression pour la désinfection et nettoyage des plages et vestiaires.
Alimentation du traitement d'eau.
Exécution en acier inoxydable avec raccords à sertir et fixation des tuyauteries avec colliers isolés avec bandes de caoutchouc afin de garantir une parfaite protection phonique.

Depuis la nourrice d'eau froide pression modifiée, raccordement et installation d'une nourrice d'eau froide adoucie dans la centrale sanitaire 01-605, situé au sous-sol, avec accessoires usuels (plaquettes indicatrices, manomètres, pressostat, vidanges, …) comprenant :

- 1 départ eau adoucie secteur conservatoire/cafétéria
- 1 départ eau adoucie secteur piscine/bien-être
- 1 départ eau adoucie secteur sport
- 1 départ vers la production d'eau chaude

Secteur piscine et zone bien-être :
Alimentation de la production d'eau chaude située à la centrale sanitaire 01-605.
Distribution horizontale au plafond du sous-sol vers les groupes sanitaires ainsi vers la colonne montante.
Distribution horizontale au plafond du rez-de-chaussée vers les groupes sanitaires ainsi vers la colonne montante. Distribution horizontale au plafond de l'étage vers les groupes sanitaires.
Raccordement des appareils sanitaires normaux et spéciaux.
Chaque colonne montante sera équipée de vanne d'arrêt accessible afin de permettre un entretien aisé.

Exécution des distributions principales et des colonnes montantes et descendantes en acier inoxydable avec raccords à sertir et fixation des tuyauteries avec colliers isolés avec bandes de caoutchouc afin de garantir une parfaite protection phonique.
Dérivations secondaires vers les appareils sanitaires en tube PER posés en dalle, dans les doublages techniques ou gainés.

CFC 254.2 Eau chaude aller et retour
Depuis la production d'eau chaude, alimentation des sous-stations d'eau chaude par des échangeurs à plaques pour une séparation des circuits et pour permettre d'intégrer des compteurs.

Secteur piscine et zone bien-être :
Distribution horizontale au plafond du sous-sol vers les groupes sanitaires ainsi vers la colonne montante.
Distribution horizontale au plafond du rez-de-chaussée vers les groupes sanitaires ainsi vers la colonne montante. Distribution horizontale au plafond de l'étage vers les groupes sanitaires.
Raccordement des appareils sanitaires normaux et spéciaux.
Chaque colonne montante sera équipée de vanne d'arrêt accessible afin de permettre un entretien aisé.
Le maintien en température du réseau de distribution d'eau chaude sanitaire sera assuré par une circulation.
Exécution des distributions principales et des colonnes montantes et descendantes en acier inoxydable avec raccords à sertir et fixation des tuyauteries avec colliers isolés avec bandes de caoutchouc afin de garantir une parfaite protection phonique.
Dérivations secondaires vers les appareils sanitaires en tube PER posés en dalle, dans les doublages techniques ou gainés.

Cafétéria et zone conservatoire :
Distribution horizontale au plafond du sous-sol vers les groupes sanitaires ainsi vers la colonne montante.
Distribution horizontale au plafond du rez-de-chaussée vers les groupes sanitaires ainsi vers la colonne montante. Distribution horizontale au plafond de l'étage vers les groupes sanitaires. Raccordement des appareils sanitaires normaux et spéciaux.
Chaque colonne montante sera équipée de vanne d'arrêt accessible afin de permettre un entretien aisé.
Le maintien en température du réseau de distribution d'eau chaude sanitaire sera assuré par une circulation.
Exécution des distributions principales et des colonnes montantes et descendantes en acier inoxydable avec raccords à sertir et fixation des tuyauteries avec colliers isolés avec bandes de caoutchouc afin de garantir une parfaite protection phonique.
Dérivations secondaires vers les appareils sanitaires en tube PER posés en dalle, dans les doublages techniques ou gainés.

CFC 254.3 Eau de nettoyage et désinfection des plages et vestiaires
Depuis la station à haute pression centralisée, alimentation des coffrets d'énergie en acier inoxydable.

Zone bassins et zone bien-être :
Distribution horizontale au plafond du sous-sol vers la colonne montante. Distribution horizontale au plafond du rez-de-chaussée vers les 2 coffrets situés aux vestiaires et les 2 coffrets situés à la plage des bassins ainsi vers la colonne montante. Distribution horizontale au plafond de l'étage vers le coffret situé à la douche.
Raccordement des coffrets d'énergie.
Exécution des distributions principales et des colonnes montantes et descendantes en acier inoxydable avec raccords à visser et fixation des tuyauteries avec colliers isolés avec bandes de caoutchouc afin de garantir une parfaite protection phonique.

CFC 254.4 Eau de désinfection des pieds
Depuis l'appareil de dosage, alimentation des buses de désinfection.

Zone bassins et zone bien-être :
Distribution horizontale au plafond du sous-sol vers la colonne montante. Distribution horizontale au plafond du rez-de-chaussée vers les 2 buses situées au pédiluve entre les vestiaires et plage de bassins.
Raccordement des buses de désinfection.
Exécution des distributions principales et des colonnes montantes et descendantes en acier inoxydable avec raccords à sertir et fixation des tuyauteries avec colliers isolés avec bandes de caoutchouc afin de garantir une parfaite protection phonique.

CFC 254.6 Eaux usées
Zone bassins et zone bien-être :
Raccordement des appareils sanitaires normaux et spéciaux au moyen de colonnes de chute ainsi des conduites de déviations situées aux plafonds du sous-sol et rez-de-chaussée, depuis la canalisation jusqu'aux garnitures de ventilation primaire posées par le ferblantier en toiture.
Exécution des colonnes de chute en PE-HD db20 et fixation des tuyauteries avec colliers isolés avec bandes de caoutchouc afin de garantir une parfaite protection phonique. Dérivations vers les appareils sanitaires des appareils sanitaires au moyen de conduites en PE-HD db20 posées en dalle ou doublages techniques.
Les incorporés sanitaires en dalle ainsi que les dérivations dans les gaines techniques vers les appareils sanitaires seront exécutés en PE-HD db20 avec fourreau isolant.
Raccordement des appareils sanitaires ainsi de la technique piscine du sous-sol directement sur le réseau de canalisations posées par l'installateur sanitaire. Exécution en tuyau PE-HD.

CFC 255 Calorifugeage
Isolation des distributions d'eau froide et d'eau chaude aller et retour contre la condensation ou les pertes de chaleur au moyen de coquilles PIR avec revêtement en PVC. Les conduites situées aux locaux techniques sont exécutées avec un revêtement en tôle alu.
Isolation des conduites d'eaux usées contre le bruit au moyen d'un matelas phonique Gébérit-Isol.
Isolation des conduites d'eaux pluviales contre la condensation et le bruit au moyen d'isolation PIR avec lissage synthétique et recouvert par-dessus de Geberit-Isol.
Epaisseurs selon directives et exigences de la loi cantonale sur l'énergie du canton de Fribourg.

CFC 256 Eléments d'installations
Système d'installation Duofix pour effectuer le châssis et la fermeture des gaines techniques des groupes WC.
Ce système respecte les normes contre le bruit SIA 181 et les normes AEAI. Au niveau planification et exécution ce système est rationnel, il permet la préfabrication des châssis en avance. Installation d'éléments de sous-construction type Duofix pour permettre le passage des nouvelles installations techniques et recevoir les appareils. Exécution sur la hauteur du local devant les murs y compris le revêtement plâtre prêt à recevoir le carrelage.

CFC 258 Cuisine
Meuble de cuisine composé de deux éléments selon plans d'architecte.
Equipements pour le bar : à confirmer par cuisiniste et MO.
- lave-verres / lave vaisselle
- **é**vier
- tireuse bi**è**res
- caisse
- frigos 2x
- tiroirs r**é**frig**éré**s
- petit four **«** portatif **»**
- poubelles 2x
- plan de travail
- machine **à** caf**é**
- accueil piscine (documentation, billets**…**)

CFC 259 Divers
Chèvre et robinet de chantier second oeuvre.
Raccordement des condensas des monoblocs de ventilation à la canalisation au moyen d'un tuyau en acier inoxydable avec siphon et cape pour le remplissage.
Participation aux frais de transports.
Eaux pluviales provisoires pour la mise hors d'eau durant le chantier.

CFC 26 Installations transports

CFC 261 Ascenseurs
Foyer:
- Ascenseur de personnes :
Fourniture et pose d'un ascenseur de personnes type Kone monospace 500. Adapté aux personnes à mobilité réduite. Charge utile 2500 kg, 33 personnes. Sans local des machines. Finition cabine en acier galvanisé, sol avec béton extra dur poncé idem foyer.
Dimensions de la gaine 2.14 x 2.15 m
Dimensions de la cabine 1.40 x 1.85 m
Dimensions des portes 1.00 x 2,20 m

CFC 27 Aménagements intérieurs 1

CFC 271 Plâtrerie

CFC 271.1 Cloisons, revêtement et habillages en plâtrerie
Bien-être :
- Cloisons légères intérieures avec plaques de ciment
Fourniture et pose dans l'espace bien-être de parois légères en ciment cartonnés type Knauf Aquapannel, 2 x 12.5 mm posées sur châssis métallique.
Epaisseur variable selon plans d'architecte et demandes de l'ingénieur sanitaire.

Conservatoire :
- Mur de conservatoire
Fourniture et pose entre studios de conservatoire individuels et couloir de parois légères en plâtre type Knauf, 2 x 12.5 mm posées sur châssis métallique. Epaisseur selon demandes de l'ingénieur acousticien.

- Toilettes de conservatoire
Fourniture et pose des murs des sanitaires conservatoire de parois légères en plâtre type Knauf, 2 x 12.5 mm posées sur châssis métallique. Epaisseur selon demandes de l'ingénieur acousticien.

Sanitaires rez :
- Doublage intérieur et revêtements de parois en plaques de ciment
Fourniture et pose de panneaux de ciment cartonnés type Knauf Aquapannel pour châssis WC, 2 x 12.5 mm, posées sur châssis métallique anti-corrosion C5, isolé pour répondre aux normes acoustiques.

Sanitaires sous-sol :
- Doublage intérieur et revêtements de parois en panneaux de plâtre hydrofuge
Fourniture et pose de panneaux de plâtre cartonnés pour châssis WC, 2 x 12.5 mm, posées sur châssis métallique, isolé pour répondre aux normes acoustiques.

CFC 272 Ouvrages métalliques

CFC 272.0 Portes métalliques
- Portes type cadre faux-cadre en acier galvanisé
Fourniture et pose de portes en acier galvanisé avec cadre faux-cadre en acier galvanisé, un ou deux vantaux. Panneau et cadre type Eisenring en acier galvanisé.
Ferme porte apparent type Dorma TS 93.
Paumelles visibles en acier inoxydable, poignées en inox modèle à déterminer.
Serrure et gâche électrique selon liste de portes et demandes du MO.

- Portes type cadre block acier galvanisé
Fourniture et pose de portes en acier galvanisé avec cadre block en acier galvanisé, un ou deux vantaux. Panneau et cadre type Eisenring en acier galvanisé.
Ferme porte intégré type Dorma ITS.
Paumelles invisibles type Tectus Simonswerk, poignées en inox modèle à déterminer.
Exigences acoustiques selon demandes de l'ingénieur acoustique.
Indice feu selon demandes ECAB.
Serrure et gâche électrique selon liste de portes et demandes du MO.

- Portes type cadre block en inox V4
Fourniture et pose de portes en acier inoxydable traitement galvanisé avec cadre block en acier inoxydable v4 traitement galvanisé, résistant aux projections d'eau chlorée, un ou deux vantaux. Panneau et cadre type Eisenring en acier inoxydable traitement galvanisé.
Ferme porte intégré type Dorma ITS.
Paumelles invisibles type Tectus Simonswerk, poignées en inox modèle à déterminer.
Exigences acoustiques selon demandes de l'ingénieur acoustique.
Indice feu selon demandes ECAB.
Serrure et gâche électrique selon liste de portes et demandes du MO.

- Portes type aluminium avec placage en verre
Fourniture et pose de portes en aluminium avec profil type Foster avec placage en verre deux faces.
Ferme porte intégré type Dorma ITS.
Paumelles invisibles type Tectus Simonswerk, poignées en inox modèle à déterminer.
Exigences acoustiques selon demandes de l'ingénieur acoustique.
Indice feu selon demandes ECAB.
Serrure et gâche électrique selon liste de portes et demandes du MO.

- Portes type verre bien-être
Fourniture et pose de portes en verre avec cadre aluminium.
Paumelles visibles, poignées en inox modèle à déterminer.

CFC 272.1 Eléments métalliques préconfectionnés
Foyer et Zone vestiaires :
Fourniture et pose de tourniquets finition inox pour accès aux bassins et zone sportive type Kaba Gilgen TPB-E02 HSD-L07 ou similaire.

CFC 272.2 Ouvrages métalliques courants
Garde-corps :
Fourniture et pose de garde-corps pour cage d'escaliers (3 cages) finition en acier galvanisé, selon plans architecte.

CFC 272.3 Vitrages intérieurs en métal
Zone Foyer :
Fourniture et pose de vitrages entre la piscine et hall d'entrée, dimension 2.75 x 2.60 mètres, pose sur profils métalliques non visibles. Caractéristiques du verre selon demandes de l'ECA.

Galerie spectateurs:
Vitrage intérieur :
Fourniture et pose d'un vitrage entre bassin de natation et galerie spectateurs, dimension selon plan d'architecte, verre double collé avec joints silicone entre verres. Pose sur profils Foster en aluminium non visibles. Caractéristiques du verre selon demandes de l'ECA.

Galerie entrée:
Fourniture et pose d'un garde-corps en verre entre hall d'entrée et galerie d'entrée, dimension selon plan architecte, verre fixé sur profil en aluminium.

CFC 273 Menuiseries

CFC 273.0 Portes intérieures en bois

- Portes type pivot sans cadre électromagnétique
Fourniture et pose de portes en bois sans cadre recouvertes de acier inoxydable v4 traitement galvanisé, résistant aux projections d'eau chlorée, type Deltatüren, un ou deux vantaux.
Ferme porte électromagnétique intégré dans béton.
Exigences acoustiques selon demandes de l'ingénieur acoustique.
Indice feu selon demandes ECAB.
Paumelles invisibles, poignées en inox modèle à déterminer.

- Portes type bois sans cadre
Fourniture et pose de portes en bois sans cadre type Deltatüren Tapetentür à peindre sur place.
Ferme porte intégré type Dorma ITS.
Paumelles invisibles type Tectus Simonswerk, poignées en inox modèle à déterminer.
Exigences acoustiques selon demandes de l'ingénieur acoustique.

Indice feu selon demandes ECAB.
Serrure et gâche électrique selon liste de portes et demandes du MO.

CFC 273.1 Armoires murales, rayonnages, ect.
Fourniture et pose d'un meuble bar pour cafétéria, d'un meuble dans hall d'entrée comprenant 10 casier et 3 poubelles, de deux meubles à chaussures en acier galvanisé et d'un meuble bas pour la zone de séchage.

CFC 273.3 Menuiserie courante
Fourniture et pose d'un rail à rideaux dans zone du conservatoire et cafétéria.

CFC 275 Cylindres de sureté, combinaison de fermeture
Système de verrouillage par cylindre mécanique

CFC 277 Cloisons en éléments

CFC 277.2 Cloisons fixes
Zone Vestiaires et locaux annexes :
Fourniture et pose de cabines et cloisons de séparation pour vestiaires et locaux sanitaires marque Arotec système TW30, finition acier galvanisé, application lasure adapté pour zones sèches et humides. Porte affleuré avec cabine. Barre stabilisante 30/40 mm. Panneaux posés sur support ponctuel de 150 mm. Dimensions selon plan d'architecte.

CFC 28 AMENAGEMENTS INTERIEURS 2

CFC 281 Revêtements de sol

CFC 281.0 Chapes
- Isolation acoustique et thermique :
Fourniture et pose d'une isolation contre les bruits de chocs en panneaux de polystyrène expansé élastifié EPS-T (épaisseur 22/20 mm) et d'une isolation thermique en panneaux de polystyrène expansé (épaisseur 20 mm) ou en mousse de polyuréthane PUR, panneaux revêtus de papier kraft sur les 2 faces. Pose d'une feuille de séparation et de glissement en polyéthylène PE.

- Chape flottante avec ou sans chauffage de sol :
Fourniture et pose d'une chape au mortier de ciment CP, minimum 350 kg/m3, épaisseur variable, y compris pente pour bassins, min. 80 mm.

CFC 281.1 Revêtement de sol sans joints
Locaux annexes et dégagement :
- Béton extra dur teinté
Fourniture et pose d'une chape en béton extra dur, armatures en fibres, champs max de 30m2, imprégné teinté, vitrifié, épaisseur 80 mm, finition sans plinthe, calepinage selon plan architecte.

Foyer et cafétéria :
- Béton extra dur teinté poncé
Fourniture et pose d'une chape en béton extra dur, armatures en fibres, champs max de 30m2, poncé 2x, colmaté 1x, imprégné teinté, vitrifié, épaisseur 80 mm, finition sans plinthe, calepinage selon plan architecte.

Locaux techniques sous-sol :
- Dalle béton avec résine synthétique sur radier sous-sol :
Fourniture et pose d'un revêtement à base de silicate de sodium pour la cure, le durcissement du béton frais type Sikafloor.

Zone sportive (fitness) :
- Sol sportif polymatch Macolin
Fourniture et pose d'un revêtement sportif composé de résine PUR Conica 3 mm. Sous-construction élastique en panneaux multiplis doublement rainé-crétés Boflex Champion, ép. 28 mm. Support souple de 2 mm posé sur chape.

Zone sportive (salle de rythmique et yoga) :
- Sol sportif polymatch Thun :
Fourniture et pose d'un revêtement sportif composé de résine PUR Conica 3 mm. Sous-couche en mousse PUR type Greiner densité 310 kg/m3, épaisseur 6mm. Sous-construction élastique en panneaux multiplis doublement rainé-crétés Boflex Champion, ép. 28 mm. Support souple de 2 mm posé sur chape.

CFC 281.2 Revêtements de sols en matières synthétiques, textiles
Hall d'entrée:
Fourniture et pose de tapis de brosse pour hall d'entrée. Modèle à déterminer.

CFC 281.6 Revêtements de sol en carrelage
Zone bassins et zone vestiaires :
- Carrelage
Fourniture et pose de carrelage Agrob Buchtal 50x50 mm couleur blanc (neutral 10). Pose selon plans d'architecte. Format pour sol antidérapant.

Locaux annexes :
- Carrelage :
Fourniture et pose de carrelage Agrob Buchtal 50x50 mm couleur blanc (neutral 10). Pose selon plans d'architecte. Format pour sol antidérapant.

Zone bien-être :
- Mosaïque Bisazza
Fourniture et pose de mosaïque Bisazza, modèle et couleur à déterminer. Pose selon plans d'architectes.

CFC 281.7 Revêtements de sol en bois
Zone conservatoire :
- Parquet en bois massif
Fourniture et pose d'un parquet en bois massif collé sur chape. Pose sans plinthe.

CFC 282 Revêtements de paroi

CFC 282.4 Revêtements de paroi en céramique
Zone bassins et zone vestiaires :
- Carrelage
Fourniture et pose de carrelage Agrob Buchtal 50x50 mm couleur blanc (neutral 10). Pose selon plans d'architecte.

Locaux annexes sport et piscine :
- Carrelage
Fourniture et pose de carrelage Agrob Buchtal 50x50 mm couleur blanc (neutral 10). Pose selon plans d'architecte.

Locaux annexes conservatoire et bar :
- Carrelage
Fourniture et pose de carrelage Agrob Buchtal 50x50 mm, couleur à déterminer. Pose selon plans d'architecte.

Zone bien-être :
- Mosaïque Bisazza
Fourniture et pose de mosaïque Bisazza, modèle et couleur à déterminer. Pose selon plans d'architectes.

CFC 282.5 Revêtements de paroi en métal
Salle de rythmique et yoga:
Fourniture et pose de panneaux en acier galvanisé perforée, composé d'isolation acoustique en laine minérale 4 cm. Fixation sur cadre en profil en acier comprenant isolation acoustique entre bardage. Calepinage à déterminer selon plans architecte.

Salle de fitness :
Fourniture et pose de panneaux en acier galvanisé, composé d'isolation thermique en laine minérale 6 cm. Fixation sur cadre en profil en acier comprenant isolation acoustique entre bardage. Calepinage à déterminer selon plans architecte.

Salle d'enseignement :
Fourniture et pose de panneaux en acier galvanisé perforée, composé d'isolation acoustique en laine minérale 4 cm. Fixation sur cadre en profil en acier comprenant isolation acoustique entre bardage. Calepinage à déterminer selon plans architecte.

CFC 283 Faux-plafonds

CFC 283.1 Plafonds suspendus en panneaux métalliques
Zone vestiaires :
- Faux plafond en caillebotis en acier galvanisé
Fourniture et pose de faux-plafond en caillebotis en acier galvanisé, maille à déterminer
Support avec tige filetée, éléments de suspension, profil U pour fixation
Calepinage à déterminer.

CFC 283.2 Plafonds en panneaux de plâtre
Zone bien-être :
- Plafonds suspendus en plaques de ciment
Fourniture et pose de plafonds suspendus, sous-construction double 2 x 27 mm, plaques de ciment cartonnées type Knauf Aquapannel pour locaux avec haute humidité. Pose double 2 x 12.5 mm, à joints croisés, raccord à la paroi avec bande d'étanchéité PE.

Zone corridor conservatoire :
- Plafonds suspendus en plaques de plâtre
Fourniture et pose de plafonds suspendus, sous-construction double 2 x 27 mm, plaques de plâtre cartonnées type Knauf. Pose double 2 x 12.5 mm, à joints croisés, raccord à la paroi avec bande d'étanchéité PE.

CFC 283.2 Plafonds en panneaux isolants multicouches en laine de bois
Zone sportive :
Fourniture et pose de panneaux isolants multicouche en laine de bois en fond de coffrage, épaisseur à déterminer selon exigences de l'ingénieur acousticien.

Salle d'enseignement:
Fourniture et pose de panneaux isolants multicouche en laine de bois en fond de coffrage, épaisseur à déterminer selon exigences de l'ingénieur acousticien.

Cafétéria :
Fourniture et pose de panneaux isolants multicouche en laine de bois en fond de coffrage, épaisseur à déterminer selon exigences de l'ingénieur acousticien.

CFC 285 Traitements de surfaces intérieures
- Structure bois :
Peinture bouche pores incolore sur structure bois à appliquer en atelier. Retouches sur place.

- Murs béton :
Peinture bouche pores incolore sur structure murs béton.

- Plafond béton :
Peinture bouche pores incolore sur plafond béton.

- Escalier béton :
Application sur béton frais de trois couches d'un revêtement à base de de silicate de sodium pour la cure, le durcissement du béton frais type Sikafloor.

- Murs brique ciment:
Peinture dispersion sur murs en brique ciment.

- Murs plâtre conservatoire:
Peinture émaillée sur murs en placo-plâtre. Couleur RAL ou NCS à déterminer.

CFC 287 Nettoyage du bâtiment
Nettoyages, lavages, dépoussiérage de l'ensemble du bâtiment (sols, murs, plafonds) y compris fenêtres, portes palières et de communication, cages d'escaliers et surfaces de circulation, locaux techniques et locaux communs, appareils sanitaires, robinetteries et accessoires, locaux techniques et les canalisations y compris remise du certificat de nettoyage.

CFC 29 HONORAIRES
Selon règlements SIA 102, 103 et 108 :

CFC 291 Architecte

CFC 292 Ingénieur civil

CFC 293 Ingénieur électricien

CFC 294 Ingénieur chauffage-ventilation

CFC 295 Ingénieur sanitaire

CFC 296.0 Géomètre

CFC 296.3 Physique du bâtiment

CFC 296.4 Ingénieurs acousticiens

CFC 296.9 Spécialiste façade

CFC 296.9 Géotechniciens-conseils

CFC 3 EXPLOITATION

CFC 35 INSTALLATIONS SANITAIRES / TECHNIQUE PISCINE
(selon descriptif technique Duchein SA)

CFC 353 Appareils d'alimentation et d'évacuation
L'installation semi-automatique remplie les exigences de la norme SIA385/9 2011, prévue pour des bassins avec un revêtement en acier inoxydable. Les pédiluves sont équipées d'un revêtement en céramique.
Informations générales pour les 4 bassins ainsi que les 2 pédiluves.

Bassin de plongeon :
Dimensions 13.50 x 9.10m
Surface du plan d'eau 122.85m2
Volume du bassin 416.15m3
Température de l'eau 28°C
Débit de circulation 73.71m3/h
Echangeur de chaleur 125kW
Bassin tampon (intégré avec bassin de natation)
Bassin rinçage filtres (intégré avec bassin de natation)

Bassin de natation :
Dimensions 25.00 x 13.50m
Surface du plan d'eau 342.52m2
Volume du bassin 585.00m3
Température de l'eau 28°C
Débit de circulation 135.00m3/h
Echangeur de chaleur 175kW
Bassin tampon 20.50m3
Bassin rinçage filtres 34.20m3
Lignes d'eau à traiter dans l'inox par imprégnation.

Bassin d'apprentissage :
Dimensions 8.00 x 13.50m
Surface du plan d'eau 108.00m2
Volume du bassin 259.20m3
Température de l'eau 30°C
Débit de circulation 129.60m3/h
Echangeur de chaleur 85kW
Bassin tampon 6.20m3
Bassin rinçage filtres 22.50m3
Fond mobile avec trappe d'accès.

Pataugeoire :
Dimensions 6.00 x 7.00m
Surface du plan d'eau 42.00m2
Volume du bassin 8.40m3
Température de l'eau 32°C
Débit de circulation 29.40m3/h
Echangeur de chaleur 10kW
Bassin tampon 2.60m3
Bassin rinçage filtres 5.10m3

Pédiluve vestiaires :
Surface du plan d'eau 12.4m2
Volume du bassin 2.23m3
Température de l'eau 30°C
Débit de circulation 3.78m3/h

Pédiluve terrasse :
Surface du plan d'eau 5.50m2
Volume du bassin 0.99m3
Température de l'eau 30°C
Débit de circulation 2.74m3/h

Données traitement :
Vitesse de filtration sur sable < 30 m/h
Vitesse de filtration sur charbon actif < 40 m/h
Traitement de l'eau - Procédé (SIA 385/9) II c (floculation - filtration - sorption – chloration)

Comprenant :
Installations pour bassins tampons
Installation pour bassin de rinçage
Pompes de filtration
Filtres à sable en acier assemblé sur place
Filtre absorption en acier assemblé sur place
Protection cathodique pour les filtres
Soufflantes
Installation de floculation
Installation de neutralisation
Installation de désinfection par l'Hypochlorite de calcium (Granudos)
Réservoir de stockage de l'acide
Instruments de mesure et de régulation du chlore et du pH
Système de commandes en pneumatique
Tuyauterie et robinetterie de filtration
Récupération de chaleur eau de baignade
Tuyauterie et robinetterie des bassins
Raccordement des conduites du fournisseur du revêtement en acier inoxydable
Commande électrique et régulation

CFC 359 Centre Wellness
- bien être :
Fourniture et pose d'un sauna type klafs. Revêtement de parois en bois massif hemlock softline, porte en verre, socle imprégné par immersion pour meilleure résistance. Four type Bonatherm.
Fourniture et pose d'un hammam type Klafs MK5 SL KIN.

CFC 37 AMENAGEMENTS INTERIEURS 1

CFC 372 Ouvrages métalliques
- Fourniture et pose d'un siège PMR pour personnes à mobilité réduite
- Lignes de nages pour bassin de natation :
Fourniture et pose de lignes d'eau type Fina Wave Killer de Roigk avec tour d'évacuation et panier de récupération de lignes au niveau du sous-sol.

Zone bassins :
- Garde-corps
Fourniture et pose de garde-corps pour plongeoir 1m. et 3m : finition en acier inoxydable v4, selon plans architecte.
Fourniture et pose de garde-corps pour escaliers accès bassins natation : finition en acier inoxydable, selon plans architecte.

- Bassin de plongeon:
Fourniture et pose d'un habillage en acier inoxydable dimension 13.50 x 9.10 m sur parois béton conforme aux normes en vigueur. L'ensemble des joncions de tôles inox sera traité par soudure.
Fond de bassin en inox lisse.
Trois escaliers en inox encastré avec ossature structurelle, marches antidérapantes (gauffrage) avec mains courantes.
Goulottes de débordement en inox avec un avaloir (évacuation d'eau de goulotte de débordement)
Une ligne de buses en inox en fond de bassin pour renouvellement des eaux en fond de bassin.
Caissons de vidange de fond de bassin.

- Bassin de natation:
Fourniture et pose d'un habillage en acier inoxydable dimension 25.00 x 13.50 m sur parois béton conforme aux normes en vigueur. L'ensemble des joncions de tôles inox sera traité par soudure.
Fond de bassin en inox avec résistance au glissement (gaufrage) jusqu'à 1.50 m. de profondeur.
Trois escaliers en inox encastré avec ossature structurelle, marches antidérapantes (gauffrage) avec mains courantes.
Goulottes de débordement en inox avec deux avaloirs (évacuation d'eau de goulotte de débordement)
Deux lignes de buses en inox en fond de bassin pour renouvellement des eaux en fond du bassin.
Lignes d'eaux traitées dans épaisseur de la tôle inox par électromagnétique.
Caissons de vidange de fond de bassin

- Bassin d'apprentissage :
Fourniture et pose d'un habillage en acier inoxydable dimension 8.00 x 13.50m m sur parois béton conforme aux normes en vigueur. L'ensemble des joncions de tôles inox sera traité par soudure.
Fond de bassin en inox lisse.
Deux escaliers en inox encastré avec ossature structurelle, marches antidérapantes (gaufrage) avec mains courantes.
Goulottes de débordement en inox avec un avaloir (évacuation d'eau de goulotte de débordement)
Une ligne de buses en inox en fond de bassin pour renouvellement des eaux en fond de bassin.
Fond amovible en inox perforé, type et modèle à déterminer.
Caissons de vidange de fond de bassin

- Pataugeoire :
Fourniture et pose d'un habillage en acier inoxydable dimension 6.00 x 7.00m m sur parois béton conforme aux normes en vigueur. L'ensemble des joncions de tôles inox sera traité par soudure.
Fond de bassin en inox antidérapant (gaufrage).
Une ligne de buses en inox en fond de bassin pour renouvellement des eaux en fond de bassin.
Jeux pour enfants type plaques à bulles en inox, hérisson en inox, et deux champignons de taille variable.

CFC 4 AMENAGEMENTS EXTERIEURS

CFC 40 MISE EN FORME DU TERRAIN

CFC 401 Déplacement de terre
Installations et clôtures de chantier.
Ensemencement et entretien des stocks de terre végétale durant le chantier. Piquetage et arpentage du terrain. Repère de niveaux et implantation précise des constructions.
Fouilles en tranchées pour différents équipements et réseaux de surface. Modulations et préparation des fonds. Exécution de la forme de l'infrastructure des routes pour les pompiers. Apport de tout-venant avec compactage et réglage. Creuse de fosses pour arbres.

CFC 42 JARDINS
Apport de terre végétale pour les aménagements extérieurs. Mise en place de terre végétale à la machine entreposée sur le chantier, labourage, mise en forme, ratissage, enlèvement des pierres. Réglage et ensemencement de la surface en gazon, labourage, engrais, entretien et arrosage jusqu'à la première coupe. Fourniture et plantations d'arbustes d'ornement, et plantation d'arbres de taille divers, essence à définir. Tuteurage et protection des troncs.

CFC 422 Clôtures
Fourniture et pose d'une clôture en limite du jardin pour nageurs, y.c. fondations en béton.

CFC 46 PETITS TRACES, ROUTES ET PARC

CFC 461 Terrassement

CFC 463 Superstructures
Fourniture et mise en place de grave pour coffres de revêtements, y compris compactage.
Fourniture et pose de revêtements bitumineux pour entrée et terrasse cafétéria.
Fourniture et pose de revêtements bitumineux pour chemins, places et trottoirs piétonniers.
Fourniture et pose de pavés drainants synthétiques pour accès sous-sol.
Exécution de divers marquages (signalétique routière et lignes).
Fourniture et pose de diverses bordures.
Fourniture et pose de bordures en métal, affleuré terrain, pour délimiter zone de verdure des buissons, y.c. fondations bétons.
Construction de muret de soutènement, voir plan architecte.

CFC 464 Evacuation des eaux
Fouille puis fourniture et pose de diverses canalisations et conduites pour les aménagements extérieurs, telles que tubes pour passage de câbles électriques destinés à l'éclairage des extérieurs, conduites d'évacuation des eaux de surface, tuyaux d'alimentation pour arrosage. Y compris chambres, regards, avaloirs. Remblayage des fouilles.

CFC 5 FRAIS SECONDAIRES – COMPTE D'ATTENTE

CFC 51 AUTORISATIONS, TAXES

CFC 511 Autorisations, gabarits

CFC 512 Taxes de raccordement
Frais et taxes comprenant les taxes des eaux usées, le raccordement des eaux claires, le raccordement chauffage à distance.

CFC 52 ECHANTILLONS, MAQUETTES, REPRODUCTION DE DOCUMENTS

CFC 524 Reproduction de documents, tirages, héliographies

CFC 53 Assurances de travaux en cours

CFC 531 Assurances de travaux en cours

CFC 54 FINANCEMENT DES LE DEBUT DES TRAVAUX

CFC 56 AUTRES FRAIS SECONDAIRES

CFC 566 Pose de la première pierre, bouquet, inauguration

CFC 568 Panneaux publicitaires

CFC 58 COMPTES D'ATTENTE POUR PROVISIONS ET RESERVES

CFC 583 Réserves pour imprévus

CFC 9 AMEUBLEMENT ET DECORATION

CFC 90 Meubles

CFC 901 / 909 Equipements de vestiaires / Mobiliers et tables
Rez-de-chaussée :

Cafétéria :
- Tables
Fourniture et pose de 3 tables: PH Oswald Schreinerei, modèle Oswald Tisch 1, 90cmx4.5cm, finition à déterminer

- Chaises
Fourniture et pose de 36 chaises: HOWE, modèle Side Chair 40/4, finition polyamide/fibre, couleur à déterminer

- Tabourets
Fourniture et pose de 6 tabourets: HOWE, modèle Barstool 40/4, finition polyamide/fibre, couleur à déterminer

- Chariot
Fourniture et pose de 1 chariot de transport et de stockage : HOWE , chariot pour modèle 40/4 (Capacité recommandée jusqu'à 40 chaises)

- Tables lounge
Fourniture et pose de 2 tables lounge: Quinze & Milan, modèle flat table, M2 collection, finition de la surface et couleur à déterminer

- Fauteuils lounge :
Fourniture et pose de 6 fauteuils lounge : Quinze & Milan, modèle Straight, M2 collection, couleur à déterminer
Fourniture et pose de 3 fauteuils lounge : Quinze & Milan, modèle Corner, M2 collection, couleur à déterminer
Fourniture et pose de 1 fauteuil lounge : Quinze & Milan, modèle Flat, M2 collection, couleur à déterminer

Entrée :
- Fauteuils lounge :
Fourniture et pose de 6 fauteuils lounge : Quinze & Milan, modèle Straight, M2 collection, couleur à déterminer
Fourniture et pose de 6 fauteuils lounge : Quinze & Milan, Flat, modèle M2 collection, couleur à déterminer

- Tabourets / bancs :
Fourniture et pose de 24 tabourets (ou bancs fabriqués sur demande selon le même principe, prévoir 12 mètres linéaires) : Quinze & Milan, modèle Pouf 01, Primary collection, couleur à déterminer.
Variante: Dietiker, ERY, finition à déterminer

Terrasse bar/rue:
- Tables :
Fourniture et pose de 5 tables terrasse : Embru, modèle Haefeli, 160 x 80 cm, couleur à déterminer

- Chaises :
Fourniture et pose de 20 chaises : Embru, modèle Haefeli (fauteuil sans accoudoirs), couleur à déterminer

Terrasse nageur :
- Fauteuils :
Fourniture et pose de 8 fauteuils : Quinze & Milan, modèle Linear, Anton collection, couleur à déterminer
Fourniture et pose de 4 fauteuils : Quinze & Milan, modèle Corner, Anton collection, couleur à déterminer

- Ottomans :
Fourniture et pose de 8 ottomans : Quinze & Milan, modèle Level, Anton collection, couleur à déterminer

Piscine :

- Fauteuils :
Fourniture et pose de 10 fauteuils : Quinze & Milan, modèle Linear, Anton collection, couleur à déterminer

- Ottomans :
Fourniture et pose de 10 ottomans : Quinze & Milan, modèle Level, Anton collection, couleur à déterminer

- Tabourets / bancs :
Fourniture et pose de 36 tabourets, Quinze & Milan, modèle Pouf 01, Primary collection, couleur à déterminer

Bureau surveillant :
- Fourniture et pose d'un banc, modèle à déterminer.
- Fourniture et pose d'un bureau, modèle à déterminer.
- Fourniture et pose d'un frigo, modèle à déterminer.

Infirmerie :
- Fourniture et pose d'un lit, dimension 1'000 x 1'950, type à déterminer.
- Fourniture et pose d'un banc, type à déterminer.
- Fourniture et pose d'un brancard, type à déterminer.
- Fourniture et pose d'une pharmacie, type à déterminer
- Fourniture et pose d'un appareil de réanimation et respiratoire, type Autoplus.
- Fourniture et pose d'un défibrillateur semi-automatique, type à déterminer

Vestiaires handicapés :
- Fourniture et pose d'une chaise roulante par vestiaire handicapé pour bassins.

Rangement :
- Fourniture et pose de 13 chariots mobiles en acier inoxydable pour rangement matériel piscine, dimension 650x1'500.
- Fourniture et pose de rangement en acier inox pour matériel piscine, dimension 11'000 x 500 x 2'500.

Salle de théorie :
- Fourniture et pose de 13 tables, modèle à déterminer.
- Fourniture et pose de 26 chaises : HOWE, Side Chair 40/4, finition polyamide/fibre, couleur à déterminer
- Fourniture et pose de 1 chariot de transport et de stockage: HOWE , chariot pour modèle side chair 40/4 (Capacité recommandée jusqu'à 40 chaises)

Étage :

Conservatoire studios simples :
- Fourniture et pose de 5 tables: HOWE, modèle Tutor double (dimension 1461) version placage bois, finition à déterminer
- Fourniture et pose de 10 chaises : HOWE, Side Chair 40/4, version placage bois, finition à déterminer alternative : Embru, modèle chaise Plaza, finition hêtre contreplaqué laqué naturel, couleur à déterminer
- Fourniture et pose de 5 meubles de rangement : Embru, modèle eQ Standardmodul, chaque meuble composé par 2 modules de 80 cm et 2 modules de 40cm, finition à déterminer

Conservatoire studio collectif :
- Fourniture et pose de 5 tables : HOWE, modèle Tutor double (dimension 1461) version placage bois, finition à déterminer
- Fourniture et pose de 10 chaises : HOWE, Side Chair 40/4, version placage bois, finition à déterminer
- Fourniture et pose de 1 meuble de rangement : Embru, modèle eQ Standardmodul, chaque meuble composé par 2 modules de 80 cm et 2 modules de 40cm, finition à déterminer

Conservatoire salle d'enseignement:
- Fourniture et pose de 108 chaises : HOWE, Side Chair 40/4, version placage bois et accrochable, finition à déterminer (prévoir outil d'accrochage et barre de séparation)

Zone d'attente conservatoire :
- Fourniture et pose de 6 chaises : HOWE, Lounge chair 40/4, version placage bois, finition à déterminer

- Fourniture et pose de 2 tables lounge : Dietiker, Naru

Fitness :
- Equipements selon demandes du maître de l'ouvrage. (non prévu dans devis)

Rythmique sport :
- Equipements selon demandes du maître de l'ouvrage. (non prévu dans devis)

Sauna :
- Fourniture et pose de 4 fauteuils : Quinze & Milan, modèle Linear, Anton collection, couleur à déterminer
- Fourniture et pose de 4 ottomans : Quinze & Milan, modèle Level, Anton collection, couleur à déterminer

Sauna :
- Fourniture et pose de 1 chaise, modèle à déterminer.

CFC 92 TEXTILES

CFC 921 Rideaux, décoration d'intérieur

Cafétéria :
Fourniture et pose de rideaux acoustique Kvadrat Star 2, longueur selon exigences acoustiques, couleur à déterminer.

Conservatoire studios simples :
Fourniture et pose de rideaux acoustique Kvadrat Star 2, longueur selon exigences acoustiques, couleur à déterminer.

Conservatoire studios collectifs :
Fourniture et pose de rideaux acoustique Kvadrat Star 2, longueur selon exigences acoustiques, couleur à déterminer.

Conservatoire salle d'enseignement:
Fourniture et pose de rideaux acoustique Kvadrat Star 2, longueur selon exigences acoustiques, couleur à déterminer.

4 Devis estimatif

4.1 Devis estimatif par CFC

CFC		Désignation	Montants au 1.07.2016 - CHF - HT	
0		**Terrain**	**1'088'888**	
1		**Tavaux préparatoires**	**403'040**	
11		**Déblaiement, préparation du terrain**	**5'000**	
	112	Démolition		5'000
13		**Installations de chantiers**	**349'320**	
	136	Frais d'énergie, d'eau, ect		40'000
	139	Divers		309'320
15		**Adaptation du réseau de conduites**	**48'720**	
	152	Canalisations (adaptations au réseau)		33'720
	155	Eau et gaz (adaptations au réseau)		15'000
2		**Bâtiment**	**19'406'537**	
20		**Excavation**	**774'463**	
	201	*Fouilles en pleine masse*		*774'463*
21		**Gros œuvre**	**6'992'235**	
	211	*Travaux de l'entreprise de maçon.*		*4'858'822*
	214	*Constructions en bois*		*808'558*
	215	*Construction légère préfabriquée*		*1'324'856*
22		**Gros œuvre 2**	**1'358'688**	
	221	*Fenêtres, portes extérieures*		*126'812*
	222	*Ferblanterie*		*192'612*
	223	*Protection contre la foudre*		*50'879*
	224	*Couverture*		*867'794*
	225	*Etanchéités et isolations spéciales*		*73'991*
	228	*Fermetures extérieures*		*46'600*
23		**Installations électriques**	**1'217'276**	
	231	*Appareils à courant fort*		*99'840*
	232	*Installations à courant fort*		*488'098*
	233	*Lustrerie*		*281'584*
	235	*Appareils à courant faible*		*68'199*
	236	*Installations à courant faible*		*161'607*
	237	*Gestion technique du bâtiment*		*79'548*
	238	*Installations provisoires*		*19'200*

24		**Chauffage, ventilation, conditionnement d'air, réfrifgér. (installation)**	**2'046'600**	
	243	*Distribution de chaleur*		*270'700*
	244	*Installations de ventilation*		*1'381'000*
	246	*Installations de régulation*		*19'100*
	248	*Isolations tuyauterie, gaine, appareils, installations CVCR*		*78'300*
	249	*Divers*		*271'500*
25		**Installations sanitaires**	**1'543'000**	
	251	*Appareils sanitaires courants*		*221'000*
	252	*Appareils sanitaires spéciaux*		*205'000*
	253	*Appareils sanitaires d'alimentation et d'évacuation*		*106'000*
	254	*Tuyauterie sanitaire*		*727'000*
	255	*Isolations d'installations sanitaires*		*144'000*
	256	*Eléments préfabriqués*		*80'000*
	259	*Divers*		*60'000*
26		**Installations de transport**	**60'000**	
	261	*Ascenseurs*		*60'000*
27		**Aménagements intérieurs 1**	**755'812**	
	271	*Plâtrerie*		*20'490*
	272	*Ouvrages métalliques*		*472'329*
	273	*Menuiserie*		*134'830*
	275	*Cylindres de sureté, combinaison de fermeture*		*38'700*
	277	*Cloisons en éléments*		*89'463*
28		**Aménagements intérieurs 2**	**1'401'890**	
	281	*Revêtements de sols*		*638'847*
	282	*Revêtement de paroi*		*368'984*
	283	*Faux-plafonds*		*91'530*
	285	*Traitement des surfaces intérieures*		*252'530*
	287	*Nettoyage du bâtiment*		*50'000*
29		**Honoraires CFC 1-2-4**	**3'256'571**	
3		**Equipement d'exploitation**	**2'210'173**	
35		**Installations sanitaires**	**935'253**	
	352	*Appareils sanitaires spéciaux*		
	353	*Appareils d'alimentation et d'évacuation*		*800'000*
	359	*Divers / Centre Wellness*		*135'253*
37		**Aménagement intérieur 1**	**1'274'920**	
	372	*Ouvrages métalliques*		*1'238'501*

4		**Aménagements extérieurs**	**705'079**		
	40	**Mise en forme du terrain**		**175'000**	
	401	*Déplacements de terre*			*175'000*
	42	**Jardins**		**162'568**	
	421	*Aménagements de jardin*			*135'968*
	422	*Clôtures*			*26'600*
	46	**Voies de circulation**		**367'511**	
	461	*Terrassement*			*28'980*
	463	*Superstructures*			*301'891*
	464	*Evacuation des eaux*			*36'640*
5		**Frais secondaires et comptes d'attente**	**1'010'247**		
	51	**Autorisations, taxes**		**280'550**	
	511	*Autorisations, taxes (gabarits)*			*6'000*
	512	*Taxes de raccordement*			*274'550*
	52	**Echantillons, maquettes, reproductions, documents**		**97'697**	
	524	*Reproductions de documents, tirages, héliographie*			*97'697*
	53	**Assurances**		**25'000**	
	531	*Assurances pour travaux en cours*			*25'000*
	54	**Financement à partir du début des travaux**		**200'000**	
	540	*Poste d'attente*			*200'000*
	56	**Autre frais secondaires**		**37'000**	
	566	*Pose de la première pierre, bouquet, inauguration*			*29'000*
	568	*Panneaux publicitaires*			*8'000*
	58	**Comptes d'attente pour provisions et réserves**		**370'000**	
	583	*Réserves pour imprévus*			*370'000*
8		**Crédit d'étude**	**1'351'851**		
9		**Ameublement et décoration**	**442'037**		
	90	**Meubles**		**345'312**	
	901	*Equipements de vestiaire*			*144'998*
	909	*Mobilier et tables*			*200'314*
	92	**Textiles**		**96'725**	
	921	*Rideaux, décoration d'intérieur*			*96'725*
TOTAL HT			**CHF 26'617'854**		
TOTAL TTC			**CHF 28'747'282**		

4.2 Options et demandes particulières

Local n°	Libellé	Etat	Coûts TTC y.c. hono.
Equipements			
-	Photovoltaïques	validé	134'030.-
-	Production de froid	validé	139'518.-
-	Equipements informatiques	validé	90'068.-
-	Surveillance vidéo	validé	39'501.-
-	Surveillance anti-noyade	validé	443'908.-
-	Gestion contrôle d'accès public	validé	319'528.-
-	Couverture GSM in House	refusé	0.-
-	Désinfection (points supplémentaires)	validé	59'052.-
Programme supplémentaire			
-	Vestiaire professeur, sanitaire, local concierge et galerie	validé	90'428.-
Total			**1'316'033.-**

4.3 Eléments non compris

Coûts d'exploitation à effectuer par exploitant.

5 Planning

Voir annexe 2

6 Annexes

A1 Rapport des surfaces

A2 Planning intentionnel, daté du 29.11.2016

A3 Plans projet de l'ouvrage, architecte

Voir dossier de plans datés du 01.12.2016

7 Approbation / Validation

Le présent document est approuvé et validé par les instances suivantes :

Maître d'ouvrage (Willy Schorderet)

Architecte (Marco Neri, associé de Gonzalo Neri & Weck GmbH)

Annexe

GRAND CONSEIL **2019-DICS-7**

Propositions de la commission ordinaire CO-2019-003

Projet de Crédit d'engagement destiné au subventionnement d'une piscine dans le cadre de la construction d'un complexe scolaire et sportif avec piscine, à Romont

Présidence : Romain Collaud

Membres : Solange Berset, Simon Bischof, Daniel Bürdel, Philippe Demierre, Sébastien Frossard, François Genoud, Fritz Glauser, Armand Jaquier, Patrice Longchamp, Nicolas Pasquier

Entrée en matière

La commission propose au Grand Conseil tacitement d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Propositions acceptées (projet bis)

La commission propose au Grand Conseil de modifier ce projet de décret comme suit:

Art. 4 al. 1

A1

Le présent décret n'est pas soumis au referendum facultatif.

Vote final

A l'unanimité de ses membres, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret tel qu'il sort de ses délibérations (projet bis).

Anhang

GROSSER RAT **2019-DICS-7**

Antrag der Kommission OK-2019-003

Verpflichtungskredit für die Subventionierung eines Schwimmbads im Rahmen des Neubaus einer Schul- und Sportanlage mit Schwimmbad in Romont

Präsidium: Romain Collaud

Mitglieder: Solange Berset, Simon Bischof, Daniel Bürdel, Philippe Demierre, Sébastien Frossard, François Genoud, Fritz Glauser, Armand Jaquier, Patrice Longchamp, Nicolas Pasquier

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Angenommene Anträge (Projet bis)

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf wie folgt zu ändern:

Art. 4 Abs. 1

A1

Dieses Dekret untersteht nicht dem fakultativen Finanzreferendum.

Schlussabstimmung

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat einstimmig, diesen Dekretsentwurf in der Fassung, die aus ihren Beratungen hervorgegangen ist (Projet bis), anzunehmen.

Catégorisation du débat

La Commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Résultats des votes

Les propositions suivantes ont été mises aux voix :

Première lecture

La proposition A1, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

A1
CE

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Abstimmungsergebnisse

Die Kommission hat über folgenden Anträge abgestimmt:

Erste Lesung

Antrag A1 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrat mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Le 6 mai 2019

Den 6. mai 2019

Annexe

GRAND CONSEIL **2019-DICS-7**

Projet de décret : Crédit d'engagement destiné au subventionnement d'une piscine dans le cadre de la construction d'un complexe scolaire et sportif avec piscine, à Romont

Propositions de la Commission des finances et de gestion

Présidence : Claude Brodard

Membres : Mirjam Ballmer, Bruno Boschung, Dominique Butty, Claude Chassot, Laurent Dietrich, Nadine Gobet, Paul Herren-Schick, Gabriel Kolly, Ursula Krattinger-Jutzet, Elias Moussa, Stéphane Peiry et Benoît Piller

Entrée en matière

Par décision tacite, la Commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 11 voix contre 0 et 0 abstention (1 membre s'est excusé et 1 membre s'est récusé), la Commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Le 3 avril 2019

Anhang

GROSSER RAT **2019-DICS-7**

Dekretsentwurf: Verpflichtungskredit für die Subventionierung eines Schwimmbads im Rahmen des Neubaus einer Schul- und Sportanlage mit Schwimmbad in Romont

Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission

Präsidium: Claude Brodard

Mitglieder: Mirjam Ballmer, Bruno Boschung, Dominique Butty, Claude Chassot, Laurent Dietrich, Nadine Gobet, Paul Herren-Schick, Gabriel Kolly, Ursula Krattinger-Jutzet, Elias Moussa, Stéphane Peiry und Benoît Piller

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen (1 Mitglied ist entschuldigt und 1 Mitglied ist in den Ausstand getreten) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Den 3. April 2019

Rapport 2019-DICS-11 12 mars 2019

—

du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat 2017-GC-121 Antoinette de Weck/Raoul Girard – Taux d'activité des responsables d'établissement (RE)

1. Introduction **1**
1.1. Résumé du postulat 1
1.2. Réponse du Conseil d'Etat du 19 décembre 2017 2

2. Contexte et loi scolaire **2**
2.1. Responsable d'établissement 2
2.2. Taux d'activité des responsables d'établissement 2
2.3. Adjoint ou adjointe des responsables d'établissement 2

3. Fonction et cahier des charges des responsables d'établissement **3**

4. Taux d'activité des responsables de petits établissements scolaires / Influence sur les fusions des communes / Refus de la bascule fiscale par le Grand Conseil **4**

5. Situation des responsables d'établissement en 2018/19 **4**
5.1. Seuil du taux d'activité de 100% 4
5.2. Budget 4

6. Analyse de la charge de travail des responsables d'établissement **5**
6.1. Enquête dans la partie francophone 5
6.2. Enquête dans la partie germanophone 6
6.3. Remarques communes aux deux régions linguistiques 6

7. Possibilité de soulager les responsables d'établissement par des décharges assumées par des enseignant-e-s **7**

8. Conclusion **7**

1. Introduction

1.1. Résumé du postulat

Par postulat déposé le 4 août 2017, les député-e-s Antoinette de Weck et Raoul Girard, ainsi que sept cosignataires, demandent au Conseil d'Etat d'étudier la possibilité d'augmenter à 100% le taux d'activité des responsables d'établissement à la tête d'établissements scolaires de niveau primaire comprenant plus de 25 classes. Le postulat demande également la possibilité d'engager des adjoints ou adjointes aux responsables d'établissement ainsi que d'attribuer, pour certaines tâches, des décharges semblables à celles qui existent déjà au cycle d'orientation.

Ces demandes partent de la constatation que les responsables d'établissement peinent à accomplir leurs tâches avec le taux d'activité qui leur est accordé tout en étant, en parallèle, titulaires de classes. En termes de dotation horaire, ils et elles sont désavantagé-e-s par rapport aux directions du cycle d'orientation, alors même que leurs cahiers des charges sont identiques. Puisque les responsables d'établissement disposent d'un taux d'activité de 50% lorsque leur établissement comporte 10 classes, on pourrait s'attendre à ce que le taux passe à 100% pour des établissements de plus de 20 classes, ce qui n'est pas le cas. Selon le postulat, ce fait n'incite pas les communes à se rassembler en cercles scolaires, car avec peu de classes, les responsables d'établissement bénéficient d'un taux d'activité qui est proportionnellement plus avantageux.

1.2. Réponse du Conseil d'Etat du 19 décembre 2017

Dans sa réponse datée du 19 décembre 2017, le Conseil d'Etat répond au postulat. Il explique dans un premier temps que la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS) a jusqu'au 1er août 2018 pour mettre en œuvre la nouvelle loi scolaire. Il liste les mesures favorables aux responsables d'établissement qui ont d'ores et déjà été mises en place. Puis il rappelle que l'augmentation de la dotation des responsables d'établissement s'étalera sur plusieurs années et dépendra des possibilités financières de l'Etat.

Dans sa prise de position, le Conseil d'Etat exprime qu'il partage les préoccupations décrites dans le postulat et soutient la DICS dans son souci d'offrir de bonnes conditions de travail et de maintenir la qualité de la gestion des établissements. Il relève cependant que la mise en place des directions du cycle d'orientation et de ses ajustements ont duré environ 30 ans, et que du temps et des moyens seront également nécessaires pour le degré primaire. De plus, s'il faut reconnaître une dotation horaire inégale entre le primaire et le cycle d'orientation, il convient aussi de tenir compte des spécificités de ce dernier.

Le Conseil d'Etat rappelle que le Grand Conseil a refusé la bascule fiscale qui avait été proposée dans le projet de loi scolaire, ce qui a eu pour conséquence de freiner la possibilité d'augmenter la dotation horaire des responsables d'établissement.

Enfin, il explique que les tâches de base sont identiques aux établissements de grande et de petite taille. Toutes les tâches n'étant pas nécessairement exponentielles en fonction du nombre de classes, il est normal que les petits établissements scolaires soient bien pourvus en unités de décharge.

En conclusion, le Conseil d'Etat accepte le postulat et charge la DICS d'élaborer un rapport sur les points qui ont été soulevés.

2. Contexte et loi scolaire

2.1. Responsable d'établissement

Dans le canton de Fribourg, une personne à la tête d'un établissement scolaire de degré primaire porte le titre de *responsable d'établissement*, tandis qu'une personne à la tête d'un établissement du cycle d'orientation porte celui de *directeur ou directrice*. Hormis des différences liées aux contextes, leurs cahiers des charges sont identiques. Ils et elles représentent leur établissement et assument la responsabilité de son fonctionnement sur le plan administratif et pédagogique, la conduite du personnel et la collaboration avec les différents partenaires de l'école. Cela implique de très nombreuses tâches qui seront en partie exposées plus loin dans ce document.

Si le cycle d'orientation est depuis longtemps pourvu de directions, ce n'est que récemment que le degré primaire s'est doté de responsables d'établissement. Les tâches administratives et organisationnelles des établissements primaires étaient autrefois assumées par l'inspectorat et par les commissions scolaires. À partir de 1996 dans la partie germanophone, et de 2006–2007 dans la partie francophone, des décharges ont été données à des enseignant-e-s pour effectuer ces tâches. Ce n'est qu'à partir de l'adoption de la loi scolaire, en 2014, que la fonction de responsable d'établissement a été mise en place.

2.2. Taux d'activité des responsables d'établissement

Au moment de l'adoption de la loi scolaire par le Grand Conseil, le Conseil d'Etat avait proposé de considérer qu'un cercle scolaire serait composé de minimum 10 classes. Le Grand Conseil a toutefois décidé que 8 classes suffiraient. Beaucoup de cercles scolaires étaient en effet composés de moins de 10 classes et certaines communes ne souhaitaient pas fusionner les cercles et devoir ainsi organiser les transports scolaires. Il a été argumenté que, puisque le degré primaire comporte 8 années d'école, il convient de reconnaître un cercle scolaire qui comprend une classe pour chaque année scolaire. Dans les faits, ce raisonnement n'est toutefois pas exact, car les enfants de 1H et 2H sont ensemble dans une même classe.

Lors de l'adoption de la loi scolaire, il a également été décidé que les responsables d'établissement ne pourraient pas être engagé-e-s à moins de 50%. Un taux inférieur serait en effet problématique, aussi bien sur le plan de la quantité de travail à effectuer que sur celui de la reconnaissance de leur statut.

Aucun texte officiel ne définit précisément quel taux d'activité doit être accordé au-delà de 8 classes. Il est laissé à la DICS le soin d'en décider. Conformément à l'article 111 du r*èglement de la loi sur la scolarité obligatoire (RLS)*, «La Direction fixe le taux d'activité des responsables d'établissement primaire et des directeurs et directrices en fonction de la grandeur de l'établissement».

2.3. Adjoint ou adjointe des responsables d'établissement

Dans le cas où un établissement scolaire comprend de nombreuses classes et requiert un taux d'activité dépassant le 100%, le ou la responsable d'établissement peut être aidé-e par un adjoint ou une adjointe[1]. Par exemple, si le taux attribué est de 110%, il ou elle peut avoir un taux de 100% et obtenir un adjoint ou une adjointe pour 10%. Mais étant donné qu'un-e responsable dont l'établissement lui permet d'obtenir 100%

[1] Selon l'article 116 du *règlement de la loi sur la scolarité obligatoire (RLS),* «La Direction fixe le taux d'activité des adjoints et adjointes en fonction de la grandeur de l'établissement».

peut demander un 80%, il ou elle peut également travailler à 80% et obtenir un adjoint ou une adjointe pour 30%.

Il convient toutefois de préciser qu'actuellement, très peu d'entre elles et d'entre eux bénéficient de cette aide, ce qui contraste fortement avec les directions du cycle d'orientation. Une directrice ou un directeur du cycle d'orientation à la tête d'un établissement de 25 classes dispose en effet d'un taux d'activité de 100%, auquel s'ajoute un taux de 100% pour un-e ou plusieurs adjoints ou adjointes.

3. Fonction et cahier des charges des responsables d'établissement

Selon la loi sur la scolarité obligatoire (loi scolaire, LS), article 51, alinéa 1: «Le ou la responsable d'établissement primaire et le directeur ou la directrice sont responsables de l'organisation, du fonctionnement et de la gestion administrative et pédagogique de leur établissement, de la conduite du personnel, de la qualité de l'enseignement et de l'éducation ainsi que de la collaboration avec les partenaires de l'école auprès desquels ils représentent l'établissement». Cela signifie qu'hormis certains aspects liés aux différents contextes, les responsables d'établissement du degré primaire et les directions du cycle d'orientation ont des cahiers des charges identiques.

Les tâches des responsables d'établissement, qui s'articulent autour de huit grands champs d'activité, sont résumées ici au moyen d'un tableau. Ces tâches forment un tout cohérent. Elles ne peuvent en aucun cas être supprimées, réduites ou modifiées. Elles constituent les bases fondamentales du fonctionnement d'un cercle scolaire.

Champs d'activité	Tâches	Dans le cahier des charges, pourcentage du temps de travail estimé pour la réalisation des tâches
La conduite de l'entité	Planification des objectifs et des activités de l'établissement, évaluation et adaptation de ces objectifs et de ces tâches, collaboration avec d'autres entités, etc.	25%
La conduite du personnel subordonné	Assurer le suivi du personnel, évaluer la qualité du travail, planifier la formation continue, planifier l'horaire des enseignant-e-s, coordonner le personnel socio-éducatif, gérer les conflits, gérer les absences, les remplacements et les congés, veiller à la repourvue des postes vacants, etc.	10%
La conduite pédagogique, didactique et éducative	Accompagner et conseiller le personnel enseignant, assurer la mise en œuvre de projets et concepts cantonaux et de projets de développement de la qualité, superviser et coordonner les activités sportives et culturelles, appliquer la législation scolaire et prendre des décisions à l'égard des élèves, veiller à la mise en œuvre des mesures de soutien et à la qualité du climat scolaire, etc.	35%
L'organisation et l'administration	Organiser l'année scolaire, planifier les manifestations scolaires, élaborer le règlement de l'établissement, gérer les moyens d'enseignement, planifier et coordonner les interventions des instances spécialisées reconnues, agir en tant qu'autorité de réclamation ou de plainte, etc.	15%
La collaboration avec les communes	Coordonner les tâches administratives et d'intendance, participer à l'élaboration du budget et des comptes scolaires, gérer les ressources financières allouées, veiller à l'état des locaux et des installations, collaborer aux mesures de sécurité de l'établissement, gérer le matériel scolaire, tenir des statistiques sur les effectifs d'élèves et prévoir l'ouverture et la fermeture de classes, informer les parents, collaborer à la constitution du conseil des parents, etc.	5%
La communication	Assurer l'information interne et externe, consulter les enseignant-e-s dans les affaires scolaires importantes, etc.	5%
La participation à des commissions et à des groupes de travail	Commission de la DICS ou de ses Services, Conseil des parents, Conférence des autorités scolaires, etc.	5%
La formation continue	Mettre à jour régulièrement ses connaissances pédagogiques et administratives.	À un taux d'activité de 100%, les responsables d'établissement ont droit à maximum 3 jours de formation par année.

4. Taux d'activité des responsables de petits établissements scolaires / Influence sur les fusions des communes / Refus de la bascule fiscale par le Grand Conseil

De manière générale, on ne peut pas dire que les responsables d'établissements de 8 à 10 classes disposent d'un pourcentage de travail proportionnellement plus élevé que les responsables d'établissements plus grands. En effet, comme en témoigne le cahier des charges ci-dessus, les tâches incompressibles communes à toutes et tous les responsables d'établissement sont nombreuses et chronophages. Assumer cette fonction à un pourcentage réduit n'est pas chose aisée. Différents facteurs peuvent faire augmenter la quantité de travail dont, par exemple, le nombre de bâtiments compris dans le cercle scolaire, ou le nombre d'enseignant-e-s du cercle scolaire. Ce dernier peut en effet varier d'un cercle à l'autre, même s'il y a un nombre identique de classes.

On ne peut pas dire non plus que le taux d'activité des responsables d'établissement décourage les communes de se rassembler en cercles scolaires. Car ce n'est pas le taux d'activité des responsables d'établissement qui influence les fusions, mais la taille des cercles scolaires. Si, comme le Conseil d'Etat l'avait initialement proposé, un cercle scolaire avait été défini à 10 classes, davantage de cercles seraient aujourd'hui amenés à fusionner. Il convient également de souligner que des décisions communales et politiques engendrent ces fusions, indépendamment du taux d'activité des responsables d'établissement.

Le refus par le Grand Conseil de la bascule fiscale de 20 millions a eu des conséquences importantes sur la fonction des responsables d'établissements. On aurait pu craindre que le fonctionnement des écoles pâtirait de ce refus (parce que l'on ferait moins de tâches, que l'on mettrait fin à certains projets ou que l'on économiserait ailleurs, etc.). En réalité, les tâches de base ne pouvant en aucun cas être supprimées ou réduites, les responsables d'établissement ont eu à cœur de porter leur établissement au-delà des heures de travail que l'on pouvait attendre d'elles et d'eux. Leurs heures supplémentaires (accomplies parfois jusqu'à des heures tardives) en témoignent. Mais il n'est pas certain que leur motivation perdure si leurs conditions de travail ne s'améliorent pas. S'il est difficile de s'exprimer sur la question du burn out (qui survient souvent quand s'accumulent des difficultés professionnelles et personnelles), il est toutefois possible de constater chez les responsables d'établissement de la fatigue, de la frustration et de l'insatisfaction. Certaines personnes ont choisi de quitter leur emploi pour retrouver du travail dans d'autres conditions.

5. Situation des responsables d'établissement en 2018/19

5.1. Seuil du taux d'activité de 100%

Les responsables d'établissements de huit classes sont engagé-e-s à un taux d'activité de 50%, ce qui représente 21 périodes administratives. Dans l'enseignement, un taux d'activité de 50% représente 14 périodes (ou 13 périodes dans le cas d'une décharge liée à l'âge).

Comme mentionné plus haut, aucun texte officiel ne définit quel taux d'activité doit être accordé au-delà de 8 classes. La DICS se base cependant sur une tabelle interne afin que les taux d'activité soient uniformisés dans la partie francophone et dans la partie germanophone. La tabelle mentionne qu'un taux d'activité de 100% doit être attribué aux responsables d'établissement qui ont à leur charge 25 classes et plus. Actuellement, cet objectif est réalisé dans la partie germanophone et en voie de l'être dans la partie francophone.

Le nœud de la question se situe ailleurs: ce sont les responsables d'établissement qui ont un taux d'activité de 70%–80% qui se trouvent le plus en difficulté. Ils et elles ont en effet de grands établissement à gérer avec un taux de travail réduit. Le véritable problème n'est donc pas d'attribuer un taux de 100% aux responsables d'établissement à la tête de 25 classes et plus, *mais plutôt de faire descendre le seuil du 100%, actuellement fixé à 25 classes, à un nombre de classes moins élevé.*

Par ailleurs, il faut préciser que, dans la partie francophone du canton, les classes de soutien ne sont pas encore prises en compte dans le total déterminant le taux d'activité. Du côté francophone, il a en effet été nécessaire de mettre des priorités afin de rationaliser provisoirement les équivalents plein temps. Cela constitue un problème, parce qu'il s'agit précisément de classes qui demandent beaucoup d'investissement. Si ces classes étaient comptabilisées pour déterminer le taux exactement comme elles le sont dans la partie alémanique, il conviendrait alors de dire qu'actuellement, plusieurs responsables d'établissement ayant 25 classes et plus ne bénéficient pas d'un taux de 100%.

En outre, même si les classes spécialisées (à ne pas confondre avec les classes de soutien) sont gérées par le Service de l'enseignement spécialisé et des mesures d'aide, elles demandent parfois des échanges et un travail de coordination de la part des responsables d'établissement, travail qui n'est pas non plus pris en compte dans le taux d'activité.

5.2. Budget

Dans la partie francophone, le budget 2019 pour les responsables d'établissement est de 49,6 équivalents plein temps. L'écart par rapport à ce qui serait nécessaire est actuellement de 4,5 équivalents plein temps. Plus précisément, 2 équivalents plein temps seraient nécessaires, auxquels s'ajoute le fait

que 8 responsables d'établissement sont encore en charge de deux cercles scolaires. Bien que cet état de fait soit contraire à la loi scolaire, il a été validé, dans ce cas également, pour permettre une rationalisation provisoire des équivalents plein temps. Une dérogation a été accordée aux responsables d'établissement concerné-e-s jusqu'au 1er août 2019, mais il va de soi que la conduite de deux cercles scolaires en parallèle représente une charge très lourde, difficile à assumer sur le long terme.

Dans la partie germanophone, le budget 2019 pour les responsables d'établissement est de 15,6 équivalents plein temps. Afin qu'ils et elles puissent obtenir un taux d'activité correspondant au nombre de classes à leur charge, et à la suite de la création de nouveaux cercles scolaires comprenant 8 classes minimum, il manque actuellement encore 0,15 équivalent plein temps. En effet, depuis le début de l'année scolaire 2018/19, tous les cercles scolaires de la partie germanophone du canton sont en conformité avec la loi scolaire en ce qui concerne l'article 50. Cette mise en conformité engendre un manque de 0,15 équivalent plein temps dans le cadre de la division des cercles scolaires en ville de Fribourg.

6. Analyse de la charge de travail des responsables d'établissement

Afin de pouvoir fournir une réponse étoffée à la question de la charge de travail, les responsables d'établissement de la partie francophone et de la partie germanophone du canton ont été consulté-e-s.

6.1. Enquête dans la partie francophone

Dans la partie francophone du canton, un questionnaire en ligne a été élaboré par l'inspectorat scolaire du Service de l'enseignement obligatoire de langue française. Le taux de participation à l'enquête s'est élevé à environ 83%, soit 56 responsables d'établissement sur 67.

Sur les 56 personnes ayant répondu, 45 sont responsables d'établissement depuis plus de 3 ans. Il s'agit donc essentiellement de personnes qui possèdent de l'expérience dans leur fonction.

Sur les 56 personnes ayant répondu, 32 sont titulaires de classes et enseignent en plus de leur charge de responsables d'établissement afin de compléter leur taux d'activité. 4 sur 56 disposent de l'aide d'un adjoint ou une adjointe et 49 sur 56 bénéficient d'un pourcentage de secrétariat mis à disposition par les communes.

L'enquête montre que 42 responsables d'établissement sur 56 estiment manquer de temps pour pouvoir exercer leur fonction et assumer les tâches figurant dans leur cahier des charges. Afin de préciser cette question, ils et elles ont été amené-e-s à se prononcer sur chacun de leurs champs d'activité. Les réponses sont compilées dans le tableau ci-dessous.

Par exemple, il est estimé dans le cahier des charges que le champ «Organisation et administration» occupe 15% du temps de travail. Selon le résultat du questionnaire, 6 responsables d'établissement (RE) sur 56 trouvent que cette estimation est conforme à la charge de travail réelle.

Pour les besoins de l'enquête, les champs «Conduite de l'entité» (25%) et «Conduite du personnel subordonné» (10%), qui sont très liés dans la pratique, ont été fusionnés en un seul: «Conduite de l'entité et du personnel subordonné» (35%).

Champ d'activité	Pourcentage estimé dans le cahier des charges	Réponses des responsables d'établissement (sur 56)
Conduite de l'entité et du personnel subordonné	35%	23 RE trouvent le pourcentage adéquat
Conduite pédagogique, didactique et éducative	35%	16 RE trouvent le pourcentage adéquat
Organisation et administration	15%	6 RE trouvent le pourcentage adéquat
Collaboration avec les communes	5%	30 RE trouvent le pourcentage adéquat
Communication	5%	28 RE trouvent le pourcentage adéquat
Participation à des commissions et à des groupes de travail	5%	33 RE trouvent le pourcentage adéquat

Afin d'expliquer leurs réponses aux questions «fermées», les responsables d'établissement ont également eu la possibilité d'émettre des remarques libres dans un champ prévu à cet effet. Sur les 56 personnes ayant participé à l'enquête, 26 se sont exprimées. Il en ressort plusieurs éléments et un certain consensus.

La remarque la plus répandue est que la double casquette de responsable d'établissement et d'enseignant-e est lourde à porter. Les responsables d'établissement sont en effet toujours sollicité-e-s entre les périodes d'enseignement. Leurs tâches ne sont pas cantonnées à des jours précis mais s'étalent sur toute la semaine et occupent constamment l'esprit. Les jours où les responsables d'établissement enseignent, ils et

elles doivent souvent s'occuper après les cours des affaires qui n'ont pas pu être réglées durant la journée.

À cela s'ajoute le fait que (comme expliqué précédemment dans ce document) les classes de soutien dans la partie francophone ne sont pas comptabilisées dans le nombre de classes déterminant le taux d'activité, alors qu'elles engendrent pourtant du travail.

6.2. Enquête dans la partie germanophone

Dans la partie germanophone du canton comprenant 19 responsables d'établissement, une enquête a également été menée par le Service de l'enseignement obligatoire de langue allemande. L'inspectorat a rencontré les 19 personnes concernées et leur a demandé de s'exprimer sur des questions ouvertes, en particulier sur l'adéquation de leur temps de travail aux tâches figurant dans leur cahier des charges. Les 19 responsables d'établissement se sont exprimé-e-s. Leurs réponses montrent une très forte variance expliquée par les différents contextes des cercles scolaires.

Sur ces 19 responsables d'établissement, 10 enseignent en parallèle.

Les 19 personnes interrogées ont déclaré n'avoir pas assez de pourcentage à disposition pour accomplir les tâches du cahier des charges. Les champs d'activités particulièrement touchés par ce manque de temps sont la «Conduite de l'entité», la «Conduite du personnel subordonné», la «Conduite pédagogique, didactique et éducative», ainsi que le domaine «Organisation et administration». Certaines personnes ont aussi mentionné un manque de temps pour les échanges et le travail avec les communes, notamment dans le cas des fusions de cercles scolaires, ou dans celui de travaux de construction ou de rénovation d'écoles.

Tous champs d'activité confondus, les responsables d'établissement estiment qu'ils et elles auraient besoin, en principe, d'environ 1/3 de temps supplémentaire.

6.3. Remarques communes aux deux régions linguistiques

Parce que le taux d'activité qui leur est octroyé ne leur permet pas toujours d'assumer toutes leurs tâches, beaucoup de responsables d'établissement font un nombre conséquent d'heures supplémentaires afin d'assurer la bonne marche de leur cercle scolaire.

Plusieurs personnes soulignent que le nombre de classes n'est pas le seul élément à prendre en considération dans la détermination de leur taux d'activité. L'environnement, le niveau culturel et le tissu social dans lequel se situe l'établissement est également déterminant pour la charge de travail.

Il a pu être constaté qu'un cercle scolaire comprenant plusieurs bâtiments demande nécessairement plus de ressources en termes de temps, et notamment des pourcentages de travail supplémentaires.

Beaucoup de responsables d'établissement ont pleinement conscience d'une différence de traitement avec les directions du cycle d'orientation. Cela commence par leur titre, *responsables d'établissement*, qui, sur le plan de l'image, a moins de force et de clarté que *directrices* ou *directeurs*. Il arrive souvent que ce nom ne soit pas reconnu ou pas compris par les partenaires de l'école. Par ailleurs, les responsables d'établissement savent que les directions du cycle d'orientation bénéficient de plus de moyens pour faire leur travail: plus d'équivalents plein temps, plus d'adjoints ou d'adjointes et la possibilité d'obtenir des décharges d'enseignement. La classe salariale est également différente: classe 24 pour les responsables d'établissement et classe 28 pour les directions du cycle d'orientation.

Il a aussi été relevé que les responsables d'établissement pourraient grandement profiter de ressources plus importantes de la part des communes en ce qui concerne les tâches de secrétariat. En effet, même si l'obtention d'un taux de secrétariat est toujours bienvenue, le taux octroyé s'avère très différent d'une commune à l'autre, ce qui crée des disparités entre les cercles scolaires. Globalement, les pourcentages de secrétariat octroyés aux responsables d'établissement sont faibles et présentent une grande variabilité d'une commune à l'autre, tandis que les pourcentages attribués aux directions du cycle d'orientation sont conséquents et plus égaux d'une commune à l'autre.

Plusieurs personnes considèrent qu'elles profiteraient grandement de l'aide d'un adjoint ou d'une adjointe, aussi bien par rapport à la quantité de travail à effectuer que pour les échanges professionnels que cela permet sur les questions de gestion et de développement de la qualité de l'école.

Globalement, les responsables d'établissement estiment que le champ «Organisation et administration» leur prend beaucoup de temps. Beaucoup relèvent qu'il n'est pas possible de prendre du recul et de réfléchir à la gestion de l'établissement en courant constamment derrière le travail. Les personnes interrogées regrettent généralement aussi de ne pas pouvoir consacrer plus de temps au domaine «Conduite pédagogique, didactique et éducative», pour conseiller et accompagner les enseignant-e-s ou pour le développement de la qualité didactique. Cela témoigne d'une envie de s'investir davantage pour leur établissement. Ce point est particulièrement important, car cette volonté des enseignant-e-s rejoint celle de la DICS qui entend promouvoir une solide conduite pédagogique, nécessaire pour assurer la qualité de l'école.

7. Possibilité de soulager les responsables d'établissement par des décharges assumées par des enseignant-e-s

Actuellement, les directions du cycle d'orientation disposent d'unités de décharge en nombre proportionnel à la taille de leur établissement. Par exemple, pour 25 classes, une direction dispose de 11 à 14 heures de décharge pour des tâches pédagogiques particulières qui permettent de soutenir la gestion de l'établissement, le développement de l'école ainsi que le développement pédagogique. Les décharges de direction sont comptabilisées dans les équivalents plein temps des cycles d'orientation et sont donc refacturées à 50% aux communes.

Pour le degré primaire, le budget alloué ne permet pas d'attribuer des décharges. S'il s'agit effectivement d'un traitement différencié, la DICS est d'avis de traiter en priorité la question des équivalents plein temps avant de s'attaquer à celle des décharges. En effet, stabiliser d'abord le système des équivalents plein temps permettrait de pouvoir ensuite évaluer plus précisément les besoins en décharges.

Il n'en reste pas moins qu'introduire des heures de décharge est nécessaire. Le Service de l'enseignement obligatoire de langue allemande signale que, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi scolaire et du règlement, les responsables d'établissement ont été et sont encore très sollicité-e-s pour la mise en œuvre du Lehrplan 21 qui s'étend entre 2017 et 2023. Ils et elles ont effectué et effectuent encore de nombreuses heures non payées. Pour un tel travail, des heures de décharge sont indispensables: au moins 1–2 heures pour les écoles comprenant jusqu'à 13 classes, 2–3 heures pour les écoles comprenant jusqu'à 20 classes, 3–4 heures pour les écoles comprenant jusqu'à 28 classes et 4–5 heures pour les écoles comprenant 29 classes et plus.

Les heures de décharge seraient particulièrement utiles, principalement parce que, dans un tel cadre, les tâches ne sont pas toutes effectuées par les responsables d'établissement, mais sont déléguées à des enseignant-e-s qui ont des compétences dans des domaines spécifiques. C'est précisément ce qui se fait déjà dans les cycles d'orientation puisque, conformément à l'art. 29 du règlement relatif au personnel enseignant de la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (RPens) du 14 mars 2016, alinéa 1, «La direction d'établissement peut attribuer à un enseignant ou une enseignante une tâche particulière en rapport avec ses aptitudes et ses connaissances, dans la mesure où le fonctionnement de l'établissement le justifie».

8. Conclusion

L'analyse de la charge de travail nous indique qu'aussi bien dans la partie francophone du canton que dans la partie germanophone, les responsables d'établissement rencontrent actuellement des difficultés à effectuer leurs tâches avec les taux d'activité qui leur sont attribués. Même s'il convient de prendre en compte le fait que le système des responsables d'établissement a été mis en place tardivement par rapport à celui des directions du cycle d'orientation, on peut observer des différences objectives dans les moyens qui leur sont fournis.

Tout en tenant compte des particularités des deux contextes, le Conseil d'Etat travaille, année après année et en fonction des disponibilités budgétaires de l'Etat, au rapprochement des conditions des responsables d'établissement à celles des directions du cycle d'orientation et à l'octroi graduel des moyens proportionnés à leurs tâches. Plusieurs mesures doivent être prises à cette fin, dont le changement du nom de responsables d'établissement en *directeurs et directrices*, mais aussi l'attribution d'équivalents plein temps administratifs supplémentaires. L'octroi, dans le temps, de 4,5 équivalents plein temps pour la partie francophone du canton permettrait de faire progresser la situation et de se conformer à la loi scolaire. Pour les responsables d'établissement de la partie germanophone, 0,15 équivalent plein temps serait nécessaire. De plus, une mise en œuvre du Lehrplan 21 durable et de qualité ne peut se faire que par l'octroi d'heures de décharge. Le rapprochement des conditions des directions du degré primaire et de celles du cycle d'orientation est nécessaire pour assurer sur le long terme la bonne mise en œuvre de la loi scolaire et de celle des plans d'études des deux parties linguistiques.

Le Conseil d'Etat est conscient de la situation et entend continuer, dans la mesure des ressources disponibles, à améliorer le quotidien des responsables d'établissement qui, sans relâche, s'engagent pleinement dans leur fonction.

Bericht 2019-DICS-11 12. März 2019

—

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Postulat 2017-GC-121 Antoinette de Weck/Raoul Girard – Beschäftigungsgrad der Schulleiterinnen und Schulleiter (SL)

1. Einführung **8**
1.1. Zusammenfassung des Postulats 8
1.2. Antwort des Staatsrats vom 19. Dezember 2017 9

2. Hintergrund und Schulgesetz **9**
2.1. Schulleiterin und Schulleiter 9
2.2. Beschäftigungsgrad der Schulleiterinnen und Schulleiter 9
2.3. Stellvertreterinnen und Stellvertreter der Schulleiterinnen und Schulleiter 9

3. Funktion und Pflichtenheft der Schulleiterinnen und Schulleiter **10**

4. Beschäftigungsgrad der Schulleitungen kleiner Schulen / Einfluss auf Gemeindefusionen / Verweigerung des Steuerausgleichs durch den Grossen Rat **11**

5. Situation der Schulleiterinnen und Schulleiter 2018/19 **11**
5.1. Schwelle zum Beschäftigungsgrad von 100% 11
5.2. Budget 12

6. Analyse der Arbeitslast der Schulleiterinnen und Schulleiter **12**
6.1. Umfrage im französischsprachigen Teil 12
6.2. Umfrage im deutschsprachigen Teil 13
6.3. Auf beide Sprachregionen zutreffende Bemerkungen 13

7. Möglichkeiten, die Schulleiterinnen und Schulleiter durch Entlastungen, die von Lehrpersonen übernommen werden, zu unterstützen **14**

8. Schlussfolgerungen **14**

1. Einführung

1.1. Zusammenfassung des Postulats

In ihrem am 4. August 2017 eingereichten Postulat fordern die Grossratsmitglieder Antoinette de Weck und Raoul Girard sowie sieben Mitunterzeichnende den Staatsrat auf, eine Erhöhung des Beschäftigungsgrads von Schulleiterinnen und Schulleitern, die für über 25 Klassen zuständig sind, auf 100%, die Einführung von stellvertretenden Schulleiterinnen und Schulleitern sowie die Gewährung von Entlastungen für bestimmte Aufgaben zu prüfen, wie sie bereits in der Orientierungsschule existieren.

Den Anstoss für dieses Postulat gab die Feststellung, dass die Schulleiterinnen und Schulleiter Mühe haben, ihre Aufgaben mit dem ihnen zugewiesenen Beschäftigungsgrad zu erledigen, zumal sie gleichzeitig auch Klassenlehrpersonen sind. Hinsichtlich der Pensenzuteilung sind sie gegenüber den Schuldirektionen der Orientierungsschule benachteiligt, obschon ihre Pflichtenhefte identisch sind. Da die Schulleiterinnen und Schulleiter von Schulen ab 10 Klassen einen Beschäftigungsgrad von 50% haben, könnte man erwarten, dass der Beschäftigungsgrad auf 100% steigt, sobald die Schule mehr als 20 Klassen fasst, was jedoch nicht der Fall ist. Laut Postulat motiviert das die Gemeinden nicht dazu, sich zu Schulkreisen zusammenzuschliessen, da die Schulleiterinnen und Schulleiter bei weniger Klassen von einem proportional vorteilhafteren Beschäftigungsgrad profitieren.

1.2. Antwort des Staatsrats vom 19. Dezember 2017

In seiner Antwort vom 19. Dezember 2017 ist der Staatsrat auf das Postulat eingegangen. Er wies zunächst darauf hin, dass die Direktion für Erziehung, Kultur und Sport (EKSD) bis zum 1. August 2018 Zeit hat, um das neue Schulgesetz umzusetzen. Zudem listete er die bereits ergriffenen Massnahmen und Anpassungen zur Unterstützung der Schulleiterinnen und Schulleiter auf. Anschliessend erinnerte er daran, dass sich die Erhöhung der Dotation für die Schulleitungen auf mehrere Jahre verteilen und von den finanziellen Möglichkeiten des Staates abhängen wird.

In seiner Stellungnahme erklärte der Staatsrat, dass er die im Postulat beschriebenen Sorgen und Anliegen teilt und die EKSD in ihren Bemühungen unterstützt, den Schulleiterinnen und Schulleitern angemessene Arbeitsbedingungen anzubieten, um die Qualität der Verwaltung der Primarschulen zu gewährleisten. Er gab jedoch zu bedenken, dass für die Einrichtung der OS-Schuldirektionen während eines Zeitraums von etwa 30 Jahren Anpassungen nötig waren und es daher für die Primarstufe ebenfalls Zeit und entsprechende Mittel benötige. Und auch wenn anerkannt wird, dass zwischen Primar- und Orientierungsschule eine ungleiche Pensenzuteilung besteht, so sollte man dabei auch die Besonderheiten der Orientierungsschule berücksichtigen.

Der Staatsrat erinnerte zudem daran, dass die Erhöhung der VZÄ-Dotation für die Schulleitungen auch durch den Entscheid des Grossen Rats gegen die im Entwurf für das Schulgesetz vorgeschlagene Anpassung des Steuerfusses erschwert wurde.

Schliesslich erklärte er, dass die grundlegenden Aufgaben an kleinen und grossen Schulen identisch sind. Da die Aufgaben nicht zwingend exponentiell mit der Zahl der Klassen steigen, sei es normal, dass die kleinen Schulen über mehr Entlastungseinheiten verfügen.

Abschliessend nahm der Staatsrat das Postulat an und beauftragte die EKSD, einen Bericht über die erwähnten Punkte zu verfassen.

2. Hintergrund und Schulgesetz

2.1. Schulleiterin und Schulleiter

Im Kanton Freiburg trägt eine Person, die einer Primarschule vorsteht, den Titel *Schulleiterin* oder *Schulleiter*, während eine Person, die einer Orientierungsschule vorsteht, den Titel *Schuldirektorin* oder *Schuldirektor* erhält. Bis auf kontextbezogene Unterschiede sind ihre Pflichtenhefte identisch. Sie repräsentieren ihre Schule und übernehmen die Verantwortung für den Betrieb auf administrativer und pädagogischer Ebene, für die Personalführung und für die Zusammenarbeit mit den verschiedenen Partnern der Schule. Das schliesst eine Vielzahl an Aufgaben ein, auf die in diesem Bericht teilweise eingegangen wird.

Während die Orientierungsschule seit längerem über Direktionen verfügt, existiert die Funktion der Schulleiterin oder des Schulleiters auf Primarstufe erst seit kurzem. Die administrativen und organisatorischen Aufgaben der Primarschulen wurden früher vom Schulinspektorat und von den Schulkommissionen übernommen. Damit diese Aufgaben ausgeführt werden konnten, wurden, seit 1996 im deutschsprachigen Teil und seit 2006/07 im französischsprachigen Teil, Entlastungen an die Lehrpersonen vergeben. Erst mit der Annahme des neuen Schulgesetzes im Jahr 2014 wurde die Funktion der Schulleiterin oder des Schulleiters eingeführt.

2.2. Beschäftigungsgrad der Schulleiterinnen und Schulleiter

Zum Zeitpunkt der Verhandlungen des neuen Schulgesetzes im Grossen Rat hatte der Staatsrat vorgeschlagen, dass ein Schulkreis aus jeweils mindestens 10 Klassen bestehen sollte. Der Grosse Rat beschloss jedoch, dass 8 Klassen reichten. Viele Schulkreise bestanden effektiv aus weniger als 10 Klassen, und gewisse Gemeinden wollten die Schulkreise nicht fusionieren und dann entsprechend Schülertransporte organisieren. Es wurde argumentiert, die Primarstufe bestünde aus 8 Schuljahren und es ergebe somit Sinn, Schulkreise mit je einer Klasse pro Schuljahr anzuerkennen. In Wirklichkeit ist diese Überlegung jedoch nicht korrekt, da die Kinder der 1H und 2H gemeinsam in einer Klasse unterrichtet werden.

Mit der Annahme des Schulgesetzes wurde zudem beschlossen, dass die Schulleiterinnen und Schulleiter nicht zu weniger als 50% angestellt werden dürfen. Ein niedrigerer Beschäftigungsgrad wäre nämlich problematisch, sowohl hinsichtlich der zu erledigenden Arbeit als auch der Anerkennung ihres Status.

In keinem offiziellen Rechtstext wird genau festgelegt, welcher Beschäftigungsgrad bei mehr als 8 Klassen gewährt werden soll. Diese Entscheidung wird der EKSD überlassen, gemäss Artikel 111 des *Reglements zum Gesetz über die obligatorische Schule (SchR)*: «Die Direktion legt den Beschäftigungsgrad der Primarschulleiterinnen und Primarschulleiter sowie der Schuldirektorinnen und Schuldirektoren im Verhältnis zur Grösse der Schule fest».

2.3. Stellvertreterinnen und Stellvertreter der Schulleiterinnen und Schulleiter

Bestehen an einer Schule viele Klassen und ist für die Schulleiterin oder den Schulleiter ein Beschäftigungsgrad von mehr als 100% nötig, kann die Schulleitung mit einer Stellvertreterin oder einem Stellvertreter verstärkt werden[1]. Beträgt zum Beispiel der zugeteilte Beschäftigungsgrad 110%, kann die Schulleiterin oder der Schulleiter zu 100% arbeiten und eine Stellvertretung mit einem Pensum von 10% erhalten. Wenn

[1] Gemäss Artikel 116 des *Reglements zum Gesetz über die obligatorische Schule (SchR):* «Die Direktion legt den Beschäftigungsgrad der Stellvertreterinnen und Stellvertreter im Verhältnis zur Grösse der Schule fest».

eine Schulleiterin oder ein Schulleiter, der oder dem ein Beschäftigungsgrad von 100% zustünde, nur 80% verlangt, kann er oder sie zu 80% arbeiten, sofern die oder der stellvertretende Schulleiterin oder Schulleiter 30% übernimmt.

Jedoch muss klargestellt werden, dass aktuell nur sehr wenige von dieser Hilfe profitieren, was im starken Gegensatz zur Situation an den Orientierungsschulen steht. Eine Direktorin oder ein Direktor einer Orientierungsschule mit mehr als 25 Klassen ist effektiv mit einem Beschäftigungsgrad von 100% tätig und verfügt zusätzlich über ein 100% Pensum für die Stellvertretung, das auf eine oder mehrere stellvertretende Personen aufgeteilt werden kann.

3. Funktion und Pflichtenheft der Schulleiterinnen und Schulleiter

Gemäss Gesetz über die obligatorische Schule (Schulgesetz, SchG) Artikel 51 Abs. 1 gilt: «Die Schulleiterin oder der Schulleiter der Primarschule und die Direktorin oder der Direktor der Orientierungsschule sind verantwortlich für die Organisation, den Betrieb, die administrative und pädagogische Leitung, für die Personalführung, für die Qualität des Unterrichts und der Erziehung sowie für die Zusammenarbeit mit den Partnern der Schule, gegenüber denen sie die Schule vertreten». Abgesehen von gewissen kontextspezifischen Aspekten haben die Schulleiterinnen und Schulleiter auf Primarstufe und die Schuldirektionen der Orientierungsschulen somit identische Pflichtenhefte.

Die Aufgaben der Schulleiterinnen und Schulleiter, die sich auf acht grosse Tätigkeitsfelder verteilen lassen, werden in der nachfolgenden Übersichtstabelle zusammengefasst. Diese Aufgaben bilden eine zusammenhängende Einheit. Sie können in keiner Weise gestrichen, reduziert oder geändert werden. Sie sind das Fundament eines funktionierenden Schulkreises.

Tätigkeitsfelder	Aufgaben	Im Pflichtenheft vorgesehener Prozentsatz der Arbeitszeit für die Aufgaben
Führungsaufgaben in der Verwaltungseinheit	Ziele und Tätigkeiten der Schule planen, Evaluation und Anpassung dieser Ziele und Tätigkeiten, Zusammenarbeit mit anderen Einheiten sicherstellen usw.	25%
Führung des unterstellten Personals	Erfüllung der Pflichten durch das Personal sicherstellen, Qualität ihrer Arbeit beurteilen, Weiterbildungen planen, Pensen und Klassenzuteilung der Lehrpersonen festlegen, Tätigkeit des sozialpädagogischen Personals koordinieren, Konflikte angehen, Abwesenheiten und Stellvertretungen verwalten und Urlaube bewilligen, offene Stellen besetzen usw.	10%
Pädagogische, didaktische und erzieherische Führung	Lehrpersonen begleiten und beraten, Qualitätsentwicklungsprojekte umsetzen, kulturelle und sportliche Tätigkeiten überwachen und koordinieren, in Anwendung der Schulgesetzgebung Entscheide gegenüber Schüler/innen fällen, Unterstützungsmassnahmen einrichten, begleiten und überprüfen, auf ein gutes Schulklima achten usw.	35%
Organisation und Administration	Schuljahr organisieren, schulische Anlässe planen, Schulordnung erarbeiten, Lehrmittel verwalten, Einsätze der anerkannten Fachstellen planen und koordinieren, Aufsichtsbeschwerden und Einsprachen behandeln usw.	15%
Zusammenarbeit mit den Gemeinden	Verwaltungs- und administrative Aufgaben koordinieren, sich an der Erstellung von Schulbudgets und -rechnungen beteiligen, bewilligte Finanzmittel verwalten, auf den guten Zustand der Räumlichkeiten, Einrichtung usw. achten, bei der Erarbeitung der Sicherheitsmassnahmen mitwirken, Schulmaterial verwalten, Schülerbestand nachführen und Auswirkungen auf Klasseneröffnungen oder -schliessungen voraussehen, an der Elterninformation mitarbeiten, an der Bildung des Elternrates mitwirken usw.	5%
Kommunikation	Informationsfluss innerhalb der Schule und nach aussen sicherstellen, Meinung der Lehrpersonen in wichtigen Schulfragen einholen usw.	5%
Teilnahme an Kommissionen und Arbeitsgruppen	Kommissionen der EKSD oder deren Ämter, Elternrat, Konferenzen der Schulbehörden usw.	5%
Weiterbildung	Die für die Funktion erforderlichen pädagogischen und administrative Kenntnisse auffrischen	Bei einem Beschäftigungsgrad von 100% haben Schulleiter/innen Anrecht auf maximal 3 Tage Weiterbildung pro Jahr.

4. Beschäftigungsgrad der Schulleitungen kleiner Schulen / Einfluss auf Gemeindefusionen / Verweigerung des Steuerausgleichs durch den Grossen Rat

Grundsätzlich kann nicht gesagt werden, dass Schulleitungen von Schulen mit 8 bis 10 Klassen über einen proportional höheren Beschäftigungsgrad verfügen als diejenigen von grösseren Schulen. Tatsächlich sind die nicht reduzierbaren Aufgaben, die alle Schulleiterinnen und Schulleiter wahrnehmen, zahlreich und zeitaufwendig, wie das oben aufgeführte Pflichtenheft zeigt. Diese Funktion bei reduziertem Arbeitspensum auszuüben ist nicht einfach. Unterschiedliche Faktoren können den Arbeitsumfang erhöhen, zum Beispiel die Anzahl der Gebäude oder der Lehrpersonen im Schulkreis. Speziell die Zahl der Lehrpersonen kann zwischen Schulkreisen stark variieren, selbst wenn die Anzahl der Klassen gleich ist.

Auch lässt sich nicht behaupten, dass der Beschäftigungsgrad der Schulleitung die Gemeinden davon abbringt, sich zu Schulkreisen zusammenzuschliessen. Denn es ist nicht der Beschäftigungsgrad der Schulleitung, der Einfluss auf die Gemeindefusionen hat, sondern die Grösse der Schulkreise. Wenn ein Schulkreis auf 10 Klassen festgelegt worden wäre, wie der Staatsrat anfänglich vorgeschlagen hatte, würden heute mehr Schulkreise fusionieren. Zudem muss unterstrichen werden, dass Fusionen aufgrund von kommunalen und politischen Entscheiden zustandekommen, unabhängig vom Beschäftigungsgrad der Schulleitung.

Die Verweigerung des Steuerausgleichs über 20 Millionen Franken durch den Grossen Rat hatte erhebliche Auswirkungen auf die Funktion der Schulleitung. Eigentlich hätte man befürchten müssen, dass der Schulbetrieb unter dieser Verweigerung leiden würde (weil z. B. weniger Aufgaben erledigt, gewisse Projekte beendet oder anderweitig gespart worden wäre). In Wirklichkeit aber haben die Schulleiterinnen und Schulleiter, deren grundlegende Aufgaben weder gestrichen noch reduziert werden können, sich sehr darum bemüht, ihre Schulen zu führen und dies weit über die Arbeitsstunden hinaus, die man von ihnen erwarten kann. Ihre Überstunden (manchmal bis zu später Stunde präsent) zeugen davon. Aber ob ihre Motivation auch weiterhin fortbesteht, wenn sich die Arbeitsbedingungen nicht verbessern, ist ungewiss. Auch wenn es heikel ist, sich zum Thema Burn-out zu äussern (ein Burn-out kommt oft zustande, wenn sich berufliche und persönliche Schwierigkeiten aufstauen), so wird bei den Schulleiterinnen und Schulleitern oft Müdigkeit, Frustration und Unzufriedenheit festgestellt. Einige von ihnen haben sich entschlossen, ihre Stelle zu verlassen, um einen Arbeitsplatz mit anderen Arbeitsbedingungen zu finden.

5. Situation der Schulleiterinnen und Schulleiter 2018/19

5.1. Schwelle zum Beschäftigungsgrad von 100%

Die Schulleitungen von Schulen mit 8 Klassen sind zu 50% eingestellt, was 21 Lektionen entspricht. Im Unterrichtsbereich entspricht ein Beschäftigungsgrad von 50% 14 Lektionen (13 Lektionen bei altersbedingter Entlastung).

Wie oben erwähnt wird in keinem offiziellen Text festgelegt, welcher Beschäftigungsgrad bei mehr als 8 Klassen gewährt werden soll. Die EKSD stützt sich jedoch auf eine interne Tabelle, um die Beschäftigungsgrade im französischsprachigen und im deutschsprachigen Kantonsteil einheitlich zu halten. Die Tabelle gesteht den Schulleitungen von Schulen mit mehr als 25 Klassen einen Beschäftigungsgrad von 100% zu. Aktuell ist dieses Ziel im deutschsprachigen Teil des Kantons erreicht; im französischsprachigen Teil soll dies ebenfalls bald der Fall sein.

Der Kern der Fragestellung liegt woanders: Es sind diejenigen Schulleiterinnen und Schulleiter, die einen Beschäftigungsgrad von 70% bis 80% haben, die am meisten Schwierigkeiten bekunden. Sie müssen nämlich grosse Schulen bei einem reduzierten Arbeitspensum leiten. Das Problem besteht somit nicht darin, einen Beschäftigungsgrad von 100% für die Schulleitungen von Schulen mit mehr als 25 Klassen zu bewilligen, *sondern eher die Schwelle für die 100%, die momentan auf 25 Klassen festgelegt ist, auf eine geringere Anzahl Klassen zu senken*.

Ausserdem muss präzisiert werden, dass im französischsprachigen Kantonsteil die Förderklassen noch nicht in die Gesamtzahl der Klassen, die für den Beschäftigungsgrad ausschlaggebend sind, miteinberechnet sind. In dieser Sprachregion mussten Prioritäten gesetzt werden, um die Vollzeitäquivalente vorübergehend rationell einzusetzen. Das ist deswegen ein Problem, da gerade diese Klassen sehr viel Einsatz fordern. Wenn diese Klassen auf genau dieselbe Art und Weise wie in der deutschsprachigen Region miteinberechnet würden, um den Beschäftigungsgrad zu bestimmen, dann müsste heute festgehalten werden, dass mehrere Schulleiterinnen und Schulleiter mit mehr als 25 Klassen nicht von einem Beschäftigungsgrad von 100% profitieren.

Dazu kommt, dass, selbst wenn die Sonderklassen (nicht zu verwechseln mit den Förderklassen) vom Amt für Sonderpädagogik verwaltet werden, die Schulleitung doch teilweise Austausch- und Koordinationsarbeiten leisten muss, was beim Beschäftigungsgrad ebenfalls nicht miteinberechnet wird.

5.2. Budget

Im französischsprachigen Teil des Kantons sieht das Budget 2019 für die Schulleitungen 49,6 Vollzeitäquivalente vor. Der Unterschied zu der effektiv benötigten Zahl beträgt somit aktuell 4,5 Vollzeitäquivalente. Um genau zu sein, wären 2 Vollzeitäquivalente erforderlich. Hinzu kommt, dass 8 Schulleitungen noch für jeweils zwei Schulkreise verantwortlich sind. Obwohl dieser Zustand gegen das Schulgesetz verstösst, wurde er auch in diesem Fall genehmigt, um eine vorübergehende Rationalisierung der Vollzeitäquivalente zu erlauben. Eine Ausnahmebewilligung wurde den betreffenden Schulleitungen bis am 1. August 2019 gewährt, aber es versteht sich von selbst, dass das gleichzeitige Führen von zwei Schulkreisen eine sehr schwere Arbeitslast bedeutet, die langfristig schwierig zu bewältigen ist.

Im deutschsprachigen Kantonsteil sieht das Budget 2019 für die Schulleitungen 15,6 Vollzeitäquivalente vor. Damit die Schulleitungen einen Beschäftigungsgrad erhalten, welcher der Anzahl Klassen entspricht, für die sie verantwortlich sind, und nach der Schaffung neuer Schulkreise mit mindestens 8 Klassen, fehlen momentan 0,15 Vollzeitäquivalente. Tatsächlich sind sämtliche Schulkreise des deutschsprachigen Kantonsteils seit Beginn des Schuljahres 2018/19 konform mit dem Artikel 50 des Schulgesetzes. Diese Gesetzeskonformität führt zu den fehlenden 0,15 Vollzeitäquivalenten im Rahmen der Aufteilung der Schulkreise in der Stadt Freiburg.

6. Analyse der Arbeitslast der Schulleiterinnen und Schulleiter

Um eine ausführliche Antwort auf die Frage der Arbeitslast vorlegen zu können, wurden die Schulleiterinnen und Schulleiter des französischsprachigen und des deutschsprachigen Kantonsteils befragt.

6.1. Umfrage im französischsprachigen Teil

Für den französischsprachigen Kantonsteil hat das Schulinspektorat des Amts für französischsprachigen obligatorischen Unterricht einen Online-Fragebogen erarbeitet. Die Teilnahmerate lag bei ungefähr 83%, also 56 der 67 Schulleiterinnen und Schulleiter.

Von den 56 Personen, die teilgenommen haben, sind 45 seit mehr als 3 Jahren Schulleiterin oder Schulleiter. Es handelt sich somit hauptsächlich um Personen, die Erfahrung in ihrer Funktion haben.

Von den 56 Personen, die teilgenommen haben, sind 32 Klassenlehrpersonen und unterrichten neben ihrer Tätigkeit in der Schulleitung weiter, um ihren Beschäftigungsgrad zu vervollständigen. 4 der 56 verfügen über eine Stellvertreterin oder einen Stellvertreter und 49 der 56 kommen in den Genuss eines Sekretariatspensums, das von den Gemeinden zur Verfügung gestellt wird.

Die Umfrage zeigt, dass 42 von 56 Schulleiterinnen und Schulleiter der Meinung sind, dass sie nicht genügend Zeit für ihre Funktion und die im Pflichtenheft angegebenen Aufgaben haben. Um diese Frage zu verfeinern, wurden sie zu jedem ihrer Tätigkeitsfelder befragt. Die Antworten sind in der unten stehenden Tabelle zusammengefasst.

Zum Beispiel ist im Pflichtenheft vorgesehen, dass das Feld «Organisation und Administration» 15% der Arbeitszeit einnimmt. Die Resultate des Fragebogens ergeben, dass 6 der 56 Schulleiterinnen und Schulleiter (SL) der Meinung sind, diese Einschätzung entspreche der realen Arbeitslast.

Da die Felder «Führungsaufgaben in der Verwaltungseinheit» (25%) und «Führung des unterstellten Personals» (10%) in der Praxis eng miteinander verbunden sind, wurden sie für diese Umfrage zu einem Feld zusammengefasst: «Führung der Verwaltungseinheit und des unterstellten Personals» (35%).

Tätigkeitsfeld	Im Pflichtenheft geschätzter Prozentsatz	Antwort der Schulleiter (N=56)
Führung der Verwaltungseinheit und des unterstellten Personals	35%	23 SL finden den Prozentsatz angemessen
Pädagogische, didaktische und erzieherische Führung	35%	16 SL finden den Prozentsatz angemessen
Organisation und Administration	15%	6 SL finden den Prozentsatz angemessen
Zusammenarbeit mit den Gemeinden	5%	30 SL finden den Prozentsatz angemessen
Kommunikation	5%	28 SL finden den Prozentsatz angemessen
Teilnahme an Kommissionen und Arbeitsgruppen	5%	33 SL finden den Prozentsatz angemessen

Um ihre Antworten auf diese «geschlossenen» Fragen zu erklären, erhielten die Schulleiterinnen und Schulleiter die Möglichkeit, in einem dafür vorgesehenen Feld eigene Kommentare anzubringen. Von den 56 Personen, die an der Umfrage teilgenommen haben, haben 26 diese Möglichkeit genutzt. Aus den Kommentaren ergeben sich mehrere Schlussfolgerungen und ein gewisser Konsens.

Der häufigste Kommentar betrifft die Schwierigkeit, Schulleitung und Unterrichtstätigkeit unter einen Hut zu bringen.

Die Schulleiterinnen und Schulleiter werden nämlich ständig in Anspruch genommen, auch während ihrer Unterrichtstätigkeit. Ihre Schulleitungsaufgaben sind nicht auf bestimmte Tage festgelegt, sondern auf die gesamte Woche verteilt und so sind sie mental konstant damit beschäftigt. An den Tagen, an denen die Schulleiterinnen und Schulleiter unterrichten, müssen sie sich nach den Lektionen oft um Angelegenheiten kümmern, die nicht im Laufe des Tages geregelt werden konnten.

Hinzu kommt die weiter oben bereits erwähnte Tatsache, dass die Förderklassen im französischsprachigen Teil nicht zusammen mit der Anzahl Klassen, die den Beschäftigungsgrad ausmachen, verrechnet werden, obwohl sie trotzdem Arbeit verursachen.

6.2. Umfrage im deutschsprachigen Teil

Im deutschsprachigen Kantonsteil, der 19 Schulleiterinnen und Schulleiter umfasst, wurde vom Amt für deutschsprachigen obligatorischen Unterricht ebenfalls eine Umfrage durchgeführt. Das Schulinspektorat hat sich mit den 19 betroffenen Personen getroffen und sie gebeten, sich zu offenen Fragen zu äussern, insbesondere zur Übereinstimmung der persönlichen Arbeitszeiten mit den Aufgaben, die im Pflichtenheft genannt werden. Alle 19 Schulleiterinnen und Schulleiter haben sich geäussert. Ihre Antworten weisen je nach jeweiligem Kontext des Schulkreises starke Unterschiede auf.

Von den 19 Schulleiterinnen und Schulleitern sind 10 gleichzeitig im Unterricht tätig.

Alle 19 befragten Personen haben angegeben, nicht über einen genügend hohen Beschäftigungsgrad zu verfügen, um die Aufgaben im Pflichtenheft zu erfüllen. Die besonders von Zeitknappheit betroffenen Tätigkeitsfelder sind «Führungsaufgaben in der Verwaltungseinheit», «Führung des unterstellten Personals», «pädagogische, didaktische und erzieherische Führung» sowie der Bereich «Organisation und Administration». Einige Personen erwähnten auch einen Zeitmangel beim Austausch und bei der Zusammenarbeit mit den Gemeinden, insbesondere bei Schulkreisfusionen oder bei Neu- oder Umbauten von Schulhäusern.

Alle Tätigkeitsfelder zusammengenommen, gehen die Schulleiterinnen und Schulleiter davon aus, dass sie grundsätzlich ungefähr 1/3 zusätzliche Zeit für ihre Tätigkeit bräuchten.

6.3. Auf beide Sprachregionen zutreffende Bemerkungen

Viele Schulleiterinnen und Schulleiter leisten eine beträchtliche Zahl an Überstunden, um für ein reibungsloses Funktionieren ihres Schulkreises zu sorgen. Denn der Beschäftigungsgrad, der ihnen gewährt wird, erlaubt es ihnen nicht immer, sämtliche Aufgaben zu erfüllen.

Mehrere Personen weisen darauf hin, dass die Anzahl Klassen nicht der einzige Faktor ist, der Einfluss auf die Festlegung des Beschäftigungsgrads hat. Das Umfeld, das kulturelle Niveau und das Sozialgefüge der Schule bestimmen ebenfalls die Arbeitslast.

Es konnte festgestellt werden, dass ein Schulkreis, der mehrere Gebäude umfasst, zwangsläufig mehr Zeit in Anspruch nimmt und zusätzliche Arbeitsprozente benötigt.

Viele Schulleiterinnen und Schulleiter sind sich bewusst, dass die Direktionen der Orientierungsschulen anders behandelt werden. Das beginnt nur schon beim Titel *Schulleiterin* oder *Schulleiter*, der weniger stark und klar wirkt als *Schuldirektorin* oder *Schuldirektor*. Oftmals wird dieser Titel von Partnern der Schule nicht anerkannt oder verstanden. Ausserdem wissen die Schulleiterinnen und Schulleiter, dass die Direktionen der Orientierungsschule über mehr Mittel verfügen, um ihre Arbeit zu erledigen: Mehr Vollzeitäquivalente, mehr Stellvertreterinnen und Stellvertreter und die Möglichkeit, Entlastungsstunden/Mitarbeiterlektionen zu erhalten. Auch die Gehaltsklasse ist eine andere: Klasse 24 für die Schulleiterinnen und Schulleiter und Klasse 28 für die Direktorinnen und Direktoren der Orientierungsschule.

Es wurde zudem festgestellt, dass die Schulleiterinnen und Schulleiter für die Aufgaben des Sekretariats sehr von verstärkten Ressourcen seitens der Gemeinden profitieren könnten. Aber selbst wenn ein Sekretariatspensum immer willkommen ist, so gibt es zwischen den Gemeinden doch beträchtliche Unterschiede bei der Höhe des Prozentsatzes, was Ungleichheit zwischen den Schulkreisen schafft. Insgesamt betrachtet sind die Sekretariatspensen für die Schulleitungen klein und unterscheiden sich stark von einer Gemeinde zur anderen, während die entsprechenden Pensen für die Direktionen der Orientierungsschule beachtlich sind und von Gemeinde zu Gemeinde weniger Unterschiede aufweisen.

Mehrere Personen sind der Ansicht, sie würden stark von der Unterstützung durch eine Stellvertretung profitieren, sowohl was die zu erledigende Arbeitsmenge angeht, als auch mit Blick auf den damit verbundenen professionellen Austausch über Fragen der Führung und der Entwicklung der Schulqualität.

Insgesamt denken die Schulleiterinnen und Schulleiter, dass bei ihnen das Feld «Organisation und Administration» viel Zeit in Anspruch nimmt. Viele weisen darauf hin, dass sie keine Zeit haben, um Abstand zu nehmen und über die Führung der Schule nachzudenken, da sie der Arbeit konstant hinterherrennen. Die befragten Personen bedauern allgemein auch, dem Bereich «pädagogische, didaktische und erzieherische Führung» nicht mehr Zeit widmen zu kön-

nen, um die Lehrpersonen zu beraten und zu begleiten oder um die didaktische Qualität weiterzuentwickeln. Das zeugt von einem Verlangen, sich stärker für ihre Schule einzusetzen. Dieser Punkt ist besonders wichtig, da dieser Wille der Lehrpersonen sich mit demjenigen der EKSD deckt, die eine solide pädagogische Führung fördern will, die nötig ist, um die Qualität der Schule zu gewährleisten.

7. Möglichkeiten, die Schulleiterinnen und Schulleiter durch Entlastungen, die von Lehrpersonen übernommen werden, zu unterstützen

Momentan verfügen die Direktionen der Orientierungsschule über Entlastungsstunden, deren Zahl proportional zur Schulgrösse ist. Zum Beispiel verfügt die Schuldirektion bei 25 Klassen über 11 bis 14 Stunden Entlastung für bestimmte pädagogische Aufgaben, was ihr erlaubt, die Führung und Entwicklung der Schule und die pädagogische Entwicklung zu unterstützen. Die Entlastungen der Direktion werden unter den Vollzeitäquivalenten der Orientierungsschule verrechnet und entsprechend zu 50% den Gemeinden in Rechnung gestellt.

Auf Primarstufe erlaubt das bewilligte Budget keine Zuteilung von Entlastungen. Auch wenn es sich tatsächlich um eine Ungleichbehandlung handelt, so ist die EKSD der Meinung, die Vollzeitäquivalente hätten Vorrang gegenüber den Entlastungen. Die Stabilisierung des Systems der Vollzeitäquivalente würde nämlich anschliessend eine genauere Beurteilung der Notwendigkeit von Entlastungsstunden erlauben.

Dennoch ist es notwendig, Entlastungsstunden einzuführen. Das Amt für deutschsprachigen obligatorischen Unterricht meldet, dass die Schulleiterinnen und Schulleiter von der Umsetzung des Schulgesetzes und des dazugehörigen Reglements sowie der Einführung des Lehrplans 21, die zwischen 2017 und 2023 stattfindet, sehr stark eingespannt sind. Dafür leisteten und leisten sie nach wie vor viele unbezahlte Stunden. Für solch eine Arbeit sind Entlastungsstunden unerlässlich: mindestens 1–2 Stunden für die Schulen mit bis zu 13 Klassen, 2–3 Stunden für Schulen mit bis zu 20 Klassen, 3–4 Stunden für Schulen mit bis zu 28 Klassen und 4–5 Stunden für Schulen mit 29 und mehr Klassen.

Die Entlastungsstunden wären in diesem Fall besonders nützlich, hauptsächlich weil in diesem Rahmen die Aufgaben nicht nur von der Schulleitung übernommen werden, sondern an Lehrpersonen delegiert werden, die in spezifischen Bereichen Kompetenzen haben. Genau dies geschieht bereits in den Orientierungsschulen, gemäss Artikel 29 Abs. 1 des Reglements vom 14. März 2016 für das Lehrpersonal, das der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport untersteht (LPR): «Die Schulleitung kann einer Lehrperson eine besondere Aufgabe übertragen, die im Zusammenhang mit ihren Fähigkeiten und Kenntnissen steht, soweit der Betrieb der Schule dies rechtfertigt».

8. Schlussfolgerungen

Die Analyse der Arbeitslast zeigt, dass die Schulleiterinnen und Schulleiter sowohl im französischsprachigen wie auch im deutschsprachigen Kantonsteil Schwierigkeiten haben, ihre Aufgaben mit dem zugeteilten Beschäftigungsgrad zu erledigen. Obwohl man berücksichtigen muss, dass das System der Schulleitung im Vergleich zu demjenigen der Schuldirektionen an Orientierungsschulen spät eingeführt wurde, kann man bei den zur Verfügung gestellten Mitteln doch objektive Unterschiede feststellen.

Unter Berücksichtigung der beiden unterschiedlichen Ausgangslagen arbeitet der Staatsrat seit Jahren daran, je nach den im Budget verfügbaren Mitteln des Staates, die Verhältnisse der Schulleitungen an jene der Direktionen der Orientierungsschule anzupassen und ihnen schrittweise die Mittel zuzugestehen, die ihren Aufgaben entsprechen. Mehrere Massnahmen müssen dafür getroffen werden, darunter die Änderung des Namens der Schulleiterinnen und Schulleiter hin zu *Schuldirektorinnen und Schuldirektoren*, aber auch die Zuweisung von zusätzlichen administrativen Vollzeitäquivalenten. So würde es die Bewilligung im Laufe der Zeit von 4,5 Vollzeitäquivalenten für den französischsprachigen Kantonsteil erlauben, die Situation zu verbessern und die Anforderungen des Schulgesetzes einzuhalten. Für die Schulleitungen des deutschsprachigen Kantonsteils wären noch 0,15 Vollzeitäquivalente notwendig. Zudem kann eine nachhaltige und gute Umsetzung des Lehrplans 21 nur mit der Gewährung von Entlastungsstunden erfolgen. Die Angleichung der Führungsdotationen der Primarstufe und derjenigen der Orientierungsschule sind langfristig für die Gewährleistung einer guten Umsetzung des Schulgesetztes sowie der Lehrpläne der beiden Sprachregionen notwendig.

Der Staatsrat ist sich der Situation bewusst und erklärt sich bereit, im Rahmen der zur Verfügung stehenden Mittel den Alltag der Schulleiterinnen und Schulleiter, die sich unermüdlich für ihre Funktion einsetzen, weiter zu verbessern.

Message 2018-DIAF-31 12 février 2019

—

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret approuvant la fusion des communes de Clavaleyres et de Morat

Nous avons l'honneur de vous soumettre un décret approuvant la fusion des communes de Clavaleyres et de Morat.

Le présent message se divise selon le plan suivant:

1. Historique **1**

2. Données statistiques **2**

3. Aide financière **2**

4. Commentaires sur la convention de fusion **2**

5. Commentaires sur le projet de décret **2**

1. Historique

C'est le 28 novembre 2013 que l'assemblée communale de Clavaleyres a pris la décision d'envisager une fusion intercantonale. La décision de principe positive du Conseil général de Morat est intervenue le 30 avril 2014. Suite à des premières discussions entre les entités cantonales, les gouvernements cantonaux ont annoncé par la déclaration d'intention du 14 mars 2016 leur volonté commune d'entreprendre les démarches nécessaires dans l'optique d'une fusion intercantonale.

Les deux cantons se sont donnés les bases légales nécessaires:

> le canton de Berne par sa loi sur le transfert de la commune municipale de Clavaleyres au canton de Fribourg dans le cadre d'une fusion avec la commune de Morat (Loi Clavaleyres; LCla) du 7 juin 2017 (RSB 105.41);

> le canton de Fribourg par sa loi sur l'accueil de la commune municipale bernoise de Clavaleyres par le canton de Fribourg et sa fusion avec la commune de Morat (LFCla) du 23 mars 2018 (RSF 112.7).

Les communes de Clavaleyres et Morat ont institué des groupes de travail en vue de l'élaboration d'un projet de convention de fusion. Par lettre du 13 juin 2018, les conseils communaux de Clavaleyres et Morat ont déposé le projet définitif de convention de fusion.

La convention de fusion a été signée en date du 10 juillet 2018 par le Conseil communal de Morat et le 22 août 2018 par le Conseil communal de Clavaleyres.

Une séance d'information pour la population des deux communes a eu lieu en date du 20 août 2018 à Morat.

La fusion des deux communes a été soumise, le 23 septembre 2018, au vote populaire des communes de Clavaleyres et Morat. Les résultats ont été les suivants:

> Clavaleyres	39 électeurs	34 votes valables	28 oui	6 non
> Morat	6261 électeurs	2209 votes valables	2042 oui	167 non

L'approbation du décret relatif à la fusion par le Grand Conseil est une étape essentielle pour la procédure d'accueil de la commune municipale bernoise de Clavaleyres par le canton de Fribourg (art. 2 LFCla).

2. Données statistiques

	Morat	Clavaleyres	Fusion
Population légale/résidente au 31.12.2017	8222	46	**8268**
Surface en km²	24,74	1,01	**25,75**
Coefficients d'impôts[1]:			
> *Personnes physiques*	*62,0*	*1,94*	***62,0***
> *Personnes morales*	*62,0*	*1,94*	***62,0***
> *Contribution immobilière, en‰ de la valeur fiscale (Morat)/valeur officielle (Clavaleyres)*	*1,50*	*1,00*	***1,50***

[1] Les coefficients d'impôts de Morat correspondent au pourcentage de l'impôt cantonal de base pour les personnes physiques et morales.

La quotité d'impôt (1,94) de Clavaleyres est le coefficient par lequel on multiplie l'impôt simple pour obtenir la somme due au titre d'impôt communal. L'impôt dit simple se calcule sur le revenu et la fortune imposables à l'aide des barèmes fiscaux légaux. Il correspond ainsi à l'impôt cantonal de base dans le canton de Fribourg.

3. Aide financière

L'article 15 LFCla dispose que le Conseil d'Etat alloue une aide financière à la fusion. Le montant maximal possible se détermine en fonction d'une application par analogie des articles 11 et 13 de la loi relative à l'encouragement aux fusions de communes (LEFC) du 9 décembre 2010 (RSF 141.1.1).

Le montant de base est fixé à 200 francs par commune multiplié par le chiffre de sa population légale établi au moment de l'entrée en vigueur de la LEFC, soit le 1er janvier 2012. Ainsi, c'est la population légale au 31 décembre 2010 qui est retenue. Le multiplicateur prévu à l'article 12 LEFC équivaut à 1,0 unité lorsque deux communes fusionnent.

Sous le régime de la LEFC, la commune de Morat a bénéficié d'une aide financière de 1 260 400 francs lors de sa fusion avec la commune de Büchslen, entrée en vigueur le 1er janvier 2013. Lors de sa fusion avec les communes de Courlevon, Jeuss, Lurtigen et Salvenach, entrée en vigueur le 1er janvier 2016, une aide financière de 363 480 francs a été octroyée. En application de l'article 13 LEFC, aucun montant ne peut être accordé en ce qui concerne la commune de Morat.

Selon la statistique de la population résidente des communes, arrondissements administratifs et régions administratives au 31.12.2010, la commune de Clavaleyres comptait 48 habitants au 31 décembre 2010. Ainsi, en conformité à l'article 15 LFCla, la commune de Clavaleyres bénéficierait d'une aide financière de 9 600 francs pour sa fusion avec Morat.

L'aide financière est versée dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la fusion.

4. Commentaires sur la convention de fusion

La convention de fusion, dont une copie est annexée au présent message, est le document soumis pour approbation aux citoyennes et citoyens des communes de Clavaleyres et Morat, conformément à l'article 134d de la loi sur les communes (LCo) du 25 septembre 1980 (RSF 140.1). Les corps électoraux se sont prononcés le 23 septembre 2018.

5. Commentaires sur le projet de décret

L'article 1 précise l'approbation de la décision de fusion des deux communes, sous réserve de l'article 4. Il n'indique volontairement pas la date d'entrée en vigueur de la fusion, celle-ci étant subordonnée à l'approbation d'une part du concordat intercantonal relatif à la modification territoriale et d'autre part à l'approbation de ce dernier par la Confédération. Tous les travaux ont jusqu'à présent été menés en visant une entrée en vigueur de la fusion au 1er janvier 2021; la convention de fusion mentionne d'ailleurs cette date. Il n'est toutefois pas exclu que cette entrée en vigueur doive être repoussée, par exemple au 1er janvier 2022. La LFCla a été élaborée de manière à permettre un tel report, le cas échéant.

L'article 2 indique le nom de la nouvelle commune et son appartenance au district du Lac.

L'article 3 précise que les conséquences de la fusion sont définies, d'une part, par la convention de fusion annexée au présent message et, d'autre part, par la LFCla.

L'article 4 contient de précisions quant à l'entrée en vigueur de la fusion.

L'article 5 définit le montant de l'aide financière relative à la fusion et précise les modalités de versement.

Annexe

—

Convention de fusion *(seulement en allemand)*

Botschaft 2018-DIAF-31 12. Februar 2019

—

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf zur Genehmigung des Zusammenschlusses der Gemeinden Clavaleyres und Murten

Wir unterbreiten Ihnen ein Dekret zur Genehmigung des Zusammenschlusses der Gemeinden Clavaleyres und Murten.

Die Botschaft gliedert sich in folgende Abschnitte:

1. Geschichtliches **3**

2. Statistische Daten **4**

4. Finanzhilfe **4**

5. Kommentar zur Fusionsvereinbarung **4**

6. Kommentar zum Dekretsentwurf **4**

1. Geschichtliches

Am 28. November 2013 beschloss die Gemeindeversammlung der Gemeinde Clavaleyres einen interkantonalen Zusammenschluss anzustreben. Der positive Grundsatzentscheid des Generalrats von Murten erfolgte am 30. April 2014. Nach ersten Gesprächen zwischen den zuständigen kantonalen Stellen, kündigten die beiden Kantonsregierungen in der Absichtserklärung vom 14. März 2016 an, die notwendigen Verfahrensschritte im Hinblick auf einen interkantonalen Gemeindezusammenschluss einzuleiten.

Die beiden Kantone haben die erforderlichen gesetzlichen Grundlagen geschaffen:

> der Kanton Bern mit dem Gesetz betreffend den Kantonswechsel der Einwohnergemeinde Clavaleyres im Rahmen eines Zusammenschlusses mit der freiburgischen Gemeinde Murten (Clavaleyres-Gesetz, ClaG) vom 7. Juni 2017 (BSG 105.41);

> der Kanton Freiburg mit dem Gesetz über die Aufnahme der bernischen Einwohnergemeinde Clavaleyres durch den Kanton Freiburg und ihren Zusammenschluss mit der Gemeinde Murten (ClaZG) vom 23. März 2018 (SGF 112.7).

Die Gemeinden Clavaleyres und Murten haben Arbeitsgruppen eingesetzt, die einen Entwurf einer Fusionsvereinbarung ausarbeiten sollten. Mit Brief vom 13. Juni 2018 reichten die Gemeinderäte von Clavaleyres und Murten den definitiven Entwurf der Fusionsvereinbarung ein.

Die Fusionsvereinbarung wurde am 10. Juli 2018 durch den Gemeinderat von Murten und am 22. August 2018 durch den Gemeinderat von Clavaleyres unterzeichnet.

Am 20. August 2018 fand in Murten eine Informationsveranstaltung für die Bevölkerung der beiden Gemeinden statt.

Der Zusammenschluss wurde am 23. September 2018 in den beiden Gemeinden Clavaleyres und Murten einer Volksabstimmung unterbreitet. Die Abstimmung ergab folgende Resultate:

>	Clavaleyres	39 Stimmberechtigte	34 gültige Stimmen	28 Ja	6 Nein
>	Murten	6261 Stimmberechtige	2209 gültige Stimmen	2042 Ja	167 Nein

Die Genehmigung des Dekrets über den Zusammenschluss durch den Grossen Rat stellt eine wichtige Etappe im Verfahren zur Aufnahme der bernischen Einwohnergemeinde Clavaleyres durch den Kanton Freiburg dar (Art. 2 ClaZG).

2. Statistische Daten

	Murten	Clavaleyres	Fusion
Zivilrechtliche Bevölkerung/ Wohnbevölkerung am 31.12.2017	8222	46	8268
Fläche in km²	24,74	1,01	25,75
Steuerfüsse[1]:			
> *natürliche Personen*	*62,0*	*1,94*	***62,0***
> *juristische Personen*	*62,0*	*1,94*	***62,0***
> *Liegenschaftssteuer, in‰ des Steuerwerts (Murten)/amtlichen Werts (Clavaleyres)*	*1,50*	*1,00*	***1,50***

[1] Die Steuerfüsse von Murten entsprechenden dem Prozentsatz auf der einfachen Kantonssteuer für die natürlichen und juristischen Personen.

Die Steueranlage (1,94) von Clavaleyres entspricht dem Multiplikator, mit dem die einfache Steuer multipliziert wird, um den Gemeindesteuerbetrag zu berechnen. Die einfache Steuer wird mit Hilfe der Steuertariftabelle auf dem steuerbaren Einkommen und Vermögen ermittelt. Sie entspricht der einfachen Kantonssteuer im Kanton Freiburg.

3. Finanzhilfe

Artikel 15 ClaZG hält fest, dass der Staatsrat für die Fusion eine Finanzhilfe ausrichtet. Für die Bemessung des Maximalbetrags gelten die Artikel 11 und 13 des Gesetzes über die Förderung der Gemeindezusammenschlüsse (GZG) vom 9. Dezember 2010 (SGF 141.1.1) sinngemäss.

Der Grundbetrag beläuft sich auf 200 Franken pro Gemeinde, multipliziert mit ihrer zivilrechtlichen Bevölkerungszahl. Massgebend ist die Bevölkerungszahl zum Zeitpunkt des Inkrafttretens, das heisst am 1. Januar 2012. Daher wird die zivilrechtliche Bevölkerung am 31. Dezember 2010 berücksichtigt. Beim Zusammenschluss von zwei Gemeinden beträgt der Multiplikator 1,0 gemäss Artikel 12 GZG.

In Anwendung des GZG hat die Gemeinde Murten bei ihrer Fusion mit der Gemeinden Büchslen, die am 1. Januar 2013 in Kraft trat, eine Finanzhilfe von 1 260 400 Franken erhalten. Anlässlich des Zusammenschlusses mit den Gemeinden Courlevon, Jeuss, Lurtigen und Salvenach, der am 1. Januar 2016 in Kraft trat, wurde eine Finanzhilfe von 363 480 Franken gewährt. In Anwendung von Artikel 13 GZG kann der Gemeinde Murten nicht erneut ein Finanzbeitrag gewährt werden.

Gemäss Statistik der Wohnbevölkerung der Gemeinden, Verwaltungskreise und Verwaltungsregionen am 31.12.2010 zählte die Gemeinde Clavaleyres am 31. Dezember 2010 48 Einwohner. Gemäss Artikel 15 ClaZG erhält die Gemeinde Clavaleyres eine Finanzhilfe von 9600 Franken für den Zusammenschluss mit Murten.

Die Finanzhilfe wird in dem auf das Inkrafttreten des Zusammenschlusses folgenden Jahr ausgerichtet.

4. Kommentar zur Fusionsvereinbarung

Die Vereinbarung über den Zusammenschluss (Kopie in der Beilage) wurde gemäss Artikel 134d des Gesetzes über die Gemeinden (GG) vom 25. September 1980 (SGF 140.1) den Stimmbürgerinnen und -bürgern von Clavaleyres und Murten zur Genehmigung unterbreitet. Die Stimmberechtigten stimmten am 23. September 2018 darüber ab.

5. Kommentar zum Dekretsentwurf

Artikel 1 beinhaltet die Genehmigung des Zusammenschlusses der beiden Gemeinden unter Vorbehalt von Artikel 4. Dabei wird willentlich nicht genannt, wann der Zusammenschluss in Kraft tritt, da das Datum des Inkrafttretens zum einen von der Genehmigung des interkantonalen Gebietsänderungskonkordats und andererseits von dessen Genehmigung durch den Bund abhängig ist. Alle bisherigen Arbeiten wurden im Hinblick auf ein Inkrafttreten der Fusion am 1. Januar 2021 ausgerichtet; dieses Datum wird übrigens auch in der Fusionsvereinbarung genannt. Hingegen kann nicht ausgeschlossen werden, dass das Inkrafttreten verschoben werden muss, zum Beispiel auf den 1. Januar 2022. Das ClaZG wurde so ausgearbeitet, dass eine solche Verschiebung gegebenenfalls möglich ist.

Artikel 2 nennt den Namen der neuen Gemeinde und ihre Zugehörigkeit zum Seebezirk.

Artikel 3 hält fest, dass die Auswirkungen des Zusammenschlusses einerseits in der Fusionsvereinbarung, die dieser Botschaft beigelegt ist, andererseits im ClaZG dargelegt werden.

Artikel 4 enthält Präzisierungen bezüglich des Inkrafttretens der Fusion.

Artikel 5 legt den Betrag der Finanzhilfe an den Zusammenschluss und die Auszahlungsmodalitäten fest.

Anhang

—

Vereinbarung über den Zusammenschluss

Décret approuvant la fusion des communes de Clavaleyres et de Morat

du…

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'article 2 al. 2 de la loi du 23 mars 2018 sur l'accueil de la commune municipale bernoise de Clavaleyres par le canton de Fribourg et sa fusion avec la commune de Morat;

Vu l'article 134d de la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo);

Vu la loi du 9 décembre 2010 relative à l'encouragement aux fusions de communes (LEFC);

Vu le résultat de la votation du 23 septembre 2018 dans les communes de Clavaleyres et de Morat;

Vu le message 2018-DIAF-31 du Conseil d'Etat du 12 février 2019;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

[1] Les décisions des communes de Clavaleyres et de Morat du 23 septembre 2018 de fusionner sont entérinées.

[2] L'article 4 du présent décret demeure réservé.

Art. 2

La commune nouvellement constituée porte le nom de Morat et fait partie du district du Lac.

Dekret zur Genehmigung des Zusammenschlusses der Gemeinden Clavaleyres und Murten

vom…

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf Artikel 2 Abs. 2 des Gesetzes vom 23. März 2018 über die Aufnahme der bernischen Einwohnergemeinde Clavaleyres durch den Kanton Freiburg und ihren Zusammenschluss mit der Gemeinde Murten;

gestützt auf Artikel 134d des Gesetzes vom 25. September 1980 über die Gemeinden (GG);

gestützt auf das Gesetz vom 9. Dezember 2010 über die Förderung der Gemeindezusammenschlüsse (GZG);

gestützt auf das Resultat der Abstimmung vom 23. September 2018 in den Gemeinden Clavaleyres und Murten;

nach Einsicht in die Botschaft 2018-DIAF-31 des Staatsrats vom 12. Februar 2019;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

[1] Die Beschlüsse der Gemeinden Clavaleyres und Murten vom 23. September 2018, sich zusammenzuschliessen, werden genehmigt.

[2] Artikel 4 dieses Dekrets bleibt vorbehalten.

Art. 2

Die neue Gemeinde trägt den Namen Murten und gehört zum Seebezirk.

Art. 3

Les conséquences de la fusion sont définies, d'une part, par la convention de fusion conclue entre les communes de Clavaleyres et de Morat et, d'autre part, par la loi du 23 mars 2018 sur l'accueil de la commune municipale bernoise de Clavaleyres par le canton de Fribourg et sa fusion avec la commune de Morat ainsi que par les actes législatifs énoncés dans la loi précitée.

Art. 4

[1] L'entrée en vigueur de la fusion est subordonnée à l'entrée en vigueur du concordat relatif à la modification territoriale à conclure entre les cantons de Fribourg et de Berne.

[2] L'approbation de la modification territoriale par la Confédération demeure en outre réservée.

Art. 5

[1] L'Etat verse à la nouvelle commune de Morat un montant de 9600 francs au titre d'aide financière à la fusion.

[2] Cette aide financière est versée dès l'entrée en vigueur de la fusion.

Art. 6

[1] Le présent décret n'est pas soumis au referendum.

[2] Il entre en vigueur immédiatement.

Art. 3

Die Auswirkungen des Zusammenschlusses werden einerseits in der Fusionsvereinbarung, die zwischen den Gemeinden Clavaleyres und Murten abgeschlossen wurde, und andererseits im Gesetz vom 23. März 2018 über die Aufnahme der bernischen Einwohnergemeinde Clavaleyres durch den Kanton Freiburg und ihren Zusammenschluss mit der Gemeinde Murten und den darin erwähnten Erlassen geregelt.

Art. 4

[1] Das Inkrafttreten der Fusion hängt vom Inkrafttreten des Gebietsänderungskonkordats, das zwischen den Kantonen Freiburg und Bern abgeschlossen werden muss, ab.

[2] Die Genehmigung der Gebietsänderung durch die Eidgenossenschaft bleibt im Übrigen vorbehalten.

Art. 5

[1] Der Staat zahlt der neuen Gemeinde Murten als Finanzhilfe an den Zusammenschluss einen Betrag von 9600 Franken.

[2] Die Finanzhilfe wird ab dem Inkrafttreten des Zusammenschlusses ausgerichtet.

Art. 6

[1] Dieses Dekret untersteht nicht dem Referendum.

[2] Es tritt sofort in Kraft.

FUSIONSVEREINBARUNG

zwischen den Gemeinden Clavaleyres und Murten

Die Gemeinde Clavaleyres,
Vertreten durch den Gemeindepräsidenten, Herrn Jürg Truog,
und den Gemeindeschreiber, Herrn Beat Läderach

Die Gemeinde Murten,
Vertreten durch den Stadtammann, Herrn Christian Brechbühl,
und den Stadtschreiber, Herrn Bruno Bandi

schliessen folgende Fusionsvereinbarung

Art. 1 Gebiet/Datum

[1] Die Gebiete der bisherigen Gemeinden Clavaleyres und Murten werden zu einem einzigen Gemeindegebiet vereinigt und bilden voraussichtlich ab dem 1. Januar 2021 die neue Gemeinde Murten. Der Zusammenschluss und dessen Zeitpunkt stehen namentlich unter Vorbehalt der Zustimmung zur Gebietsänderung durch die Kantone Bern und Freiburg sowie den Bund.

[2] Unter Vorbehalt der Genehmigung durch den Grossen Rat ist die neue Gemeinde Teil des Seebezirks.

Art. 2 Gesetzliche Grundlagen

Die Grundlage für den Zusammenschluss und die Gebietsänderung bilden insbesondere:

a) das Gesetz vom 23. März 2018 über die Aufnahme der bernischen Einwohnergemeinde Clavaleyres durch den Kanton Freiburg und ihren Zusammenschluss mit der Gemeinde Murten (ClaZG);
b) das bernische Gesetz betreffend den Kantonswechsel der Einwohnergemeinde Clavaleyres im Rahmen eines Zusammenschlusses mit der freiburgischen Gemeinde Murten (Clavaleyres-Gesetz, ClaG) vom 7. Juni 2017 sowie
c) die Erlasse betreffend die Gebietsänderung.

Art. 3 Name

[1] Die neue Gemeinde trägt den Namen Murten.

[2] Der Name Clavaleyres ist ab dem Zeitpunkt der Fusion kein Gemeindename mehr. Er wird zum Namen eines Ortsteils auf dem Gemeindegebiet der neuen Gemeinde.

Art. 4 Wappen

Das Wappen der neuen Gemeinde wird wie folgt beschrieben: «In Silber ein goldgekrönter und bewehrter roter Löwe auf grünem Dreiberg».

Art. 5 Ortsbürger

Die Ortsbürgerinnen und Ortsbürger der Gemeinde Clavaleyres werden Ortsbürgerinnen und Ortsbürger der neuen Gemeinde Murten.

Art. 6 Vermögen

Am 1. Januar 2021 werden sämtliche Aktiven und Passiven der Gemeinden Clavaleyres und Murten zusammengelegt und gehen auf die neue Gemeinde Murten über.

Art. 7 Steuerfüsse und -sätze

[1] Ab 1. Januar 2021 gelten für die neue Gemeinde folgende Steuerfüsse und -sätze:

- Steuer auf Einkommen und Vermögen der natürlichen Personen:	62 % der einfachen Kantonssteuer
- Steuer auf Gewinn und Kapital der juristischen Personen:	62 % der einfachen Kantonssteuer
- Liegenschaftssteuer:	1,5 ‰ des Steuerwerts
- Erbschafts- und Schenkungssteuer:	66,7 % der Kantonssteuer
- Handänderungssteuer:	CHF 1.-- pro Franken Kantonssteuer

[2] Eine allfällige Änderung dieser Steuerfüsse und -sätze durch den Generalrat von Murten vor Inkrafttreten der Gemeindefusion bleibt vorbehalten.

Art. 8 Generalrat

[1] Die Gemeinden Clavaleyres und Murten bilden bis zum Ende der im Jahr 2022 beginnenden Legislaturperiode eigene Wahlkreise. Der Anspruch auf Vertretung im Generalrat besteht wie folgt:

- Wahlkreis Clavaleyres: 2 Sitze
- Wahlkreis Murten: 48 Sitze
- Gesamtzahl 50 Sitze

Artikel 21 dieser Fusionsvereinbarung bleibt vorbehalten.

[2] Der Urnengang im Wahlkreis Murten findet im Herbst 2021 statt. Der genaue Termin wird durch den Staatsrat des Kantons Freiburg festgelegt.

[3] Der Urnengang im Wahlkreis Clavaleyres findet im ersten Quartal nach dem Zeitpunkt der Fusion statt und richtet sich nach freiburgischem Recht.

Art. 9 Gemeinderat

[1] Sind die Voraussetzungen gemäss dem ClaZG erfüllt, wird eine gemeinderätliche Fusionskommission eingesetzt, dies als Ersatz für den im Gemeinderat bis zum Ende der am 1. Januar 2022 beginnenden Legislaturperiode freibleibenden Sitz des Wahlkreises Clavaleyres.

[2] Der Urnengang im Wahlkreis Murten findet im Herbst 2021 statt. Der genaue Termin wird durch den Staatsrat des Kantons Freiburg festgelegt.

Art. 10 Ersatzwahl

[1] Wird während der Legislaturperiode 2022 bis 2026 eine Ersatzwahl notwendig, wird der Wahlkreis, der das Ratsmitglied verloren hat, erneut gebildet.

[2] Verlegt ein Ratsmitglied seinen Wohnsitz von einem Wahlkreis in einen anderen innerhalb der neuen Gemeinde, findet keine Ersatzwahl statt (Art. 136a Abs. 3 GG).

Art. 11 Fusionskommission des Gemeinderats

[1] Die Fusionskommission des Gemeinderats setzt sich aus je drei Vertreterinnen oder Vertretern der bisherigen Gemeinden Clavaleyres und Murten zusammen. Sie werden von den Gemeinderäten der Gemeinden Clavaleyres und Murten vorgeschlagen und von der neuen Gemeinde ernannt.

[2] Die Bestellung der weiteren ständigen Kommissionen richtet sich nach dem Gesetz über die Gemeinden sowie nach dem Organisations- und Verwaltungsreglement der bisherigen Gemeinde Murten.

[3] Eine angemessene Vertretung von Generalratsmitgliedern aus dem Wahlkreis Clavaleyres in den generalrätlichen und gemeinderätlichen Kommissionen der neuen Gemeinde ist anzustreben.

Art. 12 Verwaltung / Archiv

[1] Die Verwaltung der neuen Gemeinde hat ihren Sitz in Murten.

[2] Die Dokumente und Archive der beiden Gemeinden werden, nach Erstellung eines Inventars, zusammengelegt, um das Archiv der neuen Gemeinde zu bilden.

Art. 13 Jahresrechnung

Innert einer Frist von fünf Monaten nach dem Zusammenschluss werden die Jahresrechnungen 2020 dem Generalrat der neuen Gemeinde Murten zur Genehmigung unterbreitet. Die Jahresrechnungen 2020 werden jeweils durch die Revisionsstellen der bisherigen Gemeinden geprüft.

Art. 14 Voranschlag

Innert einer Frist von drei Monaten nach dem Zusammenschluss entscheidet der Generalrat der neuen Gemeinde über den Voranschlag 2021, dies nach Stellungnahme der vereinigten Finanzkommissionen der bisherigen Gemeinden.

Art. 15 Landwirtschaftsverantwortlicher

[1] Die Landwirtschaftsverantwortlichen (Ackerbauleiter/in) der Gemeinden Clavaleyres und Murten bleiben bis zum 31. Dezember 2020 im Amt.

[2] Auf den 1. Januar 2021 ernennt die Direktion der Institutionen, der Land- und Forstwirtschaft für die neue Gemeinde ein/e Landwirtschaftsverantwortliche/r.

Art. 16 Pachtverträge Landwirtschaftsland

[1] Die neue Gemeinde Murten übernimmt die bestehenden Pachtverträge der Gemeinde Clavaleyres.

[2] In der Zeitperiode vom 1. Januar 2021 bis 31. Dezember 2030 wird zwischen Clavaleyres und Murten vereinbart, dass freiwerdendes Pachtland auf dem Gebiet der Gemeinde Clavaleyres durch die Landwirtschaftskommission an Selbstbewirtschafter der bisherigen Gemeinde Clavaleyres nach den Richtlinien der Gemeinde Murten zugeteilt wird.

[3] Für die Zeit ab dem 1. Januar 2031 steht es dem Gemeinderat von Murten frei, in Zusammenarbeit mit der Landwirtschaftskommission eine andere Regelung zu treffen.

Art. 17 Vereinbarungen

Die neue Gemeinde übernimmt alle bestehenden Vereinbarungen und Verträge der bisherigen Gemeinden Clavaleyres und Murten, sofern diese nicht dem Freiburgischen Recht widersprechen.

Art. 18 Reglemente

[1] Sämtliche Reglemente werden innert einer Frist von zwei Jahren nach Inkrafttreten des Zusammenschlusses vereinheitlicht (Art. 141 GG). Die früheren Reglemente bleiben bis zu ihrer Vereinheitlichung in Kraft.

[2] Verfügt die bisherige Gemeinde Clavaleyres über kein genehmigtes Reglement, wird dasjenige der Gemeinde Murten angewandt.

Art. 19 Finanzhilfe

Der Staat Freiburg überweist der neuen Gemeinde Murten eine Finanzhilfe gemäss den Bestimmungen des ClaZG.

Art. 20 Zusätzliche Fusion am 1.1.2022 – Grundsatz

Die Stimmberechtigten der Gemeinde Murten haben bis zum Zeitpunkt des Zusammenschlusses mit der Gemeinde Clavaleyres das Recht, gemäss den Bestimmungen des ClaZG über eine zusätzliche Fusionsvereinbarung mit einer oder mehreren Drittgemeinden abzustimmen. Diese Fusionsvereinbarung berücksichtigt die von den Gemeinden Clavaleyres und Murten beschlossene Fusionsvereinbarung.

Art. 21 Zusätzliche Fusion am 1.1.2022 – Sitzverteilung im Generalrat und Gemeinderat

[1] Die Anzahl Sitze, die dem Wahlkreis Clavaleyres gemäss Art. 8 ff. zustehen, bleibt bis zum Ende der am 1. Januar 2022 beginnenden Legislaturperiode unverändert.

[2] Die zusätzliche Fusionsvereinbarung mit der Drittgemeinde kann von der Gesamtzahl der Sitze in den Gemeindebehörden abweichen.

[3] Die zusätzliche Fusionsvereinbarung mit der Drittgemeinde kann von der Sitzverteilung, die dem Wahlkreis Murten zustehen, abweichen.

BESCHLOSSEN DURCH DIE GEMEINDERÄTE VON CLAVALEYRES UND MURTEN

Clavaleyres, am 22.8.2018

Namens des Gemeinderats Clavaleyres

Der Gemeindepräsident

Jürg Truog

Der Gemeindeverwalter

Beat Läderach

Murten, am Murten, 10. JULI 2018

Namens des Gemeinderats Murten

Der Stadtammann

Christian Brechbühl

GEMEINDE MURTEN
COMMUNE DE MORAT

Der Stadtschreiber

Bruno Bandi

Annexe

GRAND CONSEIL **2018-DIAF-31**

Projet de décret : Fusion des communes de Clavaleyres et de Morat

Propositions de la commission ordinaire CO-2019-004

Présidence : Bernadette Hänni-Fischer

Membres : Simon Bischof, Bruno Boschung, Nicolas Bürgisser, Claude Chassot, Pierre-André Grandgirard, Ueli Johner-Etter, Ursula Krattinger-Jutzet, André Schoenenweid, Susanne Schwander, Michel Zadory

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 10 voix sans opposition ni abstention (1 membre est excusé), la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Le 3 mai 2019

Anhang

GROSSER RAT **2018-DIAF-31**

Dekretsentwurf: Zusammenschlusses der Gemeinden Clavaleyres und Murten

Antrag der ordentlichen Kommission OK-2019-004

Präsidium : Bernadette Hänni-Fischer

Mitglieder : Simon Bischof, Bruno Boschung, Nicolas Bürgisser, Claude Chassot, Pierre-André Grandgirard, Ueli Johner-Etter, Ursula Krattinger-Jutzet, André Schoenenweid, Susanne Schwander, Michel Zadory

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 10 Stimmen ohne Gegenstimme und ohne Enthaltung (1 Mitglied ist entschuldigt) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Den 3. Mai 2019

Rapport d'activité 2018

—

pour la période du 1er janvier
au 31 décembre 2018

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Autorité cantonale de la transparence et de la protection des données ATPrD
Kantonale Behörde für Öffentlichkeit und Datenschutz ÖDSB

EC 918

Autorité cantonale de la transparence et de la protection des données
Rue des Chanoines 2, CH-1700 Fribourg
T. +41 26 322 50 08, F + 41 26 305 59 72
www.fr.ch/atprd

Avril 2019

—

Imprimé sur papier 100% recyclé

AU GRAND CONSEIL
DU CANTON DE FRIBOURG

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Député-e-s,

Nous avons l'honneur de vous adresser le rapport 2018 de l'Autorité cantonale de la transparence et de la protection des données. Après un bref rappel de quelques généralités concernant les bases de fonctionnement de l'Autorité (I), il convient de distinguer les activités de la Commission proprement dite (II) de celles des Préposées à la transparence et à la protection des données (III). Nous continuerons avec quelques remarques au sujet de la coordination des deux champs d'activité (IV) pour aboutir à des considérations finales (V).

Nous vous en souhaitons bonne lecture et vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Député-e-s, l'expression de notre haute considération.

Fribourg, avril 2019

Le Président de la Commission	La Préposée à la transparence	La Préposée à la protection des données
L. Schneuwly	A. Zunzer Raemy (jusqu'au 30.06) M. Stoffel (dès le 01.09)	A. Reichmuth Pfammatter

Table des matières

Table des abréviations et termes utilisés 6

I. Tâches et organisation de l'Autorité 7

A. En général 7
B. Collaboration supracantonale 9
C. Engagement dans la formation 10
D. Relations avec le public 10

II. Activités principale de la Commission 11

A. Sujets communs 11
1. Prises de position 11
1.1 En général 11
1.2 Quelques exemples de prises de position 11
2. Autres activités 14
B. Transparence 14
1. Evaluation du droit d'accès 14
C. Protection des données 15
1. Décisions et recours 15
2. Recommandations 15

III. Activités principales des Préposées 16

A. Transparence 16
1. Points forts 16
1.1 Médiations dans le domaine du droit d'accès 16
1.2 Médiation dans le cadre de la Loi sur la médiation administrative 19
1.3 Demandes 19
2. Statistiques 19
B. Protection des données 20
1. Points forts 20
1.1 Demandes 20
1.2 Contrôles 31
1.3 FRI-PERS et vidéosurveillance 32
1.4 ReFi – registre des fichiers 36
1.5 Echanges 36
2. Statistiques 37

IV. Coordination entre la transparence et la protection des données 38

V. Remarques finales 38

ANNEXES: statistiques 39-42

Table des abréviations et termes utilisés

AFOCI	Association fribourgeoise pour l'organisation des cours interentreprises
AP	Avant-projet
AP-LPREX	Avant-projet de la loi fédérale sur les précurseurs de substances explosibles
ATPrD	Autorité cantonale de la transparence et de la protection des données
AVS	Assurance-vieillesse et survivants
CPJA	Code de procédure et de juridiction administrative du 23 mai 1991
DAEC	Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions
DICS	Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport
DSAS	Direction de la santé et des affaires sociales
DSJ	Direction de la sécurité et de la justice
ECAB	Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments
ECALEX	Nouvelle loi sur l'assurance immobilière, la prévention, les secours en matière de feu et d'éléments naturels
Fedpol	Office fédéral de la police Fedpol
FRI-PERS	Plateforme informatique cantonale du contrôle des habitants
Fritic	Centre de compétences de la DICS, responsable de tous les aspects en lien avec les médias et technologies de l'information et de la communication (MITIC) dans le domaine de l'enseignement du canton de Fribourg
HESSO//FR	Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale//Fribourg
LArch	Loi du 10 septembre 2015 sur l'archivage et les Archives de l'Etat
LASoc	Loi du 14 novembre 1991 sur l'aide sociale
LCH	Loi du 23 mai 1986 sur le contrôle des habitants
LGCyb	Loi du 2 novembre 2016 sur le guichet de cyberadministration de l'Etat
LInf	Loi du 9 septembre 2009 sur l'information et l'accès aux documents
LMéd	Loi du 25 juin 2015 sur la médiation administrative
LPD	Loi fédérale du 19 juin 1992 sur la protection des données
LPrD	Loi du 25 novembre 1994 sur la protection des données
LVid	Loi du 7 décembre 2010 sur la vidéosurveillance
NAVS13	Numéro AVS à 13 chiffres
OSAV	Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires
OVid	Ordonnance du 23 août 2011 sur la vidéosurveillance
PFPDT	Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence
PLASTA	Ordonnance sur le système d'information en matière de placement et de statistique du marché du travail
Privatim	Conférence des Préposé(e)es suisses à la protection des données
ReFi	Registre des fichiers
RGPD	Règlement général sur la protection des données
SESPP	Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation
SAP	Logiciel (Systems, Applications and Products for data processing)
SAgri	Service de l'agriculture
SASPP	Service de l'application des sanctions pénales et des prisons
SCC	Service cantonal des contributions
SEJ	Service de l'enfance et de la jeunesse
SIS	Système d'information Schengen
SITel	Service de l'informatique et des télécommunications
SPO	Service du personnel et de l'organisation
SPoMi	Service de la population et des migrants
SProb	Service de probation
THEMIS	Application métiers pour les Offices des poursuites

I. Tâches et organisation de l'Autorité

A. En général

L'Autorité cantonale de la transparence et de la protection des données (ATPrD) est une autorité indépendante, rattachée administrativement à la Chancellerie. Elle gère aussi bien le domaine de la transparence que celui de la protection des données.

L'Autorité se compose d'une Commission, d'une Préposée à la transparence (50%) et d'une Préposée à la protection des données (50%). Elle compte aussi une collaboratrice administrative (80%) et une juriste (50%). Elle offre en outre la possibilité à de jeunes diplômé-e-s d'effectuer un stage juridique de 6 mois (100%) dans les deux domaines. L'Autorité relève que ses tâches de protection des données et de sécurité informatique sont extrêmement difficiles à remplir de manière satisfaisante avec les moyens dont elle dispose. En effet, la Préposée à la protection des données est amenée à travailler dans de nombreux projets de grande envergure traitant des données sensibles ainsi que la digitalisation. L'évolution des nouvelles technologies et les projets informatiques toujours plus complexes requièrent de disposer de ressources supplémentaires, en particulier dans le domaine de la sécurité de l'information.

Les tâches de la **Commission cantonale de la transparence et de la protection des données** sont définies dans l'art. 40b de la Loi fribourgeoise du 9 septembre 2009 sur l'information et l'accès aux documents (LInf)[1] et dans l'art. 30a de la Loi fribourgeoise du 25 novembre 1994 sur la protection des données (LPrD)[2]. Il s'agit essentiellement des tâches suivantes:

- assurer la coordination entre l'exercice du droit d'accès aux documents officiels et les exigences de la protection des données;
- diriger l'activité du ou de la Préposé-e à la transparence et du ou de la Préposé-e à la protection des données;
- donner son avis sur les projets, notamment d'actes législatifs, qui ont un impact sur la protection des données et/ou sur le droit d'accès aux documents officiels ainsi que dans des cas prévus par la loi;
- rendre les décisions en matière de droit d'accès dans les cas où la demande d'accès a été adressée à une personne privée ou un organe d'institution privée qui accomplissent des tâches de droit public dans le domaine de l'environnement, même s'ils n'ont pas la compétence d'édicter des règles de droit ou de rendre des décisions;
- évaluer régulièrement l'efficacité et les coûts de la mise en œuvre du droit d'accès aux documents et en faire état dans son rapport au Grand Conseil;
- mettre en œuvre la procédure prévue à l'art. 22a LPrD, à savoir inviter l'autorité compétente à prendre les mesures nécessaires, en cas de violation ou de risque de violation de prescriptions légales et, le cas échéant, interjeter recours auprès du Tribunal cantonal contre une décision de rejet de la part d'un organe public;
- préaviser les dérogations en matière de protection des données pour des phases d'essai comme prévu dans l'article 21 LGCyb.

En 2018, la Commission était présidée par *M. Laurent Schneuwly,* Président du Tribunal civil de la Sarine. Les autres membres de la Commission étaient: *M. Philippe Gehring (Vice-président),* ingénieur

[1] https://bdlf.fr.ch/app/fr/texts_of_law/17.5/versions/4692
[2] https://bdlf.fr.ch/app/fr/texts_of_law/17.1/versions/4691

en informatique EPFL, *M^me^ Anne-Sophie Brady,* conseillère communale, *M. André Marmy,* médecin, *M. Jean-Jacques Robert,* ancien journaliste, *M. Luis-Roberto Samaniego,* spécialiste en sécurité informatique, et *M. Gerhard Fiolka,* Professeur à l'Université.

La Commission a tenu neuf séances en 2018. Un procès-verbal rédigé par la collaboratrice administrative fait état des délibérations et des décisions prises par la Commission.
Hors séances, le Président a assuré le suivi des dossiers, la correspondance, les discussions avec les Préposées durant 149 heures sur l'ensemble de l'année. Enfin, tant le Président que le Vice-président ont pris part sporadiquement à des entretiens.

Tâches des Préposées

Conformément à l'art. 41 c LInf, la **Préposé-e à la transparence** est chargée essentiellement des tâches suivantes:

- informer des modalités d'exercice du droit d'accès la population et les personnes qui souhaitent faire valoir leur droit;
- assurer l'information et la formation des organes publics sur les exigences liées à l'introduction du droit d'accès;
- exercer les fonctions de médiation qui lui sont attribuées par la présente loi;
- exécuter les travaux qui lui sont confiés par la Commission;
- rendre public le résultat final des principaux cas ayant fait l'objet d'une procédure de médiation ou de décision;
- faire rapport à la Commission sur son activité et ses constatations.

S'y ajoute la tâche de remplaçante du médiateur ou de la médiatrice cantonal-e inscrite dans l'article 8 de la Loi du 25 juin 2015 sur la médiation administrative (LMéd).

Conformément à l'art. 31 LPrD, la **Préposé-e à la protection des données** est chargée essentiellement des tâches suivantes:

- contrôler l'application de la législation relative à la protection des données, notamment en procédant systématiquement à des vérifications auprès des organes concernés;
- conseiller les organes concernés, notamment lors de l'étude de projets de traitement;
- renseigner les personnes concernées sur leurs droits;
- collaborer avec le Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (PFPDT) ainsi qu'avec les autorités de surveillance de la protection des données des autres cantons et avec celles de l'étranger;
- examiner l'adéquation du niveau de protection assuré à l'étranger, au sens de l'art. 12a al. 3;
- exécuter les travaux qui lui sont confiés par la Commission;
- tenir le registre des fichiers (ReFi).

S'y ajoutent des tâches figurant dans d'autres législations, par ex.:

- les tâches de préavis Fri-Pers en matière d'accès à la plateforme informatique contenant les données des registres des habitants et de contrôle des autorisations en collaboration avec le Service de la population et des migrants (Ordonnance du 14 juin 2010 relative à la plateforme informatique contenant les données des registres des habitants)[3];

[3] https://bdlf.fr.ch/app/fr/texts_of_law/114.21.12/versions/4597

› les tâches de préavis LVid en matière d'autorisation d'installation de systèmes de vidéosurveillance avec enregistrement (Loi du 7 décembre 2010 sur la vidéosurveillance; Ordonnance du 23 août 2011 y relative).[4]

La loi ne répartit pas de manière stricte les tâches de surveillance entre la Commission et la Préposée à la protection des données. Comme jusqu'ici (cf. les rapports annuels précédents[5]), reviennent à la Commission les tâches liées à des affaires de caractère **législatif** et les dossiers dans lesquels il importe de définir une **politique générale** de protection des données. S'y ajoute la mise en œuvre de la procédure en cas de violation des prescriptions sur la protection des données (art. 30a al. 1 let. c, art. 22a et art. 27 al. 2 LPrD avec le pouvoir de recours contre les décisions des organes publics auprès du Tribunal cantonal).

La collaboration entre l'Autorité et le Médiateur cantonal s'est poursuivie, comme le prévoit la Loi sur la médiation administrative (LMéd).

B. Collaboration supracantonale

La Préposée à la transparence et la Préposée à la protection des données s'attachent à collaborer avec le PFPDT et avec les autorités en la matière dans les autres cantons. Ensemble, elles prennent part aux réunions *du Groupe des préposés latins à la protection des données et à la transparence* qui, en général deux fois par an, permettent aux préposés de Suisse romande ainsi qu'à l'adjoint du PFPDT de discuter des thèmes actuels et d'échanger leurs expériences en détail.

Dans le domaine de la transparence, le groupe de travail sur le principe de la transparence, auquel participent aussi les collaborateurs concernés du PFPDT et les préposés intéressés, se réunit environ deux fois par an et aborde principalement les questions de la médiation et les thèmes relatifs au principe de la transparence.

La Préposée à la protection des données a également des contacts formels et informels avec le PFPDT. L'Accord d'Association à Schengen, ratifié par la Suisse en mars 2006 et entré en vigueur le 1er mars 2008, prévoit la participation de la Suisse au Système d'Information Schengen (SIS). Cet accord requiert l'instauration d'une autorité nationale de contrôle en matière de protection des données dans tous les Etats participants à la coopération Schengen. En Suisse, ces activités de surveillance sont assurées par le PFPDT et les autorités cantonales de protection des données dans le cadre de leurs compétences respectives. Le *Groupe de coordination des autorités suisses de protection des données,* institué dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord d'Association à Schengen, s'est réuni deux fois durant l'année 2018 à l'invitation du PFPDT[6]. Les séances ont traité, entre autres objets, de l'évaluation Schengen 2018 de la Suisse, qui s'est déroulée du 26 février 2018 au 2 mars 2018 auprès de la Confédération et du canton de Lucerne. Les experts de l'UE ont estimé que la Suisse met en œuvre et applique l'acquis de Schengen. L'utilisation du Système d'information Schengen (SIS), la coopération entre les services de police et le traitement des données personnelles ont notamment fait l'objet d'un examen. Cependant, le manque de ressources du Préposé lucernois à la protection des données a été critiqué.

[4] https://bdlf.fr.ch/app/fr/texts_of_law/17.3/versions/3089 et https://bdlf.fr.ch/app/fr/texts_of_law/17.31/versions/3090
[5] https://www.fr.ch/atprd/institutions-et-droits-politiques/transparence-et-protection-des-donnees/rapports-dactivite
[6] https://www.edoeb.admin.ch/edoeb/fr/home.html

Comme les autres autorités cantonales, la Préposée à la protection des données fait en outre partie de la Conférence des Préposé-e-s suisses à la protection des données **privatim**[7]. L'Autorité a pu profiter également en 2018 des travaux effectués par privatim sur des questions générales d'importance internationale, nationale et intercantonale. Cette *collaboration est très utile,* voire indispensable, pour se forger des opinions et prendre des positions ou au moins des points de vue si possible coordonnés (notamment pour les réponses à des procédures de consultation). L'assemblée générale a eu lieu au printemps à Genève. Elle a mis l'accent sur l'intelligence artificielle au sens large, avec des contributions sur «La cité intelligente» et «Quelle protection des données pour l'Homo numericus face à l'intelligence artificielle?». L'assemblée plénière d'automne s'est tenue à Glaris. La séance d'information était consacrée au «blockchain» (technologie, applications et aspects relevant de la protection des données). Par ailleurs, privatim a organisé pour ses membres et ses collaborateurs une séance d'introduction au droit de la protection des données, proposé un atelier sur l'informatique en nuage et publié une fiche d'information sur les portails en ligne des administrations publiques.

Le Président de privatim est, depuis mi-mai 2016, le Préposé de la protection des données du canton de Bâle-Ville.

C. Engagement dans la formation

La Préposée à la transparence ainsi que la juriste de l'Autorité ont donné des cours dans le cadre de la formation des apprentis et des stagiaires 3+1 de l'Etat de Fribourg (cours interentreprises AFOCI). La Préposée à la protection des données a présenté quant à elle deux cours (un en français et un en allemand) à l'HEG à l'occasion des formations continues proposées par l'Etat de Fribourg. De surcroît, sur invitation de Fritic, elle a présenté un exposé de deux demi-journées sur le sujet de la protection des données dans le contexte de l'école.

D. Relations avec le public

L'Autorité poursuit une politique d'information active, p. ex. par le biais de son site Internet et de publications telles que newsletters, communiqués de presse, guides pratiques et actualités[8]. En mai 2018, l'Autorité cantonale de la transparence et de la protection des données a tenu sa traditionnelle **conférence de presse.** La mise en place du nouveau site Internet du canton a entraîné des travaux importants pour l'Autorité eu égard à la refonte de son offre et à la migration des contenus. Le soutien d'une main-d'œuvre supplémentaire a permis de rendre le nouveau site de l'Autorité plus attractif et informatif.

Dans ses **newsletters** semestrielles[9], l'Autorité a fait connaître son travail à un public plus large et a abordé des thèmes d'actualité en lien avec la transparence et la protection des données. De plus, l'Autorité publie chaque année un guide actualisé **à l'attention spécifique des communes.** Ce guide vise à leur fournir des informations et des conseils s'appliquant à des cas concrets.[10]

[7] https://www.privatim.ch/fr/
[8] https://www.fr.ch/atprd/institutions-et-droits-politiques/transparence-et-protection-des-donnees/publications-0
[9] https://www.fr.ch/atprd/institutions-et-droits-politiques/transparence-et-protection-des-donnees/newsletter-0
[10] https://www.fr.ch/sites/default/files/contens/atprd/_www/files/pdf97/atprd_guide-pratique-a-latt.-des-communes-f---actualisation1.pdf

II. Activités principales de la Commission

A. Sujets communs

1. Prises de position

1.1 En général

La Commission s'est prononcée sur les différents projets législatifs du **Canton** et sur certains de la **Confédération.** L'Autorité a constaté également en 2018 que la transparence et la protection des données sont souvent **prises en compte** dans les nouvelles dispositions légales. Les projets de loi lui sont normalement communiqués, mais elle remarque que les projets d'ordonnances ne lui parviennent pas dans tous les cas.

Eu égard au fait que le respect des principes de la protection des données et de la transparence ne peut se faire de manière efficace que si le législateur intègre ces principes dès le début des travaux législatifs, la Commission souhaite que les rapports explicatifs et messages accompagnant les projets soumis à l'Autorité reflètent le résultat de l'**analyse aux niveaux de la transparence et de la protection de données** (analyse qui, pour la protection des données, relève de la responsabilité des organes publics, art. 17 LPrD).

La Commission reçoit également d'autres projets relativement éloignés de la protection des données ou de la transparence; elle se limite alors à une prise de position ponctuelle. Elle estime cependant qu'il est très important d'être informée et consultée largement car les projets de loi dans les domaines les plus divers ont souvent une influence sur les solutions que la Commission ou les Préposées préconisent dans d'autres dossiers; en outre, il est nécessaire que l'Autorité soit au courant de l'évolution législative générale dans le canton.

Dans un souci de transparence, la Commission **publie** une bonne partie de ses prises de position sur le site Internet[11].

1.2 Quelques exemples de prises de position

Avant-projet de réglementation d'application de la Loi sur la Haute Ecole pédagogique Fribourg
L'avant-projet prévoit une évaluation périodique du personnel, de l'enseignement, de la recherche et des prestations des tiers. La Commission relève qu'il s'agit de clarifier le règlement quant aux modalités de transmission et de communication des résultats.
Sous l'angle de la protection des données, la Commission considère que l'anonymat des personnes qui remplissent les questionnaires d'évaluation doit être garanti et des règles de transmission des résultats doivent être instaurées. Elle suggère d'introduire à cet effet une norme qui précise les instruments utilisés pour réaliser les évaluations et clarifier ainsi quelles données personnelles sont utilisées. Par ailleurs, la durée de conservation et le délai de destruction des résultats et des données personnelles doivent être établis. Enfin, l'utilisation du NAVS13 doit être prévue dans une loi au sens formel (en l'occurrence la Loi sur la Haute Ecole pédagogique) et limitée à des situations spécifiques et exceptionnelles.

[11] https://www.fr.ch/atprd/institutions-et-droits-politiques/transparence-et-protection-des-donnees/consultations

Parallèlement, la Commission remarque que la durée de conservation des données relatives à l'identité et au parcours de formation fixée à 45 ans est contraire à la protection des données. Une telle durée de conservation est admissible uniquement en ce qui concerne les diplômes et les titres, car elle sert l'intérêt des anciens élèves.
Sous l'angle de la transparence, selon la Commission, la HEP devrait clarifier à qui elle communique les résultats des évaluations et sous quelle forme.

Loi fédérale sur les précurseurs de substances explosibles
L'Autorité a été amenée à s'exprimer sur l'avant-projet de la Loi fédérale sur les précurseurs de substances explosibles (AP-LPREX). Dans ce cadre, la Commission a émis des remarques relatives à la protection des données.
Premièrement, elle a relevé qu'il est important de préciser au moyen d'une liste exhaustive ce qui est entendu par «données personnelles» au sens de la loi. En effet, une telle définition est indispensable notamment pour justifier la collecte de données sensibles (par exemple pour les données qui doivent être fournies lors d'une demande d'accès à des précurseurs chimiques).
Ensuite, l'AP-LPREX prévoit que lors de la vente de précurseurs, un examen de l'autorisation d'acquisition via le système informatique de fedpol doit être effectué préalablement par le vendeur. Pour être licite, ce point doit être expressément prévu dans la loi et les données consultables doivent être limitées au strict nécessaire (principe de la proportionnalité).
Enfin, la Commission a déjà fait remarquer à plusieurs reprises qu'il est contraire à la protection des données d'utiliser le numéro AVS à 13 chiffres (NAVS 13) comme identificateur universel en dehors des assurances sociales.

Règlement du personnel de l'ECAB et règlement sur le traitement du personnel de l'ECAB
La Commission a été consultée sur un projet de règlement relatif au traitement du personnel et au personnel de l'Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments. Dans ses remarques, elle a rappelé que la collecte de données médicales nécessite une base légale formelle puisqu'elles constituent des données sensibles. Par ailleurs, seules les données nécessaires sont collectées. Lorsqu'un examen médical est nécessaire pour un poste de travail, il y a lieu de préciser comment est fait cet examen médical et quelles sont les modalités s'y afférant. Si l'examen médical est fait sur la base d'un questionnaire, celui-ci doit être adressé par le collaborateur au médecin-conseil. Aucune personne autre que le médecin-conseil ne doit avoir accès au dossier médical du collaborateur. De plus, la communication d'informations contenues dans le dossier médical par le médecin-conseil doit se limiter au fait de dire si le collaborateur est apte à l'exercice de la fonction (oui/non) et de préciser s'il y a nécessité d'effectuer un éventuel examen médical complémentaire. La Commission a rappelé que l'employeur doit prévoir les mesures organisationnelles et techniques pour assurer la sécurité informatique. Il veille à sensibiliser les collaborateurs lors de formations régulières. Enfin, la Commission estime qu'il manque des normes relatives à la constitution du dossier personnel, sa durée de conservation, respectivement des différentes catégories de documents, et au droit d'accès de la personne concernée à son dossier. La Commission a été d'avis que seules les Ressources humaines de l'ECAB devraient avoir accès au dossier personnel.

Avant-projet de loi modifiant la Loi sur les impôts cantonaux directs et la loi sur l'impôt sur les successions et les donations
La Commission a été consultée concernant un avant-projet de loi modifiant la Loi sur les impôts cantonaux directs et la loi sur l'impôt sur les successions et les donations. La Commission a salué l'effort de clarifier le traitement électronique des données dans la loi. Toutefois, elle a regretté que cette consultation se fasse apparemment par voie de consultation restreinte. En outre, la Commission

a soulevé qu'aucune référence à la LPrD n'est faite alors que le traitement des données personnelles est évoqué. Concernant les systèmes d'informations pouvant contenir des données sensibles, la Commission a suggéré de définir quelles données sensibles sont concernées et notamment par quels organes elles sont transmises. S'agissant de la procédure d'appel prévue, la Commission a rappelé que chaque procédure d'appel doit être prévue dans une base légale spécifique. La proposition de disposition légale en question étant trop large et vague, la Commission a précisé que, lorsque des données sensibles sont concernées, une base légale au sens formel et suffisamment détaillée est nécessaire, d'autant plus que le risque d'abus dans le cadre des procédures d'appel est plus élevé. Par ailleurs, cette loi autorise le Conseil d'Etat d'édicter les dispositions d'exécution concernant l'accès aux données et aux autorisations. Dans ce cadre, la Commission préconise de prévoir une procédure analogue à celle de l'accès aux données de la plateforme Fri-Pers et de nommer l'Autorité comme autorité de préavis. Pour rappel, il est mentionné que le contribuable a le droit de consulter à tout moment les pièces du dossier qu'il a produites ou signées. Enfin, la Commission a estimé qu'il était prématuré de prévoir une destruction des documents sur support papier, n'étant pas certaine qu'il existe à l'heure actuelle un système garantissant l'équivalence des deux supports.

Projet d'Ordonnance relative à l'Espace santé-social

L'Etat de Fribourg souhaite mettre à disposition de son personnel une consultation spécialisée nommée «Espace santé-social» intervenant notamment dans les domaines tels que l'atteinte à l'intégrité, les risques psychosociaux au travail ou encore les problèmes financiers et personnels. C'est dans ce cadre que la Commission a été consultée par la Direction des finances au sujet de ce projet d'ordonnance. Elle a relevé que les données traitées dans le contexte de l'espace santé-social sont des données sensibles exigeant un devoir de diligence accru lors de leur traitement pour prévenir le risque accru d'atteinte y relatif (cf. art. 3 let. c et art. 8 LPrD). La Commission a rappelé que la garantie de la confidentialité de la démarche ainsi que celle de son contenu sont primordiales. Dès lors, une communication peut avoir lieu seulement si une base légale formelle la prévoit (cf. art. 10 al. 1 let. a LPrD), notamment dans le Code pénal, ou s'il y a un danger pour le collaborateur. Il est rappelé que les données personnelles doivent être recueillies en principe auprès de la personne concernée (cf. art. 9 al. 1 LPrD). Aucune collecte de données par l'intermédiaire d'une base de données ne peut se faire sans l'accord explicite du collaborateur concerné. Enfin, la Commission a souligné que des mesures techniques et organisationnelles doivent être mises en place afin que le SPO ne puisse pas avoir connaissance des accès effectués par l'Espace santé-social via HR-Access.

Modification de l'Ordonnance sur la partie générale du droit des assurances sociales – dispositions d'exécution relatives à l'observation des assurés

Dans le cadre du projet d'Ordonnance sur la partie générale du droit des assurances sociales introduisant des dispositions d'exécution relatives à l'observation des assurés, la Commission a soulevé que, sous l'angle de la protection des données, les dispositions relatives à la gestion et à la conservation des dossiers ne s'adressent qu'aux assureurs. Elle propose donc que l'Ordonnance règle également les modalités de gestion et de conservation des dossiers établis par les spécialistes, ceux qui effectuent les observations, et qu'elle définisse clairement les règles auxquelles ils sont soumis concernant la protection et la sécurité des données. Dans ce domaine sensible des observations dans le cadre des assurances sociales, la Commission juge nécessaire que le Conseil fédéral détermine clairement les obligations des spécialistes en matière de protection des données et que ces obligations figurent explicitement dans l'Ordonnance.

2. Autres activités

La Commission, respectivement l'un ou l'autre de ses membres à titre individuel ou son Président, a eu en outre de nombreuses autres activités ponctuelles, comme le démontrent les exemples suivants. Notamment, les projets informatiques sont régulièrement à l'ordre du jour de la Commission.

Durant l'année sous rapport, l'utilisation du NAVS13 fut à nouveau un thème crucial pour la Commission. Celle-ci est préoccupée par les tendances à l'utilisation universelle du numéro prévu initialement à des fins relevant exclusivement du droit des assurances sociales.

La Commission a également traité divers dossiers en lien avec la digitalisation de l'administration cantonale (cf. Plan directeur de la digitalisation et de ses systèmes d'information). Elle s'est notamment penchée sur divers projets pilotes qui ont pu être mis en œuvre grâce à la base légale de la Loi sur la cyberadministration et le préavis positif de la Commission. Un autre projet qu'accompagne la Commission est celui de la mise en œuvre d'un système de référentiels cantonal, prévu comme base de données pour toute l'administration.

De manière régulière, la Commission, respectivement l'un de ses membres ou le Président, discute et prend position sur certains dossiers gérés par les Préposées à la transparence et à la protection des données et qui soulèvent *des questions de principe* (par ex. dans le cas des recommandations rédigées par la Préposée à la transparence, du suivi d'un contrôle dans le domaine de la protection des données ou encore de transmissions de communications systématiques des données par les autorités cantonales).

B. Transparence

—

1. Evaluation du droit d'accès

Selon les chiffres communiqués à l'Autorité, 71 demandes d'accès ont été déposées auprès des organes publics fribourgeois en 2018. Dans 50 cas, les organes publics ont accordé un accès complet et dans 9 cas un accès restreint. Dans 4 cas, l'accès a été différé. Dans 7 cas, l'accès aux documents a été refusé. Dans 1 cas, la demande d'accès est en cours. Les domaines les plus concernés étaient les domaines de l'administration, de l'agriculture, des constructions et des écoles.

L'évaluation reflète le nombre de demandes d'accès annoncées par les organes publics auprès de l'Autorité. Comme au niveau fédéral, l'Autorité cantonale part de l'idée qu'en réalité ce nombre est nettement inférieur à la réalité, mais que les demandes d'accès adressées aux organes publics ne sont pas toujours reconnues comme telles et, en conséquence, pas traitées sous l'aspect de la LInf ni annoncées dans le cadre de l'évaluation. Une sensibilisation constante des organes publics semble dès lors très importante.

Le temps consacré au droit d'accès en général, et partant les coûts de la mise en œuvre du droit d'accès aux documents, varie sensiblement. Certains organes publics ont annoncé moins d'une heure consacrée au droit d'accès en 2018 tandis que d'autres ont investi jusqu'à 30 heures.

C. Protection des données

1. Décisions et recours (art. 30a al. 1 let. c, 22a, 27 LPrD)

Une tâche légale de la Commission concerne la mise en œuvre de la procédure prévue à l'article 22a LPrD en cas de violation ou de risque de violation des prescriptions sur la protection des données. Elle consiste à inviter l'autorité compétente à prendre les mesures nécessaires et, le cas échéant, à interjeter recours auprès du Tribunal cantonal contre une décision de rejet de la part d'un organe public. Durant l'année 2018, la Commission a reçu une copie de 26 décisions, toutes émanant de la Police cantonale (principalement des demandes d'effacement de données et d'accès). La Commission n'a pas interjeté de recours parce que les décisions lui ont paru conformes à la législation en vigueur. L'Autorité salue notamment la Police cantonale qui lui transmet régulièrement ses décisions.

2. Recommandations

La Commission n'a fait aucune recommandation durant l'année sous rapport.

III. Activités principales des Préposées

A. Transparence

1. Points forts

1.1 Médiations dans le domaine du droit d'accès

En 2018, 15 demandes en médiation ont été introduites auprès de la Préposée à la transparence. Dans 7 cas, un accord a été trouvé, dans 4 cas, la Préposée a émis une recommandation. Les 2 cas de médiation qui étaient encore pendants à la fin de l'année 2017 ont pu être clos en 2018 avec une recommandation. 4 cas de médiation sont encore pendants.

Dans le premier cas qui était encore pendant fin 2017, il s'agissait d'une demande d'accéder à des documents en rapport avec des **subventions accordées à des organisateurs d'évènements culturels.** Une association culturelle a demandé à l'Agglomération de Fribourg l'accès à la liste de tous les bénéficiaires de subventions entre les années 2010 et 2017 ainsi qu'aux montants qui leur ont été accordés, aux dossiers qu'ils ont introduits, et à toutes les décisions de refus total ou partiel pour la même période. Etant donné qu'elle n'a obtenu qu'une partie des documents demandés, l'association a déposé une demande en médiation auprès de l'Autorité par le biais d'un avocat, et elle en a par la suite limité la demande d'accès à deux dossiers. Dans sa recommandation, la Préposée a relevé que certains passages des documents demandés risquaient de tomber sous une exception de la LInf et qu'ils devaient par conséquent être caviardés. Elle a cependant estimé qu'un refus d'accès total ne serait pas opportun et qu'un accès partiel aux documents souhaités devrait être accordé.

Dans le deuxième cas qui était encore pendant fin 2017, il s'agissait d'une demande d'accès à une série de **documents relevant du domaine de l'environnement** déposée auprès de plusieurs organes de l'administration cantonale par une personne privée. Après l'écoulement du délai de réponse prévu par la loi, et sans réponse de la part de l'organe public, la personne privée a pris contact avec l'Autorité. Elle a manifesté son mécontentement face à la transmission ultérieure de certains documents demandés. D'autres documents ont été envoyés après la séance de médiation, mais sans contenir les données scientifiques souhaitées. La Préposée à la transparence a, par conséquent, rédigé une recommandation. Dans sa recommandation, elle relève que les organes de l'administration cantonale concernés devraient donner l'accès, selon les règles de la LInf, à tous les documents qui sont encore en leur possession. En ce qui concerne les documents contenant des données scientifiques, la Préposée a conseillé à la requérante de déposer une demande d'accès auprès de l'association où, selon les organes de l'administration cantonale, se trouvent les informations demandées et qui, selon l'analyse effectuée par la Préposée, est directement soumise à la LInf.

La première demande en médiation de l'année 2018 a été introduite par un journaliste qui, après avoir demandé l'accès à un **rapport du Service du médecin cantonal** concernant un établissement médico-social auprès de la Direction de la santé et des affaires sociales, a reçu une réponse négative. Pendant la procédure de médiation, il s'est avéré que le rapport demandé faisait partie d'une procédure administrative en cours devant la Préfecture et, par conséquent, la LInf n'était pas applicable. Le journaliste a demandé à la Préposée de clore le dossier.

La deuxième demande en médiation a été soumise par le même journaliste suite au dépôt d'une demande auprès de la ville de Bulle pour l'accès à plusieurs **documents relatifs au réaménagement du centre-ville.** L'accès aux documents demandés a été refusé. Après la séance préparatoire organisée par la Préposée à la transparence avec les autorités de la ville, le journaliste a décidé de renoncer à sa demande et le dossier a été classé.

Un troisième cas portait sur l'accès à toutes les **décisions exécutoires** rendues entre 2015 et 2017 concernant des interdictions de détention d'animaux ainsi que des interventions des autorités et des recours selon la **loi suisse sur la protection des animaux.** Un avocat avait envoyé une demande d'accès à l'administration cantonale et reçu une réponse négative de la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts en raison d'un intérêt privé prépondérant. La Préposée à la transparence a reconnu dans sa recommandation que cette exception pouvait effectivement s'appliquer à certains passages des documents concernés, mais qu'un refus total d'accès n'était pas proportionné. Elle a estimé qu'un accès partiel devrait être accordé selon les règles de la LInf. Dans sa décision suite à la recommandation, l'organe public a refusé d'octroyer l'accès aux documents.

Deux autres demandes en médiation ont été déposées par un particulier. Il s'agissait dans le premier cas du **discours de Saint-Nicolas** qui avait eu lieu dans une commune en 2017. La Conseillère communale contactée, ne considérant pas la requête du citoyen comme une demande d'accès, a refusé de fournir les documents en question. Après plusieurs contacts entre la Préposée à la transparence et celle-ci, le Conseil communal a donné accès au document demandé. Dans le deuxième cas, le même citoyen cherchait à avoir accès à un **échange de correspondance entre une commune et la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport.** N'ayant pas reçu de réponse à sa demande d'accès dans le délai prévu par la LInf, il a déposé une demande de médiation. La Préposée a contacté la direction concernée et le citoyen a obtenu les documents demandés.

Les sixième et septième demandes de médiation portaient sur un **rapport d'audit** mandaté par le conseil d'administration de l'Hôpital de Fribourg (HFR) en août 2017 afin d'analyser la gouvernance de l'HFR. Plusieurs personnes ont demandé l'accès au document suite à la publication d'un résumé du rapport d'audit et d'un communiqué de presse y relatif en février 2018. L'HFR a ensuite voulu accorder l'accès à une version caviardée, mais deux tiers concernés se sont opposés et ont déposé une demande de médiation. La Préposée à la transparence a ensuite opté pour un caviardage légèrement plus large du rapport et a recommandé d'accorder un accès partiel à l'HFR sous cette forme. Suite à la décision de l'HFR d'accorder l'accès au rapport selon la recommandation de la Préposée, un des tiers a déposé un recours auprès du Tribunal cantonal. Le Tribunal cantonal a rejeté le recours du tiers en constatant qu'un refus complet de l'accès au rapport irait à l'encontre du but de la LInf, le caviardage permettant de préserver suffisamment l'intérêt privé du tiers.

La huitième demande en médiation traitait de l'opposition d'un tiers à une demande d'**accès à une décision d'une préfecture** concernant l'entretien des canalisations d'eaux usées dans un secteur d'une commune du canton. Cette décision tranchait des recours déposés par différents propriétaires du secteur contre une décision de la commune. Après consultation des tiers concernés et malgré l'opposition d'un de ceux-ci, la préfecture s'est déterminée en faveur de l'accès intégral à la décision. Le tiers qui s'y est opposé a alors demandé une médiation auprès de la Préposée en faisant valoir des intérêts privés prépondérants. La Préposée a considéré que les éléments invoqués ne concernaient pas la sphère privée protégée de la personne et ne constituaient dès lors pas des intérêts privés prépondérants pour s'opposer à une demande d'accès. Elle a recommandé d'accorder l'accès à la décision; la préfecture a suivi cette recommandation.

La neuvième demande en médiation portait sur des demandes d'accès à **des documents et informations en lien avec un projet de réglementation d'exécution ECALEX et les directives ECAB** auprès de la Direction de la sécurité et de la justice. Suite à l'intervention de la Préposée, la DSJ a accordé l'accès aux documents en trois étapes, le requérant ayant déclaré que les documents n'étaient pas complets suite aux deux premiers envois, ayant précisé et ajouté certaines demandes. Le recourant a ensuite demandé à l'Autorité de constater que la DSJ avait violé les principes de la célérité et de la bonne foi dans le cadre de ses demandes. L'Autorité a un pouvoir de surveillance de la mise en œuvre du droit d'accès en matière de demandes d'accès, mais la LInf ne se prononce pas sur la question de savoir si c'est la Préposée ou la Commission qui est en charge de cette surveillance. Puisque la Préposée a une tâche de médiation qu'elle a exercée dans cette affaire, la Commission cantonale de la transparence et de la protection des données a exercé ce pouvoir de surveillance. Elle a décidé que la DSJ a traité les requêtes avec la diligence et la célérité requises par la LInf (art. 9 al. 1 LInf) et conformément au principe de la bonne foi (art. 8 al. 2 LInf). Le requérant a fait recours contre cette décision au Tribunal cantonal. Le recours était encore pendant à la fin de l'année.

La dixième demande en médiation concernait une demande d'accès à **un rapport d'un conseil communal ad interim sur son mandat** dans une commune fribourgeoise, demandé par le Préfet de la Sarine. Durant la séance de médiation convoquée par la Préposée, la personne qui a demandé l'accès au rapport et le Préfet sont tombés d'accord sur le fait de prévoir un échange sur le contenu de ce rapport. Le requérant a demandé à la Préposée de suspendre sa requête en médiation. La requête était toujours suspendue à la fin de l'année.

La onzième demande en médiation émanait d'une personne qui a demandé à avoir accès à des **procès-verbaux d'une commission parlementaire du Grand Conseil.** Les procès-verbaux de séances non-publiques sont des cas particuliers pour lesquels la LInf prévoit que l'accès est exclu. Durant la séance de médiation convoquée par la Préposée, l'organe public a informé le requérant que les procès-verbaux demandés ne contenaient pas les informations recherchées par le requérant. Le requérant a invité la Préposée à procéder au classement du dossier.

La douzième demande en médiation concernait une demande d'accès auprès de la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions à des **documents en lien avec le subventionnement fédéral du projet Poya, ainsi que la correspondance** entre la DAEC et l'Office fédéral des routes depuis le 30 septembre 2016. Après l'intervention de la Préposée, la DAEC a fourni les documents requis avant la séance de médiation. Durant la séance, le requérant a convenu avec la DAEC que celle-ci allait s'assurer d'avoir bien transmis toute la correspondance demandée, et il a invité la Préposée à clore le dossier.

La treizième demande en médiation portait sur **divers documents et informations détenus par l'ECAB.** Malgré le fait que le requérant a refusé de participer à la séance de médiation convoquée par la Préposée, l'ECAB a fourni des informations et des documents au requérant. Ce cas était encore pendant à la fin de l'année sous rapport.

La quatorzième demande en médiation concernait des **mesures contre le bruit** effectuées par la DAEC sur les routes cantonales fribourgeoises. La Préposée a convoqué une séance de médiation, mais qui n'a plus pu avoir lieu pendant l'année sous rapport. Ce cas était encore pendant à la fin de l'année sous rapport.

La quinzième demande en médiation émanait d'une journaliste et portait sur un **rapport d'enquête administrative d'une commune fribourgeoise.** La Préposée a convoqué une séance de médiation, mais qui n'a plus pu avoir lieu pendant l'année sous rapport. Ce cas était encore pendant à la fin de l'année sous rapport.

1.2. Médiation dans le cadre de la Loi sur la médiation administrative

En tant que remplaçante du Médiateur cantonal lorsque celui-ci se récuse, la Préposée à la transparence n'a traité aucun dossier en 2018.

1.3. Demandes

Durant l'année sous rapport, des citoyens de même que des organes publics ont à nouveau pris régulièrement contact avec la Préposée à la transparence afin d'obtenir des informations sur leurs droits et obligations en rapport avec le droit d'accès. L'éventail des documents suscitant de l'intérêt était très large, comme les années précédentes: ainsi s'est-il agi, hormis les documents déjà mentionnés en rapport avec les médiations, de décisions relatives à des procédures administratives, d'archives, de documents en lien avec l'aménagement du territoire, la construction, le trafic routier, ou encore de documents d'assemblées générales d'une association intercommunale.

Souvent, des tiers étaient impliqués et les organes voulaient se renseigner sur la manière de procéder requise. La Préposée à la transparence a précisé aux organes publics qu'un tiers concerné par une demande d'accès devait généralement être consulté afin d'obtenir son point de vue (art. 32 al. 2 LInf). Si le tiers en question est d'accord et si rien ne s'oppose à la publication du document de la part de l'organe public, l'accès doit être accordé. Si par contre le tiers s'oppose, l'organe public doit examiner si l'accès doit donc être refusé, ou s'il voudrait quand même accorder l'accès parce que l'intérêt public à l'accès aux documents serait à son avis prépondérant. Le cas échéant, le tiers devrait être informé de l'intention de l'organe public d'accorder l'accès, et il aurait la possibilité de déposer une requête en médiation auprès de la Préposée à la transparence (art. 32 al. 3 et art. 33 al. 1 LInf).

En 2018 encore, la Préposée à la transparence a souligné régulièrement, dans les cas particuliers qui lui étaient soumis, les limites de sa fonction. Elle peut donner des renseignements d'ordre général en matière de transparence, mais elle ne peut prendre une position détaillée dans des cas concrets. La formulation d'une recommandation demeure réservée à une éventuelle phase de médiation au sens de l'article 33 LInf. La Préposée à la transparence doit demeurer aussi neutre que possible avant cette étape.

2. Statistiques

Durant la période considérée, 112 dossiers ont été introduits, dont 25 sont pendants au 1er janvier 2019, 31 conseils et renseignements, 7 avis, 28 examens de dispositions législatives, 9 présentations, 18 participations à des séances et autres manifestations, 15 demandes en médiation et 4 demandes diverses. 53 dossiers concernent des organes cantonaux ou des institutions chargées de tâches publiques, 9 des communes, 19 d'autres organismes publics (cantons, autorités de transparence et protection des données), 22 des particuliers ou institutions privées et 9 des médias (cf. statistiques annexées).

B. Protection des données

—

1. Points forts

1.1. Demandes

Des Directions, communes et organes d'institutions privées chargées de tâches de droit public aussi bien que des particuliers s'adressent à l'Autorité pour connaître son avis sur différents thèmes. La procédure de réponse reste informelle. Dans la mesure du possible, la Préposée sollicite des renseignements auprès des organes ou services demandeurs ou impliqués. La collaboration avec les Directions et les divers services est bonne dans la plupart des cas.

En 2018, la Préposée à la protection des données a traité divers dossiers concernant des projets préliminaires du SITel traitant des données personnelles. De plus, elle a participé à plusieurs groupes de travail (système de référentiel cantonal, projets pilotes pour des solutions Cloud). Enfin, la Préposée gère le groupe de travail, au sein duquel sont représentés de nombreux services et directions de l'Etat, groupe de travail relatif à la révision de la loi sur la protection des données et son adaptation à la législation européenne, activité possible grâce au soutien d'un collaborateur du SLeg. Pour ce faire, un groupe restreint de travail est amené à faire des propositions quant au contenu de chaque disposition légale et à effectuer des recherches légales, jurisprudentielles et doctrinales relatives à la révision.

La Préposée à la protection des données est membre du groupe d'accompagnement du projet Cybersanté et a participé à plusieurs séances en 2018. Sous le terme «Cybersanté», il faut entendre le projet de mise en œuvre, par exemple, du dossier électronique du patient selon la loi fédérale y relative et ses projets. Le canton apporte sa contribution à la création des conditions cadres nécessaires à cet effet.

La Préposée a, en outre, traité plusieurs dossiers communs avec la Préposée à la transparence, à savoir lorsque la demande touche les domaines de la transparence et de la protection des données.

La Préposée à la protection des données a tiré parti des possibilités d'échange bilatéral et de sensibilisation dès qu'elle en a eu l'occasion, par exemple dans le cadre des discussions avec la HESSO/FR, le centre de compétences Fritic concernant les directives relatives à l'utilisation d'Internet ou des questions d'organisations privées chargées de tâches publiques.
La Préposée et ses collaboratrices ont pris part à plusieurs formations continues, notamment de sensibilisations internes.

Voici plusieurs exemples de réponses et de prises de position de la Préposée à la protection des données:

Communication de données par un service à un autre
Vérification légale d'une solution informatique pour un échange sécurisé de données personnelles et confidentielles entre une autorité judiciaire et un établissement
Lors de la mise en place d'un échange de données personnelles et confidentielles, l'autorité judiciaire a souhaité que le SITel certifie que le procédé technique choisi satisfasse aux exigences de la protection des données. Il ressort des discussions que les données doivent être enregistrées sur des serveurs du SITel, qu'une convention entre les deux entités et le SITel doit être conclue afin de régler la procédure et les droits d'accès de chaque service, qu'un effacement des données dans les 24 heures suite à l'envoi soit paramétré et que le site soit exclu de la recherche pour éviter que les informations soient retrouvées.

Protection des données et contrôle des habitants

Communication au contrôle des habitants de données personnelles des gérances immobilières

L'Autorité a été contactée au sujet de la communication systématique de données personnelles des gérances immobilières au contrôle des habitants. En effet, les données personnelles d'une habitante ont été transmises directement par sa gérance au contrôle des habitants et ce avant qu'elle n'ait pu s'acquitter de son obligation légale de s'annoncer. L'Autorité a rappelé que le législateur fribourgeois n'a autorisé la recherche de renseignements auprès des bailleurs et gérants d'immeubles qu'à titre subsidiaire, lorsque la personne n'a pas transmis ou transmis de manière incomplète ces informations. Ainsi, une pratique d'échange systématique de données n'est pas prévue par la législation cantonale (cf. art. 8a LCH et art. 10 LPrD).

Protection des données et travail

Contrôle des courriers électroniques des collaborateurs de l'Etat

L'Autorité a été sollicitée dans le cadre d'une enquête au sujet de la transmission d'un courriel confidentiel envoyé à plusieurs collaborateurs ainsi qu'à d'autres personnes au sein ou en dehors de l'administration cantonale. L'Autorité a rappelé que, selon l'Ordonnance relative à la surveillance de l'utilisation d'Internet par le personnel de l'Etat, des contrôles personnalisés peuvent être effectués si les contrôles globaux (relatifs au volume du courrier électronique) ou d'autres constatations mettent en évidence des indices d'abus. Si des indices d'abus concernant certains collaborateurs venaient à être mis en exergue, tout en tenant compte du principe de la proportionnalité, le contrôle se limite alors au nombre de messages envoyés et reçus, aux éléments d'adressage, aux types et volumes de fichiers attachés. En aucun cas, il ne porte sur le contenu du message (cf. art. 8 de l'Ordonnance). Ainsi, en cas d'abus relevé, le SITel est habilité à vérifier si le collaborateur visé a transmis le courriel confidentiel à d'autres personnes ainsi que la liste des destinataires. En revanche, si aucun abus n'est observé, le contrôle personnalisé ne pourra être réalisé.

Production des attestations de rendez-vous médicaux

L'Autorité a été consultée dans le but d'obtenir des informations relatives aux attestations de rendez-vous médicaux, demandées pour que le collaborateur puisse comptabiliser ses heures. Dans les Directives relatives à la gestion et à la saisie du temps de travail, le SPO a prévu qu'en cas de visite médicale un justificatif peut être demandé, donnant alors une certaine marge d'appréciation au Service. Une pièce justificative n'est pas obligatoirement un certificat médical, mais peut être une attestation de rendez-vous ou une autre confirmation. L'Autorité est d'avis que demander d'une manière systématique une attestation de rendez-vous médical faisant ainsi connaître le nom du médecin traitant, et notamment sa spécialisation par laquelle l'employeur peut déduire la nature de la maladie, n'est pas proportionnelle et contraire aux principes de la protection des données. L'Autorité estime qu'il est normal de demander une attestation lorsque surviennent des doutes d'abus ou en cas d'absences répétitives.

Protection des données et école

Transmission de données et photos à l'école pour un travail

L'Autorité a été contactée au sujet d'un projet scolaire visant la réalisation d'un arbre généalogique accompagné d'une rédaction. Pour cela, les élèves avaient comme devoir d'apporter en classe les noms, prénoms, photos ou encore dates de naissance et éventuellement de décès des membres de leur famille. Il semblerait qu'il n'ait pas été précisé aux élèves, ainsi qu'à leurs parents, quel allait être le sort du traitement des données personnelles, qui s'en chargerait et à quelles fins ces dernières seraient utilisées. Le traitement des données ayant trait aux enfants est toujours sensible, d'autant plus lorsque leur utilisation et le nom de son responsable ne sont pas expressément communiqués aux personnes

concernées. Dans ce contexte, l'Autorité a rappelé que différents projets pédagogiques peuvent être menés afin d'améliorer la qualité de l'école et de garantir son adaptation à l'évolution de la société (cf. art. 24 de la Loi sur la scolarité obligatoire), mais qu'il est toutefois interdit aux enseignants de divulguer à des tiers des informations relatives à la vie privée des élèves ou de leurs proches dont ils ont eu connaissance dans le cadre de leur travail (cf. art. 42 de la Loi sur la scolarité obligatoire).

Communiqué de presse affichant des photographies d'enfants
L'Autorité de la protection des données s'est assurée que le Service de la culture a pris toutes les mesures nécessaires relatives aux photographies affichant des enfants lors de la promotion d'un festival culturel. En effet, les annexes d'un communiqué de presse du festival culturel comprenaient des photographies affichant des visages d'enfants clairement identifiables. L'Autorité a tenu à saluer le fait que le Service de la culture ait pris les mesures nécessaires concernant la publication de ces images. L'Autorité a tenu à rappeler que lorsque des enfants sont concernés, la protection de leur sphère privée est primordiale et ne doit souffrir aucune exception. Ainsi, les images d'enfants ne doivent pas être publiées à moins que certaines conditions strictes soient respectées, par exemple les photos contiennent uniquement des vues générales, la prise de vue est suffisamment éloignée pour qu'aucun enfant ne puisse être reconnu, le consentement est obtenu des parents si l'enfant est mineur et de lui-même si l'élève est majeur.

Formulaire de consentement relatif à la publication de photographies, de films ou d'enregistrements lors d'événements scolaires
Durant l'année scolaire, il n'est pas rare que les élèves soient photographiés, filmés ou/et enregistrés dans le cadre d'activités ordinaires, telles que les journées sportives, courses d'école, cérémonies de promotion ou de remises des diplômes. Ces données peuvent être diffusées sur le site Internet ou Intranet de l'école, voire sur les réseaux sociaux et/ou publiées dans le journal interne de l'école, voire dans la presse, à certaines conditions. Afin de fournir une information la plus transparente possible aux représentants légaux et aux élèves majeurs et pour demander leur autorisation d'utiliser et de publier ces données prises lors d'événements scolaires, une école professionnelle du canton de Fribourg a soumis un formulaire de consentement à l'Autorité. La Préposée à la protection des données salue l'initiative et en particulier le fait que le consentement soit limité dans le temps, à savoir par année scolaire, et que le représentant légal ou l'élève majeur puisse choisir sur quels supports il autorise ou pas l'utilisation et la publication de ses données. Toutefois, il est rappelé que ce n'est pas dans les tâches de l'école de publier des images des élèves. Une publication ne peut être effectuée qu'avec le consentement explicite de la personne concernée, respectivement de son représentant légal, et ne doit contenir que le prénom de l'élève. En cas de refus, l'Autorité rappelle que l'école devrait alors prendre des mesures afin de ne pas publier de portrait de cet élève et de le flouter sur les photos de groupe.

Protection des données et santé
Enregistrement électronique des dossiers patients et hébergement dans un Cloud
Une société en charge de prestations médicales spécifiques dans une clinique a abordé l'Autorité afin de savoir s'il était possible d'héberger les dossiers patients dans un Cloud. L'Autorité a rappelé qu'une clinique externalisant certaines prestations médicales vers une société, sur approbation de la Direction de la santé et des affaires sociales, demeure responsable de la protection des données y relatives. De ce fait, elle doit prendre l'ensemble des dispositions nécessaires pour prévenir le risque accru d'atteinte que comporte le traitement de données sensibles. En l'espèce, la société chargée de ces prestations a délégué, à son tour, le traitement des données à un tiers, suite à l'aval de la clinique, en collaboration avec la DSAS. L'Autorité a précisé que l'hébergement et le stockage des données dans un Cloud sont soumis à des conditions strictes, telles que par exemple l'utilisation d'un nuage privé. N'ayant pas eu

à disposition les informations nécessaires, l'Autorité n'a pas pu analyser si la solution choisie par la société est conforme à la législation en matière de protection des données. Enfin, l'Autorité a constaté que la Convention entre la clinique et la société ainsi que le contrat entre la société et le tiers chargé du traitement des données sont lacunaires. Elles ne contiennent aucune instruction relative à la protection des données.

Application de la loi fédérale et cantonale à la protection des données
Une société anonyme à but non lucratif en charge de recherches et de développement dans le domaine de la santé a abordé l'Autorité dans la mesure où elle souhaite établir des directives relatives à la protection des données. A cette fin, elle souhaite savoir si c'est la législation fédérale ou cantonale sur la protection des données qui lui est applicable, puisqu'elle est une société privée dont l'actionnaire unique est l'Université de Fribourg. En tenant compte de son but non lucratif et principal, de ce qui ressort de ses statuts tels que le contrôle du transfert des actions, de l'indemnisation du Conseil d'administration et de la soumission du Rapport d'activité au Conseil d'Etat, l'Autorité est arrivée à la conclusion que la société est soumise tant à la loi fédérale (LPD) pour les activités purement privées, qu'à la loi cantonale (LPrD) pour les tâches publiques qui sont dévolues par l'Université et qui ressortent de la loi. Il en résulte que les données contenues dans les banques de données et les biobanques doivent être séparées: d'une part les données provenant d'organes publics (tels que les hôpitaux) qui sont soumises à la LPrD et d'autre part les données provenant d'entreprises privées qui sont soumises à la LPD. Si cette séparation s'avère techniquement impossible ou trop coûteuse, l'Autorité est d'avis que les règles les plus strictes seront appliquées, à savoir celles de la LPrD. De ce fait, les mandats externalisés par la société doivent être soumis pour approbation à la Direction concernée.

Dossier médical informatisé du détenu
Dans le cadre du projet du dossier médical informatisé du détenu, l'Autorité a été consultée afin de lui soumettre la solution informatique choisie pour héberger les dossiers de santé auprès d'une société privée. Après l'analyse de différents documents transmis tels que le contrat d'hébergement, le concept de la sûreté de l'information et de la protection des données et les spécifications des interfaces, l'Autorité a rappelé que les services concernés demeurent responsables des données lors d'une externalisation. Dans ce contexte, ils doivent donner les instructions nécessaires relatives à la sécurité informatique et des données à l'entreprise privée par le biais d'un contrat. En l'espèce, il y a non seulement une externalisation du traitement des données mais également une sous-traitance, à savoir que l'entreprise mandatée pour la solution informatique héberge les données médicales auprès d'un autre prestataire privé, de sorte qu'un contrat de sous-traitance doit également être conclu entre le mandataire et le sous-traitant. Par conséquent, il est nécessaire que les deux contrats contiennent les conditions strictes de l'Etat, en particulier celles concernant la confidentialité, le chiffrement, les droits d'accès, la durée de conservation des données et la disponibilité des données, qu'ils soient approuvés par la DSJ et soient conformes entre eux. Au niveau de l'authentification, l'Autorité a précisé que, dans la mesure où les données sensibles sont accessibles par des utilisateurs internes et externes à l'Etat, il s'agira de mettre en place une authentification forte pour les accès des externes.

Analyse de formulaire de consentement général de collecte des données auprès de patients pour la création d'une biobanque élaboré par l'Académie suisse des sciences médicales
L'Autorité a été abordée au sujet de la légalité d'un formulaire de consentement général relatif à la collecte de données et d'échantillons auprès de patients pour la création d'une biobanque. Ce formulaire vise à faciliter la recherche dans le domaine médical en Suisse et à l'étranger. Après renseignements auprès de l'HFR, ce dernier a confirmé ne pas faire usage de ce modèle de consentement.
L'Autorité a précisé que le dossier médical, faisant partie des données transmissibles selon le

formulaire, contient énormément de pièces difficiles à anonymiser. Par ailleurs, l'article 7 alinéa 2 de la Loi relative à la recherche sur l'être humain prévoit expressément que la personne concernée a le droit, à tout moment, de refuser de participer à un projet de recherche sans avoir à observer une procédure particulière. Cependant, l'Autorité a relevé que le formulaire ne prévoit pas de possibilité claire pour le patient de s'opposer totalement à ce que ses données soient collectées et utilisées pour la recherche. Pour ce faire, seule une démarche active supplémentaire de la part du patient est prévue. En outre, les explications relatives aux pratiques de codages et d'anonymisation des données manquent de clarté.

Transmission de données d'une association au Service de l'enfance et de la jeunesse
Une association à but non lucratif a contacté l'Autorité afin de savoir s'il était conforme à la protection des données, que celle-ci doive systématiquement transmettre au Service de l'enfance et de la jeunesse la copie du formulaire d'admission à un programme type, avant de commencer un accompagnement des jeunes. L'Autorité est d'avis qu'il n'existe pas une base légale suffisante pour justifier la transmission systématique au SEJ des données sensibles contenues dans le formulaire. La confidentialité des données semble essentielle à l'efficacité d'un tel programme de prévention, c'est pourquoi chaque mesure prise doit être dans l'intérêt unique des participants. Dès lors, l'Autorité estime que la transmission des données se justifierait uniquement dans certains cas, soit lorsque le programme n'est pas efficace, que le participant se trouve dans une situation de danger ou encore qu'il est dans son intérêt d'annoncer le cas au SEJ pour qu'il prenne les mesures de soutien appropriées (cf. art. 22 al. 1 let. a LEJ). En l'espèce, la communication au SEJ du nombre de participants est suffisante pour les données statistiques et l'octroi du subventionnement dû. Pour conclure, l'Autorité suggère de compléter le formulaire d'admission dans la mesure où, le but et la base légale du traitement des données ainsi que les destinataires devraient y figurer, ces données sont collectées de manière systématique (cf. art. 9 al. 3 LPrD).

Accès au dossier médical d'un patient décédé
Un particulier a approché l'Autorité car il souhaitait avoir accès au dossier médical de son père décédé. L'Autorité a rappelé que le dossier de santé du patient est protégé par le secret médical et ce même après le décès de la personne. Toutefois, les proches de la personne ou des tiers peuvent avoir accès à certaines informations pertinentes après que le médecin se soit fait délier du secret professionnel par une décision de la Direction de la santé et des affaires sociales (cf. art. 90 al. 1 LSan).

Protection des données et aide sociale
Communication de données par un service social à une commune - Accès des communes à la liste des personnes bénéficiant de l'aide pour le paiement des primes d'assurance RC ménage
L'Autorité a été approchée par un service social afin de savoir s'il était conforme à la protection des données de communiquer aux communes l'identité des personnes bénéficiant de l'aide communale pour le paiement de la prime incendie inclue dans l'assurance RC ménage. En effet, les communes doivent prendre en charge le paiement des primes des personnes nécessiteuses qui ne sont pas à même de s'en acquitter (cf. art. 5 al. 2 de la Loi sur l'assurance obligatoire du mobilier contre l'incendie). Dans ce contexte, l'Autorité a informé le Service social que le fait d'être bénéficiaire de l'aide sociale constitue une donnée sensible et qu'il est donc nécessaire qu'une base légale formelle existe pour communiquer ces données (cf. art. 3 et 8 LPrD). Cependant, l'Autorité a relevé que la loi ne prévoyait pas la communication de l'identité des bénéficiaires aux communes, de sorte que ces informations ne sont pas nécessaires à l'accomplissement de leur tâche. Enfin, elle a précisé que la raison pour laquelle

la tâche de l'aide sociale a été confiée à un organe séparé de la commune a précisément pour but de préserver la confidentialité quant à l'identité des bénéficiaires de l'aide sociale à l'égard des communes. Si l'identité de ces personnes était communiquée aux communes, cela dénuerait le principe de tout sens.

Dans un autre dossier, l'Autorité a retenu qu'il n'existait pas de base légale prévoyant la communication systématique d'informations concernant des dossiers d'aide sociale au Conseil communal et que le consentement tacite n'est pas prévu dans ce cas-là. Ainsi, l'Autorité a conclu que toute transmission d'informations par le service social est exclue, excepté la décision de la commission sociale. Or, la transmission de données sous forme anonymisée est par contre possible à des fins de statistiques.

Questions relatives au secret de fonction et à la protection des données au sein du service social
Un service social voulait savoir s'il était possible, dans le respect du secret de fonction, de demander l'adresse d'anciens bénéficiaires auprès de certaines communes afin de vérifier la possibilité de remboursement. L'Autorité a rappelé que, conformément à l'article 28 LASoc, les employés doivent respecter le secret de fonction et les bénéficiaires sont tenus de coopérer, de renseigner le service (art. 24 LASoc) également lors de la procédure de remboursement. Lorsqu'un service d'aide sociale souhaite obtenir des informations sur un bénéficiaire auprès d'un organe public, il s'agit d'une collecte de données et en même temps d'une divulgation de données relative au nom du bénéficiaire. Sous l'angle de la protection des données, le service d'aide sociale doit disposer d'une base légale qui permet, d'une part, de collecter et, d'autre part, de divulguer ces données. En même temps, l'organe d'entraide doit être autorisé à transmettre ces données. Dans le cas d'espèce, l'Autorité a suggéré de demander l'accès à la plateforme informatique cantonale Fri-Pers qui contient les données des habitants du canton. En cas de déménagement hors canton, une communication ne peut se faire que dans un cas d'espèce.

Protection des données et données fiscales
Demande d'accès
La Commission s'est prononcée sur une décision rendue par le SCC refusant l'accès d'un particulier à des informations relatives à l'une de ses procédures fiscales closes et à l'écriture comptable d'un transfert d'impôts d'un contribuable à un autre. Elle a rappelé que l'exercice du droit d'accès par une personne aux données la concernant n'est en principe soumis à aucune condition et n'est pas limité dans le temps, sauf s'il s'agit de consulter des données archivées. Le requérant n'est pas tenu de se référer à un fichier déterminé et peut demander à accéder à toutes les données contenues dans un fichier dont l'organe public abordé est le responsable. Le droit de la personne à être renseigné sur les données recueillies la concernant s'étend à la fois aux données de base, telles qu'elles sont enregistrées, et à celles qui résultent de leur traitement. Le responsable du fichier peut refuser, restreindre ou différer la communication des renseignements si et dans la mesure où un intérêt public le commande ou l'intérêt digne de protection d'un tiers l'exige. Il doit indiquer le motif de refus dans une décision (art. 25 LPrD). L'Autorité a souligné que les droits d'accès doivent être respectés même si la personne concernée est largement connue des institutions fribourgeoises.

Transmission au SCC des états locatifs du parc immobilier d'une fondation
L'Autorité a été contactée pour savoir s'il était conforme à la protection des données qu'une fondation en faveur du logement transmette au SCC les états locatifs complets de ses parcs immobiliers contenant notamment les nom, prénom et loyer payé par ses locataires. En effet, la fondation bénéficie d'une exonération fiscale à condition de remplir le critère d'exclusivité d'attribution des logements à des personnes nécessiteuses. L'Autorité a précisé que les données personnelles ne peuvent être

communiquées de manière systématique que si une base légale le prévoit (cf. art. 4 et 10 al. 1 LPrD) et ne doivent être traitées que dans le but pour lequel elles ont été collectées ou dans un but qui, selon les règles de la bonne foi, est compatible avec lui (cf. art. 5 LPrD). En l'espèce, l'Autorité a relevé que le SCC ne s'appuie sur aucune disposition légale qui pourrait justifier la transmission systématique de ces données et la communication des données relatives aux locataires constitue un changement de finalité du traitement qui nécessite le consentement préalable de la personne concernée, les données étant collectées afin de gérer les contrats de bail uniquement.

Communication de données du SCC aux communes
En leur qualité d'autorités de taxation, les communes bénéficient d'une collaboration privilégiée avec le SCC, en particulier concernant l'échange de données fiscales. Ces échanges se font par le biais d'une plateforme informatique sécurisée. Afin de rappeler l'importance du secret fiscal et de la protection des données au personnel communal, le SCC souhaite insérer un avertissement qui apparaitrait avant chaque téléchargement de données fiscales. A cette fin, le SCC a soumis le projet à l'Autorité dans la mesure où cela touche à la protection des données.

Protection des données et construction
Délimitation entre les règles sur l'archivage, le droit d'accès selon la LInf et la protection des données
Un archiviste a approché l'Autorité afin de connaître les articulations entre la Loi sur l'archivage, la LInf et la protection des données dans le cadre d'une demande d'accès à un permis de construire datant de 1930. En effet, la LInf s'applique à la consultation des archives historiques tant que le délai de protection de celles-ci n'a pas expiré (cf. art. 14 al. 1 LArch). Le délai passé, la consultation est libre. Selon l'Autorité, l'accès à des plans d'une construction privée datant de 1930 contenant le nom des propriétaires de l'époque comporte alors des données personnelles de l'époque. Toutefois, ces données devraient à première vue pouvoir être accessibles à la personne qui désire consulter les archives. S'il est constaté que le dossier contient des données sensibles (cf. l'art. 3 al. 1 let. c de la LPrD), un caviardage de ces données sensibles peut être dans ces cas nécessaire. L'Autorité a rappelé qu'il est par ailleurs possible de permettre la consultation du document demandé, en mettant de côté les éventuels autres documents du dossier.

Publication de plans de constructions sur des sites Internet de communes
Selon le Règlement d'exécution de la loi sur l'aménagement du territoire, dès l'acceptation du dossier complet, la commune publie les coordonnées cartographiques dans la Feuille officielle ou utilise pour ce faire tout autre moyen de communication dont elle dispose (cf. art. 92 al. 1). L'Autorité a estimé que la publication de l'intégralité des plans des constructions mis à l'enquête sur le site Internet des communes va trop loin et dépasse «les coordonnées cartographiques» et a donc proposé de publier uniquement l'avis, permettant ainsi aux personnes intéressées de consulter les plans sur place par exemple.

Transmission d'informations relatives aux permis de construire par les communes à une revue médiatique
L'Autorité a été consultée par une administration communale, laquelle est régulièrement contactée par une revue sollicitant les informations relatives à des demandes de permis de construire pendantes. L'Autorité a rédigé une note à l'attention des préfectures concernant la transmission de données relatives à des projets de construction. Il ressort de cette dernière qu'il y a lieu de distinguer différents cas de figure. Lorsque la mise à l'enquête publique est terminée et que la procédure de permis de construire est en cours, l'autorité statue en première instance et c'est la LPrD qui s'applique. Si par contre l'autorité statue sur recours, ce sont les dispositions du CPJA qui s'appliquent. Lorsque la

procédure du permis de construire est close et le permis de construire entré en force, il n'existe alors plus aucun moyen de recours contre la décision et c'est la LInf qui s'applique. Encore convient-il de rappeler que les entreprises intéressées peuvent obtenir les informations durant la mise à l'enquête publique ou directement auprès des propriétaires concernés.

Protection des données et sécurité d'information

Politique de confidentialité pour le nouveau site de l'Etat de Fribourg

L'Autorité a été consultée dans le cadre du projet du futur site web de l'Etat de Fribourg, notamment concernant l'impressum et la Politique de confidentialité du website. L'Autorité salue les mesures mises en place pour informer l'utilisateur des données qui sont collectées lors de sa visite du site. Elle conseille d'installer un lien pour désactiver les cookies permettant de reconnaître l'utilisateur lors de sa prochaine visite, respectivement d'expliquer à l'utilisateur comment il peut faire pour révoquer son accord initial de les accepter. Pour l'analyse de l'utilisation du site par Google Analytics, les données doivent être anonymisées, notamment l'adresse IP. L'Autorité suggère de mentionner que le site web fr.ch ne collecte pas de données personnelles, excepté le numéro IP qui est anonymisé et les données personnelles que l'utilisateur transmet lors d'une prise de contact.

Caviardage des données personnelles des documents classés dans PLASTA

L'Autorité a été contactée par un service afin de savoir si leur pratique concernant la tenue des dossiers des assurés était conforme à la protection des données, notamment dans le cadre de l'utilisation de son système d'information en matière de placement et de statistique du marché du travail (PLASTA). Afin de garantir le droit des personnes à ce que leurs données ne soient pas accessibles à des personnes non-autorisées, l'Autorité a rappelé que le service ne doit traiter que des données personnelles absolument nécessaires et pertinentes pour l'accomplissement de ses tâches, ce qui s'exprime dans les droits d'accès différenciés. Il doit par ailleurs prendre toutes les mesures organisationnelles et techniques appropriées contre tout traitement non-autorisé des données.

Fichiers des lecteurs d'une bibliothèque hébergés dans un Cloud d'une entreprise privée dont le siège se situe en Allemagne

Dans le cadre d'une nouvelle plateforme d'échange entre les bibliothèques suisses, les bibliothèques du canton de Fribourg étudient la possibilité d'adhérer à ce projet. La nouvelle application va gérer l'accès aux documents et le prêt. Pour ce faire, elle se basera sur un fichier des lecteurs contenant des données personnelles. En l'espèce, un mandat va être conclu entre les bibliothèques du canton et une société privée, laquelle a pour actionnaires les différentes Universités et Hautes Ecoles de Suisse. Cette dernière souhaite sous-traiter l'hébergement des fichiers de lecteur auprès d'un prestataire privé qui met à disposition un Cloud. S'agissant d'une externalisation de données, l'Autorité rappelle que les contrats de mandat et de sous-traitance doivent être négociés et contenir les instructions nécessaires relatives à la protection et à la sécurité des données de l'Etat, en particulier concernant la confidentialité, les droits d'accès, le chiffrement, la journalisation ainsi que le lieu d'hébergement. Pour des tests de migration des données, l'Autorité demande d'informer tant les utilisateurs actifs que passifs. L'Autorité regrette toutefois que l'utilisateur n'ait pas le choix de refuser la transmission de ses données. Dans ce cas, il devra consulter les ouvrages directement sur place. Enfin, l'Autorité rappelle que le sous-traitant qui a son siège en Europe est soumis au RGPD. Toutefois, il est également possible qu'il soit soumis au Cloud Act et que, de ce fait, des données soient transmises aux autorités étrangères. Aux dernières nouvelles, l'Autorité est informée que les migrations test seront effectuées avec des données anonymes.

Avertissement relatif à la sécurité de données publiques
Par l'intermédiaire de privatim, une dénonciation relative à des failles de sécurité informatique concernant un registre a été transmise à l'Autorité. Afin d'y remédier dans les plus brefs délais et de prévenir les organes et services concernés, l'Autorité a informé les personnes responsables au sein de l'administration afin que ces dernières prennent les mesures utiles. A cette fin, l'Autorité recommande vivement aux organes et services concernés de demander des actions immédiates afin que les standards de sécurité soient respectés. Le SITel a été abordé dans ce sens pour transmettre la liste des mesures minimales à respecter pour une application de ce type. Il est relevé que cette dénonciation a été communiquée par privatim à tous les cantons.

Protection des données et projets de digitalisation 4.0
Les exemples suivants démontrent la complexité toujours grandissante des projets. En effet, d'une part, ils mélangent des données et partenaires privés et publics limitant la compétence de l'Autorité a une partie du projet uniquement. D'autre part, les projets sont toujours plus denses et s'étendent sur plusieurs années. Pour rappel, le Préposé fédéral à la protection des données est compétent en ce qui concerne le traitement de données par des privés et des organes publics fédéraux.

Plateforme de gestion et d'information recensant des données relatives à un projet de recherche
Une haute école du canton de Fribourg a obtenu un projet de recherche ayant pour buts d'établir une vue d'ensemble actuelle du marché immobilier du canton, de pouvoir anticiper les tendances et d'aider les différents partenaires fribourgeois concernés dans leurs prises de décisions importantes. L'Autorité a été consultée dans la mesure où une collecte de données personnelles provenant de différentes sources privées et publiques ainsi qu'une interconnexion de ces dernières seront effectuées. Elles vont être hébergées sur une plateforme informatique à laquelle différents partenaires auront accès. S'agissant d'un traitement systématique des données notamment publiques, l'Autorité informe qu'il manque une disposition légale formelle ainsi que des dispositions légales relatives à l'appariement de ces données. Enfin, une procédure d'appel devra être mise en place.

Collecte des données par les hébergeurs
L'Autorité a été approchée dans le cadre d'un projet ayant pour but principal de simplifier la collecte des données du client dans les hébergements du canton et de diffuser automatiquement ces informations aux organismes concernés (Office fédéral de la statistique, Police cantonale, Centrale d'encaissement de la taxe de séjour, etc.). Par rapport aux échanges nécessaires avec les organes et services cantonaux, elle a précisé que les hôtes doivent être clairement informés du traitement de leurs données afin d'être transparent notamment sur les données collectées et leurs communications aux organes et à d'autres organismes, leurs traitements, la finalité, les destinataires, ceci au moyen de la publication d'une politique de confidentialité sur son site Internet ainsi que ceux de leurs partenaires d'hébergement.

Concernant l'externalisation des données de l'Etat de Fribourg, à savoir l'utilisation des Clouds, l'Autorité a été confrontée à de nombreux dossiers qui engendraient une grande charge de travail. En voici un aperçu:

Externalisation du traitement des données de l'Etat de Fribourg (Cloud)
Le SITel a contacté l'Autorité concernant l'évolution du système de la messagerie «Microsoft Office 365» pour obtenir des informations relatives à la protection des données concernant l'externalisation de certaines données de l'Etat dans des Clouds. Suite à une réponse sommaire de la Préposée à la

protection des données, le SITel sollicite une prise de position de la Commission. Dans ce cadre, cette dernière a évalué l'externalisation du traitement des données des organes publics dans un Cloud suisse ou étranger de manière générale. A ce sujet, elle a établi une note qui est accessible sur le site Internet de l'Autorité.

Il ressort principalement de la réponse de la Commission que les organes publics cantonaux qui prévoient d'externaliser le traitement des données dans un Cloud doivent veiller à respecter la protection des données et demeurent responsable des données. Concernant la sécurité informatique, le SITel en demeure responsable, de sorte qu'il doit prendre les mesures d'organisation et techniques appropriées contre tout traitement non autorisé des données et doit notamment assurer la confidentialité, la disponibilité et l'intégrité des données. La Commission est d'avis qu'un Cloud étatique fribourgeois est la solution la plus à même à limiter les risques liés à la sous-traitance, à la localisation des données, à l'accès des autorités étrangères aux données et à la perte des données et permettrait de garder la maîtrise totale de toutes les données traitées par l'Etat. Elle précise que cette option doit être privilégiée étant donné l'obligation légale ou contractuelle de garder le secret. N'ayant pas connaissance du fait que d'autres cantons externalisent leurs données, elle suggère de le développer en partenariat avec d'autres cantons ou avec la Confédération. A défaut de privilégier un Cloud fribourgeois, romand ou national, elle rappelle que des mesures techniques et organisationnelles strictes doivent être appliquées dans la mesure où l'Etat traite des données sensibles et soumises au secret de fonction/professionnel. Une liste de conditions strictes à respecter est alors transmise (nuage privé, hébergement en Suisse ou dans un état sûr, pas d'externalisation des données soumise au secret de fonction/professionnel, chiffrement, établissement d'un contrat personnalisé et approuvé). L'Etat poursuit le travail sur l'axe législatif afin de permettre l'utilisation du Cloud à l'Etat de Fribourg.

Suite à divers échanges avec l'Autorité (Commission et Préposée) et les services concernés, un préavis de l'Autorité a été sollicité afin de proposer au Conseil d'Etat d'autoriser une phase exploratoire sur diverses solutions informatiques en Cloud, comme le prévoit l'article 21 de la Loi sur le guichet de cyberadministration (LGCyb). La Commission a exigé une analyse des risques et émis par la suite, sur la base de cette dernière, un préavis favorable assorti de conditions à différents projets pilotes.
Elle exige que l'hébergement soit effectué en Europe, l'applicabilité du droit suisse et du for en Suisse, le cryptage des données et la détention de la clé par l'Etat (SITel), la conclusion d'une clause de confidentialité, l'information à la Commission en cas de fuite/panne de données et la communication du résultat de l'évaluation. Enfin, si l'article 21 LGCyb ne précise pas la forme de l'autorisation du Conseil d'Etat, l'Autorité est d'avis qu'un essai pilote est un traitement de données comme un autre et nécessite dès lors une base légale au moins pour traiter les données sensibles.
Actuellement, l'Ordonnance est en vigueur et les projets précités sont en cours de traitement. L'Autorité est dans l'attente des résultats de l'évaluation.

Référentiels EDU
Dans l'année sous rubrique, l'Autorité a été à nouveau en contact avec le Centre de compétences Fritic dans le cadre des référentiels de l'éducation. Il s'agit de deux plateformes hébergeant les données de références concernant les élèves, enseignants et employés des écoles du canton de Fribourg, les établissements scolaires, le cursus scolaire des élèves ainsi que les données de références transversales à tous les degrés, telles que les statistiques. Par références, on entend des données contrôlées et validées par d'autres sources de données afin d'éviter toute erreur lors de la collecte des données et d'éliminer ou de fusionner les personnes à double. Les règles d'accès aux données des référentiels et les fonctions de recherches et d'ajouts des personnes ont été discutées. Le projet est en cours d'élaboration, notamment par la mise en production de certaines applications informatiques et la mise à jour des bases légales correspondantes.

Processus de gestion de la photo d'identité lors d'une demande d'extrait des offices des poursuites depuis le guichet virtuel de cyberadministration
L'Autorité a été sollicitée pour une analyse du processus de gestion de la photo d'identité lors d'une demande d'extraits des offices des poursuites depuis le guichet virtuel de cyberadministration. Pour s'identifier sur le guichet virtuel de cyberadministration, le citoyen pourra utiliser soit le numéro AVS soit fournir la photo d'une pièce d'identité lors de la commande de son extrait de l'office des poursuites. Les documents sont créés depuis l'application THEMIS et envoyés sous forme électronique au guichet virtuel. L'Autorité a pris note que la copie de la carte d'identité est uniquement stockée dans l'application THEMIS et, en aucun cas, dans le guichet de cyberadministration. L'Autorité a précisé que la carte d'identité pourrait être utilisée, et uniquement, à des fins d'identification dans le cas où l'accès à cette prestation se fait par le biais du site Internet de l'Office des poursuites et l'application THEMIS, mais ne peut être utilisée à d'autres fins.

Divers
Registre cantonal des poursuites
L'Autorité a été consultée au sujet de la mise en place d'un registre cantonal des poursuites. En effet, actuellement les extraits du registre des poursuites auraient une pertinence limitée en raison du fait que, suite à un déménagement, le citoyen qui fait l'objet de poursuite dans un district peut obtenir une attestation de non poursuite au lieu de son nouveau domicile, ce qui engendrait une sorte de «tourisme des débiteurs».

L'Autorité est d'avis que la création d'un registre cantonal des poursuites pose plusieurs problèmes. Premièrement, le droit des poursuites (y compris le droit de consultation des registres) est réglé au niveau fédéral, ce qui veut dire que pour harmoniser l'échange entre les offices des poursuites cantonaux il faudrait que la loi fédérale soit révisée. Deuxièmement, en vertu du principe d'exactitude des données et pour assurer une identification sûre du débiteur, chaque office devrait employer exactement le même système de collecte et d'organisation des données afin de pouvoir assurer une équivalence de contenu, ce qui n'est pas le cas actuellement. Enfin, la création d'un registre des poursuites cantonal engendrerait une charge de travail supplémentaire pour les offices de poursuites.

Certificat de mœurs
Suite à une question posée par un parlementaire, la Commission a pris position concernant l'utilisation du certificat de mœurs dans le canton et son traitement sous l'angle de la protection des données. Au terme de son analyse, la Commission a constaté, d'une part, qu'il n'existait pas de définition légale du certificat de mœurs et, d'autre part, que la pratique des communes à ce sujet et son contenu divergeaient grandement. En effet, certaines communes se limitaient à délivrer une

attestation de domicile alors que d'autres délivraient un certificat attestant que le citoyen jouissait d'une bonne réputation. Au niveau de la protection des données, ces pratiques étaient donc plus ou moins intrusives, ce qui conduisait à une inégalité de traitement des citoyens au niveau cantonal. La Commission a proposé de supprimer le certificat de mœurs de la législation fribourgeoise.

Plateforme centrale suisse des données laitières
Une exploitation agricole du canton de Fribourg a consulté l'Autorité au sujet du traitement de données effectué par une société privée qui enregistre et gère les données laitières pour le compte des pouvoirs publics et du secteur laitier, par le biais de son application web. En effet, cette société met à disposition des données détaillées pour la production laitière et les résultats du contrôle du lait en Suisse. Chaque producteur de lait a accès aux données de son exploitation. Or, il ressort de la requête que les résultats des analyses de lait sont accessibles par des fromageries non-concernées par le lait vendu ayant fait l'objet du contrôle. Dans la mesure où des organes fédéraux (dans le cas d'espèce l'OSAV) et une société privée sont responsables de ladite plateforme, l'Autorité a considéré que cette dernière est de la compétence du Préposé fédéral à la protection des données. Ainsi, la demande lui a été transmise en accord avec les exploitants. Suite à l'échange avec le Préposé fédéral et le rappel des particuliers, l'Autorité a incité les exploitants à s'adresser à l'Autorité de surveillance, qui est l'OSAV, et à la société concernée afin de faire valoir leurs droits, en particulier afin d'empêcher la communication de leurs données à des tiers. Le cas échéant, ils ont la possibilité d'agir au travers de démarches de droit civil pour limiter les atteintes à leur personnalité.

Travaux divers
Feuilles informatives
L'Autorité a travaillé à l'élaboration de feuilles informatives et de guides de bonnes pratiques. D'une part, elle a actualisé le guide pratique à l'attention des communes et, d'autre part, elle a entrepris de finaliser les travaux relatifs à un guide d'informations aux communes contenant les règles de bonne conduite en matière de sécurité de l'information, guide élaboré sur la base des contrôles effectués dans différentes communes.
De plus, il est à mentionner que privatim a réalisé un guide consacré aux exigences juridiques et techniques des portails web de l'administration publique. Ce guide soutient les organes publics dans la planification et l'exploitation de tels portails web, offre des repères quant à leur développement et sert à leur évaluation par les Préposés à la protection des données.

Règlements communaux
Durant l'année sous rubrique, la Préposée à la protection des données a été consultée, à sept reprises, par la DSJ au sujet des projets de règlements communaux de police. Dans ses préavis, elle relève que, dans le renvoi aux lois, la mention des bases légales concernant la protection des données et la vidéosurveillance fait défaut. Elle se prononce également sur les dispositions concernant les drones et la vidéosurveillance, en y ajoutant des précisions.

1.2 Contrôles
La Préposée a procédé, d'entente avec la Commission, à un contrôle de grande envergure en matière de protection des données auprès d'une préfecture et a pu achever le contrôle d'une institution en rendant son rapport final. Ces contrôles ont duré plusieurs jours. Il a été fait appel à nouveau à une société externe pour effectuer les contrôles, étant précisé que la Préposée à la protection des données a été présente pendant tous les contrôles. Il convient de relever en particulier la bonne coopération des responsables et des collaborateurs concernés.

Le contrôle de 2017 s'est conclu par la rédaction du rapport. Il est apparu que les collaborateurs sont, dans l'ensemble, sensibilisés aux questions du droit de la protection des données. Dans les limites fixées par l'étendue du contrôle, le rapport a notamment souligné le besoin d'agir sur les points suivants : il manque des directives ou règlements internes pour l'utilisation d'outils privés à des fins professionnelles, et les mots de passe pour l'accès au système d'exploitation comme à l'application propre au domaine concerné devraient pouvoir être impérativement modifiés par l'utilisateur. Les mots de passe manquent de complexité. Les collaborateurs devraient avoir accès exclusivement aux données dont ils ont besoin pour effectuer leurs tâches. A plus d'une reprise, même dans d'autres domaines, il a été constaté que dans l'administration cantonale, la possibilité d'échanger des courriels en toute sécurité avec des personnes de l'extérieur ne disposant pas d'une adresse électronique de l'administration cantonale fait défaut (pas de moyens de cryptage). L'hébergement de données auprès de sociétés externes s'avère toujours aussi problématique (gestion des autorisations, clauses de confidentialité).
Le contrôle de 2018 a incité l'Autorité à signaler la nécessité de protéger les dossiers contenant des données personnelles, surtout des données personnelles sensibles, et de les fermer à clé dans des armoires en cas de conservation sous une forme physique.

Par ailleurs, l'Autorité a effectué les travaux préparatoires en vue du contrôle d'une commune en 2019. Il n'a pas été possible d'achever les contrôles subséquents des années antérieures, faute de ressources. D'autres contrôles de ce type sont prévus.

Pendant l'année sous revue, aucun contrôle SIS coordonné n'a eu lieu avec les autres cantons ni avec le Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence. En revanche, un contrôle commun des fichiers journaux a été réalisé pour la première fois avec le Service de la population et des migrants, en charge de la plateforme Fri-Pers. Le nombre de requêtes des dix principaux utilisateurs a fait l'objet d'un contrôle par sondage pendant deux semaines et les droits d'accès ont été soumis à un contrôle général. Ce fut l'occasion pour la Préposée de sensibiliser et d'attirer l'attention sur le fait que Fri-Pers ne peut pas être consulté pour satisfaire la curiosité. Du reste, ces contrôles ont révélé que l'utilisation de la plateforme est conforme à la protection des données. Il s'est avéré par ailleurs que Fri-Pers ne dispose pas d'une plateforme d'apprentissage dédiée.

1.3 FRI-PERS et vidéosurveillance

FRI-PERS

L'Etat de Fribourg exploite une plateforme centrale, Fri-Pers, qui contient toutes les données personnelles inscrites dans les registres des habitants. Cette plateforme permet notamment l'échange de données personnelles entre les communes, en particulier en cas de départs ou d'arrivées, et la transmission de données à l'Office fédéral de la statistique ou à des organes et services cantonaux. En vertu de l'Ordonnance du 14 juin 2010 relative à la plateforme informatique contenant les données des registres des habitants, il incombe à l'Autorité, dans le cadre de la procédure d'autorisation, de donner un préavis sur les demandes d'accès à cette plateforme cantonale (art. 3 al. 1). Lors d'une demande, la Direction de la sécurité et de la justice (DSJ) se prononce sur la base du préavis de l'Autorité.

Accès par un service social

Dans le cadre de l'accomplissement de ses tâches, notamment en matière sociale, un service social du canton de Fribourg a obtenu un accès aux données de la plateforme informatique cantonale Fri-Pers, limité aux données des habitants des communes concernées. Cet accès est d'autant plus nécessaire dans la mesure où il permet au service d'avoir des données à jour et exactes. En outre, cela

évite que les collaborateurs du service contactent d'autres organes ou communes pour demander des renseignements, au risque de violer leur secret de fonction. La nécessité de l'accès à l'historique des données n'a pas été reconnue.

Autorisation spéciale de transmission de données Fri-Pers
Dans le cadre de l'élaboration du Rapport quadriennal sur l'agriculture, plusieurs services et directions de l'Etat mènent une étude afin d'analyser les risques psycho-sociaux des agriculteurs du canton de Fribourg. A cette fin, une demande d'extraction de certaines données Fri-Pers concernant les exploitants du canton a été soumise à l'Autorité. Il ressort du préavis que le Règlement d'utilisation doit clairement mentionner le but défini, la liste des données transmises, l'indication que le numéro AVS est utilisé uniquement pour l'interconnexion des données et qu'il ne sera pas transmis au SAgri, la durée de conservation - respectivement la destruction - des données par le SAgri, la confidentialité et l'approbation des Directeurs concernés. Une fois le Règlement d'utilisation signé par les parties, le SPoMi peut transmettre les données des personnes qui ressortent de la liste des numéros AVS du SAgri.

Accès indirect par Serafe SA
Depuis 2019, le nouvel organe de perception de la redevance de radio-télévision, désigné par l'Office fédéral de la communication sur mandat du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, est Serafe SA. Conformément à la Loi sur la radio et la télévision, c'est auprès des registres des habitants et du système d'information Ordipro du Département fédéral des affaires étrangères que Serafe SA acquiert les données sur les ménages et leurs membres nécessaires à la perception de la redevance. Il ressort de la législation que Serafe SA peut utiliser systématiquement le numéro AVS pour remplir ses tâches en relation avec la perception de la redevance, en cas de demande de précision aux communes et aux cantons concernant les données fournies. En outre, il est relevé que l'organe de perception a accès à des données sensibles sur la santé d'une personne notamment ou sur les mesures d'aide sociale accordées à celle-ci afin d'établir l'exonération de la redevance. La transmission des données est faite par le biais de la plateforme informatique et de communication de la Confédération sous forme cryptée. La Préposée à la protection des données a préavisé favorablement la demande.

Nouvel accès suite à une réorganisation du service
Suite à l'adoption de la nouvelle Loi sur l'exécution des peines et des mesures, entrée en vigueur le 1er janvier 2018, une réorganisation pénitentiaire cantonale a eu lieu. Le Service de l'application des sanctions pénales et des prisons (ci-après: SASPP) a fusionné avec le Service de probation (ci-après: SProb) constituant ainsi le nouveau SESPP. Dans ce cadre, le SESPP souhaite continuer à bénéficier de l'accès aux données Fri-Pers, tel que cela a été octroyé au SASPP. Compte tenu de ses tâches particulièrement sensibles, il est indispensable au SESPP de pouvoir s'assurer de l'identité des personnes concernées et d'obtenir des données à jour et exactes. En l'espèce, la Préposée à la protection des données a préavisé de manière favorable l'accès aux données de la plateforme informatique Fri-Pers.

Contrôles
Le SPoMi, en tant que responsable des données Fri-Pers procède, à intervalles réguliers, au contrôle des autorisations délivrées, en collaboration avec l'Autorité. Afin d'éviter les doubles contrôles et d'unir leurs forces, le SPoMi et l'Autorité ont établi un procédé commun pour effectuer des contrôles. Durant l'année sous rubrique, les deux entités ont effectué le contrôle d'un service de l'Etat qui traite de grandes quantités de données sensibles. Le contrôle a notamment porté sur des questions d'ordre général et sur les logfiles concernant certains collaborateurs du service. Il résulte de ce contrôle que le service utilise la plateforme Fri-Pers de manière conforme aux règles régissant la protection des données. La direction est consciente du caractère sensible des données et rend régulièrement son personnel attentif au secret de fonction. Le SPoMi et l'Autorité suggèrent au service contrôlé de mettre en place des profils fictifs lors de la formation du personnel à l'utilisation de la plateforme Fri-Pers.

Vidéosurveillance
La Préposée à la protection des données doit être informée au préalable lors de demandes d'installation de vidéosurveillance de systèmes sans enregistrement (art. 7 LVid). De plus, il entre dans ses tâches d'émettre des préavis sur les demandes d'installation de vidéosurveillance avec enregistrement (art. 5 al. 2 de la Loi du 7 décembre 2010 sur la vidéosurveillance (LVid)). La collaboration avec les préfets est bonne. Ceux-ci suivent généralement les prises de position de l'Autorité.

Des différentes demandes d'installation de vidéosurveillance, il ressort de plus en plus que les particuliers, les entreprises et les organes cantonaux et communaux recourent à un mandataire privé chargé de gérer la maintenance de l'installation et parfois d'héberger et stocker les enregistrements. Cela peut, par exemple, être des entreprises de sécurité privée, mais également des prestataires d'hébergement Cloud et des Data center. Dans ce contexte, il s'agit alors d'analyser si nous sommes en présence d'une externalisation du traitement des données. Le cas échéant, des conditions plus strictes doivent être prises concernant la sécurité et la protection des données. L'Autorité conseille vivement aux personnes concernées de s'informer avant la commande du système de vidéosurveillance et la conclusion du mandat avec le prestataire privé. En effet, il est déjà arrivé que des personnes se retrouvent avec une installation prête à l'emploi, mais sans autorisation valable d'installation de vidéosurveillance.

Dénonciations
Durant l'année sous rubrique, l'Autorité a été informée de plusieurs dénonciations concernant des installations de vidéosurveillance filmant le domaine public, sans autorisation. Il peut notamment s'agir de caméra installée à l'intérieur de magasins ou de restaurants privés et dont le champ de vision peut être dirigé vers le domaine public, notamment à travers des fenêtres ou des portes vitrées. L'Autorité a pris position sur divers projets de vidéosurveillance pendant l'année objet du rapport. Toutes les prises de position de l'Autorité sont mises en ligne sur son site Internet.

Vidéosurveillance dans une déchetterie communale
Dans le cadre d'une demande de vidéosurveillance d'une déchetterie communale, l'Autorité a émis un préavis défavorable dans la mesure où le système d'installation de vidéosurveillance ne passe pas l'examen de la proportionnalité. En effet, la déchetterie étant située au centre du village, à côté d'habitations privées, elle n'est pas isolée. Ainsi, le risque que la caméra capture des images de simples passants et d'habitants du village est grand, en particulier puisque son champ de vision est dirigé

vers la route communale et les habitations privées. En conclusion, l'Autorité est d'avis qu'il n'est pas admissible de donner un poids plus important à l'intérêt public pour la prévention et la répression des atteintes aux biens matériels qu'à l'atteinte aux libertés des usagers. D'autant plus qu'il ne ressort pas du dossier que l'infrastructure communale ait subi des déprédations.

Caméras installées dans les centres d'hébergement des requérants d'asile
Dans le cadre de son mandat pour le canton, une entreprise privée est en charge de l'hébergement et l'encadrement des requérants d'asile. Afin de prévenir les risques de violence entre les habitants du foyer, les atteintes au personnel encadrant ainsi que les dégâts aux biens, elle souhaite installer des caméras de vidéosurveillance dans les foyers destinés à leur accueil. L'Autorité a déjà préavisé plusieurs demandes de cette entreprise. A chaque fois, une analyse du cas d'espèce est faite, en particulier chaque prise de vue. L'Autorité est d'avis que les enregistrements doivent être stockés et hébergés au sein de l'entreprise en Suisse et qu'aucun accès à distance aux images ne doit être octroyé. En cas d'externalisation, des conditions plus strictes doivent être appliquées, telles que le chiffrement lors du transfert et du stockage et le fait que la clé doit être aux mains de l'entreprise mandatée. Les instructions nécessaires à la sécurité et protection des données doivent ressortir clairement du contrat de sous-traitance.

Vidéosurveillance du bâtiment hébergeant les vestiaires d'un club de foot
Un organe public rattaché à la DICS a déposé une demande d'installation de caméras. Il souhaite filmer l'intérieur du bâtiment des vestiaires afin d'empêcher des actes de vandalisme ainsi que des vols. S'agissant d'immeubles ouverts au public qui sont affectés à l'administration publique, la LVid est applicable. Dans le cas d'espèce, il faut tenir compte de la présence de mineurs et de l'intimité des personnes concernées. La Préposée à la protection des données émet un préavis favorable, pour autant que l'utilisation des caméras soit limitée de 16h à 22h la semaine et le week-end et que leur champ de vision soit limité au couloir menant aux vestiaires. En effet, il ne doit pas être dirigé vers la cage d'escaliers, le hall et l'entrée des toilettes, et en aucun cas filmer l'intérieur des vestiaires. Le système est limité à une année et doit être réévalué afin d'être conforme aux besoins. Enfin, au vu de la présence de mineurs dans le bâtiment, l'Autorité relève que cela implique d'informer personnellement les représentants légaux et les mineurs concernés.

Surveillance vidéo d'une école communale
Faisant suite à diverses incivilités et actes de vandalisme depuis de nombreuses années, une commune souhaite installer un système de vidéosurveillance sur le site regroupant ses différentes écoles. En effet, l'administration communale a constaté que, durant les heures creuses de l'activité scolaire, en soirée, la nuit et le week-end, les bâtiments et infrastructures extérieurs de ce complexe scolaire sont régulièrement victimes d'actes de vandalisme et que, malgré les plaintes transmises au Ministère public et les contrôles préventifs effectués par la Police et la société en charge de la surveillance des bâtiments communaux, aucun auteur n'a pu être appréhendé pour ces faits. Il ressort de la requête que l'installation fonctionnera aux heures dites «hors cadre scolaire», du lundi au vendredi, de 22h30 à 7h00 et les week-ends et jours fériés. Les champs de vision des caméras couvriront l'ensemble des cours extérieures des bâtiments scolaires. Dans ce cadre, la Préposée à la protection des données a préavisé favorablement la demande pour autant que le propriétaire privé voisin ait donné son consentement pour la partie filmée de sa propriété, que le système soit réévalué dans cinq ans et que les collaborateurs de l'entreprise de sécurité aient signé une clause de confidentialité.

Installation d'un système de vidéosurveillance suite à des déprédations contre un bâtiment de l'Etat
Un bâtiment de l'Etat a subi des dommages à la propriété par des activistes. A cette fin, le service souhaite installer des caméras de vidéosurveillance aux entrées de l'immeuble. Afin de limiter l'atteinte aux droits de la personnalité des collaborateurs des services hébergés, l'Autorité est d'avis que l'utilisation des caméras doit être limitée de 18h00 à 7h00 la semaine et 24h sur 24h le week-end ainsi que les jours fériés. Il est rappelé que les enregistrements ne peuvent être consultés qu'en cas d'atteinte avérée et par les personnes autorisées définies dans le Règlement d'utilisation. Enfin, l'Autorité précise que les collaborateurs et collaboratrices doivent être informés des endroits sous vidéosurveillance et des horaires où le système fonctionne. Ainsi, la Préposée à la protection des données a préavisé favorablement la demande.

1.4. ReFi – registre des fichiers[12]

L'Autorité doit tenir un registre des fichiers qui contient l'ensemble des déclarations de fichiers, sauf celles des communes qui ont leur propre autorité de surveillance. Pour les organes publics, la déclaration des fichiers est une obligation légale (art. 19 ss LPrD). Ce registre constitue un outil important pour les différents partenaires de la protection des données et sert la transparence. Il révèle quels fichiers sont collectés par quel service. Le registre est public et peut être consulté sur le site Internet de l'Autorité[13].

Après la mise à jour de l'application informatique intervenue les années précédentes, il s'agissait essentiellement de vérifier la saisie des déclarations de fichiers. Un groupe de travail composé de représentantes et représentants d'une préfecture, des communes, du Service des communes ainsi que de l'Autorité a entrepris d'établir quelles sont les collectes de données existant dans une commune et de mettre au point des annonces-types. Les travaux sont en cours. En effet, une grande commune du canton de Fribourg s'est proposée d'établir des exemples de chaque déclaration de fichier pour faciliter la saisie des autres communes.

1.5 Echanges

En sus des rencontres entre collègues dans le cadre de privatim et du Groupe des Préposés latins, l'échange est important aussi avec la vingtaine de personnes dites «personnes de contact en matière de protection des données» des directions et établissements, qui ont aussi été invitées par la Préposée à la protection des données pendant l'année sous revue pour des échanges d'informations et de points de vue. Des informations leur sont fournies de manière ponctuelle sur différents thèmes (p. ex. newsletter, manifestations).

[12] https://www.fr.ch/atprd/institutions-et-droits-politiques/transparence-et-protection-des-donnees/registre-des-fichiers-refi
[13] http://appl.fr.ch/refi/etat/client/index.aspx

2. Statistiques

Protection des données en général

Durant la période considérée, 375 dossiers en matière de protection des données (sans les demandes Fri-Pers et vidéosurveillance, voir ci-dessous) ont été introduits, dont 68 sont pendants au 1er janvier 2019. Ces dossiers comprennent 115 conseils et renseignements, 88 avis, 28 examens de dispositions législatives, 26 communications de décisions (art. 27 al. 2 LPrD), 8 contrôles et inspection ou suivis de contrôle, 7 présentations, 42 participations à des séances et autres manifestations et 61 demandes diverses. 175 dossiers concernent des organes cantonaux ou des institutions chargées de tâches publiques, 82 des communes et paroisses, 70 d'autres organismes publics (cantons, autorités de protection des données), 47 des particuliers ou des institutions privées et 1 des médias (cf. statistiques annexées). Pour les dossiers pendants des années précédentes, 78 dossiers ont été réglés. De plus, et pour information, l'Autorité a été sollicitée à plusieurs occasions pour des questions pour lesquelles elle n'était pas compétente. Les organes publics ou les particuliers ont dès lors été dirigés auprès des services compétents.

FRI-PERS

Au 31 décembre 2018, 8 demandes ont été soumises à la Préposée à la protection des données pour préavis: 5 demandes d'accès, 2 demandes d'extension de l'accès et 1 demande d'autorisation spéciale. De ces requêtes, 4 demandes sont toujours en traitement et 4 ont obtenu un préavis positif. La collaboration avec la DSJ est bonne, de sorte que cette dernière a suivi les préavis de l'Autorité, pratiquement dans tous les cas. L'évolution des technologies permet de développer les modes d'utilisation de la plateforme Fri-Pers, et les requêtes deviennent de plus en plus complexes (pointues). Ainsi, la procédure et les documents sont constamment évalués par les services concernés.

Vidéosurveillance

Durant l'année 2018, la Préposée à la protection des données a reçu 8 demandes d'installation de vidéosurveillance avec enregistrement pour préavis, 6 annonces d'installation de vidéosurveillance sans enregistrement et a dû se déterminer à 6 reprises dans des cas de dénonciations d'installations sans autorisation. De ces requêtes, 13 préavis positifs ont été émis, 1 préavis défavorable, alors que les 6 restantes sont encore en cours de traitement. Certains préavis positifs étaient assortis de conditions, notamment de satisfaire à l'exigence de signalisation des systèmes de vidéosurveillance. Par ailleurs, 9 demandes émanaient des services de l'Etat ou de communes et 11 de privés. Conformément à ce que prévoit l'article 9 OVid, la liste des installations de vidéosurveillance est disponible sur les sites Internet des préfectures.

IV. Coordination entre la transparence et la protection des données

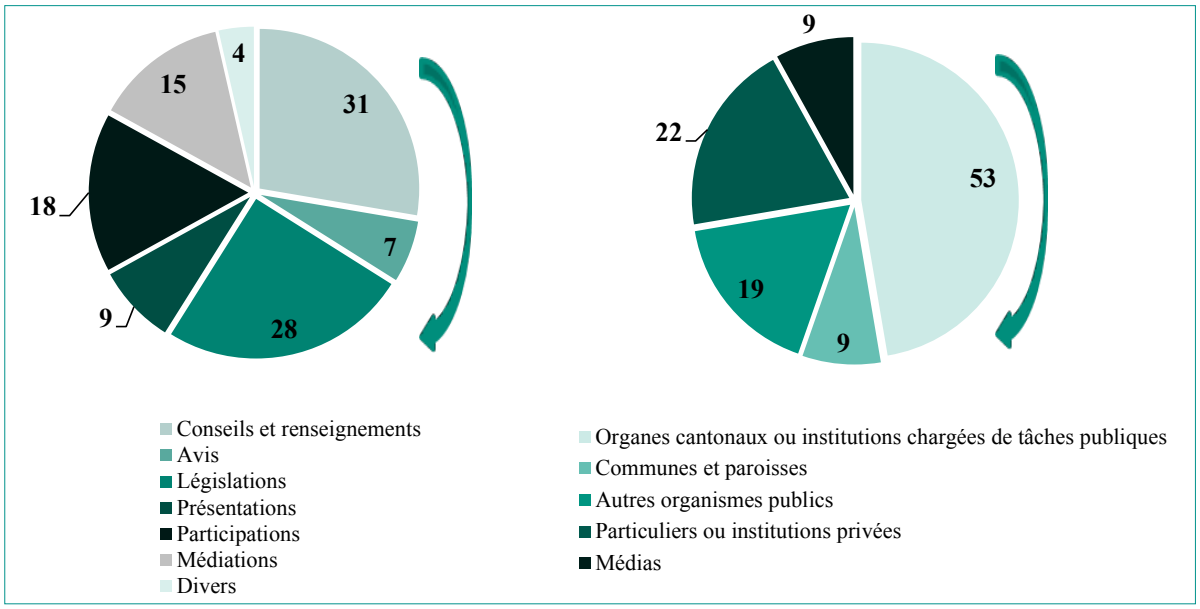
La bonne collaboration entre les deux Préposées s'est poursuivie en 2018. Plusieurs mesures avaient été prises dès le début pour la préservation de cette coopération. Les séances de la Commission, auxquelles les deux Préposées participent, traitent régulièrement les dossiers portant sur les deux domaines. Les Préposées se voient fréquemment pour les échanges nécessaires. Enfin, les contacts avec le Président favorisent également la coordination.

V. Remarques finales

L'Autorité cantonale de la transparence et de la protection des données **remercie** tous les organes publics pour la collaboration développée jusqu'ici, pour l'intérêt manifesté envers le droit d'accès à l'information ainsi qu'envers leur obligation de respecter les dispositions légales sur la protection des données personnelles et par là les personnes. Ces remerciements s'adressent en particulier aux personnes de contact au sein de l'administration et des établissements cantonaux qui aident efficacement les Préposées dans l'accomplissement de leurs tâches.

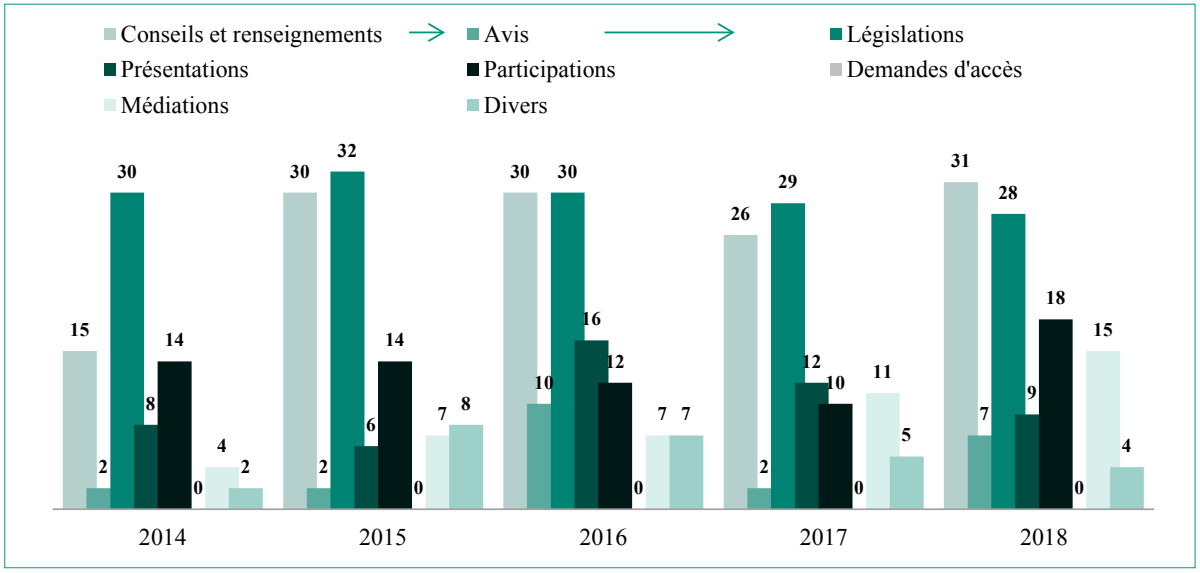
Statistiques de la transparence

Demandes / interventions en 2018

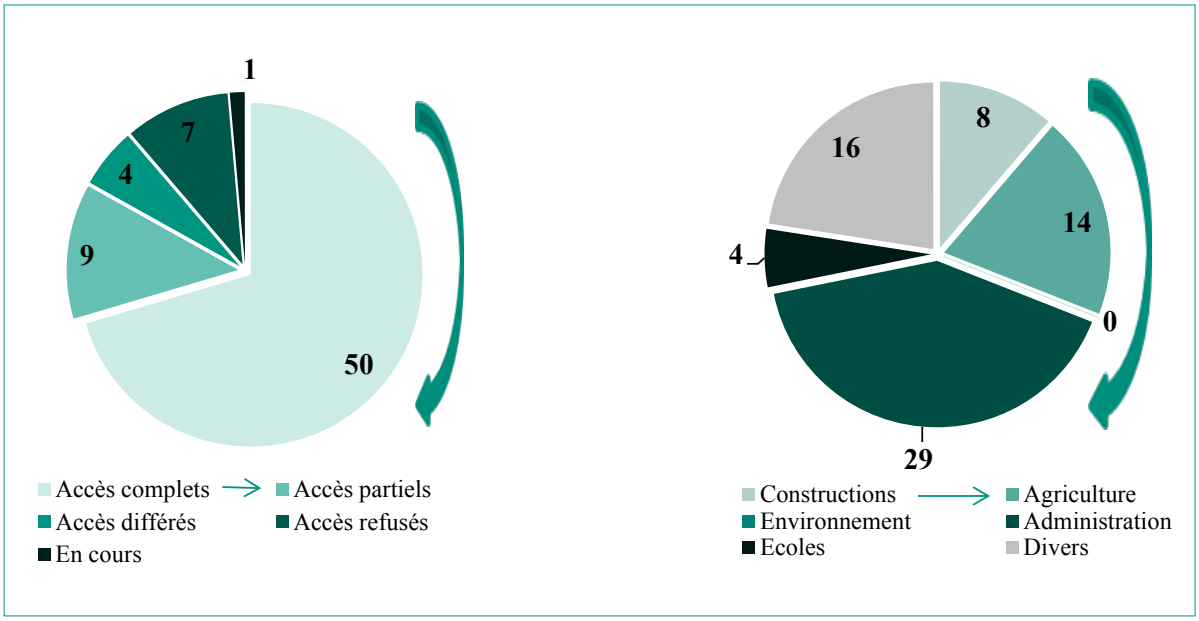


- Les «conseils et renseignements» sont donnés par la Préposée à la transparence.
- Le terme «législations» comprend les travaux de réflexion sur des dispositions législatives et les réponses aux consultations.
- La notion de «présentations» recouvre par ex. les exposés dans le cadre de la présentation du droit d'accès, les formations continues organisées par l'Etat de Fribourg et celles pour les apprenti-es et les stagiaires 3+1.
- La notion de «participations» recouvre par ex. les séances (groupes de travail), les conférences et les colloques.
- Parmi les 112 dossiers ouverts en 2018, 44 dossiers sont communs avec ceux de la protection des données, dont 28 consultations.

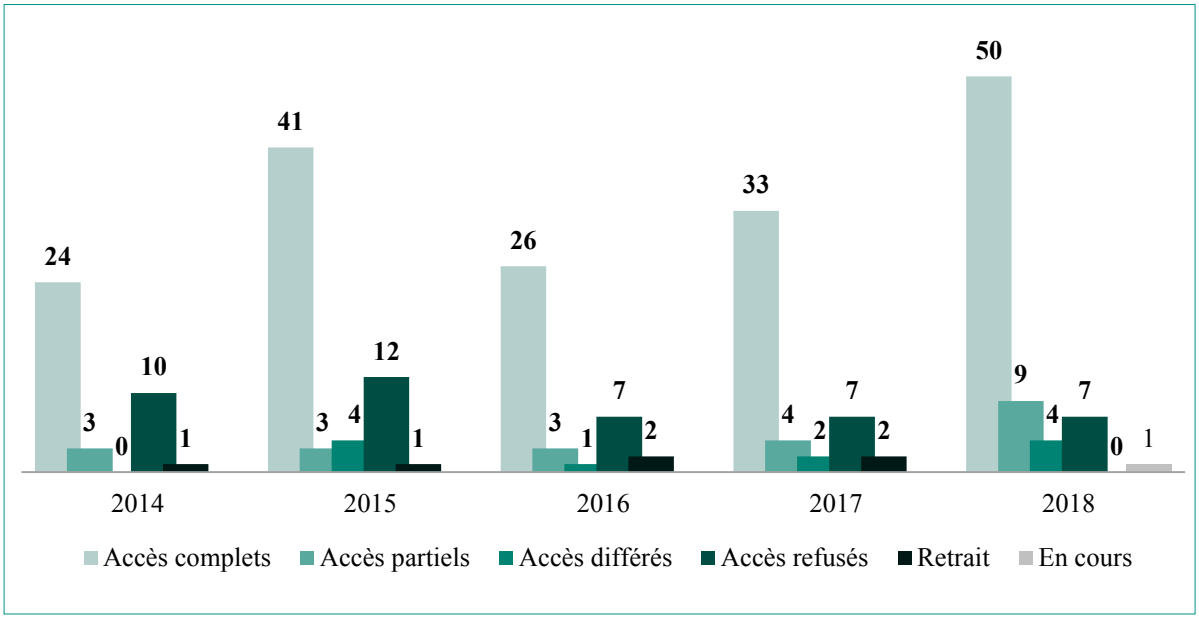
Comparatif



Evaluation du droit d'accès en 2018

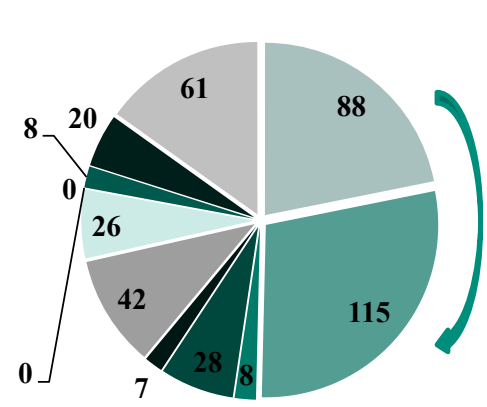


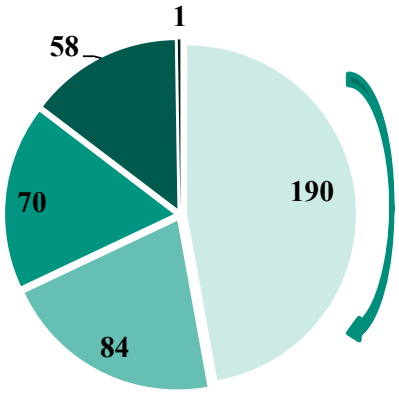
Comparatif



Statistiques de la protection des données, FRI-PERS et LViD

Demandes / interventions en 2018

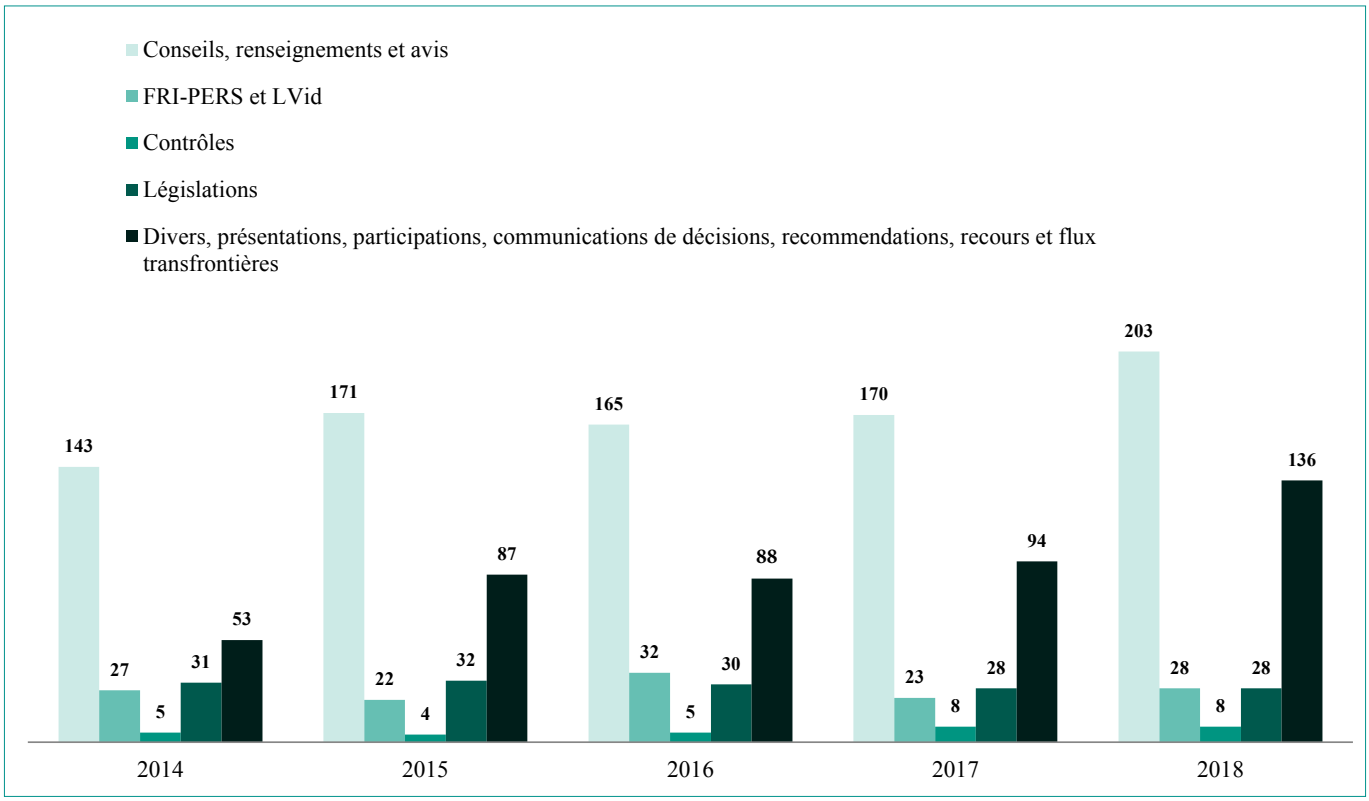




Avis
Contrôles
Présentations
Communications de décisions
Flux transfrontières
LVid
Conseils et renseignements
Législations
Participations
Recommandations et recours
FRI-PERS
Divers
Organes cantonaux ou institutions chargées de tâches publiques
Communes et paroisses
Autres organismes publics
Particuliers ou institutions privées
Médias

› Les «conseils et renseignements» concernent des questions posées par les organes publics ou par les particuliers concernés, ainsi que des questions relatives à leurs droits.
› Les «avis» sont rendus par la Préposée à la protection des données; ils comprennent les prises de position/conseils de la Préposée, établis sur la base d'une publication, d'un projet ou d'une proposition soumis par les organes publics ou par un particulier.
› Les «contrôles» comprennent les vérifications de l'application de la législation relative à la protection des données par la Préposée ainsi que leurs suivis.
› Le terme «législations» comprend les travaux de réflexion sur des dispositions législatives et les réponses aux consultations.
› La notion de «présentations» recouvre par ex. les exposés, les rapports et les formations continues organisées par l'Etat de Fribourg et celles pour les apprenti-es et les stagiaires 3+1.
› La notion de «participations» recouvre par ex. les séances (groupes de travail), les conférences et les colloques.
› Pour les «communications» de décisions, voir art. 27 al. 2 let. a LPrD.
› Pour les «recommandations», voir art. 30a LPrD.
› Pour les «flux transfrontières», voir art. 12a LPrD.
› Parmi les 403 dossiers ouverts en 2018, 44 dossiers sont communs avec ceux de la transparence, dont 28 consultations.

Comparatif



Demandes / interventions

Années	Avis	Conseils et renseignements	Contrôles	Législations	Présentations	Participations	Communications de décisions	Recommandations et recours	Flux transfrontières	FRI-PERS	LVid	Divers	Total
2018	88	115	8	28	7	42	26	0	0	8	20	61	403
2017	62	108	8	28	9	36	13	0	0	6	17	36	323
2016	43	122	5	30	10	29	12	4	0	15	17	33	320
2015	58	113	4	32	4	23	22	0	0	17	5	38	316
2014	37	106	5	31	5	25	3	0	1	9	18	19	259
2013	34	166	4	32	33	0	2	1	1	16	48	1	338
2012	95	71	6	27	16	0	1	0	0	13	28	25	282
2011	107	80	9	36	5	0	2	0	0	30	0	0	269

Tätigkeitsbericht 2018

—

vom 1. Januar bis
31. Dezember 2018

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Autorité cantonale de la transparence et de la protection des données ATPrD
Kantonale Behörde für Öffentlichkeit und Datenschutz ÖDSB

EC 918

Kantonale Behörde für Öffentlichkeit und Datenschutz
Chorherrengasse 2, CH-1700 Freiburg
T. +41 26 322 50 08, F + 41 26 305 59 72
www.fr.ch/atprd

April 2019

—

Auf 100% umweltfreundlichem Papier gedruckt

AN DEN GROSSEN RAT
DES KANTONS FREIBURG

Sehr geehrter Herr Präsident
Sehr geehrte Damen und Herren Grossrätinnen und Grossräte

Wir freuen uns, Ihnen den Tätigkeitsbericht der Kantonalen Behörde für Öffentlichkeit und Datenschutz für das Jahr 2018 zu unterbreiten. Nach einem kurzen Überblick über die allgemeinen Grundlagen für die Arbeit der Behörde (I) gehen wir im Besonderen auf die unterschiedlichen Tätigkeiten der Kommission an sich (II) und der Beauftragten für Öffentlichkeit und Transparenz sowie der Datenschutzbeauftragten (III) ein. Darauf folgen einige Bemerkungen zur Koordination der beiden Tätigkeitsfelder (IV) und anschliessend noch einige Schlussbemerkungen (V).

Mit vorzüglicher Hochachtung.

Freiburg, April 2019

Der Präsident der Kommission	Die Beauftragte für Öffentlichkeit und Transparenz	Die Datenschutz- beauftragte
L. Schneuwly	A. Zunzer Raemy (bis zum 30.06) M. Stoffel (ab dem 01.09)	A. Reichmuth Pfammatter

Inhalt

Abkürzungs- und Begriffsverzeichnis 6

I. Aufgaben und Organisation der Behörde 7

A. Allgemeines 7
B. Überkantonale Zusammenarbeit 9
C. Engagement in der Ausbildung 10
D. Öffentlichkeitsarbeit 10

II. Haupttätigkeiten der Kommission 11

A. Gemeinsame Themen 11
1. Stellungnahmen 11
1.1 Im Allgemeinen 11
1.2 Einige Beispiele von Stellungnahmen 11
2. Weitere Tätigkeiten 14
B. Öffentlichkeit und Transparenz 14
1. Evaluierung des Zugangsrechts 14
C. Datenschutz 15
1. Verfügungen und Beschwerden 15
2. Empfehlungen 15

III. Hauptaktivitäten der beiden Beauftragten 16

A. Bereich Transparenz 16
1. Schwerpunkte 16
1.1 Schlichtungen im Bereich Zugangsrecht 16
1.2 Mediationen basierend auf das Ombudsgesetz 19
1.3 Anfragen 19
2. Statistiken 19
B. Bereich Datenschutz 20
1. Schwerpunkte 20
1.1 Anfragen 20
1.2 Kontrollen 32
1.3 FRI-PERS und Videoüberwachung 33
1.4 ReFi – Register der Datensammlungen 36
1.5 Austausch 36
2. Statistiken 37

IV. Koordination zwischen Öffentlichkeit/Transparenz und Datenschutz 38

V. Schlussbemerkungen 38

ANHANG: Statistiken 39-42

Abkürzungs- und Begriffsverzeichnis

AFOCI	Freiburger Vereinigung zur Organisation überbetrieblicher Kurse
AHV	Alters- und Hinterlassenenversicherung
AHVN13	Dreizehnstellige AHV-Nummer
ArchG	Gesetz vom 10. September 2015 über die Archivierung und das Staatsarchiv
ASMVG	Amt für Straf und Massnahmenvollzug und Gefängnisse
AVAM	Verordnung über das Informationssystem für die Arbeitsvermittlung und die Arbeitsmarktstatistik
BHA	Amt für Bewährungshilfe
BLV	Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen
BMA	Amt für Bevölkerung und Migration
DSchG	Gesetz vom 25. November 1994 über den Datenschutz
DSG	Bundesgesetz vom 19. Juni 1992 über den Datenschutz
DSGVO	Datenschutz-Grundverordnung
ECALEX	Neues Gesetz über die Gebäudeversicherung, die Prävention und die Hilfeleistungen bei Brand und Elementarschäden
EDÖB	Eidgenössischer Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragter
E-GovSchG	Gesetz vom 2. November 2016 über den E-Government-Schalter des Staates
EKG	Gesetz vom 23. Mai 1986 über die Einwohnerkontrolle
Fedpol	Bundesamt für Polizei
FRI-PERS	Kantonale Informatikplattform der Einwohnerkontrolle
Fritic	Kompetenzzentrum der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport, verantwortlich für alle Aspekte rund um den Themenbereich Medien und ICT in den Freiburger Schulen
GSD	Direktion für Gesundheit und Soziales
HESSO//FR	Fachhochschule Westschweiz//Freiburg
InfoG	Gesetz vom 9. September 2009 über die Information und den Zugang zu Dokumenten
ITA	Amt für Informatik und Telekommunikation
JVBHA	Amt für Justizvollzug und Bewährungshilfe
KGV	Kantonale Gebäudeversicherung
KSTV	Kantonale Steuerverwaltung
LwA	Amt für Landwirtschaft
ÖDSB	Kantonale Behörde für Öffentlichkeit und Datenschutz
OmbG	Ombudsgesetz vom 25. Juni 2015
Privatim	Vereinigung der schweizerischen Datenschutzbeauftragten
POA	Amt für Personal und Organisation
ReFi	Register der Datensammlungen
SAP	Software (Systems, Applications and Products for data processing)
SHG	Sozialhilfegesetz vom 14. November 1991
SIS	Schengener Informationssystem
SJD	Sicherheits- und Justizdirektion
THEMIS	Fachapplikation bei den Betreibungsämtern
VE	Vorentwurf
VE-VSG	Vorentwurf Bundesgesetz über Vorläuferstoffe für explosionsfähige Stoffe
VidG	Gesetz vom 7. Dezember 2010 über die Videoüberwachung
VidV	Verordnung vom 23. August 2011 über die Videoüberwachung
VRG	Gesetz vom 23. Mai 1991 über die Verwaltungsrechtspflege

I. Aufgaben und Organisation der Behörde

A. Allgemeines

Die Kantonale Behörde für Öffentlichkeit und Datenschutz (ÖDSB) ist eine unabhängige Behörde, die administrativ der Staatskanzlei zugewiesen ist. Sie befasst sich mit den Bereichen Öffentlichkeit und Transparenz sowie Datenschutz.

Die Behörde setzt sich aus einer Kommission, einer Beauftragten für Öffentlichkeit und Transparenz (50%) und einer Datenschutzbeauftragten (50%) zusammen. Für die ÖDSB sind ausserdem eine Verwaltungsmitarbeiterin (80%) und eine Juristin (50%) tätig. Zudem gibt die Behörde Studienabgängern die Möglichkeit, ein sechsmonatiges juristisches Praktikum (100%) in den beiden Bereichen zu absolvieren. Die Behörde weist darauf hin, dass es für sie nicht einfach ist, ihre Datenschutz- und Informatiksicherheitsaufgaben mit den ihr zur Verfügung stehenden Mitteln in befriedigender Weise zu erfüllen. Die Datenschutzbeauftragte muss sich nämlich mit zahlreichen Grossprojekten befassen, in deren Rahmen sensible Daten bearbeitet werden und es auch um die Digitalisierung geht. Mit der Entwicklung neuer Technologien und immer komplexeren IT-Projekten braucht es zusätzliche Ressourcen, insbesondere im Bereich der Informationssicherheit.

Die Aufgaben der **Kantonalen Öffentlichkeits- und Datenschutzkommission sind** in Art. 40b des freiburgischen Gesetzes vom 9. September 2009 über die Information und den Zugang zu Dokumenten (InfoG)[1] sowie in Art. 30a des freiburgischen Gesetzes vom 25. November 1994 über den Datenschutz (DSchG)[2] geregelt. Es handelt sich insbesondere um folgende Aufgaben:

- sie stellt die Koordination zwischen der Ausübung des Rechts auf Zugang zu amtlichen Dokumenten und den Erfordernissen des Datenschutzes sicher,
- sie leitet die Tätigkeit der oder des Beauftragten für Öffentlichkeit und Transparenz und der oder des Datenschutzbeauftragten,
- sie äussert sich zu Vorhaben, insbesondere Erlassentwürfen, die sich auf den Datenschutz und/oder das Recht auf Zugang zu amtlichen Dokumenten auswirken, sowie in den vom Gesetz vorgesehenen Fällen,
- sie erlässt die Entscheide über das Zugangsrecht in den Fällen, in denen das Zugangsgesuch an eine Privatperson oder das Organ einer privaten Einrichtung gerichtet wurde, die öffentlich-rechtliche Aufgaben im Bereich der Umwelt erfüllen, selbst wenn sie keine rechtsetzenden Bestimmungen und keine Entscheide erlassen dürfen,
- sie evaluiert regelmässig die Wirksamkeit und die Kosten der Umsetzung des Rechts auf Zugang zu amtlichen Dokumenten und hält das Ergebnis in ihrem Bericht an den Grossen Rat fest,
- sie setzt das in Art. 22a DSchG vorgesehene Verfahren um, d.h. sie fordert die zuständige Behörde auf, die nötigen Massnahmen zu ergreifen, wenn gesetzliche Vorschriften verletzt werden oder verletzt werden könnten, und erhebt gegebenenfalls beim Kantonsgericht gegen die diesbezügliche Weigerung eines öffentlichen Organs Beschwerde.
- sie nimmt Stellung zu den Abweichungen vom Datenschutz in Versuchsphasen wie in Artikel 21 E-GovSchG vorgesehen.

[1] https://bdlf.fr.ch/frontend/versions/4692?locale=de
[2] https://bdlf.fr.ch/frontend/versions/4691?locale=de

2018 wurde die Kommission von *Laurent Schneuwly,* Präsident des Bezirksgerichts Saane, präsidiert. Die übrigen Kommissionsmitglieder waren: *Philippe Gehring* (Vize-Präsident) Informatikingenieur ETH, *Anne-Sophie Brady,* Gemeinderätin, *André Marmy,* Arzt, *Jean-Jacques Robert,* ehem. Journalist, *Luis Roberto Samaniego,* Ingenieur in IT Governance und IS-Security, und *Gerhard Fiolka,* assoziierter Professor an der Universität.

Die Kommission hielt im Jahr 2018 neun Sitzungen ab. Die Beratungen und die Entscheide der Kommission wurden jeweils von der Verwaltungssachbearbeiterin protokolliert.
Neben den Sitzungen betreute der Präsident die Dossiers, erledigte die Korrespondenz und besprach sich mit den Beauftragten. Sein Arbeitspensum machte über das ganze Jahr gesehen 149 Stunden aus. Schliesslich nahmen vereinzelt sowohl der Präsident als auch der Vizepräsident an Besprechungen teil.

Aufgaben der Beauftragten

Die Aufgaben der **Kantonalen Beauftragten für Öffentlichkeit und Transparenz** besteht nach Art. 41 InfoG hauptsächlich darin:

- die Bevölkerung und die Personen, die ihr Recht geltend machen möchten, über die Art, das Zugangsrecht auszuüben, zu informieren,
- die Information der öffentlichen Organe über die Anforderungen, die mit der Einführung des Zugangsrechts verbunden sind, und die entsprechende Ausbildung zu gewährleisten,
- die Schlichtungsaufgaben auszuüben, die ihr durch dieses Gesetz übertragen werden,
- die Arbeiten auszuführen, die ihr von der Kommission übertragen werden,
- das Endergebnis der wichtigsten Fälle, in denen ein Schlichtungsverfahren durchgeführt oder ein Entscheid erlassen wurde, zu veröffentlichen,
- der Kommission über ihre Tätigkeit und Feststellungen Bericht zu erstatten.

Dazu kommt die Vertretung des kantonalen Mediators gemäss Artikel 8 des Ombudsgesetzes vom 25. Juni 2015 (OmbG).

Die **Datenschutzbeauftragte** hat gemäss Artikel 31 DSchG hauptsächlich folgende Aufgaben:

- Sie überwacht die Anwendung der Gesetzgebung über den Datenschutz, namentlich durch systematische Überprüfungen bei den betreffenden Organen,
- sie berät die betreffenden Organe, namentlich bei der Planung von Datenbearbeitungsvorhaben,
- sie informiert die betroffenen Personen über ihre Rechte,
- sie arbeitet mit dem Eidgenössischen Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragten sowie mit den Aufsichtsbehörden für Datenschutz in den anderen Kantonen sowie im Ausland zusammen,
- sie prüft, ob ein angemessener Schutz im Ausland im Sinne von Artikel 12a Abs. 3 gewährleistet ist,
- sie führt die ihr von der Kommission übertragenen Aufgaben aus,
- sie führt das Register der Datensammlungen.

Dazu kommen noch weitere Aufgaben nach anderen Gesetzgebungen, z.B.:

- Fri-Pers-Stellungnahmen zu den Gesuchen um Zugriff auf die Informatikplattform mit den Einwohnerregisterdaten und Kontrolle der erteilten Bewilligungen in Zusammenarbeit mit dem Amt für Bevölkerung und Migration (Verordnung vom 14. Juni 2010 über die Informatikplattform für die Einwohnerregisterdaten)[3],

[3] https://bdlf.fr.ch/frontend/versions/4597?locale=de

› VidG-Stellungnahmen zu den Gesuchen um Bewilligung der Inbetriebnahme einer Videoüberwachungsanlage mit Datenaufzeichnung (Gesetz vom 7. Dezember 2010 über die Videoüberwachung; Verordnung vom 23. August 2011 über die Videoüberwachung)[4].

Das Gesetz über den Datenschutz sieht keine strikte Aufteilung der Aufsichtsaufgaben zwischen der Kommission und der Datenschutzbeauftragten vor. Die Kommission ist wie bisher (vgl. Tätigkeitsberichte der Vorjahre[5]) für die Aufgaben im Bereich der **Gesetzgebung** und die Dossiers zuständig, bei denen eine **allgemeine Datenschutzpolitik** festgelegt werden muss. Dazu kommt die Umsetzung des Verfahrens bei Verletzung von Datenschutzvorschriften (Art. 30a Abs. 1 Bst. c, Art. 22a und Art. 27 Abs. 2 DSchG, Beschwerdebefugnis gegen Verfügungen der öffentlichen Organe beim Kantonsgericht).

Die Behörde und der kantonale Mediator haben weiter zusammengearbeitet, wie im Ombudsgesetz (OmbG) vorgesehen.

B. Überkantonale Zusammenarbeit

Sowohl die Kantonale Beauftragte für Öffentlichkeit und Transparenz als auch die Datenschutzbeauftragte sind sehr um die Zusammenarbeit mit dem Eidgenössischen Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragten (EDÖB) und den anderen kantonalen Beauftragten bemüht. Zusammen nehmen sie an den in der Regel zwei Mal pro Jahr stattfindenden Treffen der *préposés latins à la protection des données et à la transparence* teil, an denen die Westschweizer Beauftragten sowie der Stellvertreter des Eidgenössischen Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragten jeweils aktuelle Themen besprechen und vertieft Erfahrungen austauschen.

Im Bereich Öffentlichkeit und Transparenz trifft sich die Arbeitsgruppe Öffentlichkeitsprinzip, an der auch die zuständigen Mitarbeiter des EDÖB sowie interessierte Beauftragte teilnehmen, rund zwei Mal pro Jahr. In dieser Runde geht es vor allem um Schlichtungen und spezifische Themen rund um das Öffentlichkeitsprinzip.

Auch die Datenschutzbeauftragte hat formell oder informell Kontakt mit dem EDÖB. Das Schengen-Assoziierungsabkommen, das im März 2006 von der Schweiz verabschiedet wurde und am 1. März 2008 in Kraft getreten ist, sieht die Teilnahme der Schweiz am Schengener Informationssystem (SIS) vor. Das Abkommen schreibt für jeden teilnehmenden Staat die Einsetzung einer nationalen Datenschutzkontrollbehörde vor. In der Schweiz werden die Aufsichtstätigkeiten durch den EDÖB und die kantonalen Datenschutzbehörden im Rahmen ihrer jeweiligen Zuständigkeiten wahrgenommen. Die *Koordinationsgruppe der schweizerischen Datenschutzbehörden* im Rahmen der Umsetzung des Schengen-Assoziierungsabkommens wurde im Jahr 2018 zweimal vom EDÖB einberufen[6]. Thema der Sitzung waren unter anderem die Schengen Evaluation der Schweiz 2018, die in der Zeit vom 26. Februar 2018 bis 2. März 2018 beim Bund sowie im Kanton Luzern stattgefunden hat. Die Brüsseler Experten waren der Ansicht, dass die Schweiz die Schengen-Akquis umsetze und anwende. Kritisiert wurden die ungenügenden Ressourcen des Luzerner Datenschutzbeauftragten. Einer Prüfung unterzogen wurde insbesondere die Nutzung des Schengener Informationssystems SIS, die Zusammenarbeit der Polizeibehörden sowie die Verarbeiten personenbezogener Daten.

[4] https://bdlf.fr.ch/app/de/texts_of_law/17.3/versions/3089 und https://bdlf.fr.ch/app/de/texts_of_law/17.31/versions/3090
[5] https://www.fr.ch/de/oedsb/institutionen-und-politische-rechte/transparenz-und-datenschutz/taetigkeitsberichte
[6] https://www.edoeb.admin.ch/edoeb/de/home.html

Die Datenschutzbeauftragte ist zudem wie die anderen kantonalen Datenschutzbehörden Mitglied der Vereinigung der schweizerischen Datenschutzbeauftragten **privatim**[7]. Die Behörde konnte auch 2018 von der Arbeit, die privatim zu allgemeinen Fragen von internationaler, nationaler und kantonsübergreifender Bedeutung geleistet hat, profitieren. Diese Zusammenarbeit ist von sehr grossem Nutzen, wenn nicht sogar unverzichtbar für die Meinungsbildung und dafür, möglichst koordiniert Stellung zu nehmen oder zumindest Standpunkte zu beziehen (z.B. für Antworten auf Vernehmlassungen). Die Generalversammlung fand im Frühjahr in Genf statt. Schwerpunktthema war die künstliche Intelligenz in einem weiteren Sinn mit Beiträgen zu «La cité intelligente» sowie «Quelle protection des données pour l'Homo numericus face à l'intelligence artificielle?». Das Herbstplenum fand in Glarus statt. Die Informationsveranstaltung war dem Thema «Blockchain» (Technologie, Anwendungen und datenschutzrechtliche Aspekte) gewidmet. Daneben organisierte privatim für Mitglieder resp. deren Mitarbeitende eine allgemeine Weiterbildungsveranstaltung sowie einen Workshop «Cloud Computing» und publizierte ein Merkblatt zu Online-Portalen von öffentlichen Verwaltungen.

Präsident von privatim ist seit Mitte Mai 2016 der Datenschutzbeauftragte des Kantons Basel-Stadt.

C. Engagement in der Ausbildung

Die Beauftragte für Öffentlichkeit und Transparenz sowie die Juristin der Behörde erteilten Kurse im Rahmen der Ausbildung der Lernenden und Praktikanten 3+1 (AFOCI-Kurse). Die Datenschutzbeauftragte ihrerseits leitete zwei Kurse an der HSW im Rahmen des Weiterbildungsangebots des Staates Freiburg (deutsch und französisch). Daneben referierte sie an zwei Halbtagen zum Thema Datenschutz im schulischen Umfeld auf Einladung von Fritic.

D. Öffentlichkeitsarbeit

Die Behörde verfolgt eine Politik der aktiven Information, z.B. über ihre Website und Publikationen wie Newsletter, Medienmitteilungen, Leitfäden und News[8]. Im Mai 2018 führte sie ihre traditionelle **Medienkonferenz** durch. Die Einführung der neuen Webseite des Kantons hatte für die Behörde aufwendige Arbeiten im Hinblick auf die Neugestaltung ihres Angebots und der Migration von Inhalten zur Folge. Dank Zugriff auf zusätzliche Arbeitskraft konnte die neue Webseite der Behörde attraktiver und informativer gestaltet werden.

Im halbjährlich erscheinenden **Newsletter**[9] gab die Behörde einem breiteren Publikum Einblick in ihre Arbeit und thematisierte aktuelle Themen rund um die Bereiche Transparenz und Datenschutz. **Speziell für die Gemeinden** erscheint jedes Jahr ein aktualisierter Leitfaden, der Informationen und Ratschläge für konkrete Anwendungsfälle liefert[10].

[7] http://www.privatim.ch/de/
[8] https://www.fr.ch/de/oedsb/institutionen-und-politische-rechte/transparenz-und-datenschutz/veroeffentlichungen
[9] https://www.fr.ch/de/oedsb/institutionen-und-politische-rechte/transparenz-und-datenschutz/newsletter
[10] https://www.fr.ch/sites/default/files/2019-02/atprd_guide_pratique_a_latt._des_communes_d_-_actualisation.pdf

II. Haupttätigkeiten der Kommission

A. Gemeinsame Themen

1. Stellungnahmen

1.1 Im Allgemeinen

Die Kommission äusserte sich zu verschiedenen Erlassentwürfen des **Kantons** und des **Bundes.**
Die Behörde hat auch 2018 erneut festgestellt, dass dem Öffentlichkeitsprinzip und dem Datenschutz in den neuen gesetzlichen Bestimmungen oft **Rechnung getragen** wird. Gesetzesentwürfe werden ihr normalerweise immer, Verordnungsentwürfe aber nicht in allen Fällen vorgelegt.

Da den Datenschutz- und Öffentlichkeitsprinzipien nur dann wirksam entsprochen werden kann, wenn der Gesetzgeber diese Grundsätze schon zu Beginn der Gesetzgebungsarbeiten einbezieht, würde es die Behörde begrüssen, wenn die erläuternden Berichte und Botschaften zu den ihr unterbreiteten Entwürfen die **Analyse auf Ebene des Öffentlichkeitsprinzips und des Datenschutzes** widerspiegeln würden (für die hinsichtlich Datenschutz die öffentlichen Organe verantwortlich sind, Art. 17 DSchG).

Der Kommission werden auch Entwürfe zugestellt, für die der Datenschutz oder das Öffentlichkeitsprinzip kaum relevant ist. In diesen Fällen beschränkt sie sich jeweils auf eine punktuelle Stellungnahme. Für sie ist es jedoch sehr wichtig, weitgehend informiert und konsultiert zu werden, da Gesetzesentwürfe in den verschiedensten Bereichen oft einen Einfluss auf die Lösungen haben, für die sich die Kommission oder die Beauftragten in anderen Dossiers aussprechen. Ausserdem muss die Behörde über die allgemeine gesetzgeberische Entwicklung im Kanton auf dem Laufenden sein.

Im Bemühen um Transparenz **veröffentlicht** die Kommission einen Grossteil ihrer Stellungnahmen auf ihrer Website[11].

1.2 Einige Beispiele von Stellungnahmen

Vorentwurf eines Ausführungsreglements zum Gesetz über die Pädagogische Hochschule
Der Vorentwurf sieht eine periodische Evaluation von Personal, Unterricht, Forschung und Leistungen Dritter vor. Die Kommission wies darauf hin, dass das Reglement hinsichtlich der Modalitäten bezüglich Weitergabe und Bekanntgabe der Ergebnisse klarer sein müsste.
Aus Sicht des Datenschutzes muss nach Meinung der Kommission die Anonymität der Personen, die die Evaluationsfragebogen ausfüllen, garantiert sein, und es müssen Regeln für die Weitergabe der Ergebnisse festgelegt werden. Die Kommission schlug vor, zu diesem Zweck eine Vorschrift darüber einzuführen, mit welchen Instrumenten die Beurteilungen durchgeführt werden sollen, und so Klarheit über die verwendeten Personendaten zu schaffen. Ausserdem müssen die Aufbewahrungsdauer und die Frist für die Vernichtung der Ergebnisse und der Personendaten bestimmt werden. Schliesslich muss die Verwendung der AHVN13 in einem Gesetz im formellen Sinn (in diesem Fall im Gesetz über die Pädagogische Hochschule) verankert und auf Sonder- und Ausnahmefälle beschränkt werden.
Die Kommission gab auch zu bedenken, dass die Aufbewahrungsdauer von 45 Jahren für die Daten, die sich auf die Personalien und die Bildungsgänge beziehen, datenschutzwidrig ist. Eine solche Aufbewahrungsdauer ist nur zulässig für Diplome und Titel, da dies im Interesse der ehemaligen Schüler ist.
Aus Sicht der Öffentlichkeit und Transparenz muss die PH der Kommission zufolge Klarheit darüber schaffen, an wen sie die Beurteilungsergebnisse weitergibt und in welcher Form.

[11] https://www.fr.ch/de/oedsb/institutionen-und-politische-rechte/transparenz-und-datenschutz/vernehmlassungen-0

Bundesgesetz über Vorläuferstoffe für explosionsfähige Stoffe
Die Behörde wurde um Stellungnahme zum Vorentwurf des Bundesgesetzes über Vorläuferstoffe für explosionsfähige Stoffe (VE-VSG) gebeten. Die Kommission äusserte sich dabei zum Datenschutz und wies zum Ersten darauf hin, es sei wichtig, in einer abschliessenden Liste festzulegen, was unter «Personendaten» im Sinne des Gesetzes zu verstehen sei. Eine solche Begriffsbestimmung ist unerlässlich, insbesondere um das Beschaffen besonders schützenswerter Personendaten zu rechtfertigen (beispielsweise für die Daten, die bei einem Gesuch um Zugang zu chemischen Vorläuferstoffen geliefert werden müssen).
Dann sieht der VE-VSG vor, dass beim Verkauf von Vorläuferstoffen von der Verkaufsstelle vorgängig die Erwerbsbewilligung über das Informationssystem von fedpol geprüft werden muss. Damit dies rechtmässig ist, muss dieser Punkt ausdrücklich im Gesetz verankert sein, und die abfragbaren Daten sind auf das Nötigste zu beschränken (Verhältnismässigkeitsprinzip).
Schliesslich hat die Kommission bereits mehrfach darauf hingewiesen, dass die Verwendung der 13-stelligen AHV-Nummer (AHVN13) als einheitlicher Personenidentifikator ausserhalb des Sozialversicherungswesens datenschutzwidrig ist.

Reglement über das Personal der KGV und Besoldungsreglement für das Personal der KGV
Die Kommission wurde um Stellungnahme zu einem Reglementsentwurf über die Besoldung und über das Personal der Kantonalen Gebäudeversicherung gebeten. In ihrer Vernehmlassungsantwort wies sie darauf hin, das Beschaffen medizinischer Daten bedinge eine formelle Gesetzesgrundlage, da es um besonders schützenswerte Personendaten gehe. Zudem dürfen nur die notwendigen Daten gesammelt werden. Ist für eine bestimmte Arbeitsstelle eine Gesundheitsprüfung notwendig, so muss festgelegt werden, wie diese im Einzelnen abläuft. Läuft die Gesundheitsprüfung über einen Fragebogen, so muss dieser von der Mitarbeiterin oder vom Mitarbeiter an die Vertrauensärztin oder den Vertrauensarzt geschickt werden. Niemand anderer als die Vertrauensärztin oder der Vertrauensarzt darf Zugang zum medizinischen Dossier der Mitarbeiterin oder des Mitarbeiters haben. Ausserdem muss sich die Weitergabe von Informationen aus dem Patientendossier durch die Vertrauensärztin oder den Vertrauensarzt auf die Auskunft beschränken, ob die Mitarbeiterin oder der Mitarbeiter in der Lage ist, die Funktion auszuüben (ja/nein), und ob allenfalls eine weitere ärztliche Untersuchung notwendig ist. Die Kommission wies darauf hin, dass der Arbeitgeber organisatorische und technische Massnahmen zur Gewährleistung der Informatiksicherheit treffen muss. Er sorgt mit regelmässigen Schulungen für die Sensibilisierung der Mitarbeitenden. Nach Ansicht der Kommission fehlten schliesslich Vorschriften über das Anlegen der Personalakte, die Dauer ihrer Aufbewahrung bzw. der verschiedenen Kategorien von Dokumenten und über das Zugangsrecht der betroffenen Person zu ihrer Akte. Die Kommission war der Ansicht, nur die Personalverwaltung der KGV dürfe Zugang zur Personalakte haben.

Gesetzesvorentwurf zur Änderung des Gesetzes über die direkten Kantonssteuern und des Gesetzes über die Erbschafts- und Schenkungssteuern
Die Kommission wurde um Stellungnahme zu einem Gesetzesvorentwurf zur Änderung des Gesetzes über die direkten Kantonssteuern und des Gesetzes über die Erbschafts- und Schenkungssteuern gebeten. Die Kommission begrüsste die Bemühungen um mehr Klarheit hinsichtlich der elektronischen Datenverarbeitung im Gesetz. Sie bedauerte jedoch, dass diese Vernehmlassung offenbar nur im eingeschränkten Vernehmlassungsverfahren durchgeführt wurde. Weiter gab die Kommission zu bedenken, dass nicht auf das DSchG verwiesen wird, obschon es um das Bearbeiten von Personendaten geht. In Bezug auf die Informationssysteme, die besonders schützenswerte Personendaten enthalten können, schlug die Kommission vor zu bestimmen, welche sensiblen Daten betroffen sind und insbesondere von welchen Organen sie weitergegeben werden. Was das vorgesehene Abrufverfahren betrifft,

so erinnerte die Kommission daran, dass jedes Abrufverfahren in einer spezifischen gesetzlichen Grundlage vorgesehen sein müsse. Da die vorgeschlagene Bestimmung über die gesetzliche Grundlage zu weit gefasst und zu vage sei und es um besonders schützenswerte Personendaten gehe, brauche es eine formelle und genügend detaillierte gesetzliche Grundlage, umso mehr als bei Abrufverfahren ein grösseres Missbrauchsrisiko bestehe. Dieses Gesetz ermächtige ausserdem den Staatsrat, Ausführungsbestimmungen zum Datenzugang und zu den Zugangsbewilligungen zu erlassen. Diesbezüglich schlug die Kommission vor, ein ähnliches Verfahren wie für den Zugang zu den Daten der Plattform Fri-Pers vorzusehen und die Behörde mit der Stellungnahme zu betrauen. Sie wies nochmals darauf hin, dass die Steuerpflichtigen das Recht haben, jederzeit die von ihnen eingereichten oder unterzeichneten Aktenstücke einzusehen. Schliesslich gab die Kommission zu bedenken, die Entsorgung der Unterlagen in Papierform sei verfrüht, denn sie sei nicht sicher, ob es zurzeit ein System gebe, das die Gleichwertigkeit der beiden Datenträger gewährleiste.

Verordnungsentwurf über den Espace Gesundheit-Soziales
Der Staat Freiburg will seinem Personal die Möglichkeit geben, sich an eine Beratungsstelle, den so genannten «Espace Gesundheit-Soziales», wenden zu können. Diese Beratungsstelle bietet insbesondere bei Verletzung der Integrität, psychosozialen Problemen am Arbeitsplatz oder auch bei finanziellen und persönlichen Problemen Unterstützung. Die Kommission wurde von der Finanzdirektion zu diesem Verordnungsentwurf um Stellungnahme gebeten. Sie gab zu bedenken, die im Kontext des Espace Gesundheit-Soziales bearbeiteten Daten seien besonders schützenswerte Personendaten, bei deren Bearbeitung eine besondere Sorgfaltsplicht geboten ist, um der entsprechend erhöhten Gefahr der Persönlichkeitsverletzung zu begegnen (s. Art. 3 Bst. c und Art. 8 DSchG). Die Kommission erinnerte daran, die Garantie der Vertraulichkeit des Vorgehens sowie des Inhalts seien vorrangig. Deshalb sei eine Bekanntgabe nur möglich, wenn sie in einer formellen gesetzlichen Grundlage vorgesehen sei (s. Art. 10 Abs. 1 Bst. a DSchG), namentlich im Strafgesetzbuch, oder wenn für die Mitarbeiterin oder den Mitarbeiter eine Gefährdungssituation bestehe. Die Personendaten dürften grundsätzlich nur bei der betroffenen Person erhoben werden (s. Art. 9 Abs. 1 DSchG). Ohne ausdrückliche Zustimmung der betroffenen Mitarbeitenden dürften auch keine Daten über eine Datenbank beschafft werden. Schliesslich betonte die Kommission, es müssten technische und organisatorische Massnahmen getroffen werden, damit das POA keine Kenntnis der Zugriffe des Espace Gesundheit-Soziales via HR-Access erhält.

Änderung der Verordnung über den Allgemeinen Teil des Sozialversicherungsrechts - Ausführungsbestimmungen zur Überwachung von Versicherten
Im Rahmen des Verordnungsentwurfs über den Allgemeinen Teil des Sozialversicherungsrechts, mit dem Ausführungsbestimmungen zur Überwachung von Versicherten eingeführt werden, stellte die Kommission fest, aus Sicht des Datenschutzes würden sich die Bestimmungen über die Verwaltung und Aufbewahrung der Akten nur an die Versicherer richten. Sie schlug vor, in der Verordnung auch die Modalitäten für die Verwaltung und Aufbewahrung der Akten zu regeln, die von den Spezialisten angelegt werden, die Observationen durchführen, und die für sie geltenden Regeln bezüglich Datenschutz und Datensicherheit sollten darin klar definiert werden. In diesem heiklen Bereich der Überwachungen im Rahmen der Sozialversicherungen hält es die Kommission für notwendig, dass der Bundesrat die Datenschutzpflichten der Spezialisten klar bestimmt und diese Pflichten ausdrücklich in der Verordnung verankert werden.

2. Weitere Tätigkeiten

Die Kommission (bzw. das eine oder andere Mitglied oder der Präsident) hatte sich auch noch mit vielen anderen Aufgaben zu beschäftigen, wie die folgenden Beispiele zeigen. Insbesondere IT-Projekte stehen regelmässig auf der Tagesordnung der Kommission.

Im Berichtsjahr war die Verwendung der AHVN13 ein entscheidendes Thema für die Kommission. Sie zeigte sich über die Tendenz besorgt, eine universelle Verwendung dieser Nummer zu planen. Diese war ursprünglich ausschliesslich im Bereich des Sozialversicherungsrechts vorgesehen.

Die Kommission befasste sich auch mit verschiedenen Dossiers in Zusammenhang mit der Digitalisierung der Kantonsverwaltung (s. Richtplan der Digitalisierung und der Informationssysteme). Sie beschäftigte sich namentlich mit diversen Pilotprojekten, die dank der Rechtsgrundlage des Gesetzes über das E-Government und der positiven Stellungnahme der Kommission umgesetzt werden können. Ein weiteres Projekt, das die Kommission begleitet, beinhaltet die Einführung eines kantonalen Bezugssystems, das als Datenbank für die ganze Verwaltung vorgesehen ist.

Die Kommission bzw. ein einzelnes Mitglied oder der Präsident diskutiert zudem regelmässig bestimmte Dossiers mit der Öffentlichkeitsbeauftragten und der Datenschutzbeauftragten, in welchen es um Grundsatzfragen geht, und nimmt dazu Stellung (z.B. Empfehlungen der Öffentlichkeitsbeauftragten, Nachkontrolle im Bereich des Datenschutzes oder auch systematische Datenbekanntgaben durch die Kantonsbehörden).

B. Öffentlichkeit und Transparenz

1. Evaluierung des Zugangsrechts

Nach den der Behörde bekanntgegebenen Zahlen sind 2018 bei den freiburgischen öffentlichen Organen 71 Zugangsgesuche eingereicht worden. In 50 Fällen bewilligten die öffentlichen Organe den vollumfänglichen Zugang, in 9 Fällen einen teilweisen Zugang. In 4 Fällen wurde der Zugang aufgeschoben. In 7 Fällen wurde der Zugang zu den Dokumenten verweigert. In einem Fall ist das Zugangsbesuch noch in Bearbeitung. Die meisten Gesuche betrafen die Bereiche Administration, Landwirtschaft, Bauwesen und Schule.

Die Evaluation spiegelt die Anzahl der Gesuche wieder, die der Behörde von den öffentlichen Organen gemeldet werden. Wie die eidgenössische Behörde geht aber auch die kantonale Behörde davon aus, dass tatsächlich weit mehr Zugangsgesuche eingereicht werden, die aber nicht immer als solche erkannt, daher auch nicht immer unter dem Aspekt des InfoG behandelt und in der Folge auch nicht gemeldet werden. Eine stete Sensibilisierung der öffentlichen Organe wird daher als sehr wichtig erachtet.

Der Zeitaufwand für das Zugangsrecht im Allgemeinen und demzufolge die Kosten für die Umsetzung des Zugangsrechts zu Dokumenten variieren erheblich. Einige öffentliche Organe haben für 2018 einen Zeitaufwand von weniger als einer Stunde für das Zugangsrecht angegeben, während andere bis zu 30 Stunden investiert haben.

C. Datenschutz

1. Verfügungen und Beschwerden (Art. 30a Abs. 1 Bst. c, 22a, 27 DSchG)

Eine gesetzliche Aufgabe der Kommission liegt in der Umsetzung des Verfahrens nach Artikel 22a, wonach bei einer Verletzung oder einer möglichen Verletzung der Datenschutzvorschriften die Aufsichtsbehörde das betroffene öffentliche Organ auffordert, innert einer bestimmten Frist die nötigen Abhilfemassnahmen zu treffen, und gegebenenfalls beim Kantonsgericht gegen die Weigerung eines öffentlichen Organs Beschwerde erhebt. 2018 erhielt die Kommission 26 Entscheide in Kopie von der Kantonspolizei (in erster Linie Datenlöschungs- und Zugangsgesuche). Die Kommission erhob keine Beschwerde, weil die Entscheide ihrer Ansicht nach mit der geltenden Gesetzgebung übereinstimmten. Die Kommission begrüsst es insbesondere, dass ihr die Kantonspolizei ihre Entscheide regelmässig unterbreitet.

2. Empfehlungen

Die Kommission hat im Berichtsjahr keine Empfehlungen abgegeben.

III. Hauptaktivitäten der beiden Beauftragten

A. Bereich Transparenz

1. Schwerpunkte

1.1 Schlichtungen im Bereich Zugangsrecht

Im Berichtsjahr gingen bei der Öffentlichkeitsbeauftragten 15 Schlichtungsanträge ein. In 7 Fällen kam es zu einer Einigung, in 4 Fällen erliess die Beauftragte eine Empfehlung. 2 Schlichtungsfälle, die Ende 2017 noch hängig gewesen waren, wurden 2018 mit einer Empfehlung abgeschlossen. 4 Schlichtungen waren Ende des Berichtsjahres noch pendent.

Beim ersten der Ende 2017 noch pendenten Schlichtungsfälle ging es um den Zugang zu **Subventionsdossiers von kulturellen Veranstaltern.** Eine kulturelle Vereinigung hatte von der Agglomeration Freiburg Zugang zu der Liste aller kulturellen Subventionsträger zwischen 2010 und 2017 und den ihnen zugesprochenen Beträgen, zu deren eingereichten Dossiers sowie zu allen teilweise oder vollständig abschlägigen Stellungnahmen im selben Zeitraum verlangt. Da sie nur einen Teil der gewünschten Dokumente erhielt, reichte sie über einen Anwalt ein Schlichtungsgesuch ein und limitierte in der Folge das Zugangsgesuch auf zwei Dossiers. Die Beauftragte anerkannte in ihrer Empfehlung, dass sich in den gewünschten Dokumenten potentiell Passagen befänden, die unter die Ausnahmebestimmungen des InfoG fallen und die es daher einzuschwärzen gelte. Eine vollkommene Zugangsverweigerung sei deshalb aber nicht angebracht. Die Öffentlichkeitsbeauftragte sprach sich vielmehr für einen teilweisen Zugang zu den gewünschten Dokumenten aus.

Beim zweiten noch pendenten Fall handelte es sich um den Zugang zu einer Reihe von **Dokumenten im Umweltbereich,** um den eine Privatperson bei mehreren Organen der Kantonsverwaltung nachgesucht hatte. Da innerhalb der im Gesetz vorgesehenen Frist keine Antwort eingegangen war, nahm die Privatperson Kontakt mit der Behörde auf. Die Privatperson zeigte sich mit der darauffolgenden Übermittlung eines Teils der gewünschten Dokumente nicht zufrieden. Da auch ein nach der Mediationssitzung erfolgter weiterer Versand an Dokumenten nicht die vor allem gewünschten wissenschaftlichen Dokumente enthielt, verfasste die Öffentlichkeitsbeauftragte auf Wunsch der Antragstellerin eine Empfehlung. Darin sprach sie sich dafür aus, dass die betroffenen Organe der Kantonsverwaltung Zugang nach den Regeln des InfoG zu allen jenen Dokumenten gewähren, die sich allenfalls noch bei ihnen befinden. Was die wissenschaftlichen Dokumente anbelangt, so empfahl die Beauftragte der Antragstellerin, ein Zugangsgesuch bei jener Vereinigung einzureichen, bei der sich die Dokumente nach Aussage der Organe der Kantonsverwaltung befinden und die nach Analyse der Beauftragten direkt dem InfoG unterstellt ist.

Der erste Schlichtungsantrag im Jahr 2018 wurde von einem Journalisten eingereicht, der bei der Direktion für Gesundheit und Soziales Zugang zu einem **Bericht des Kantonsarztamtes** zu einem Altersheim verlangt und eine abschlägige Antwort erhalten hatte. Im Laufe des Mediationsverfahrens stellte sich heraus, dass der gewünschte Bericht Teil eines laufenden Verwaltungsverfahrens beim betreffenden Oberamt war und das InfoG demzufolge keine Anwendung fand. Der Journalist bat die Beauftragte daher, das Verfahren einzustellen.

Der zweite Schlichtungsantrag wurde vom selben Journalisten eingereicht, nachdem er bei der Stadt Bulle ein Zugangsgesuch zu mehreren **Dokumenten rund um die Neugestaltung des Stadtzentrums** eingereicht hatte und der Zugang verweigert worden war. Nach der vorbereitenden Sitzung der Transparenzbeauftragten mit der Stadtverwaltung entschied der Journalist das Verfahren einzustellen und das Dossier wurde dementsprechend ad acta gelegt.

In einem dritten Fall ging es um den Zugang zu sämtlichen in Rechtskraft erwachsenen **Entscheiden** der Jahre 2015 bis 2017 bezüglich Tierhalteverbote sowie des behördlichen Einschreitens und der Behördenbeschwerde **gemäss Schweizerischem Tierschutzgesetz.** Ein Anwalt hatte ein entsprechendes Zugangsgesuch an die Kantonsverwaltung gerichtet und von der Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft aufgrund überwiegendem privaten Interesse eine abschlägige Antwort erhalten. Die Öffentlichkeitsbeauftragte räumte in ihrer Empfehlung ein, dass diese Ausnahmebestimmung in der Tat für einige Passagen in den betroffenen Dokumenten zutreffen könne, eine vollkommene Zugangsverweigerung aber nicht verhältnismässig sei. Es sei vielmehr ein teilweiser Zugang nach den Regeln des InfoG zu gewähren.

Zwei weitere Schlichtungsanträge wurden von einer Privatperson eingereicht. Dabei ging es einerseits um die **Sankt Nikolaus Rede,** die 2017 in einer Gemeinde gehalten worden war. Nach mehreren Kontakten der Transparenzbeauftragten mit der zuständigen Gemeinderätin, welche die Anfrage des Bürgers nicht als Zugangsgesuch erachtet und erst auf Nachfrage seinerseits eine negative Antwort gegeben hatte, stellte der Gemeinderat dem Bürger das gewünschte Dokument zu. Andererseits ging es demselben Bürger um den Zugang zu einem **Briefwechsel zwischen einer Gemeinde und der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport.** Er hatte innerhalb der im InfoG vorgesehenen Frist keine Antwort auf sein Zugangsgesuch erhalten und daher einen Mediationsantrag eingereicht. Nach Kontaktnahme der Transparenzbeauftragten mit der zuständigen Direktion erhielt der Bürger die gewünschten Schreiben.

Beim sechsten und siebten Schlichtungsantrag ging es um den **Auditbericht,** den der Verwaltungsrat des freiburger Spitals (HFR) im August 2017 in Auftrag gegeben hatte, um die Unternehmensführung des HFR zu analysieren. Nach der Veröffentlichung einer Zusammenfassung des Berichts und einer diesbezüglichen Medienmitteilung im Februar 2018 stellten mehrere Personen ein Zugangsgesuch zu dem Bericht. Das HFR wollte in der Folge Zugang zu einer eingeschwärzten Version gewähren, zwei betroffene Drittpersonen sprachen sich aber dagegen aus und reichten einen Mediationsantrag ein. Die Transparenzbeauftragte sprach sich in der Folge für eine leicht weitgehendere Einschwärzung des Berichts aus und empfahl dem HFR teilweisen Zugang in dieser Form zu gewähren.

Beim achten Schlichtungsantrag ging es um den Einspruch einer Drittperson gegen ein Gesuch um **Zugang zu einem Oberamtsentscheid** über den Unterhalt der Abwasserkanalisationen in einem Sektor einer Gemeinde des Kantons. Gegenstand dieses Entscheids waren Beschwerden verschiedener Eigentümer des Sektors gegen eine Gemeindeverfügung. Nach Anhörung der betroffenen Drittpersonen entschied sich das Oberamt trotz Widerspruchs einer der Drittpersonen für die vollumfängliche Zugangsgewährung zum Entscheid. Die eine Person, die damit nicht einverstanden war, verlangte daraufhin eine Schlichtung bei der Öffentlichkeitsbeauftragten, wobei sie ein überwiegendes privates Interesse geltend machte. Die Beauftragte befand, die geschützte Privatsphäre der Person werde davon nicht berührt und es bestehe somit kein überwiegendes privates Interesse, das einem Zugangsgesuch entgegengesetzt werden könnte. Sie empfahl, die Einsichtnahme in den Entscheid zu gewähren. Das Oberamt folgte dieser Empfehlung.

Der neunte Schlichtungsantrag betraf Gesuche um Zugang zu **Dokumenten und Informationen in Zusammenhang mit dem Entwurf eines ECALEX-Ausführungsreglements und den KGV-Richtlinien** bei der Sicherheits- und Justizdirektion (SJD). Nach der Intervention der Öffentlichkeitsbeauftragten gewährte die SJD den Zugang zu den Dokumenten in drei Etappen, nachdem die antragstellende Person bemängelt hatte, die Unterlagen seien nach den ersten beiden Zustellungen nicht vollständig gewesen, und bestimmte Fragen präzisiert und noch weiter Fragen gestellt hatte. Die antragstellende Person verlangte von der Behörde festzustellen, die SJD habe dabei das Beschleunigungsgebot sowie das Prinzip von Treu und Glauben missachtet. Die Behörde hat eine Aufsichtsbefugnis für die Umsetzung des Zugangsrechts bei Zugangsgesuchen, aber das InfoG äussert sich nicht dazu, ob diese Aufsicht Aufgabe der Öffentlichkeitsbeauftragten oder der Kommission ist. Da die Öffentlichkeitsbeauftragte eine Schlichtungsaufgabe innehat, die sie in diesem Fall wahrnahm, übte die Kantonale Öffentlichkeits- und Datenschutzkommission diese Aufsichtsbefugnis aus. Sie entschied, das SJD habe die Gesuche mit der nach InfoG gebotenen Sorgfalt und Zügigkeit (Art. 9 Abs. 1 InfoG) sowie nach Treu und Glauben (Art. 8 Abs. 2 InfoG) behandelt. Die antragstellende Person reichte gegen diesen Entscheid beim Kantonsgericht Beschwerde ein. Diese Beschwerde war Ende des Berichtsjahrs noch hängig.

Beim zehnten Schlichtungsantrag ging es um ein Gesuch um Zugang zu **einem Bericht eines interimistisch eingesetzten Gemeinderats über sein Mandat** in einer Freiburger Gemeinde, der vom Oberamtmann verlangt worden war. In der von der Öffentlichkeitsbeauftragten anberaumten Mediationssitzung einigten sich die Person, die den Zugang zum Bericht beantragt hatte, und der Oberamtmann darüber, sich über den Inhalt des Berichts auszutauschen. Die antragstellende Person bat die Öffentlichkeitsbeauftragte, ihr Schlichtungsgesuch zu sistieren. Das Gesuch war Ende des Berichtsjahrs immer noch sistiert.

Der elfte Schlichtungsantrag wurde von einer Person eingereicht, die Zugang zu **Protokollen einer parlamentarischen Kommission des Grossen Rates** verlangt hatte. Die Protokolle nicht öffentlicher Sitzungen sind Sonderfälle, in denen nach InfoG der Zugang ausgeschlossen ist. In der von der Öffentlichkeitsbeauftragten anberaumten Mediationssitzung informierte das öffentliche Organ die antragstellende Person, die verlangten Protokolle enthielten nicht die von ihr gewünschten Informationen. Die betreffende Person bat die Öffentlichkeitsbeauftragte, den Fall zu den Akten zu legen.

Beim zwölften Schlichtungsantrag ging es um ein Gesuch an die RUBD um Zugang zu **Dokumenten in Zusammenhang mit den Bundessubventionen für das Poya-Projekt sowie zur Korrespondenz** zwischen der RUBD und dem ASTRA seit dem 30. September 2016. Nach der Intervention der Öffentlichkeitsbeauftragten lieferte die RUBD die verlangten Unterlagen vor der Mediationssitzung. Während der Sitzung vereinbarte die antragstellende Person mit der RUBD, diese solle sicherstellen, dass wirklich die gesamte verlangte Korrespondenz übermittelt wurde, und sie bat die Öffentlichkeitsbeauftragte, den Fall zu den Akten zu legen.

Der dreizehnte Schlichtungsantrag betraf **diverse Dokumente und Informationen im Besitz der KGV.** Obschon sich die antragstellende Person weigerte, an der von der Öffentlichkeitsbeauftragten anberaumten Mediationssitzung teilzunehmen, stellte ihr die KGV Informationen und Dokumente zu. Dieser Fall war Ende des Berichtsjahrs noch pendent.

Beim vierzehnten Schlichtungsantrag ging es um **Lärmschutzmassnahmen** der RUBD an Freiburger Kantonsstrassen. Die Öffentlichkeitsbeauftragte berief eine Mediationssitzung ein, die aber im Berichtsjahr nicht stattfinden konnte. Dieser Fall war Ende des Berichtsjahrs noch hängig.

Der fünfzehnte Schlichtungsantrag wurde von einer Journalistin gestellt und bezog sich auf den Bericht über eine **Administrativuntersuchung einer Freiburger Gemeinde.** Die Öffentlichkeitsbeauftragte berief eine Mediationssitzung ein, die aber im Berichtsjahr nicht mehr stattfinden konnte. Dieser Fall war Ende des Berichtsjahrs noch pendent

1.2 Mediationen basierend auf das Ombudsgesetz

Als Stellvertreterin des kantonalen administrativen Mediators in Fällen, in denen dieser in Ausstand treten muss, kam die Beauftragte 2018 nicht zum Einsatz.

1.3 Anfragen

Im Berichtsjahr nahmen erneut sowohl Bürger als auch öffentliche Organe regelmässig Kontakt mit der Transparenzbeauftragten auf, um Informationen über ihre Rechte und Pflichten im Zusammenhang mit dem Zugangsrecht einzuholen. Die Palette der interessierenden Dokumente war wie auch in den Vorjahren breitgefächert: so ging es neben den im Zusammenhang mit den Mediationen genannten Dokumenten um Entscheide über Administrativverfahren, Archive, Dokumente in Zusammenhang mit der Raumplanung, das Bauwesen, den Strassenverkehr oder auch um Dokumente von Generalversammlungen eines interkommunalen Verbands.

Häufig waren dabei Drittpersonen involviert und die öffentlichen Organe wollten sich nach dem notwendigen Vorgehen erkundigen. Die Transparenzbeauftragte wies die öffentlichen Organe darauf hin, dass eine von einem Zugangsgesuch betroffene Drittperson in der Regel kontaktiert und um ihre Meinung gefragt werden solle (Art. 32 Abs. 2 InfoG). Ist die Drittperson einverstanden und spricht auch vom zuständigen öffentlichen Organ her nichts gegen die Veröffentlichung des Dokuments, so ist der Zugang zu gewähren. Spricht sich die Drittperson dagegen aus, muss das öffentliche Organ analysieren, ob es den Zugang infolgedessen ablehnt oder doch Zugang gewähren möchte, da das öffentliche Interesse am Zugang zu dem Dokument seiner Meinung nach überwiegt. Die Drittperson wäre in diesem Fall über das Ansinnen des öffentlichen Organs, Zugang zu gewähren, zu informieren und sie hätte die Möglichkeit, bei der Öffentlichkeitsbeauftragten einen Schlichtungsantrag einzureichen (Art. 32 Abs. 3 und Art. 33 Abs. 1 InfoG).

Auch 2018 wies die Öffentlichkeitsbeauftragte bei unterbreiteten Einzelfällen regelmässig auf die Grenzen ihrer Funktion hin. Sie kann allgemein gehaltene Auskünfte im Bereich Öffentlichkeit und Transparenz erteilen, aber keine ausführliche Stellungnahme in konkreten Fällen abgeben. Die Formulierung einer Empfehlung ist einer allfälligen Schlichtungsphase im Sinne von Artikel 33 InfoG vorbehalten. Die Öffentlichkeitsbeauftragte muss vor dieser Etappe also neutral bleiben.

2. Statistiken

Im Berichtszeitraum waren 112 Dossiers in Bearbeitung, wovon 25 per 1. Januar 2019 noch hängig waren. Die Öffentlichkeitsbeauftragte war in 31 Fällen beratend tätig und erteilte Auskünfte, nahm in 7 Fällen Stellung, befasste sich in 28 Fällen mit der Prüfung gesetzlicher Bestimmungen, verfasste 9 Präsentationen, nahm an 18 Sitzungen und sonstigen Veranstaltungen teil und befasste sich mit 15 Schlichtungsbegehren und 4 sonstigen Begehren. 53 Dossiers betrafen kantonale Stellen oder mit öffentlichen Aufgaben betraute Institutionen, 9 Gemeinden, 19 andere öffentliche Organe (Kantone, Behörden für Öffentlichkeit und Transparenz), 22 Privatpersonen oder private Institutionen und 9 die Medien (s. Statistiken im Anhang).

B. Bereich Datenschutz

—

1. Schwerpunkte

1.1 Anfragen

Die Behörde wird sowohl von Direktionen, Gemeinden und auch Organen privater Einrichtungen, die mit öffentlich-rechtlichen Aufgaben betraut sind, als auch von Privatpersonen zu verschiedenen Themen um Stellungnahme angefragt. Das Vorgehen bei der Beantwortung bleibt informell. Nach Bedarf und Möglichkeit werden bei den anfragenden oder involvierten Organen oder Dienststellen Auskünfte eingeholt. Die Zusammenarbeit mit den verschiedenen Direktionen und Dienststellen funktioniert mehrheitlich gut.

2018 befasste sich die Datenschutzbeauftragte mit verschiedenen Dossiers in Bezug auf Vorprojekte des ITA, in deren Rahmen Personendaten bearbeitet werden. Ausserdem nahm sie an mehreren Arbeitsgruppen teil (kantonales Bezugssystem, Pilotprojekte für Cloud-Lösungen). Die Beauftragte leitet auch die Arbeitsgruppe, in der viele Dienststellen und Direktionen des Staates vertreten sind und die für die Revision des Datenschutzgesetzes und seine Anpassung an die europäische Gesetzgebung eingesetzt worden ist, und zwar mit der Unterstützung eines Mitarbeiters des GGA. Dazu sollen in einer kleineren Arbeitsgruppe Vorschläge zum Inhalt jeder einzelnen Gesetzesbestimmung gemacht und für die Revision relevante Nachforschungen punkto Gesetzgebung, Rechtsprechung und Rechtslehre angestellt werden.

Die Datenschutzbeauftragte ist Mitglied der Begleitgruppe von Cybersanté und hat 2018 an mehreren Sitzungen teilgenommen. «Cybersanté» ist das Projekt zur Einführung beispielsweise des elektronischen Patientendossiers gemäss entsprechendem Bundesgesetz. Der Kanton leistet seinen Beitrag zur Schaffung der dazu erforderlichen Rahmenbedingungen.

Die Datenschutzbeauftragte befasste sich ausserdem mit mehreren Dossiers gemeinsam mit der Beauftragten für Öffentlichkeit und Transparenz, also mit Fällen, die die beiden Bereiche Öffentlichkeit und Datenschutz betreffen.

Die Datenschutzbeauftragte nutzte auch die Möglichkeiten eines bilateralen Austauschs und der Sensibilisierung, wann immer sich solche boten, beispielsweise im Rahmen der Diskussionen mit der HESSO/FR, dem Kompetenzzentrum Fritic in Bezug auf die Richtlinien zur Internetnutzung oder bei Fragen von mit öffentlichen Aufgaben betrauten privaten Organisationen.
Die Datenschutzbeauftragte und ihre Mitarbeiterinnen nahmen an mehreren Weiterbildungen teil, insbesondere an internen Schulungen zur Sensibilisierung.

Es folgen Beispiele von Antworten und Stellungnahmen der Datenschutzbeauftragten:

Bekanntgabe von Daten von einem Amt an ein anderes
Rechtliche Überprüfung einer IT-Lösung für eine sichere Übertragung personenbezogener und vertraulicher Daten zwischen einer Justizbehörde und einer Anstalt
Bei der Einführung eines Austauschs personenbezogener und vertraulicher Daten verlangte die Justizbehörde eine Bestätigung des ITA, wonach das technische Verfahren, für das man sich entschieden hat, den datenschutzrechtlichen Anforderungen entspreche. Die Diskussionen führten zum Schluss, dass die Daten auf Servern des ITA gespeichert werden müssen, dass eine Vereinbarung

zwischen den beiden Einheiten und dem ITA abgeschlossen werden muss, um das Verfahren und die Zugangsrechte der einzelnen Dienststellen zu regeln, dass die Löschung der Daten innerhalb von 24 Stunden nach Versenden parametriert wird und auf der Website keine Suchfunktion verfügbar sein darf, damit die Informationen nicht wieder abgerufen werden können.

Datenschutz und Einwohnerkontrolle

Bekanntgabe von Personendaten von Immobilienverwaltungen an die Einwohnerkontrolle

Die Behörde wurde um Auskunft über die systematische Bekanntgabe von Personendaten von Liegenschaftsverwaltungen an die Einwohnerkontrolle gebeten. Es ging um den Fall der Einwohnerin einer Gemeinde, deren persönliche Daten direkt von ihrer Liegenschaftsverwaltung an die Einwohnerkontrolle weitergegeben worden waren, bevor sie ihrer gesetzlichen Pflicht zur Anmeldung bei der Einwohnerkontrolle nachkommen konnte. Die Behörde wies darauf hin, dass der Freiburger Gesetzgeber das Einholen von Auskünften bei Vermietern und Liegenschaftsverwaltungen nur subsidiär erlaubt, nämlich dann, wenn die betreffende Person diese Angaben nicht oder unvollständig gemacht hat. In der kantonalen Gesetzgebung ist also keine Praxis eines systematischen Datenaustauschs vorgesehen (s. Art. 8a EKG und Art. 10 DSchG).

Datenschutz und Arbeit

Kontrolle des Mailverkehrs von Staatsmitarbeitenden

Die Behörde wurde im Rahmen einer Untersuchung über die Weitergabe einer vertraulichen E-Mail an mehrere Mitarbeitende sowie an andere Personen innerhalb oder ausserhalb der Kantonsverwaltung um Auskunft gebeten. Die Behörde wies darauf hin, dass nach der Verordnung über die Überwachung der Nutzung des Internets durch das Staatspersonal personenbezogene Kontrollen durchgeführt werden können, wenn die anonymen Kontrollen (bezüglich E-Mail-Volumen) oder andere Feststellungen Hinweise auf eine missbräuchliche Internetnutzung ergeben. Verdichten sich die Missbrauchshinweise in Bezug auf gewisse Mitarbeitende, so beschränkt sich die Kontrolle nach dem Grundsatz der Verhältnismässigkeit auf die Anzahl verschickter und erhaltener E-Mails, die Adresselemente sowie die Art und den Umfang der angehängten Dateien; der Inhalt der Mails wird nicht kontrolliert (s. Art. 8 der Verordnung). So kann das ITA bei nachweislichem Missbrauch prüfen, ob die oder der betreffende Mitarbeitende die vertrauliche E-Mail an andere Personen geschickt hat, und die Liste der Adressaten kontrollieren. Wird aber kein Missbrauch festgestellt, darf keine personenbezogene Kontrolle durchgeführt werden.

Bestätigungen für Arztbesuche

Die Behörde wurde um Auskunft gebeten, ob Bestätigungen für Arztbesuche verlangt werden können, damit die Mitarbeitenden ihre Stunden abrechnen können. In den Richtlinien über die Arbeitszeitverwaltung und -erfassung hat das POA vorgesehen, dass bei Arztbesuchen eine Begründung verlangt werden kann, was der Dienststelle einen gewissen Ermessenspielraum gibt. Ein solcher Beleg muss nicht unbedingt ein Arztzeugnis sein, es kann auch eine Terminbestätigung oder sonst eine Bestätigung vorgewiesen werden. Die Behörde hält die systematische Einforderung einer solchen Bestätigung mit dem Namen des behandelnden Arztes und insbesondere seinem Fachbereich, von dem der Arbeitgeber die Art der Erkrankung ableiten kann, für unverhältnismässig und datenschutzwidrig. Nach Ansicht der Behörde ist es normal, eine Bestätigung bei Verdacht auf Missbrauch oder bei wiederholter Abwesenheit zu verlangen.

Datenschutz und Schule

Weitergabe von Daten und Fotos an die Schule für eine Arbeit

Die Behörde wurde zu einem Schulprojekt zur Erstellung eines Stammbaums mit einem Aufsatz kontaktiert. Die Schüler hatten dazu die Aufgabe erhalten, die Namen, Vornamen, Fotos und auch Geburts- und allenfalls Sterbedaten der Mitglieder ihrer Familien in die Schule mitzubringen. Offenbar war den Schülern und ihren Eltern nicht gesagt worden, was mit den Personendaten geschieht, wer sie bearbeitet und wozu sie verwendet werden. Das Bearbeiten von auf Kinder bezogenen Daten ist immer heikel, vor allem wenn ihre Verwendung und der Name des Verantwortlichen für die Datenbearbeitung den betroffenen Personen nicht ausdrücklich mitgeteilt werden. In diesem Kontext wies die Behörde darauf hin, dass verschiedene Projekte zur Schulentwicklung durchgeführt werden können, um die Qualität der Schule zu verbessern und dafür zu sorgen, dass sie mit der gesellschaftlichen Entwicklung Schritt hält (s. Art. 24 des Gesetzes über die obligatorische Schule), dass es den Lehrpersonen aber untersagt ist, Informationen aus dem Privatbereich der Schülerinnen und Schüler oder ihrer Angehörigen, die sie in Ausübung ihrer Tätigkeit erfahren haben, an unberechtigte Dritte weiterzugeben (s. Art. 42 des Gesetzes über die obligatorische Schule).

Pressemitteilung mit Fotos von Kindern

Die Datenschutzbehörde prüfte, ob das Amt für Kultur alle notwendigen Massnahmen bezüglich der Fotos mit Kindern bei der Werbung für ein Kulturfestival getroffen hat. Im Anhang zu einer Pressemitteilung über das Festival waren nämlich Fotos mit den Gesichtern klar identifizierbarer Kinder enthalten. Die Behörde begrüsste es, dass das Amt für Kultur alle notwendigen Massnahmen für die Veröffentlichung dieser Bilder getroffen hat. Sie erinnerte daran, dass die Privatsphäre an erster Stelle steht und diesbezüglich keine Ausnahmen gemacht werden dürfen, wenn es um Kinder geht. So dürfen Bilder von Kindern nicht veröffentlicht werden, wenn nicht gewisse strenge Voraussetzungen erfüllt sind, wie etwa dass auf den Fotos nur eine Gesamtsicht zu sehen ist, die Aufnahmedistanz weit genug ist, damit kein Kind erkennbar ist, bei minderjährigen Kindern die Zustimmung der Eltern und bei Volljährigen deren eigene Zustimmung eingeholt worden ist.

Formular zur Zustimmungserteilung für die Veröffentlichung von Fotos, Filmen oder Aufnahmen an Schulanlässen

Nicht selten werden Schülerinnen und Schüler während des Schuljahres an regelmässig stattfindenden Anlässen wie Sporttagen, auf Schulreisen, an Promotions- oder Diplomübergabefeiern fotografiert, gefilmt und/oder aufgenommen. Diese Daten können auf dem Intranet oder der Website der Schule oder auch in den sozialen Netzwerken verbreitet und/oder in der internen Schulzeitung oder sogar in der Presse veröffentlicht werden, wenn bestimmte Voraussetzungen eingehalten werden. Um die gesetzlichen Vertreter und die volljährigen Schülerinnen und Schüler möglichst transparent zu informieren und ihre Zustimmung zur Verwendung und Veröffentlichung dieser an Schulanlässen gemachten Aufnahmen einzuholen, hat eine Berufsfachschule des Kantons Freiburg der Behörde ein Formular zur Zustimmungserteilung unterbreitet. Die Datenschutzbeauftragte begrüsste die Initiative und insbesondere die Tatsache, dass die Zustimmung zeitlich begrenzt ist, das heisst pro Schuljahr erteilt wird, und die gesetzlichen Vertreter oder die Schüler die Kommunikationsmittel wählen können, für die sie die Zustimmung zur Verwendung oder Veröffentlichung ihrer Daten erteilen. Allerdings wird darauf hingewiesen, dass die Veröffentlichung von Bildern von Schülern nicht zu den Aufgaben der Schule gehört. Eine Veröffentlichung ist nur mit der ausdrücklichen Zustimmung der betroffenen Person beziehungsweise ihrem gesetzlichen Vertreter möglich und mit Angabe lediglich des Vornamens des Schülers. Wird dem nicht zugestimmt, so muss die Schule dafür sorgen, dass das Bild dieses Schülers nicht veröffentlicht wird und das Gesicht auf Gruppenfotos unkenntlich gemacht wird.

Datenschutz und Gesundheit

Elektronische Speicherung der Patientendossiers und Hosting in einer Cloud

Ein Unternehmen, das für bestimmte medizinische Leistungen in einer Klinik verantwortlich ist, wollte von der Behörde wissen, ob es möglich ist, Patientendossiers in einer Cloud aufzubewahren. Die Behörde wies darauf hin, dass eine Klinik, die gewisse medizinische Leistungen mit Genehmigung der Direktion für Gesundheit und Soziales an ein Unternehmen auslagert, für den Schutz der entsprechenden Daten verantwortlich bleibt. Daher muss sie alle nötigen Massnahmen ergreifen, um der erhöhten Gefahr der Persönlichkeitsverletzung zu begegnen, die das Bearbeiten besonders schützenswerter Personendaten mit sich bringt. In diesem Fall delegierte das für diese Leistungen verantwortliche Unternehmen seinerseits die Datenbearbeitung nach Genehmigung der Klinik in Zusammenarbeit mit der GSD an einen Drittanbieter. Die Behörde stellte klar, dass das Hosting und die Speicherung von Daten in einer Cloud an strenge Voraussetzung gebunden sind, wie zum Beispiel die Nutzung einer privaten Cloud. Mangels entsprechender Informationen konnte die Behörde nicht prüfen, ob die vom Unternehmen gewählte Lösung datenschutzkonform ist. Die Behörde stellte schliesslich fest, dass die Vereinbarung zwischen der Klinik und dem Unternehmen sowie der Vertrag zwischen dem Unternehmen und dem mit der Datenbearbeitung beauftragten Drittanbieter mangelhaft sind, da sie keine Datenschutzhinweise enthalten.

Anwendung des eidgenössischen und des kantonalen Datenschutzgesetzes

Eine in Forschung und Entwicklung im Gesundheitswesen tätige, nicht gewinnorientierte Aktiengesellschaft bat die Behörde um Auskunft in Hinblick auf die Aufstellung von Datenschutzrichtlinien. Sie wollte wissen, ob für sie als Privatgesellschaft mit der Universität Freiburg als Alleinaktionärin die eidgenössische oder die kantonale Datenschutzgesetzgebung gelte. In Anbetracht des fehlenden Gewinnstrebens, ihres Hauptzwecks und von dem, was aus den Statuten hervorgeht, wie die Kontrolle der Aktienübertragung, die Vergütungen für den Verwaltungsrat, sowie der Tatsache, dass der Tätigkeitsbericht dem Staatsrat vorgelegt wird, kam die Behörde zum Schluss, dass die Gesellschaft sowohl dem Bundesgesetz (DSG) für die rein privaten Tätigkeiten als auch dem kantonalen Gesetz (DSchG) für die von der Universität zugewiesenen, sich aus dem Gesetz ergebenden öffentlichen Aufgaben untersteht. Daraus folgt, dass die in den Datenbanken und Biobanken enthaltenen Daten zu trennen sind: einerseits die von öffentlichen Organen (wie Spitälern) stammenden Daten, für die das DSchG gilt, andererseits Daten von privaten Unternehmen, für die das DSG gilt. Sollte sich diese Trennung als technisch nicht machbar oder zu kostspielig erweisen, müssten nach Ansicht der Behörde die strengeren Regeln gelten, das heisst die Vorschriften des DSchG. Demnach müssten die von der Gesellschaft extern vergebenen Mandate der betroffenen Direktion zur Genehmigung unterbreitet werden.

Elektronisches Patientendossier Inhaftierter

Im Rahmen des Projekts für das elektronische Patientendossier Inhaftierter wurde die Behörde um ihre Meinung zur Informatiklösung für das Hosting der Gesundheitsdossiers bei einer privaten Gesellschaft gebeten. Nach Prüfung der verschiedenen Unterlagen wie Hostingvertrag, Informationssicherheits- und Datenschutzkonzept und Schnittstellenspezifikationen gab die Behörde zu bedenken, dass die betroffenen Dienststellen bei Auslagerung der Datenbearbeitung für die Daten verantwortlich bleiben. Vor diesem Hintergrund müssen sie der privaten Gesellschaft vertraglich die erforderlichen Informatik- und Datensicherheitsanweisungen erteilen. In diesem Fall geht es nicht nur um die Auslagerung der Datenbearbeitung, sondern auch um ein Unterauftragsverhältnis, da nämlich die für die Informatiklösung beauftragte Firma die medizinischen Daten bei einem anderen

privaten Anbieter beherbergt. So muss zwischen dem Auftragnehmer und dem Unterauftragnehmer auch ein Untervertrag abgeschlossen werden. Folglich müssen beide Verträge die strengen Auflagen des Staates berücksichtigen, insbesondere in Bezug auf die Vertraulichkeit, die Verschlüsselung, die Zugangsrechte, die Aufbewahrungsdauer und die Verfügbarkeit der Daten; sie müssen von der GSD genehmigt werden und miteinander in Übereinstimmung stehen. Da von staatsinternen wie auch externen Nutzern auf die besonders schützenswerten Daten zugegriffen werden kann, muss der Behörde zufolge für die Zugriffe von aussen eine starke Authentifizierung vorgesehen werden.

Analyse des von der SAMW erarbeiteten Generalkonsent-Formulars für die Erhebung von Patientendaten zur Anlegung einer Biobank
Die Behörde wurde um Stellungnahme zur Rechtmässigkeit einer generellen Einwilligungserklärung zur Weiterverwendung von gesundheitsbezogenen Daten und Proben für die Anlegung einer Biobank gebeten. Dieses Formular soll die medizinische Forschung in der Schweiz und im Ausland erleichtern. Das HFR macht nach eigenen Angaben keinen Gebrauch von dieser Generalkonsent-Vorlage.
Die Behörde gab zu bedenken, das Patientendossier, das unter die Daten fällt, die nach diesem Formular weitergegeben werden können, bestehe aus sehr vielen schwer zu anonymisierenden Teilen. Ausserdem hat die betroffene Person nach Artikel 7 Absatz 2 HFG ausdrücklich das Recht, die Einwilligung zur Teilnahme an einem Forschungsprojekt jederzeit ohne Begründung zu verweigern. Die Behörde hielt fest, dass im Formular keine klare Möglichkeit für die Patienten vorgesehen ist, die Erhebung und Verwendung ihrer Daten zu Forschungszwecken vollumfänglich zu verweigern; dazu müssten die Patienten selber aktiv werden. Ausserdem sind die Erläuterungen zu den Verschlüsselungs- und Anonymisierungspraktiken nicht klar genug.

Weitergabe von Daten eines Vereins an das Jugendamt.
Ein gemeinnütziger Verein wollte von der Behörde wissen, ob es datenschutzkonform sei, wenn sie dem Jugendamt (JA) systematisch die Kopie des Anmeldeformulars vor dem Start eines Standard-Betreuungsprogramms für Jugendliche zustellen müsse. Die Behörde äusserte die Ansicht, es gebe keine genügende Rechtsgrundlage zur Rechtfertigung der systematischen Weitergabe der im Formular enthaltenen sensiblen Daten an das JA. Die Vertraulichkeit der Daten ist für ein solches Präventionsprogramm essenziell, und jede getroffene Massnahme muss allein im Interesse der Teilnehmenden stehen. Die Behörde befand deshalb, die Weitergabe der Daten sei nur in gewissen Fällen gerechtfertigt, das heisst wenn das Programm wirkungslos ist, die teilnehmende Person gefährdet ist oder es in ihrem Interesse ist, dass der Fall dem JA gemeldet wird, damit dieses die geeigneten Unterstützungsmassnahmen ergreift (s. Art. 22 Abs. 2 Bst. a JuG). In diesem Fall reicht es für die Statistik und die Subventionierung, dem JA die Zahl der Teilnehmenden bekannt zu geben. Die Behörde empfahl schliesslich, das Aufnahmeformular dahingehend zu ergänzen, dass der Zweck und die gesetzliche Grundlage für die Datenbearbeitung sowie der Empfänger der Daten angegeben werden, was erforderlich ist, wenn Daten systematisch erhoben werden (s. Art. 9 Abs. 3 DSchG).

Zugang zur Krankenakte eines verstorbenen Patienten
Eine Privatperson wandte sich an die Behörde, weil sie Zugang zur Krankenakte ihres verstorbenen Vaters haben wollte. Die Behörde machte sie darauf aufmerksam, dass die Krankenakte durch das Arztgeheimnis geschützt ist, und zwar auch nach dem Tod des Patienten. Allerdings können die Angehörigen der betreffenden Person oder Dritte Zugang zu gewissen sachdienlichen Information erhalten, nachdem der Arzt sich mit Verfügung der Direktion für Gesundheit und Soziales von seiner Schweigepflicht hat entbinden lassen (s. Art. 90 Abs. 1 GesG).

Datenschutz und Sozialhilfe

Weitergabe von Daten von einem Sozialdienst an eine Gemeinde – Zugang der Gemeinden zur Liste der Personen, die Unterstützung für die Bezahlung der Hausrat- und Haftpflichtversicherungsprämien erhalten

Ein Sozialdienst wollte von der Behörde wissen, ob es datenschutzkonform sei, den Gemeinden die Identität der Personen bekannt zu geben, die von der Gemeinde Unterstützung für die Bezahlung der in der Hausrat- und Haftpflichtversicherung enthaltenen Brandversicherungsprämie erhalten. Die Gemeinden müssen tatsächlich die Prämienzahlung für bedürftige Versicherungspflichtige übernehmen, denen die Bezahlung nicht möglich ist (s. Art. 5 Abs. 2 des Gesetzes über die obligatorische Versicherung der Fahrhabe gegen Feuerschäden). Vor diesem Hintergrund teilte die Behörde dem Sozialdienst mit, die Tatsache, Sozialhilfe zu beziehen, gehöre zu den besonders schützenswerten Personendaten, für deren Bekanntgabe eine formelle Gesetzesgrundlage bestehen müsse (s. Art. 3 und 8 DSchG). Die Behörde gab zu bedenken, das Gesetz sehe keine Offenlegung der Identität der Begünstigten an die Gemeinden vor und diese Informationen seien für die Erfüllung ihrer Aufgaben nicht notwendig. Der Grund dafür, dass die Sozialhilfeaufgabe an ein von der Gemeinde getrenntes Organ übertragen wurde, liegt eben gerade in der Wahrung der Vertraulichkeit in Bezug auf die Identität der Sozialhilfebezüger gegenüber den Gemeinden. Würde deren Identität den Gemeinden bekannt gegeben, wäre der Sinn des ganzen Prinzips in Frage gestellt.

In einem anderen Fall stellte die Behörde fest, es gebe keine gesetzliche Grundlage für die systematische Bekanntgabe von Informationen über Sozialhilfedossiers an den Gemeinderat, und in diesem Fall sei keine stillschweigende Zustimmung vorgesehen. So kam die Behörde zum Schluss, dass jegliche Weitergabe von Informationen durch den Sozialdienst ausgeschlossen ist, mit Ausnahme des Sozialkommissionsentscheids. Die Bekanntgabe von Daten in anonymisierter Form zu statistischen Zwecken ist hingegen möglich.

Fragen zu Amtsgeheimnis und Datenschutz beim Sozialdienst

Ein Sozialdienst wollte wissen, ob es in Einhaltung des Amtsgeheimnisses möglich sei, bei gewissen Gemeinden zur Abklärung der Rückerstattungsmöglichkeit um die Adresse ehemaliger Sozialhilfeempfänger anzufragen. Die Behörde wies darauf hin, dass die Angestellten gemäss Artikel 28 SHG der Schweigepflicht unterliegen und die Sozialhilfeempfänger eine Mitwirkungs- und Auskunftspflicht haben (Art. 24 SHG), auch im Rückerstattungsverfahren. Verlangt ein Sozialdienst Auskunft über einen Sozialhilfeempfänger bei einem öffentlichen Organ, so geht es dabei um das Beschaffen von Daten und zugleich um eine Bekanntgabe im Namen des Empfängers. Aus Sicht des Datenschutzes muss der Sozialdienst über eine gesetzliche Grundlage verfügen, die einerseits das Beschaffen und andererseits die Bekanntgabe dieser Daten erlaubt. Gleichzeitig muss das Sozialhilfeorgan zur Weitergabe dieser Daten ermächtigt worden sein. In diesem Fall schlug die Behörde vor, den Zugang zur kantonalen Informatikplattform Fri-Pers zu beantragen, in der die Daten der Einwohner des Kantons enthalten sind. Bei Umzug in einen anderen Kanton ist eine Bekanntgabe nur im Einzelfall möglich.

Datenschutz und Steuerdaten

Auskunftsgesuch

Die Kommission äusserte sich zu einem Entscheid der KSTV, mit dem einer Privatperson die Auskunft über ein abgeschlossenes Steuerverfahren und eine Steuerumbuchung von einer steuerpflichtigen Person auf eine andere verweigert wurde. Sie rief in Erinnerung, die Ausübung des Auskunftsrechts durch eine Person über sie betreffende Daten sei grundsätzlich an keine Bedingungen gebunden und zeitlich unbeschränkt, ausser es gehe um die Einsicht in archivierte Daten. Die antragstellende

Person muss sich nicht auf eine bestimmte Datensammlung beziehen und kann Zugang zu allen in einer Datensammlung enthaltenen Daten verlangen, für die das betreffende öffentliche Organ verantwortlich ist. Das Recht der Person, Auskunft über die sie betreffenden erhobenen Daten zu erhalten, gilt sowohl für die Stammdaten, so wie sie gespeichert sind, als auch für die Daten, die sich aus dem Bearbeiten ergeben. Der Verantwortliche der Datensammlung kann die Auskunft verweigern, einschränken oder aufschieben, wenn und soweit das schutzwürdige Interesse eines Dritten es erfordert. Er muss den Grund dafür in einer Verfügung angeben (Art. 25 DSchG). Die Behörde betonte, dem Auskunftsrecht müsse entsprochen werden, auch wenn die betreffende Person bei den Freiburger Behörden bestens bekannt ist.

Bekanntgabe des Mieterspiegels des Immobilienbestands einer Stiftung an die KSTV
Die Behörde wurde angefragt, ob es datenschutzkonform sei, wenn eine Stiftung für Wohnbauförderung der KSTV den vollständigen Mieterspiegel ihres Immobilienbestands insbesondere mit Angabe der Namen, Vornamen und Mietzahlungen bekannt gibt. Die Stiftung ist nämlich unter der Voraussetzung steuerbefreit, dass sie die Wohnungen ausschliesslich an Bedürftige vergibt. Die Behörde hielt fest, die Personendaten dürften nur dann systematisch bekannt gegeben werden, wenn es eine gesetzliche Bestimmung vorsieht (s. Art. 4 und 10 Abs. 1 DSchG), und nur zu dem Zweck bearbeitet werden, für den sie beschafft wurden, oder zu einem Zweck, der mit diesem nach Treu und Glauben vereinbar ist (s. Art. 5 DSchG). In diesem Fall gab die Behörde zu bedenken, die KSTV stütze sich auf keine gesetzliche Grundlage, die eine systematische Weitergabe solcher Daten rechtfertigen könnte, und die Bekanntgabe der Mieterdaten begründe eine Änderung des Bearbeitungszwecks, die die vorgängige Zustimmung der betroffenen Person erforderlich mache, da die Daten nur zur Verwaltung der Mietverträge erhoben worden seien.

Weitergabe von Daten der KSTV an Gemeinden
Als Veranlagungsbehörden arbeiten die Gemeinden eng mit der KSTV zusammen, insbesondere was den Austausch von Steuerdaten betrifft. Dieser Datenaustausch erfolgt über eine sichere Informatikplattform. Als Erinnerung an das Gemeindepersonal, wie wichtig das Steuergeheimnis und der Datenschutz sind, wollte die KSTV einen Hinweis vorsehen, der vor jedem Herunterladen von Steuerdaten am Bildschirm angezeigt werden soll. Die KSTV unterbreitete der Behörde das Projekt insoweit dies den Datenschutz berührt.

Datenschutz und Bauwesen
Abgrenzung zwischen den Archivierungsvorschriften, dem Zugangsrecht gemäss InfoG und dem Datenschutz
Ein Archivar wollte von der Behörde wissen, was für eine Verbindung zwischen dem Gesetz über die Archivierung, dem InfoG und dem Datenschutz besteht, und zwar in Bezug auf ein Gesuch um Zugang zu einer Baubewilligung aus dem Jahr 1930. Tatsächlich ist das InfoG bei der Einsichtnahme in historische Archive anwendbar, solange die Schutzfrist noch nicht abgelaufen ist (s. Art. 14 Abs. 1 ArchG). Nach Ablauf der Schutzfrist ist die Einsichtnahme frei. Die Behörde gab zu bedenken, beim Zugang zu Bauplänen einer privaten Liegenschaft aus dem Jahr 1930 mit Nennung der damaligen Eigentümer seien personenbezogene Daten aus dieser Zeit im Spiel. Allerdings sollten solche Daten auf den ersten Blick für die Person, die das Archiv einsehen möchte, zugänglich sein können. Ist festzustellen, dass das Dossier besonders schützenswerte Personendaten enthält (s. Art. 3 Abs. 1 Bst. c DSchG), so müssten diese Passagen eingeschwärzt werden. Ansonsten könnte das verlangte Dokument eingesehen werden, wenn die allfälligen weiteren Dokumente dieses Dossiers beiseite gelassen werden.

Veröffentlichung von Bauplänen auf Gemeindewebsites
Nach dem Ausführungsreglement zum Raumplanungs- und Baugesetz veranlasst die Gemeinde nach Annahme des vollständigen Dossiers so rasch als möglich die Veröffentlichung der kartografischen Koordinaten im Amtsblatt. Sie kann überdies die Anzeige mit anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln veröffentlichen (s. Art. 92 Abs. 1). Die Behörde äusserte die Ansicht, die Veröffentlichung der gesamten aufgelegten Baupläne auf der Website der Gemeinden gehe zu weit und über die «kartografischen Koordinaten» hinaus; sie schlug vor, nur die Bekanntmachung zu veröffentlichen, damit die interessierten Personen die Pläne beispielsweise vor Ort einsehen können.

Weitergabe von Informationen über Baubewilligungen durch Gemeinden an eine Revue
Die Behörde wurde von einer Gemeindeverwaltung konsultiert, die regelmässig von einer Revue kontaktiert wird mit der Bitte um Auskunft über hängige Baubewilligungsgesuche. Die Behörde verfasste ein Merkblatt für die Oberämter zur Weitergabe von bauprojektbezogenen Daten. Demnach soll zwischen verschiedenen Fällen unterschieden werden. Ist die öffentliche Auflage beendet und das Baubewilligungsverfahren im Gang, so entscheidet die Behörde in erster Instanz und das DSchG ist anwendbar. Entscheidet hingegen die Behörde auf Beschwerde, so gelten die Bestimmungen des VRG. Nach Abschluss des Baubewilligungsverfahrens und Inkrafttreten der Baubewilligung kann der Entscheid nicht mehr angefochten werden und das InfoG kommt zur Anwendung. Es wurde auch darauf hingewiesen, dass die interessierten Unternehmen während der öffentlichen Auflage oder direkt bei den betroffenen Eigentümern Auskünfte einholen können.

Datenschutz und Informationssicherheit
Datenschutzerklärung für die neue Website des Staates Freiburg
Die Behörde wurde im Rahmen des Projekts zur Neugestaltung der Website des Staates Freiburg um Stellungnahme gebeten, insbesondere bezüglich Impressum und Datenschutzerklärung für die Website. Die Behörde begrüsste die Massnahmen, die getroffen wurden, um die Nutzer über die Daten zu informieren, die bei ihrem Besuch der Website bearbeitet werden. Sie empfahl die Einrichtung eines Links zur Deaktivierung der Cookies, die dazu dienen, dass der Nutzer beim nächsten Besuch der Website wiedererkannt wird, beziehungsweise dem Nutzer zu erklären, wie er seine ursprünglich erteilte Zustimmung zur Verwendung von Cookies widerrufen kann. Für die Auswertung der Nutzung der Website durch Google Analytics müssten die Daten anonymisiert werden, insbesondere die IP-Adresse. Die Behörde schlug vor darauf hinzuweisen, dass die Website web fr.ch keine Personendaten sammelt, mit Ausnahme der IP-Nummer, die anonymisiert wird, und der Personendaten, die die Nutzer in Kontaktformularen angeben.

Schwärzen von Personendaten der in AVAM klassierten Dokumente
Die Behörde wurde von einer Dienststelle gefragt, ob ihre Praxis der Dossierführung der Versicherten datenschutzkonform sei, insbesondere bei der Nutzung ihres Informationssystems für die Arbeitsvermittlung und die Arbeitsmarktstatistik (AVAM). Die Behörde bemerkte, dass zur Gewährleistung des Rechts dieser Personen darauf, dass ihre Daten für Unbefugte nicht zugänglich sind, die Dienststelle nur Personendaten bearbeiten dürfe, die absolut notwendig und sachdienlich für die Erfüllung ihrer Aufgaben sind, was in den differenzierten Zugangsrechten zum Ausdruck kommt. Die Dienststelle müsse jedoch alle geeigneten organisatorischen und technischen Massnahmen treffen, um die Daten gegen jedes unerlaubte Bearbeiten zu schützen.

Datensammlungen von Bibliotheksbenutzer, die in der Cloud einer Privatfirma mit Sitz in Deutschland gehostet werden
Die Bibliotheken des Kantons Freiburg prüfen die Möglichkeit, bei einem Projekt für eine neue Austauschplattform zwischen Schweizer Bibliotheken mitzumachen. Der Zugang zu den Dokumenten und die Ausleihe werden über diese Applikation laufen, die auf einer Datensammlung der Bibliotheksbenutzer mit personenbezogenen Daten basiert. In diesem Fall soll ein Mandat zwischen den Bibliotheken des Kantons und einer Privatfirma abgeschlossen werden, deren Aktionäre die verschiedenen Universitäten und Hochschulen der Schweiz sind. Die Firma will das Hosting dieser Datensammlung an einen Privatanbieter weitervergeben, der eine Cloud zur Verfügung stellt.
Die Behörde ruft in Erinnerung, dass bei Auslagerung von Daten die Mandate und Unteraufträge Verhandlungssache sind und die notwendigen Datenschutz- und Datensicherheitshinweise des Staates enthalten müssen, insbesondere was die Vertraulichkeit, die Zugangsrechte, die Verschlüsselung, die Protokollierung sowie den Daten-Hosting-Standort betrifft. Die Behörde fordert, dass für Datenmigrationstests sowohl die aktiven als auch die passiven Benutzer informiert werden. Die Behörde bedauert jedoch, dass die Benutzer die Weitergabe ihrer Daten nicht verweigern können; in diesem Fall müssten die Bücher direkt vor Ort gelesen werden. Die Behörde weist auch darauf hin, dass der Unterauftragnehmer mit Sitz in Europa der DSGVO untersteht. Möglicherweise untersteht er aber auch dem Cloud Act; in diesem Fall können Daten an ausländische Behörden übertragen werden. Nach den letzten Informationen der Behörde sollen die Migrationstests mit anonymen Daten durchgeführt werden.

Warnhinweis zur Sicherheit öffentlicher Daten
Über privatim wurden der Behörde IT-Sicherheitslücken in einem Register angezeigt. Um diese umgehend zu schliessen und die betroffenen Organe und Dienststellen zu warnen, informierte die Behörde die verantwortlichen Personen in der Verwaltung, damit sie die geeigneten Massnahmen treffen. Dazu empfiehlt die Behörde den betroffenen Organen und Dienststellen dringend, sofortiges Handeln zu veranlassen, damit die Sicherheitsstandards eingehalten werden. Das ITA wurde dahingehend um die Übermittlung der Liste der zu befolgenden Mindestmassnahmen für eine Anwendung dieses Typs gebeten. Allen Kantonen wurde über privatim Mitteilung von dieser Anzeige gemacht.

Datenschutz und Digitalisierungsprojekte 4.0
Die folgenden Beispiele zeigen, dass die Projekte immer komplexer werden. So werden zum einen die Daten und die privaten und öffentlichen Partner vermischt und die Zuständigkeit der Behörde auf nur einen Teil des Projekts beschränkt, zum andern wird die Projektdichte immer grösser und sie erstrecken sich über mehrere Jahre. Es sei daran erinnert, dass der Eidgenössische Datenschutzbeauftragte zuständig für Fälle von Datenbearbeitung durch Private und die öffentlichen Organe des Bundes ist.

Verwaltungs- und Informationsplattform für Forschungsprojekte
Eine Hochschule des Kantons Freiburg erhielt ein Forschungsprojekt mit dem Ziel, eine aktuelle Übersicht über den kantonalen Immobilienmarkt zu erstellen, die Trends voraussehen zu können und die verschiedenen betroffenen Freiburger Partner bei wichtigen Entscheidungen zu unterstützen. Die Behörde wurde um Stellungnahme gebeten, insofern als Personendaten aus verschiedenen privaten und öffentlichen Quellen erhoben und miteinander verknüpft werden. Die Daten werden auf einer Informatikplattform gehostet, auf die verschiedene Partner Zugriff haben werden. Da es sich um die systematische Bearbeitung insbesondere öffentlicher Daten handelt, weist die Behörde auf das Fehlen einer formellen gesetzlichen Grundlage sowie von gesetzlichen Bestimmungen über die Verknüpfung dieser Daten hin. Schliesslich müsste ein Abrufverfahren vorgesehen werden.

Datenerhebung durch die Web-Hosts
Die Behörde wurde im Rahmen eines Projekts um Stellungnahme gebeten, das in erster Linie zum Ziel hat, die Erhebung der Kundendaten bei den Web-Hosts des Kantons zu vereinfachen und diese Informationen automatisch an die betroffenen Organe weiterzuleiten (Bundesamt für Statistik, Kantonspolizei, Zentrale Kasse für die Aufenthaltstaxe usw.). Was den notwendigen Datenaustausch mit den Organen und kantonalen Ämtern angeht, müssten die Web-Hosts klar über das Bearbeiten ihrer Daten informiert werden, um Transparenz zu schaffen insbesondere bezüglich der erhobenen Daten und ihrer Weitergabe an die Organe und andere Stellen, ihrer Bearbeitung, ihrer Zweckbindung und der Empfänger, und zwar mit einer Datenschutzerklärung auf ihrer Website sowie den Websites ihrer Hostingpartner.

Hinsichtlich der Auslagerung von Daten des Staates Freiburg, das heisst der Nutzung von Cloud-Lösungen, hatte sich die Behörde mit zahlreichen Dossiers zu befassen, die viel Zeit in Anspruch nahmen. Hier ein kurzer Überblick:

Auslagerung der Bearbeitung von Daten des Staates Freiburg (Cloud)
Das ITA bat die Behörde in Bezug auf die Entwicklung des E-Mail-Systems «Microsoft Office 365» um Auskunft über den Datenschutz bei Auslagerung gewisser staatlicher Daten in Clouds. Nach einer kurzen Antwort der Datenschutzbeauftragten verlangte das ITA eine Stellungnahme der Kommission. Vor diesem Hintergrund evaluierte diese ganz generell die Auslagerung der Datenbearbeitung öffentlicher Organe in eine Cloud in der Schweiz oder im Ausland. Sie verfasste ein Merkblatt zu diesem Thema, das auf der Website der Behörde aufgeschaltet ist.

Aus der Antwort der Kommission geht hauptsächlich hervor, dass die kantonalen öffentlichen Organe, die die Bearbeitung ihrer Daten in eine Cloud auslagern wollen, für die Einhaltung des Datenschutzes sorgen müssen und für diese Daten verantwortlich bleiben. Für die Informatiksicherheit ist weiter das ITA verantwortlich und muss deshalb die geeigneten organisatorischen und technischen Massnahmen treffen, um die Daten gegen jedes unerlaubte Bearbeiten zu schützen, und insbesondere dafür sorgen, dass deren Verfügbarkeit, Integrität und Vertraulichkeit jederzeit gewährleistet ist. Die Kommission ist der Auffassung, dass eine staatliche Cloud im Kanton Freiburg die geeignetste Lösung wäre, um die Risiken in Zusammenhang mit der Unterauftragsvergabe, der Datenlokalisierung, dem Zugang ausländischer Behörden zu den Daten und dem Datenverlust zu verringern und die vollständige Kontrolle über alle vom Staat bearbeiteten Daten zu behalten. Sie betont, dass diese Option aufgrund der gesetzlichen oder vertraglichen Geheimhaltungspflicht zu bevorzugen ist. Da ihres Wissens kein anderer Kanton Daten auslagert, schlägt sie eine Partnerschaft mit anderen Kantonen oder dem Bund vor. Sollte man sich für keine freiburgische, Westschweizer oder gesamtschweizerische Cloud entscheiden, müssten restriktive technische und organisatorische Massnahmen getroffen werden, insofern als der Staat besonders schützenswerte Personendaten bearbeitet, die dem Amts-/Berufsgeheimnis unterliegen. Die entsprechenden strengen Voraussetzungen sind aufgelistet worden (Private Cloud, Hosting in der Schweiz oder in einem sicheren Staat, keine Auslagerung von Daten, die dem Amts /Berufsgeheimnis unterliegen, Verschlüsselung, Abschluss eines personalisierten und genehmigten Vertrags). Der Staat arbeitet auf gesetzgeberischer Ebene weiter an der Möglichkeit einer Cloud-Lösung für den Staat.

Nach verschiedenen Kontakten zwischen der Behörde (Kommission und Beauftragte) und den betroffenen Dienststellen wurde von der Behörde eine Stellungnahme verlangt, um dem Staatsrat die Bewilligung einer Versuchsphase für verschiedene Cloud-Informatiklösungen vorzuschlagen, wie in Artikel 21 des Gesetzes über den E-Government-Schalter (E-GovSchG) vorgesehen. Die Kommission

forderte eine Risikoanalyse an und gab im Anschluss daran auf deren Grundlage eine positive Stellungnahme unter den folgenden Bedingungen für die verschiedenen Pilotprojekte ab. Sie verlangt ein Hosting in Europa, die Anwendbarkeit des Schweizer Rechts und Gerichtsstand in der Schweiz, die Verschlüsselung der Daten und die Verwahrung des Schlüssels beim Staat (ITA), den Abschluss einer Verschwiegenheitserklärung, die Information der Kommission bei Datenverlust/Pannen und die Bekanntgabe des Evaluationsergebnisses. Nachdem schliesslich in Artikel 21 E-GovSchG nicht gesagt wird, in welcher Form der Staatsrat die Bewilligung erteilt, ist die Behörde der Ansicht, dass es sich bei einem Pilotversuch um eine normale Datenbearbeitung handelt und dazu deshalb eine gesetzliche Grundlage erforderlich ist, zumindest für die Bearbeitung besonders schützenswerter Personendaten.

Die Verordnung ist zwischenzeitlich in Kraft, und die angesprochenen Projekte sind in Bearbeitung. Die Behörde wartet auf die Evaluationsergebnisse.

Register im Bildungsbereich
Im Berichtsjahr stand die Behörde im Rahmen der Register im Bildungsbereich erneut in Kontakt mit dem Fritic-Kompetenzzentrum. Dabei geht es um zwei Plattformen, auf denen Referenzdaten über Schüler, Lehrpersonen und Angestellte der Schulen des Kantons Freiburg, Schulen, Schullaufbahnen sowie transversale Referenzdaten auf allen Stufen wie Statistiken beherbergt werden. Solche Bildungsregister sind Datensammlungen, deren Daten von anderen Datenquellen kontrolliert und validiert werden, um Fehler wie Doppelerfassungen von Personen bei der Datenerhebung zu verhindern und auszumerzen. Die Zugangsbestimmungen zu den Referenzdaten und die Suchfunktionen sowie das Erfassen weiterer Personen wurden besprochen. Das Projekt ist in Arbeit, insbesondere mit der Produktivsetzung gewisser Informatikanwendungen und der Aktualisierung der entsprechenden gesetzlichen Grundlagen.

Ausweisfotos bei Beantragung eines Betreibungsregisterauszugs über den E-Government-Schalter
Die Behörde wurde gebeten zu prüfen, wie mit den Ausweisfotos bei der Beantragung von Betreibungsregisterauszügen über den E-Government-Schalter verfahren werden soll. Um sich beim virtuellen Schalter anzumelden, können die Bürgerinnen und Bürger für die Bestellung ihres Betreibungsregisterauszugs ihre AHV-Nummer angeben oder ein Ausweisfoto vorlegen. Die Dokumente werden über die Anwendungssoftware THEMIS angelegt und in elektronischer Form an den virtuellen Schalter weitergeleitet. Die Behörde hat zur Kenntnis genommen, dass die Kopie der Identitätskarte nur in THEMIS gespeichert wird, keinesfalls im E-Government-Schalter. Die Behörde wies darauf hin, die Identitätskarte dürfe nur zu Identifizierungszwecken verwendet werden, wenn der Zugang zu dieser Dienstleistung über die Website des Betreibungsamts und über THEMIS erfolgt, und sonst zu keinen anderen Zwecken.

Diverses
Kantonales Betreibungsregister
Die Behörde wurde zur Einführung eines kantonalen Betreibungsregisters um Stellungnahme gebeten. Die bisherigen Betreibungsregisterauszüge seien nämlich nur bedingt aussagekräftig, da ein Bürger, der in einem Bezirk betrieben wird, bei einem Umzug an seinem neuen Wohnort eine Bestätigung erhalten kann, wonach keine Betreibungen gegen ihn vorliegen, was zu einer Art «Schuldnertourismus» führen könnte. Nach Ansicht der Behörde ist die Schaffung eines kantonalen Betreibungsregisters in mehrfacher Hinsicht problematisch. Zum Ersten ist das Betreibungsrecht (einschliesslich das Recht auf Einsicht in die Betreibungsregister) auf eidgenössischer Ebene geregelt, was bedeutet, dass das Bundesgesetz revidiert werden müsste, um den Austausch zwischen den

kantonalen Betreibungsämtern zu harmonisieren. Zum Zweiten müsste nach dem Grundsatz der sachlichen Richtigkeit der Daten und zur Gewährleistung einer sicheren Identifizierung der Schuldner jedes Betreibungsamt genau das gleich System zur Datenerhebung und organisation verwenden, damit eine inhaltliche Übereinstimmung gewährleistet werden kann, was gegenwärtig nicht der Fall ist. Schliesslich wäre die Einführung eines kantonalen Betreibungsregister auch mit Mehrarbeit für die Betreibungsämter verbunden.

Leumundszeugnis
Im Anschluss an eine von einem Grossrat gestellte Frage nahm die Kommission zur Verwendung des Leumundszeugnisses im Kanton Stellung und dem Umgang damit aus Sicht des Datenschutzes. Nach ihren Abklärungen stellte die Kommission fest, dass es einerseits keine Legaldefinition für das Leumundszeugnis gibt und andererseits die Gemeinden in der Praxis sehr unterschiedlich damit umgehen. So beschränken sich gewisse Gemeinden darauf, eine Wohnsitzbestätigung auszustellen, während andere eine Bestätigung abgeben, mit der sie dem Bürger einen guten Ruf bescheinigen. Aus Sicht des Datenschutzes geht dies also mehr oder weniger weit, was zu einer Ungleichbehandlung der Bürger auf kantonaler Ebene führt. Die Kommission schlug vor, das Leumundszeugnis aus der Freiburger Gesetzgebung zu streichen.

Datenbank Milch
Ein landwirtschaftlicher Betrieb im Kanton Freiburg wandte sich an die Behörde zur Frage der Datenbearbeitung durch eine Privatfirma, die über ihre Webapplikation Milchproduktionsdaten für Behörden und den Milchsektor erhebt und verwaltet. Sie stellt eine umfassende Datensammlung zur Milchproduktion und den Milchprüfungsergebnissen in der Schweiz zur Verfügung. Alle Milchproduzenten haben Zugriff auf die Daten ihres Betriebs. Nun sind aber offenbar die Milchprüfungsergebnisse auch für Käsereien zugänglich, die nichts mit der kontrollierten verkauften Milch zu tun haben. Da das eidgenössische Organe (in diesem Fall das BLV) und eine private Gesellschaft für diese Plattform verantwortlich sind, ist nach Ansicht der Behörde der Eidgenössische Datenschutzbeauftragte (EDÖB) dafür zuständig. So wurde die Anfrage mit der Zustimmung der Betriebsleiter an ihn weitergeleitet. Nach einem Austausch mit dem EDÖB empfahl die Behörde den Betriebsleitern, sich an die Aufsichtsbehörde, in dem Fall das BLV, und die betreffende Firma zu wenden, um ihre Rechte geltend zu machen, insbesondere um die Bekanntgabe ihrer Daten an Dritte zu verhindern. Allenfalls haben sie die Möglichkeit, auf zivilrechtlichem Weg gegen Persönlichkeitsverletzungen vorzugehen.

Sonstiges
Informationsblätter
Die Behörde hat Informationsblätter und Verhaltensregeln redigiert. Sie hat den Leitfaden zuhanden der Gemeinden nachgeführt und auch die Arbeit an einem Informationsblatt mit Tipps und Hinweisen an die Gemeinden zum Thema Informationssicherheit abgeschlossen, einem auf der Grundlage von in verschiedenen Gemeinden durchgeführten Kontrollen verfassten Merkblatt.
Zudem hat privatim ein Merkblatt über die juristischen und technischen Anforderungen an Online-Portale der öffentlichen Verwaltung herausgegeben. Mit der Publikation dieses Merkblatts unterstützt privatim die öffentliche Verwaltung bei der Planung und beim Betrieb von Online-Portalen und zeigt, dass es mit den entsprechenden rechtlichen und technischen Massnahmen ohne weiteres möglich ist, bürgerfreundliche digitale Lösungen datenschutzkonform umzusetzen.

Gemeindereglemente
Im Berichtsjahr wurde die Datenschutzbeauftragte sieben Mal von der SJD zu Entwürfen kommunaler Polizeireglemente um Stellungnahme gebeten. In ihren Stellungnahmen weist sie darauf hin, dass in den Gesetzesverweisen die gesetzlichen Grundlagen bezüglich Datenschutz und Videoüberwachung fehlen. Sie äusserte sich auch zu den Bestimmungen über Drohnen und Videoüberwachung mit zusätzlichen Präzisierungen.

1.2 Kontrollen

Die Datenschutzbeauftragte führte – nach Absprache mit der Kommission – eine grössere Datenschutzkontrolle eines Oberamts durch und konnte eine umfassende Kontrolle einer Anstalt mit dem Schlussbericht abschliessen. Die Kontrollen erstreckten sich über mehrere Tage. Mit der Kontrolle wurde wiederum eine externe Firma beauftragt, wobei die Datenschutzbeauftragte während den ganzen Kontrollen anwesend war. Hervorzuheben ist besonders die Kooperation der Verantwortlichen und Mitarbeitenden.

Die Kontrolle aus dem Jahr 2017 konnte mit dem Bericht abgeschlossen werden. Es zeigte sich, dass die Mitarbeitenden auf datenschutzrechtliche Fragen im Grossen und Ganzen sensibilisiert sind. Innerhalb des definierten Prüfungsumfangs wurde im Bericht unter anderem folgender Handlungsbedarf ausgemacht: Es fehlen interne Richtlinien oder Reglemente für die Verwendung privater Devices zu beruflichen Zwecken, die Passwörter für den Zugang zum Betriebssystem wie auch zur bereichseigenen Applikation sollten zwingend vom Benützer geändert werden können. Die Passwörter sollten komplex sein. Mitarbeitende sollen nur soweit Zugriff auf Daten haben, als sie diese für ihre Aufgaben auch benötigen. Mehrfach – auch in anderen Bereich – liess sich feststellen, dass in der kantonalen Verwaltung die Möglichkeit zum sicheren Mailaustausch mit externen Personen, die nicht über eine Mailadresse der kantonalen Verwaltung verfügen, fehlt (keine Verschlüsselungsmöglichkeit). Problematisch erweist sich auch immer wieder die Beherbergung von Daten bei externen Firmen (Berechtigungsverwaltung, Vertraulichkeitsklauseln).
Die Kontrolle 2018 veranlasste die Behörde darauf hinzuweisen, dass Dossiers mit Personendaten, insbesondere mit besonders schützenswerten Personendaten zu schützen sind, insbesonders bei Aufbewahrung in physischer Form in Schränken abzuschliessen sind.

Darüber hinaus wurden Vorbereitungen für die Kontrolle einer Gemeinde im Jahr 2019 getroffen. Die Nachkontrollen der Vorjahre konnten mangels Ressourcen nicht geschlossen werden. Weitere Nachkontrollen sind vorgesehen.

Im Berichtsjahr hat keine koordinierte SIS Kontrolle zusammen mit den anderen Kantonen und dem Eidgenössischen Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragten stattgefunden. Hingegen wurde zusammen mit dem Amt für Bevölkerung und Migration, das zuständige Amt für die Plattform FriPers, zum ersten Mal eine gemeinsame Kontrolle der Logfiles durchgeführt. Stichprobenmässig wurden die Anzahl der Abfragen der 10 Top-User während zwei Wochen sowie die Zugangsrechte generell einer Kontrolle unterzogen. Es bot sich die Gelegenheit zu sensibilisieren und darauf aufmerksam zu machen, dass FriPers nicht zur Befriedigung der Neugierde konsultiert werden darf. Im Übrigen zeigte sich eine datenschutzkonforme Nutzung der Plattform. Ferner wurde festgestellt, dass für FriPers keine eigentliche Lernplattform zur Verfügung steht.

1.3 FRI-PERS und Videoüberwachung

FRI-PERS

Der Staat Freiburg betreibt eine zentrale Plattform, die alle Personendaten umfasst, die bei den Einwohnerkontrollen registriert sind. Unter dem Begriff Fri-Pers wird diese Informatikplattform bezeichnet. Sie erlaubt insbesondere den Austausch von Personendaten unter den Gemeinden, insbesondere beim Wegzug oder Zuzug von Personen, weiter die Übermittlung von Daten an das Bundesamt für Statistik oder auch an kantonale Organe und Dienststellen. Nach der Verordnung vom 14. Juni 2010 über die Informatikplattform für die Einwohnerregisterdaten ist es im Rahmen des Bewilligungsverfahrens Aufgabe der Behörde, zu den Gesuchen um Zugriff auf diese kantonale Plattform Stellung zu nehmen (Art. 3 Abs. 1 der Verordnung). Auf der Grundlage unserer Stellungnahme entscheidet die Sicherheits- und Justizdirektion (SJD) über den beantragten Zugriff.

Zugriff durch einen Sozialdienst

Im Rahmen der Erfüllung seiner Aufgaben namentlich im Sozialwesen erhielt ein Sozialdienst des Kantons Freiburg Zugang zu den Daten der kantonalen Informatikplattform Fri-Pers, beschränkt auf die Daten der Einwohner der betroffenen Gemeinden. Dieser Zugang ist insofern notwendig, als der Sozialdienst aktuelle und korrekte Daten benötigt. Ausserdem wird vermieden, dass die Mitarbeitenden des Sozialdiensts andere Organe oder Gemeinden kontaktieren, um Auskünfte einzuholen, da dabei immer die Gefahr einer Amtsgeheimnisverletzung besteht. Der Zugriff auf die vergangenheitsbezogenen Daten wurde nicht für notwendig erachtet.

Sonderbewilligung für die Weitergabe von Fri-Pers-Daten

Im Rahmen der Redaktion des vierjährlichen Landwirtschaftsberichts führen mehrere Dienststellen und Direktionen des Staates eine Studie zur Untersuchung der psychosozialen Risiken für die Landwirte im Kanton Freiburg durch. Dazu wurde der Behörde ein Gesuch um einen Auszug gewisser Fri-Pers-Daten bezüglich der Landwirte im Kanton unterbreitet.
Aus der Stellungnahme geht hervor, dass im Benutzerreglement klar angegeben werden muss, was für ein Zweck definiert worden ist, welche Daten übertragen werden, dass die AHV-Nummer nur für die Verknüpfung der Daten verwendet wird und nicht an das LwA weitergegeben wird, wie lange die Daten vom LwA aufbewahrt werden – bzw. wann sie vernichtet werden -, mit Hinweis auf die Vertraulichkeit und die Genehmigung durch die betroffenen Direktoren. Sobald das Benutzerreglement von den Parteien unterzeichnet ist, kann das BMA die Daten der Personen, die aus der Liste der AHV-Nummern des LwA hervorgehen, weitergeben.

Indirekter Zugriff durch die Serafe AG

Seit 2019 ist die Serafe AG die neue, vom Bundesamt für Kommunikation im Auftrag des Departements für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation gewählte Erhebungsstelle für die Radio- und Fernsehabgabe. Gemäss dem Gesetz über Radio und Fernsehen bezieht die Serafe AG die zur Erhebung der Abgabe notwendigen Daten zu den Haushalten und den zugehörigen Personen aus dem Informationssystem Ordipro des Eidgenössischen Departements für auswärtige Angelegenheiten. Gemäss Gesetzgebung kann die Serafe AG die AHV-Nummer zur Erfüllung ihrer Aufgaben in Zusammenhang mit der Erhebung der Abgabe und bei Rückfragen an Gemeinden und Kantone zu gelieferten Daten systematisch verwenden. Ausserdem hat die Erhebungsstelle Zugang zu den besonders schützenswerten Daten insbesondere auf die Gesundheit einer Person oder die ihr gewährte Sozialhilfe bezogen, um über die Befreiung von der Abgabepflicht zu entscheiden. Die Datenübertragung erfolgt verschlüsselt über die Informatik- und Kommunikationsplattform des Bundes. Die Datenschutzbeauftragte hat positiv Stellung zum Gesuch genommen.

Neuzugang nach der Reorganisation eines Amtes
Nach der Verabschiedung des neuen Gesetzes über den Straf- und Massnahmenvollzug, das am 1. Januar 2018 in Kraft getreten ist, ist der kantonale Justizvollzug reorganisiert worden. Das Amt für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse (ASMVG) hat sich mit dem Amt für Bewährungshilfe (BHA) zum neuen Amt für Justizvollzug und Bewährungshilfe (JVBHA) zusammengeschlossen. Das JVBHA will weiter den Zugang zu den Fri-Pers-Daten nutzen können, so wie er dem ASMVG gewährt worden ist. In Anbetracht seiner besonders heiklen Aufgaben muss das JVBHA die Identität der betroffenen Personen abklären können und aktuelle und korrekte Daten erhalten. In diesem Fall hat die Datenschutzbeauftragte positiv Stellung zum Zugang zu den Daten der Informatikplattform Fri-Pers genommen.

Kontrollen
Das BMA, das für die Fri-Pers-Daten verantwortlich ist, kontrolliert die erteilten Bewilligungen in regelmässigen Abständen, in Zusammenarbeit mit der Behörde. Um Doppelspurigkeiten zu vermeiden und mit vereinten Kräften arbeiten zu können, haben das BMA und die Behörde ein gemeinsames Vorgehen für die Durchführung der Kontrollen beschlossen. Im Berichtsjahr haben die beiden Einheiten eine staatliche Dienststelle kontrolliert, die grosse Mengen an sensiblen Daten bearbeitet. Die Kontrolle bezog sich insbesondere auf allgemeine Fragen und auf die Logfiles betreffend gewisse Mitarbeitende der Dienststelle. Die Kontrolle hat ergeben, dass die Dienststelle die Fri-Pers-Plattform in Einhaltung der Datenschutzvorschriften nutzt. Die Dienststellenleitung ist sich des sensiblen Charakters der Daten bewusst und macht ihr Personal immer wieder auf das Amtsgeheimnis aufmerksam. Das BMA und die Behörde schlagen der kontrollierten Dienststelle vor, bei der Personalschulung für die Nutzung der Plattform Fri-Pers fiktive Profile zu verwenden.

Videoüberwachung
Wer eine Videoüberwachungsanlage ohne Datenaufzeichnung aufstellen will, muss vorgängig die Datenschutzbeauftragte benachrichtigen (Art. 7 des Gesetzes vom 7. Dezember 2010 über die Videoüberwachung [VidG]). Zu den Aufgaben der Datenschutzbeauftragten gehört es ebenfalls, Stellungnahmen zu den Gesuchen um Videoüberwachung mit Datenaufzeichnung abzugeben (Art. 5 Abs. 2 VidG).

Aus den verschiedenen Gesuchen um Einrichtung von Videoüberwachungsanlagen geht hervor, dass Privatpersonen, Unternehmen und kantonale sowie kommunale Organe immer öfter die Dienste privater Anbieter für die Verwaltung und den Unterhalt der Anlage und manchmal für das Hosting und die Speicherung der Aufnahmen in Anspruch nehmen. Das können beispielsweise private Sicherheitsunternehmen sein, aber auch Cloud-Anbieter und Data Center. Vor diesem Hintergrund geht es also darum zu prüfen, ob man es mit einer Auslagerung der Datenbearbeitung zu tun hat. Gegebenenfalls müssen strengere Anforderungen an die Datensicherheit und den Datenschutz gestellt werden. Die Behörde empfiehlt den betroffenen Personen, sich zu informieren, bevor sie ein Videoüberwachungssystem bestellen und einen privaten Anbieter beauftragen. Es ist nämlich schon vorgekommen, dass eine Überwachungsanlage betriebsbereit bereitstand, aber ohne gültige Bewilligung für die Einrichtung der Videoüberwachungsanlage.

Anzeigen
Im Berichtsjahr wurde die Behörde von mehreren Anzeigen in Kenntnis gesetzt, die sich auf Videoüberwachungsanlagen bezogen, die ohne Bewilligung öffentlichen Raum filmten, so etwa Kameras in Läden oder Restaurants, die auf den öffentlichen Raum gerichtet werden können, insbesondere durch Fenster oder Glastüren.

Die Behörde hatte im Berichtsjahr zu verschiedenen Videoüberwachungsvorhaben Stellung genommen. Sämtliche Stellungnahmen unserer Behörde sind auf unserer Website aufgeschaltet.

Videoüberwachung in der Abfallsammelstelle einer Gemeinde
Im Rahmen der Beantragung einer Videoüberwachung in der Abfallsammelstelle einer Gemeinde gab die Behörde eine negative Stellungnahme ab, da die Videoüberwachungsanlage der Prüfung der Verhältnismässigkeit nicht standhielt. Die Abfallsammelstelle liegt nämlich im Dorfzentrum, neben privaten Wohnhäusern, ist also nicht abgelegen. Daher ist die Gefahr gross, dass die Kamera einfach Passanten und Dorfbewohner aufnimmt, besonders weil sie auf die Gemeindestrasse und die Wohnhäuser ausgerichtet ist. Die Behörde kommt zum Schluss, dass es nicht zulässig ist, dem öffentlichen Interesse an der Prävention und der Verhinderung von Sachbeschädigung einen höheren Stellenwert einzuräumen als der Einschränkung der Freiheitsrechte der Sammelstellenbenutzer. Zudem geht aus dem Dossier nicht hervor, dass es überhaupt zu Sachbeschädigungen gekommen ist.

Kameras in Asylbewerberzentren
Im Auftrag des Kantons sorgt eine Privatfirma für die Unterbringung und die Betreuung von dem Kanton zugewiesenen Asylbewerbern. Zur Gewaltprävention unter den Bewohnern selber und gegenüber den betreuenden Personen sowie zur Verhinderung von Sachbeschädigung will sie Videoüberwachungskameras installieren. Die Behörde hat schon zu mehreren Gesuchen dieser Firma Stellung genommen. Jedes Mal wird der Einzelfall geprüft, insbesondere jede Kameraeinstellung. Nach Ansicht der Behörde müssen die Aufnahmen bei der Firma in der Schweiz gespeichert und beherbergt werden, und es darf kein Fernzugriff auf die Bilder gewährt werden. Eine Auslagerung ist nur unter strengeren Voraussetzungen möglich, wie verschlüsselte Übertragung und Speicherung sowie Verbleiben des Schlüssels in den Händen der beauftragten Firma. Die erforderlichen Sicherheits- und Datenschutzhinweise müssen klar aus dem Vertrag für die Unterauftragsvergabe hervorgehen.

Videoüberwachung des Gebäudes, in dem die Umkleideräume eines Fussballklubs untergebracht sind
Ein öffentliches Organ, das der EKSD angegliedert ist, hat die Installation von Kameras beantragt. Es will das Innere des Gebäudes bei den Umkleideräumen filmen, um Vandalismus und Diebstähle zu verhindern. Bei öffentlich zugänglichen Gebäuden, die der öffentlichen Verwaltung unterstehen, gilt das VidG. In diesem Fall sind die Anwesenheit von Minderjährigen und die Intimsphäre der betroffenen Personen zu berücksichtigen. Die Datenschutzbeauftragte gibt eine positive Stellungnahme ab, sofern die Kameras Werktags und am Wochenende nur von 16 bis 22 Uhr eingeschaltet und nur auf den Gang gerichtet sind, der zu den Umkleideräumen führt. Sie dürfen nicht auf das Treppenhaus, die Halle und den Eingang zu den Toiletten gerichtet sein und keinesfalls das Innere der Umkleideräume filmen. Das System ist auf ein Jahr befristet und muss dann einer Bedarfsabklärung unterzogen werden. Da sich im Gebäude Minderjährige aufhalten, müssen der Behörde zufolge die gesetzlichen Vertreter und die betroffenen Minderjährigen persönlich informiert werden.

Videoüberwachung der Schule einer Gemeinde
Nachdem eine Schule einer Gemeinde jahrelang mit problematischem Verhalten Jugendlicher und Vandalismus zu kämpfen hatte, will die Gemeinde ein Videoüberwachungssystem auf dem Schulareal einrichten. Die Gemeindeverwaltung hat nämlich festgestellt, dass in Randstunden, abends, nachts und am Wochenende die Gebäude und Aussenanlagen des Schulkomplexes immer wieder Opfer von Vandalismus werden und trotz Anzeigen an die Staatsanwaltschaft und präventiven Kontrollen durch die Polizei und die mit der Überwachung der Gemeindegebäude beauftragten Sicherheitsfirma

keine Täter dingfest gemacht werden konnten. Laut dem Gesuch soll die Anlage während der Zeit ausserhalb des Schulbetriebs eingeschaltet sein, von Montag bis Freitag von 22.30 Uhr bis 7 Uhr und am Wochenende sowie an Feiertagen. Die Kameraeinstellungen decken die gesamten Aussenbereiche der Schulgebäude ab. Vor diesem Hintergrund gab die Datenschutzbeauftragte eine positive Stellungnahme ab, sofern der benachbarte Privateigentümer seine Zustimmung für den Teil seines von der Kamera erfassten Grunds erteilt, das System in fünf Jahren reevaluiert wird und die Mitarbeitenden der Sicherheitsfirma eine Geheimhaltungserklärung unterzeichnet haben.

Einrichtung eines Videoüberwachungssystems nach Beschädigungen an einem Gebäude des Staates
Ein staatliches Gebäude wurde von Aktivisten beschädigt. Das betreffende Amt will deshalb beim Gebäudeeingang Videoüberwachungskameras anbringen. Um die Persönlichkeitsrechte der Mitarbeitenden der im Gebäude untergebrachten Ämter möglichst nicht zu verletzen, sollen die Kameras nach Ansicht der Behörde werktags nur von 18.00 Uhr bis 7.00 Uhr, am Wochenende und an Feiertagen rund um die Uhr eingeschaltet sein. Es wird auch darauf hingewiesen, dass die Aufnahmen nur bei nachweislichen Verstössen und von den gemäss Benutzerreglement befugten Personen eingesehen werden dürfen. Schliesslich betont die Behörde, dass die Mitarbeitenden darüber informiert werden müssen, welche Bereiche videoüberwacht werden und wann das Überwachungssystem eingeschaltet ist. Somit hat die Datenschutzbeauftragte positiv Stellung zum Gesuch genommen.

1.4 ReFi – Register der Datensammlungen[12]

Die kantonale Behörde hat ein Register aller angemeldeten Datensammlungen zu führen, das sämtliche Anmeldungen von Datensammlungen enthält, mit Ausnahme derjenigen der Gemeinden, die eine eigene Aufsichtsbehörde haben. Die Anmeldung der Datensammlungen ist für die öffentlichen Organe eine gesetzliche Pflicht (Art. 19 ff. DSchG). Dieses Register ist ein wichtiges Instrument der verschiedenen Datenschutzpartner und dient der Transparenz. Es zeigt auf, welche Datensammlungen von welcher Dienststelle geführt werden. Das Register ist öffentlich und kann über die Website der Behörde eingesehen werden[13].

Nachdem die Informatikanwendung aktualisiert wurde, ging es im Berichtsjahr hauptsächlich um die Erfassung der Anmeldungen von Datensammlungen zu überprüfen. Ferner ist eine Arbeitsgruppe, bestehend aus Vertreterinnen und Vertreter eines Oberamtes, der Gemeinden, des Amtes für Gemeinden sowie der Behörde daran, die in einer Gemeinde vorliegenden Datensammlungen zu eruieren und Musteranmeldungen zu erarbeiten. Die Arbeiten konnten noch nicht abgeschlossen werden. Eine grosse Gemeinde im Kanton Freiburg hat sich bereit erklärt, Beispiele für die einzelnen Anmeldungen von Datensammlungen zusammenzustellen, um die Erfassung für die anderen Gemeinden einfacher zu machen.

1.5 Austausch

Neben den Zusammenkünften mit den Kolleginnen und Kollegen im Rahmen von privatim und den Préposés latins ist auch der Austausch mit den rund zwanzig «Kontaktpersonen für den Datenschutz» der Direktionen und Anstalten wichtig. Auch im Berichtsjahr wurden sie von der Datenschutzbeauftragten zu einem Informations- und Meinungsaustausch eingeladen. Punktuell werden die Kontaktpersonen mit Informationen zu verschiedenen Themen bedient (z.B. Newsletter, Veranstaltungen).

[12] https://www.fr.ch/de/oedsb/institutionen-und-politische-rechte/transparenz-und-datenschutz/register-der-datensammlungen
[13] http://appl.fr.ch/refi/etat/client/index.aspx

2. Statistiken

Datenschutz allgemein

Im Berichtszeitraum waren 375 Datenschutz Dossiers (ohne Fri-Pers und Videoüberwachung Dossiers, siehe unten) in Bearbeitung, wovon 68 per 1. Januar 2019 noch hängig waren. Die Datenschutzbeauftragte war in 115 Fällen beratend tätig und erteilte Auskünfte, nahm in 88 Fällen Stellung, befasste sich in 28 Fällen mit der Prüfung gesetzlicher Bestimmungen, ihr wurden 26 Entscheide mitgeteilt (Art. 27 Abs. 2 DSchG), nahm 8 Kontrollen sowie Inspektionen resp. Nachkontrollen vor, führte 7 Präsentationen durch, nahm an 42 Sitzungen und sonstigen Veranstaltungen teil und befasste sich mit 61 sonstigen Begehren. 175 Dossiers betrafen kantonale Stellen oder mit öffentlichen Aufgaben betraute Institutionen, 82 Gemeinden und Pfarreien, 70 andere öffentliche Organe (Kantone, Datenschutzbehörden), 47 Privatpersonen oder private Institutionen und 1 die Medien (s. Statistiken im Anhang). Von den hängigen Dossiers der Vorjahre wurden 78 erledigt. Übrigens wurde die Behörde auch mehrmals auf Fragen angesprochen, für die sie nicht zuständig war. In diesen Fällen wurden die öffentlichen Organe oder Privatpersonen an die zuständigen Stellen verwiesen.

FRI-PERS

Bis 31. Dezember 2018 sind 8 Gesuche der Datenschutzbeauftragten zur Stellungnahme unterbreitet worden: 5 Zugriffsgesuche, 2 Anträge für einen Erweiterungszugriff und 1 Gesuch um Sonderbewilligung. Von diesen Gesuchen sind 4 immer noch in Bearbeitung und 4 wurden positiv beurteilt. Die Zusammenarbeit mit der SJD ist gut. Diese ist den Stellungnahmen der Behörde in praktisch allen Fällen gefolgt. Mit dem technologischen Fortschritt lassen sich auch die Nutzungsweisen der Fri-Pers-Plattform weiterentwickeln, und die Anfragen werden immer komplexer (gezielter). So werden das Verfahren und die Dokumente von den betroffenen Stellen ständig evaluiert.

Videoüberwachung

Im Berichtsjahr gingen bei der Datenschutzbeauftragten 8 Gesuche um Bewilligung der Inbetriebnahme einer Videoüberwachungsanlage mit Datenaufzeichnung zur Stellungnahme und 6 Anmeldungen einer Videoüberwachungsanlage ohne Datenaufzeichnung ein. Sie musste sich in 6 Fällen zu Anzeigen gegen Anlagen ohne Bewilligung äussern. Für die Gesuche für Anlagen mit Datenaufzeichnung fielen 13 Stellungnahmen positiv, 1 negativ aus und die letzten 6 sind noch in Arbeit. Einige positive Stellungnahmen waren an Bedingungen geknüpft, insbesondere daran, dass auf die Videoüberwachungsanlagen hingewiesen werden muss. 9 Gesuche wurden übrigens von Dienststellen des Staates oder von Gemeinden und 11 von Privaten gestellt. Die Liste der Videoüberwachungsanlagen ist gemäss Artikel 9 VidV auf den Websites der Oberämter aufgeschaltet.

IV. Koordination zwischen Öffentlichkeit / Transparenz und Datenschutz

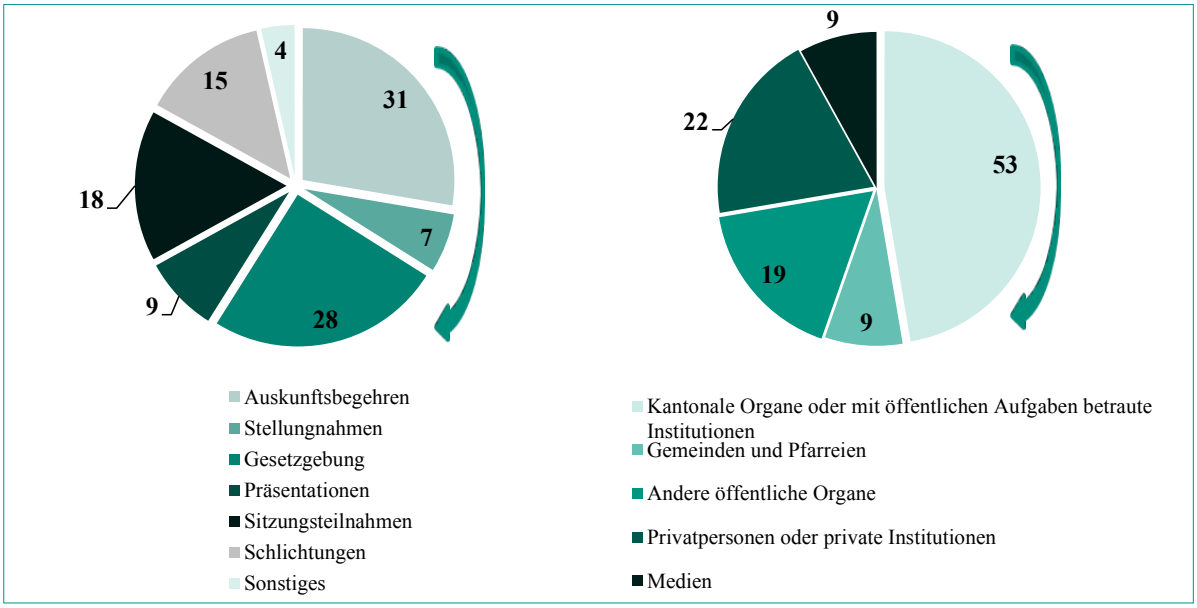
Die gute Zusammenarbeit zwischen den beiden Beauftragten ging auch 201 weiter. Zur Wahrung dieser Kooperation waren von Anfang an mehrere Massnahmen getroffen worden. In den Sitzungen der Kommission, an denen beide Beauftragte teilnehmen, werden regelmässig die Dossiers behandelt, die beide Bereiche betreffen. Die Beauftragten sehen sich regelmässig und tauschen sich aus. Schliesslich ist die Koordination auch dank der Kontakte mit dem Präsidenten gewährleistet.

V. Schlussbemerkungen

Die Kantonale Behörde für Öffentlichkeit und Datenschutz **dankt** allen öffentlichen Organen für die bisherige Zusammenarbeit, ihr Interesse am Recht auf Zugang zur Information sowie gegenüber den datenschutzrechtlichen Vorschriften. Dieser Dank geht besonders an die Kontaktpersonen in der Kantonsverwaltung und den kantonalen Anstalten, die die Datenschutzbeauftragte und die Beauftragte für Öffentlichkeit und Transparenz bei der Erfüllung ihrer Aufgaben tatkräftig unterstützen.

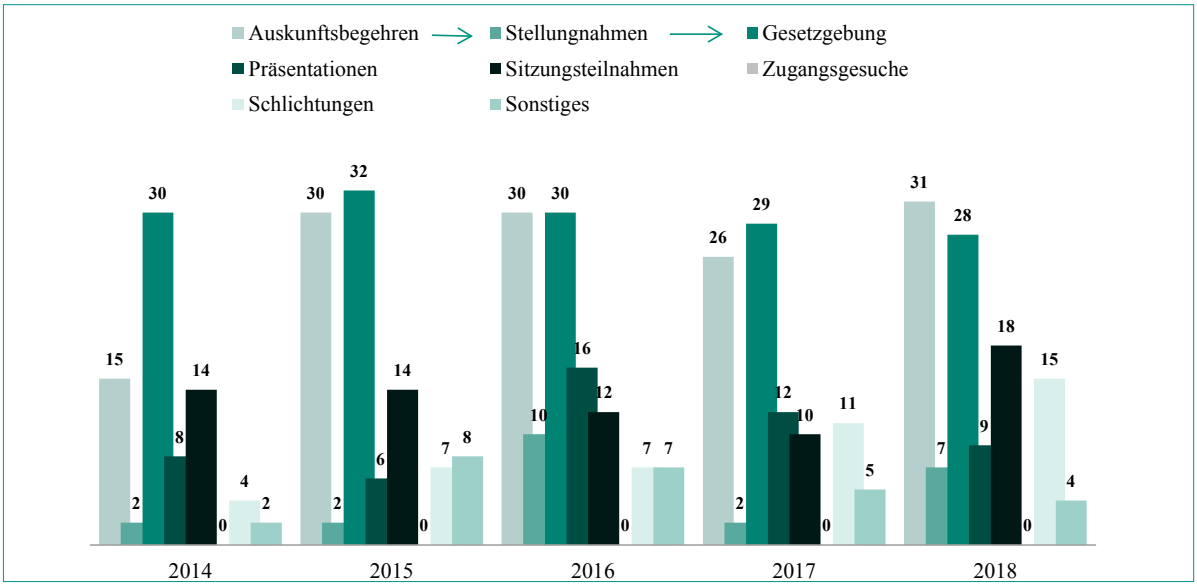
Statistiken Öffentlichkeit und Transparenz

Anfragen / Interventionen 2018

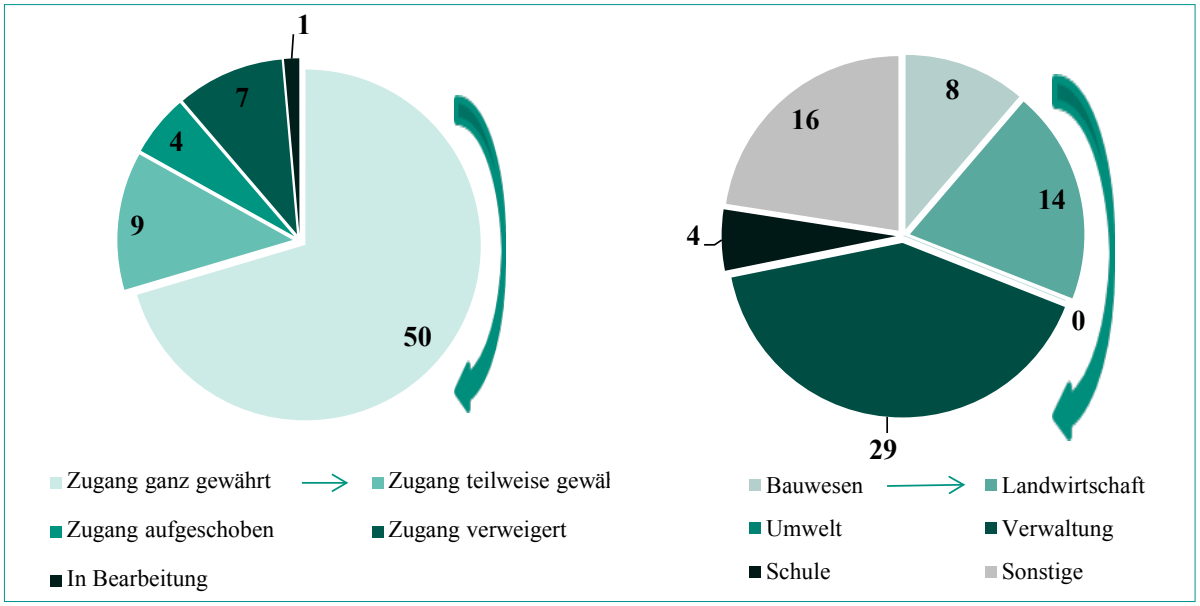


- Die Auskünfte («Auskunftsbegehren») werden von der Beauftragten für Öffentlichkeit und Transparenz erteilt.
- Der Begriff «Gesetzgebung» umfasst die Beschäftigung mit Gesetzesbestimmungen und die Antworten auf Vernehmlassungen.
- Der Begriff «Präsentationen» steht z.B. für Referate im Rahmen der Präsentation des Zugangsrechts, vom Staat Freiburg organisierte Weiterbildungen und Fortbildungen für Lernende und «Praktikanten 3+1».
- Unter «Sitzungsteilnahmen» fallen z.B. die Teilnahme an Sitzungen (z.B. Arbeitsgruppen) und Konferenzen sowie die Teilnahme an Tagungen.
- Von den 112 Dossiers, die 2018 in Bearbeitung waren, betrafen 44 auch den Datenschutz, davon 28 Vernehmlassungen.

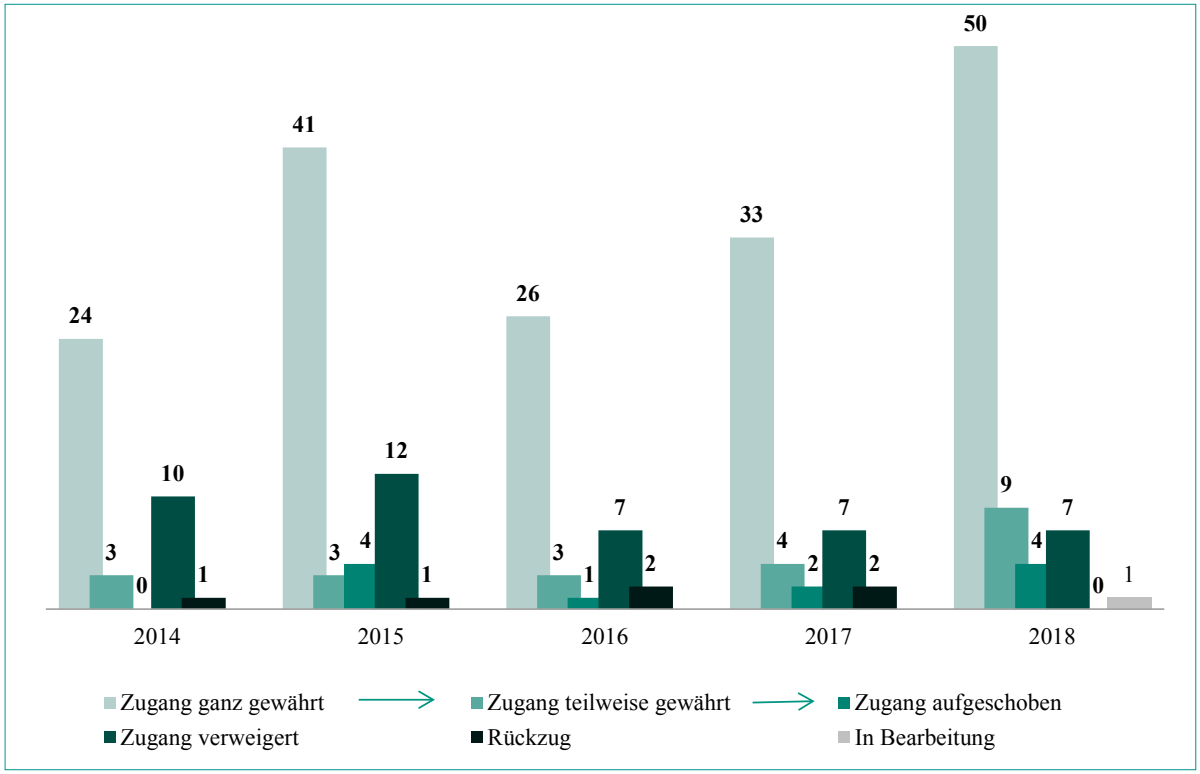
Vergleichsgrafik



Zugangsgesuche 2018

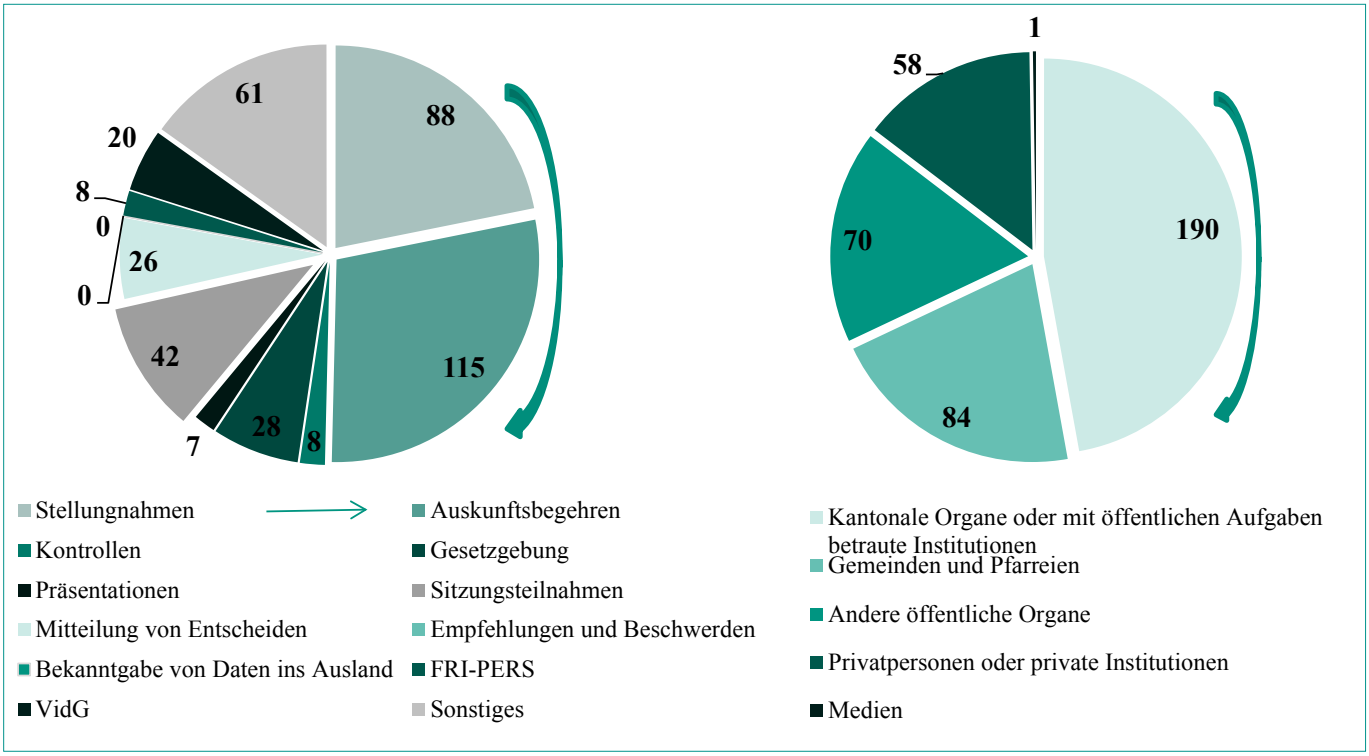


Vergleichsgrafik



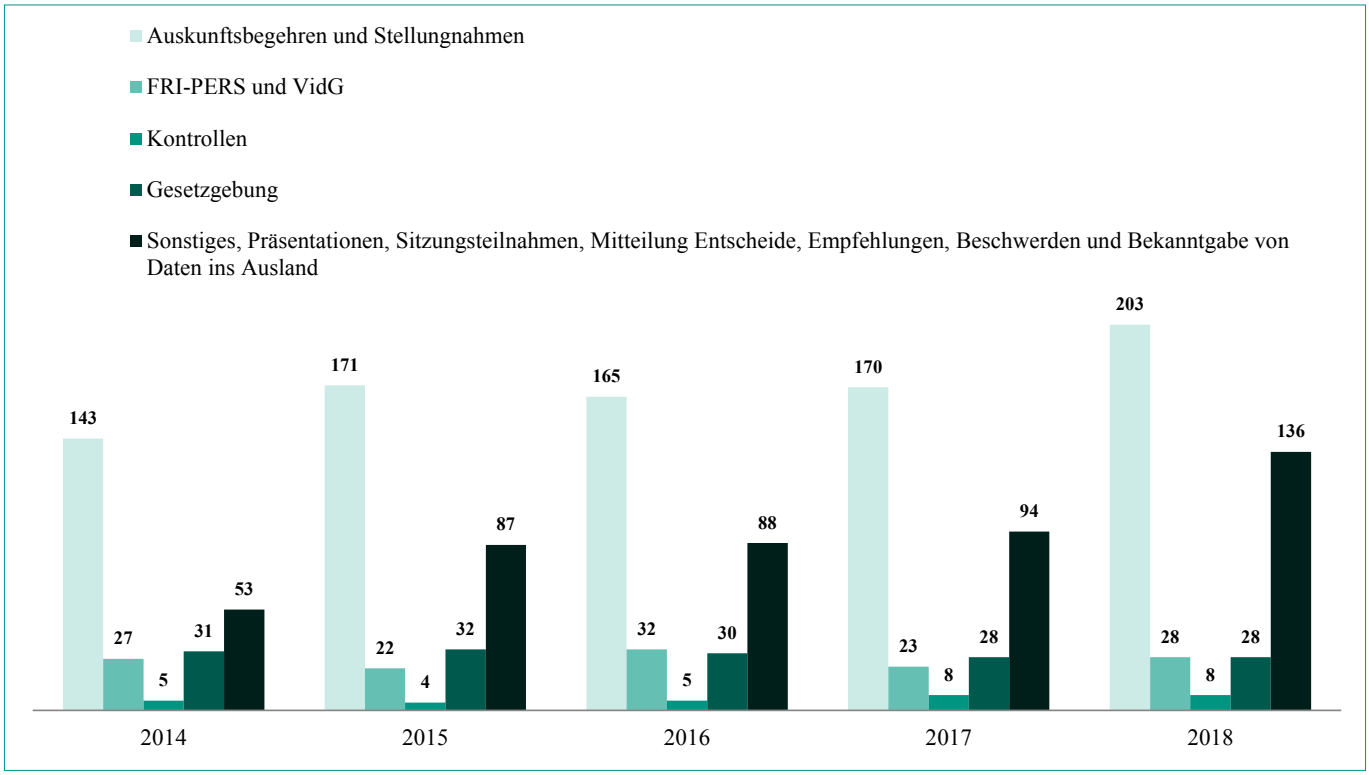
Statistiken Datenschutz, FRI-PERS und VidG

Anfragen / Interventionen 2018



- Die «Auskunftsbegehren» betreffen Fragen, die von öffentlichen Organen oder von betroffenen Privatpersonen gestellt werden, auch zu ihren Rechten.
- Die «Stellungnahmen» werden von der Datenschutzbeauftragten abgegeben. Sie umfassen die Fälle, in denen sie Stellung nimmt und beratend tätig ist in Bezug auf eine Veröffentlichung, ein Vorhaben oder einen Vorschlag eines öffentlichen Organs oder einer Privatperson (inkl. Stellungnahmen nach VidG und FRI-PERS).
- Bei den «Kontrollen» überprüft die Datenschutzbeauftragte, ob die Datenschutzbestimmungen angewendet werden.
- Der Begriff «Gesetzgebung» umfasst die Beschäftigung mit Gesetzesbestimmungen und die Antworten auf Vernehmlassungen.
- Der Begriff «Präsentationen» beinhaltet z.B. Referate, Berichte sowie vom Staat Freiburg organisierte Weiterbildungen und Fortbildungen für Lernende und «Praktikanten 3+1».
- Unter «Sitzungsteilnahmen» fallen z.B. die Teilnahme an Sitzungen (z.B. Arbeitsgruppen) und Konferenzen sowie die Teilnahme an Tagungen.
- Zur «Mitteilung von Entscheiden» siehe Artikel 27 Abs. 2 Bst. a DSchG.
- Zu den «Empfehlungen» siehe Artikel 30a DSchG.
- Zur «Bekanntgabe ins Ausland» siehe Artikel 12a DSch.
- Von den 403 Dossiers, die 2018 in Bearbeitung waren, betrafen 44 auch die Öffentlichkeit/Transparenz, davon 28 Vernehmlassungen.

Vergleichsgrafik



Anfragen / Interventionen

Jahr	Stellungnahmen	Auskunftsbegehren	Kontrollen	Gesetzgebung	Präsentationen	Sitzungs-teilnahmen	Mitteilung Entscheide	Empfehlungen und Beschwerden	Bekanntgabe von Daten ins Ausland	FRI-PERS	VidG	Sonstiges	Total
2018	88	115	8	28	7	42	26	0	0	8	20	61	403
2017	62	108	8	28	9	36	13	0	0	6	17	36	323
2016	43	122	5	30	10	29	12	4	0	15	17	33	320
2015	58	113	4	32	4	23	22	0	0	17	5	38	316
2014	37	106	5	31	5	25	3	0	1	9	18	19	259
2013	34	166	4	32	33	0	2	1	1	16	48	1	338
2012	95	71	6	27	16	0	1	0	0	13	28	25	282
2011	107	80	9	36	5	0	2	0	0	30	0	0	269

Annexe

GRAND CONSEIL **2019-CE-43**

Rapport d'activité : Autorité cantonale de la transparence et de la protection des données (2018)

Propositions de la commission ordinaire CO-2019-005

Présidence : Jean-Daniel Chardonnens

Membres : Antoinette Badoud, Solange Berset, Bruno Boschung, Nicolas Bürgisser, Bertrand Gaillard, Madeleine Hayoz, Nicolas Kolly, Grégoire Kubski, Bernadette Mäder-Brülhart, Pierre Mauron

Vote final

La commission prend acte de ce rapport d'activité et invite le Grand Conseil en faire de même.

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Le 8 mai 2019

Anhang

GROSSER RAT **2019-CE-43**

Tätigkeitsbericht: Kantonale Behörde für Öffentlichkeit und Datenschutz (2018)

Antrag der ordentlichen Kommission OK-2019-005

Präsidium : Jean-Daniel Chardonnens

Mitglieder : Antoinette Badoud, Solange Berset, Bruno Boschung, Nicolas Bürgisser, Bertrand Gaillard, Madeleine Hayoz, Nicolas Kolly, Grégoire Kubski, Bernadette Mäder-Brülhart, Pierre Mauron

Schlussabstimmung

Die Kommission nimmt diesen Tätigkeitsbericht zur Kenntnis und lädt den Grossen Rat ein, dasselbe zu tun.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Den 8. Mai 2019

Rapport d'activité 2018

—

pour la période du 1er janvier
au 31 décembre 2018

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Médiation cantonale administrative Med
Kantonale Ombudsstelle Omb

Médiation cantonale administrative
Médiateur cantonal : Philippe Vallat
Rue des Chanoines 17, CH-1701 Fribourg
T. +41 79 419 08 27
http://www.fr.ch/med

Table des matières

1 Tâches et organisation 4

1.1 En général 4

1.2 Relations avec le public, communication 4

2 Activités du Médiateur cantonal 4

2.1 Les prestations du Médiateur cantonal 4

2.2 Quelques chiffres 5

2.2.1 Nombre de prises de contact durant l'année en cours 5

2.2.2 Provenance géographique 5

2.2.3 Langue des demandes 5

2.2.4 Forme de la demande 5

2.2.5 Directions concernées 6

2.2.6 Types de prestations (incluant les cas ouverts l'an précédent) 6

2.2.7 Résultats selon art. 20 LMed (incluant les cas ouverts l'an précédent) 6

2.3 Situations spéciales 7

2.3.1 Non compétent 7

2.3.2 Récusation 7

2.4 Les résultats d'une médiation administrative 7

2.5 Quelques exemples concrets 7

2.5.1 Cas 1 : Bruit du trafic routier 7

2.5.2 Cas 2 : Comportement d'un ramoneur 8

2.5.3 Cas 3 : Prise en charge financière pour la résidence dans une institution hors canton 8

2.5.4 Cas 4 : Langue d'un préavis des services cantonaux 9

2.5.5 Cas 5 : Conflit entre une fondation et une Direction de l'Etat 10

3 Observations et commentaires 11

3.1 Difficulté de compréhension des procédures administratives 11

3.2 Les conséquences et suites d'une médiation administrative pour les autorités 12

3.3 Les tentatives d'instrumentalisation de la médiation administrative 12

3.4 Médiateur cantonal : une « activité accessoire » ? 14

3.5 Perspectives 15

4 Remarques finales et remerciements 15

1 Tâches et organisation

1.1 En général

Cette deuxième année d'activité de la Médiation administrative cantonale a été riche non seulement en demandes, mais aussi en enseignements. Durant la période considérée, le Médiateur a été sollicité 62 fois. Trois situations sont encore ouvertes au 1er janvier 2019, et trois situations avaient été ouvertes en 2017. Le Médiateur a ainsi traité 65 demandes de médiation administrative, soit la moitié plus que l'an précédent (43).

Comme l'an dernier, le Médiateur n'était pas compétent au sens de la LMed dans un peu plus de la moitié des cas. En 2018, outre les demandes relatives à des autorités communales, il s'agit de demandes concernant des conflits entre des privés, ou avec la justice, la police cantonale, l'assurance-chômage, l'assurance-invalidité, les caisses-maladies, l'Hôpital fribourgeois.

1.2 Relations avec le public, communication

La médiation cantonale administrative n'est encore que peu connue du grand public. Par contre, elle intéresse certains milieux professionnels et de la formation. En 2018, les principales activités de communication ont été les suivantes :

> Mise à jour du site Internet (http://www.fr.ch/mediation)
> Interview dans *La Liberté* du 23 janvier 2018 (https://www.laliberte.ch/news/regions/canton/allo-j-ai-un-probleme-avec-l-etat-424745)
> Interview pour un travail de Master en politiques et management publics (PMP) de l'IDHEAP, Université de Lausanne, sur l'institution d'un Ombudsman
> Intervention lors du Dialogue Santé-Justice, organisé par le Service de la Justice, du 19 avril 2018 sur le thème de la quérulence.

2 Activités du Médiateur cantonal

2.1 Les prestations du Médiateur cantonal

Le Médiateur peut être saisi par tout-e administré-e, personnes physiques ou morales, ainsi que par les autorités cantonales. Dans ce dernier cas, la pratique s'est établie que les autorités proposent à l'administré-e de saisir le Médiateur en cas d'intérêt.

Le Médiateur cantonal fournit les prestations suivantes:

> Conseil et information (sans rencontre entre les parties) : bref entretien, correspondance succincte voire rencontre entre la demanderesse et le Médiateur, conduisant à des explications et propositions permettant à cette première d'améliorer ses rapports avec les autorités et ainsi poursuivre l'affaire sans autre intervention du Médiateur.[1]
> Entremission / médiation « navette » (sans rencontre entre les parties) : entretien initial de la demanderesse avec le Médiateur, permettant de clarifier la requête et de déterminer sa recevabilité. S'il décide d'examiner l'affaire, le Médiateur informe les autres parties et leur donne l'occasion de s'exprimer, suite à quoi il établit les faits, décèle les causes de la requête puis sert d'intermédiaire pour chercher une solution à l'amiable[2]. Pour cela, il s'entretient à tour de rôle avec chacune des parties, qui ne se rencontrent pas.

[1] au sens de l'article 12.1 lit. a) LMed
[2] au sens de l'article 12.1 lit. b) LMed

> Médiation (avec rencontre entre les parties) : si besoin est, le Médiateur propose aux parties une rencontre sous son égide leur permettant de négocier et chercher une solution à l'amiable. Cette prestation est la moins fréquente, comme cela se révèle être également le cas dans les autres services de médiation ou d'ombudsman des villes et cantons en Suisse.

Selon l'affaire, une ou plusieurs de ces prestations peuvent être fournies.

2.2 Quelques chiffres

Etant donné le nombre de situations, il ne peut bien entendu s'agir que de tendances et non de statistiques significatives. Voici quelques chiffres-clés illustrant l'activité 2018, en comparaison avec la première année. Les demandes de deux étudiant-e-s en Master HES/Université ne sont pas intégrées dans ces chiffres.

2.2.1 Nombre de prises de contact durant l'année en cours

	2017	***2018***
Total des nouvelles sollicitations :	*43*	*62*
Par l'administration cantonale	7	4
Par des administrés (hommes)	24	27
Par des administrées (femmes)	7	25
Par des entreprises, organisations ou groupes de personnes	4	3
Par des couples / familles	0	3
Par des communes	0	0
Autres	1 (journaliste)	1 (conflit interne)

2.2.2 Provenance géographique

	2017	***2018***
Sarine	19	12
Singine	7	12
Lac	4	5
Gruyère	4	7
Broye	3	7
Glâne	1	2
Veveyse	1	0
Hors canton	1	8
Autres/non-déterminées	3	10

2.2.3 Langue des demandes

	2017	***2018***
F	21 (50 %)	37 (60 %)
D	21 (50 %)	24 (39 %)
Autres (anglais)	1	1

2.2.4 Forme de la demande

	2017	***2018***
Téléphone	25 (58 %)	35 (56 %)
e-mail	11 (26 %)	8 (12 %)
Site internet	3 (7 %)	11 (18 %)
Contact direct	3	0
Courrier postal	1	6
Autres	0	2

2.2.5 Directions concernées[3]

	2017	2018
DFIN	5	12
DIAF	5	3
DICS	2	1
DAEC	2	7
DSAS	1	5
DEE	0	0
DSJ	0	0
Autres (ECAB, OCN…)	3	2
Préfectures	1	0

2.2.6 Types de prestations (incluant les cas ouverts l'an précédent[4])

	2017	2018
Pour les requêtes où le Médiateur cantonal est compétent :	21 (49 %)	28 (43 %)
> Conseil et information (sans rencontre entre les parties)	6	5
> Entremission / médiation « navette » (sans rencontre entre les parties)	5	15
> Médiation (avec rencontre entre les parties)	1	2
> Demandes sans objet ou avortées	6	3
> En cours au 31.12	3	3
Non compétent [5] :	22 (51 %)	37 (57 %)
> Affaires communales	8	17 [6]
> Administration fédérale, autorités appliquant une législation fédérale	2	6 [7]
> Affaires judiciaires, police	5	5
> Autorités disposant de leur propre service de médiation (ATPrD, chômage, HFR, ESS, …)	5	5
> Autres	2	8 [8]

2.2.7 Résultats selon art. 20 LMed (incluant les cas ouverts l'an précédent)

	2017	2018
Renseignements utiles (art. 20.1a)	3	9
Accord entre les parties (art. 20.1b)	2	8
Echec ou impossibilité (art. 20.2)	3	5

Le Médiateur n'effectue pas de saisie ni d'interprétation statistique de la durée ni du nombre d'heures pour chaque cas, qui peuvent grandement varier.

[3] Dans certains cas, plusieurs Directions peuvent être concernées. Uniquement pour les cas où le Médiateur cantonal est compétent.
[4] Pour 2017 il s'agissait de 3 cas
[5] Selon LMed
[6] Notamment Guin : 6 ; Fribourg : 3 ; Morat : 3 ; Givisiez : 2 (chiffres incluant les demandes mixtes canton-commune). Les affaires concernaient le service social, les curatelles, les impôts ou encore les constructions
[7] 6 demandes concernant l'Assurance invalidité AI
[8] Dont conflits entre privés : 5 ; Caisses-maladies : 2

2.3 Situations spéciales

2.3.1 Non compétent

Le Médiateur n'était pas compétent dans plus de la moitié des cas qui lui ont été soumis. Dans dix-sept cas, des autorités communales étaient concernées.

2.3.2 Récusation

Aucune récusation du Médiateur cantonal pour l'année 2018.

2.4 Les résultats d'une médiation administrative

Quel que soit le type de prestations ou de combinaison de prestations fournies, la médiation administrative aboutit à minima à la transmission à la personne concernée de renseignements utiles (Art. 20.1 lit a) LMed). Dans le cas où le Médiateur n'est pas compétent, il cherche à aiguiller la demanderesse vers les instances et services susceptibles de lui apporter l'aide nécessaire : cela peut être d'autres services de médiation (p.ex. médiatrice de l'assurance-chômage, ombudsman des assurances-maladies), des services de l'Etat (p.ex. Police cantonale, Justice, « Fribourg pour tous », Commission de surveillance des professions de la santé et des droits des patients), des services privés ou parapublics (p.ex. permanence juridique de l'Ordre des avocats fribourgeois, Caritas, Pro Senectute).

Si la demanderesse n'est pas en mesure de régler le conflit de manière indépendante, le Médiateur soutient les parties pour la recherche à l'amiable d'un accord, suite à quoi il peut soit prendre acte, par écrit, d'un accord trouvé (Art. 20.1 lit b) LMed), ou soit constater l'échec ou l'impossibilité d'aboutir à une médiation (Art. 20.2 LMed).

A clôture de la médiation, le Médiateur peut émettre des recommandations (Art. 21 LMed), ce qu'il a fait cinq fois en 2018.

2.5 Quelques exemples concrets

2.5.1 Cas 1 : Bruit du trafic routier

Situation de départ, demande

Monsieur A est propriétaire et habite dans sa maison située à proximité immédiate d'une route cantonale à grand trafic. Subissant depuis des années le bruit du trafic routier, il a sollicité depuis 2002 et régulièrement depuis le Service des Ponts et Chaussées (SPC). Ses démarches n'ont toutefois pas conduit à ce que ce dernier prenne des mesures d'assainissement pourtant reconnues nécessaires. Monsieur A se sent ni entendu ni respecté, a un profond sentiment d'arbitraire et a perdu confiance en l'Etat « qui a fait des promesses qu'il n'a pas tenues ». Il saisit en février 2018 le Médiateur cantonal dans l'espoir de faire avancer les choses et d'obtenir rapidement des mesures de réduction du bruit, sa santé étant impactée par la situation.

Processus de médiation

Après avoir entendu Monsieur A, le Médiateur cantonal prend contact avec le SPC et obtient les informations nécessaires. Il constate que selon un calcul des niveaux d'évaluation de bruit effectué par le SPC et communiqué à Monsieur A en 2002, les valeurs limites d'immission sont dépassées. A l'époque, le SPC indiquait que des mesures antibruit devaient être prises avant fin 2012. Ce délai a été modifié par la suite : les cantons auraient eu jusqu'au 31 mars 2018 pour assainir contre le bruit leur réseau de routes cantonales. En 2016, le SPC propose la pose d'un revêtement phono-absorbant pour la fin 2018. En 2017, il communique que la réalisation des travaux est remise en question en raison de coordination avec d'autres travaux prévus par la commune dans le secteur.

Le Médiateur propose au SPC d'entrer en relation personnelle avec Monsieur A, soit de le rencontrer sur place, dans son lieu d'habitation. Le représentant du SPC, avec beaucoup d'entregent, a pu ainsi entendre les doléances de Monsieur A, présenter les excuses du SPC, expliquer la situation d'un point de vue technique et juridique.

Résultats et recommandations

Le représentant du SPC a proposé à Monsieur A des mesures antibruit et un calendrier. Tenant compte de l'historique du dossier, le SPC a reconsidéré ses priorités et s'est engagé auprès de Monsieur A à poser avant l'été un revêtement phono-absorbant sur le tronçon concerné. Les travaux ont été réalisés selon le calendrier promis et ont conduit à une

réduction immédiate et très substantielle du bruit, améliorant grandement la qualité de vie de Monsieur A, ainsi que des voisins qui ont également bénéficié de cette mesure.

A clôture de la médiation, le Médiateur a apprécié la légalité et l'opportunité de l'action de l'Etat, en vertu de l'art.-19.4 LMed. Il a conclu à l'illégalité de la situation, le délai du 31 mars 2018 pour l'assainissement du réseau des routes cantonales n'ayant pas été tenu. Il a estimé également que la communication du SPC sur les questions de bruit du trafic routier était lacunaire, ne permettant pas aux administré-e-s d'identifier facilement les instances à qui s'adresser et comment procéder. Il a émis des recommandations concrètes sur ces thèmes, lesquelles ont été en partie mises en œuvre par le SPC.

2.5.2 Cas 2 : Comportement d'un ramoneur

Situation de départ, demande

Madame B se plaint du comportement de son ramoneur : il lui donnerait des informations erronées sur ses obligations, en particulier la fréquence des contrôles de son installation, et se comporterait de manière inadéquate. Elle veut éviter que par ses retards dans les travaux le ramoneur endommage son installation de chauffage, dégâts qu'elle devrait ensuite peut-être prendre en charge elle-même. Elle veut clarifier la question de la responsabilité et ne souhaite plus avoir à faire avec ce ramoneur en lequel elle n'a plus confiance et qu'elle « ne veut plus voir dans sa maison ». Très fâchée, elle adresse à l'ECAB une réclamation et exige que l'ECAB change le ramoneur. Insatisfaite de la réponse de l'ECAB, elle saisit le Médiateur cantonal. Parallèlement, elle s'adresse à la presse ainsi qu'à la faîtière Ramoneur Suisse.

Processus de médiation

Le Médiateur prend contact avec l'ECAB en vue de l'établissement des faits. L'ECAB informe que même s'il existe un monopole, les propriétaires ont la possibilité de choisir leur ramoneur, droit que peut donc faire valoir Madame B. Quant aux délais pour réaliser les contrôles, il s'avère que le ramoneur, qui connaît les installations dont il s'occupe, dispose d'une certaine marge de manœuvre pour les apprécier. L'insatisfaction de la demanderesse a ainsi été générée par un désaccord sur la fréquence des contrôles, empiré par des difficultés organisationnelles au sein de l'entreprise de ramonage qui ont encore prolongé les délais.

Le processus de médiation a été quelque peu compliqué par la difficulté d'atteindre la demanderesse d'une part, et par des latences auprès de l'ECAB (période fériée, maladie, délais de traduction). Ainsi, la mise sur pied d'une rencontre sur place, initialement imaginée pour régler simplement et facilement cette affaire, n'a pas pu se concrétiser. Comme convenu avec le Médiateur, l'ECAB a donc procédé en adressant à la demanderesse une décision formelle, avec indication des voies de recours et sans frais, lui indiquant le nom du nouveau ramoneur. Après s'être renseignée auprès du Médiateur, la demanderesse n'a pas fait recours contre cette décision.

Résultats et recommandations

A clôture de la médiation, le Médiateur a communiqué à l'ECAB certains points d'amélioration, concernant l'identification simple par les administré-e-s de leur interlocuteur/interlocutrice au sein de l'ECAB, la communication aux administré-e-s de leurs droits, et les délais administratifs qui, s'ils se prolongent, contribuent à empirer un conflit.

2.5.3 Cas 3 : Prise en charge financière pour la résidence dans une institution hors canton

Situation de départ, demande

Monsieur C est domicilié dans la partie germanophone du canton de Fribourg. Alors que la sœur de ce monsieur, invalide, est domiciliée depuis 1950 dans un foyer à Lausanne, il reçoit en qualité de curateur une facture de plusieurs milliers de francs de la part du Service de la Prévoyance Sociale (SPS) du canton de Fribourg, en lien avec les frais d'hébergement de sa sœur. Il ne comprend pas cette facture: les calculs sont compliqués par des sources de financement multiples (AI et canton), des tarifs différents entre les cantons, et de récentes modifications des bases légales. Pour Monsieur C, la situation était d'autant plus compliquée que d'une part ses premières tentatives de contact téléphonique avec le SPS étaient restées infructueuses et que la correspondance initiale du SPS avait été faite en français. Puis, comme il n'a pas payé la facture car il cherchait d'abord à clarifier la situation, il a reçu un

commandement de payer. Il s'est adressé en premier lieu au Médiateur cantonal vaudois, car il avait durant toutes ces années essentiellement eu à faire avec la caisse AI du canton de Vaud et avec le foyer de Lausanne.

Processus de médiation

Le Médiateur cantonal vaudois a pris contact avec le Médiateur pour, dans un premier temps, définir dans ce cas complexe lequel des deux était compétent pour cette affaire. Ceci clarifié, le Médiateur prend contact avec le SPS pour l'établissement des faits, tout en lui demandant de bien vouloir, comme l'art. 14.3 de la LMed l'envisage, suspendre la procédure.

Les discussions avec le SPS ont permis au Médiateur de clarifier les faits, les bases légales, la procédure administrative, et les droits et possibilités dont dispose Monsieur C. Il résume et transcrit dans des mots simples l'état de la situation et les possibilités qui s'offrent à Monsieur C pour la suite.

Résultats et recommandations

Après avoir reçu des réponses du SPS à ses questions ainsi que les explications du Médiateur, Monsieur C s'acquitte de la facture, ce qui clôt la médiation.

Dans son appréciation, le Médiateur a relevé quelques petites « coquilles administratives », tels que les problèmes de communication ainsi que l'absence de délai de paiement sur la facture. Le SPS a pris conscience de lui-même de ces petites erreurs, qu'il a corrigées et pour lesquelles il s'est excusé auprès de Monsieur C. En conséquence, le Médiateur n'a pas émis de recommandation.

Ce cas illustre bien les rôles multiples du Médiateur exercés ici, à savoir facilitateur de la relation entre l'administré et l'administration et aide à la compréhension des décisions de l'autorité.

2.5.4 Cas 4 : Langue d'un préavis des services cantonaux

Situation de départ, demande

Monsieur D, habitant germanophone de Courgevaux, dépose une demande de permis de construire en allemand auprès de sa commune. La procédure est menée en allemand, il reçoit les avis des services cantonaux en allemand, à l'exception des avis du Service des Biens Culturels (SBC) et du Service de la mobilité (SMo). Argumentant que la Commune de Courgevaux est majoritairement germanophone, il demande à ces services d'obtenir leurs préavis traduits en allemand. N'obtenant pas satisfaction, il s'adresse au Médiateur cantonal.

Processus de médiation

Après examen de la demande, le Médiateur s'adresse aux services concernés pour avis. Une première considération est l'étude des bases légales applicables. Ainsi, la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 indique à l'art. 17 que « Celui qui s'adresse à une autorité dont la compétence s'étend à l'ensemble du canton peut le faire dans la langue officielle de son choix ». Au plan administratif, Monsieur D a donc légitimement déposé sa demande de permis de construire en allemand.

Concernant la langue d'une procédure administrative, et donc la langue dans laquelle un service formule ses avis et décisions, les règles applicables sont celles prévues aux articles 36 à 40 du Code de procédure et de juridiction administrative (CPJA), qui prévoient notamment que « lorsque la procédure a un rattachement territorial, elle se déroule dans la ou les langues officielles de la commune où l'objet de la procédure est situé. »

Courgevaux est une commune bilingue. Elle est toutefois administrativement considérée en tant que commune francophone du district du Lac, comme cela est publié dans l'Annuaire des Communes du Service des Communes.

Il en découle que dans le cas présent, lorsque le SBC et le SMo rédigent en français leur préavis, cela est conforme au droit, et ils ne sont pas tenus de répondre favorablement à la requête de la demanderesse.

Dans le cas présent, des retards dus à d'autres priorités ou à des absences pour cause de maladie ont conduit de plus à des oublis ou des retards, ce qui bien sûr a contribué à irriter davantage Monsieur D.

Résultats et recommandations

Dans la pratique, le SMo fournit volontiers sur demande du requérant une traduction de son préavis, ce qu'il a fait dans le cas présent.

Après un refus initial, le SBC, qui dispose de moins de ressources, a accepté dans le cadre de la médiation de traduire le résumé de son préavis.

Les deux services ont ainsi accédé à la demande de Monsieur D et résolu la situation dans de brefs délais, à satisfaction de ce dernier.

La question des langues est un sujet sensible dans le Canton de Fribourg. Il est évidemment important que la pratique administrative s'inscrive dans le cadre légal donné. Celui-ci indique qu'il n'existe pas de droit pour les administré-e-s à obtenir un document officiel dans la langue officielle de leur choix. Pour un service cantonal, c'est un juste motif pour livrer un document dans la langue administrative idoine, qui est la seule faisant foi dans une procédure.

Néanmoins, cela ne signifie pas une interdiction pour l'administration de transmettre une traduction. En effet, le Conseil d'Etat considère que le bilinguisme est un atout majeur du canton, et qu'il doit être développé, ce qui ne peut pas laisser les services indifférents à cette volonté politique dans leur pratique administrative.

Les recommandations du Médiateur dans cette affaire furent que lorsqu'une demande de traduction dans la langue partenaire est déposée, les services peuvent, dans un souci de service public orienté client, accéder à la demande de l'administré-e selon les termes suivants :

> Informer de la base légale applicable en explicitant qu'il n'existe pas de droit pour l'administré-e à obtenir une traduction ;
> Préciser que seuls les préavis et décisions établis dans la langue officielle font foi ;
> Accéder à la demande, en négociant d'une part quels textes ou extraits de texte (p.ex. un résumé), et d'autre part les délais dans lesquels une traduction pourra être transmise.

2.5.5 Cas 5 : Conflit entre une fondation et une Direction de l'Etat

Le présent cas, encore en cours fin 2018, est présenté ici sous l'angle du fonctionnement de la médiation administrative et des principes qui la régisse.

Situation de départ, demande

Une fondation privée, financée par une Direction de l'Etat, se trouve depuis 2017 dans une situation de conflit avec une partie du personnel et avec des syndicats. Il s'agit donc d'un conflit en lien avec les relations de travail.

En décembre 2017, la Direction en charge de la surveillance de cette Fondation décide de mandater un audit. Il s'ensuit une enquête de satisfaction auprès du personnel par une entreprise externe, laquelle émet diverses recommandations. Pour la mise en œuvre de ces recommandations, la Direction et la Fondation se mettent d'accord de mandater un accompagnement externe.

En automne 2017, le Conseil de fondation s'adresse au Médiateur cantonal, rapportant sa difficulté de trouver un accord avec la Direction sur le choix de l'intervenant-e externe. Il ne comprend pas le rôle joué par celle-ci et demande au Médiateur de l'aider à clarifier ce rôle, et en particulier d'aider les parties à se mettre d'accord sur le choix de cet-te intervenant-e externe, afin de pouvoir enfin aller de l'avant avec des mesures organisationnelles.

Processus de médiation

Comme usuel, le Médiateur clarifie en premier lieu si la demande entre dans le domaine de compétence défini par la LMed. Pour cela, après la saisine par le Conseil de Fondation, il s'adresse à la Direction concernée en demandant de bien vouloir lui indiquer sur quelle base légale et dans quel rôle elle agit. Cette dernière émet alors des doutes quant à la compétence du Médiateur cantonal dans cette affaire, tout en répondant favorablement à ses demandes d'information.

L'analyse des bases légales fait considérer au Médiateur que la Direction agirait en qualité d'autorité de surveillance, et que la Fondation, personne morale, peut être considérée comme administrée car elle n'a pas le choix de la relation avec l'autorité. En conséquence il s'estime compétent et décide de procéder. Il fixe un cadre, définit une démarche et informe les parties. En particulier il définit le périmètre de la médiation administrative à la seule problématique du choix commun entre la Direction et la Fondation d'un-e intervenant-e externe, et en exclut explicitement le conflit entre la Fondation et les syndicats.

Par l'intermédiaire du Médiateur qui les rencontre séparément, les parties conviennent d'une démarche pour ce choix. En parallèle, la Direction argumente et communique son avis à la Fondation que le Médiateur ne serait pas compétent dans une telle affaire. En conséquence, elle indique vouloir poursuivre les transactions avec la Fondation en l'absence du Médiateur. Tenant compte de la volonté de la Direction de ne pas participer à la médiation, le Médiateur suspend provisoirement celle-ci.

La question de la compétence du Médiateur n'est pas inintéressante : en effet, la Fondation se trouve dans un double rôle à la fois d'autorité cantonale accomplissant des tâches de droit public d'autorité déléguées par les autorités, et d'administrée. De plus, la Direction s'est positionnée comme « facilitatrice » du conflit entre la fondation et les syndicats.

Le Médiateur mandate un avis de droit sur les questions principales suivantes :

> La demande de médiation déposée par la Fondation auprès du Médiateur cantonal entre-t-elle dans la cadre de la LMed ?
> La Direction est-elle une autorité concernée au sens de l'art. 2 LMed ?
> La Fondation est-elle une administrée au sens de l'art. 1 LMed ?
> En conclusion, le Médiateur est-il compétent pour ce cas particulier ?

Résultats et suite du processus

L'avis de droit du 14.2.2019, élaboré par Mme le Professeur Anne-Christine Favre, Directrice du Centre de Droit Public de l'Université de Lausanne, aboutit aux conclusions suivantes :

Il apparaît que le Médiateur cantonal est compétent pour traiter d'un conflit entre une institution privée, délégataire d'une tâche publique, et son autorité de surveillance, pour autant que les autres conditions formelles de la LMed soient remplies et que l'institution soit touchée dans ses droits et obligations.

L'entité délégataire d'une tâche publique ne se trouve pas dans un rapport de subordination avec l'autorité de surveillance. Elle dispose donc de tous les moyens accordés à un justiciable pour faire valoir ses droits en justice, ou par l'intermédiaire du médiateur cantonal, dont le rôle est d'intervenir précisément dans une cause pouvant donner lieu à un conflit judiciaire.

Le cas étant toujours en cours, les considérations spécifiques du Médiateur ne sont pas développées plus ici et seront livrées aux parties en temps opportun. Par contre, certaines réflexions de portée générale, inspirées de ce cas, sont présentées dans le chapitre suivant.

3 Observations et commentaires

3.1 Difficulté de compréhension des procédures administratives

Les cas pratiques présentés plus haut montrent que même si de prime abord les questions que se posent les administré-e-s leur paraissent relativement « simples », souvent les procédures administratives en jeu sont plutôt complexes et difficiles à comprendre, et plus encore lorsque les décisions sont prises dans un contexte comportant une dimension politique (exemples du bruit du trafic routier, du conflit entre Fondation et DSAS). Le travail du Médiateur est donc d'abord de clarifier la situation d'un point de vue légal et technique, de comprendre le

déroulement ordinaire des procédures, d'identifier les droits et devoirs qu'ont les administré-e-s, puis de communiquer de manière compréhensible ces informations à ces derniers en leur présentant les possibilités d'actions qu'ils-elles ont, avec leurs avantages et inconvénients. Le Médiateur, comme non-juriste, doit donc comprendre lui-même les procédures de manière à pouvoir les expliquer simplement.

Pour les autorités dont les procédures paraissent « évidentes », car c'est leur cœur de métier, l'insistance du Médiateur à creuser les situations pour les comprendre, comme pour identifier les causes du conflit, peut parfois être perçue comme « agaçante ». De plus, les autorités ne comprennent pas toujours que les administré-e-s peuvent se sentir brusqué-e-s, non-entendu-e-s, pas respecté-e-s par la manière de faire, aussi bien dans les interactions interpersonnelles que dans les correspondances.

3.2 Les conséquences et suites d'une médiation administrative pour les autorités

La fonction de Médiateur administratif s'exerce en équilibre entre le travail d'un médiateur « classique », neutre et multipartite, et celui d'un ombudsman qui doit porter un jugement sur le fonctionnement des autorités.

Dès le moment où le Médiateur a décidé d'examiner l'affaire, les autorités ont l'obligation de collaborer à l'établissement des faits (Art. 19 LMed). Cela permet au Médiateur de déceler les causes de la requête et d'apprécier si une médiation permettrait d'aboutir à un accord. La médiation, dans son acceptation la plus large, présuppose toujours une participation volontaire des parties ; cela vaut également pour les autorités qui ont donc liberté de ne pas participer à une médiation, et donc maintenir inchangée leur position voire la procédure administrative concernée (Art. 15 LMed).

Quelle que soit la position de l'autorité concernée, et quelle que soit la prestation fournie par le Médiateur (selon chap. 2.1), dans tous les cas ce dernier examine la légalité et l'opportunité de l'action de l'autorité (Art. 18.4 LMed), donc porte un jugement auquel elle ne peut pas se soustraire.

Cette appréciation est nouvellement transmise en toute transparence à la demanderesse, avec copie aux autorités concernées, conformément à la pratique développée par d'autres services cantonaux ou communaux de médiation administrative et en application du principe de transparence mentionné dans l'article 52 de la Constitution fribourgeoise.

Les recommandations quant à elle ne sont adressées qu'aux autorités, dans un souci d'amélioration des pratiques administratives : en effet, la LMed fixe comme une des missions de la médiation administrative de *contribuer à améliorer le fonctionnement des autorités*. Les autorités sont libres de s'en inspirer pour prendre des mesures, ou pas, cela étant de leur responsabilité.

3.3 Les tentatives d'instrumentalisation de la médiation administrative

Plusieurs cas ont été caractérisés par des tentatives d'instrumentalisation, intentionnelles ou non, de la médiation administrative.

La logique de conflit a comme perspective qu'avec suffisamment d'effort et de pression il sera possible d'en ressortir gagnant, et ce aux détriments de l'autre partie, forcément perdante, à un degré plus ou moins grand.

Or entrer en médiation signifie changer de logique, cesser un combat, accepter d'ouvrir un nouvel espace, remettre en question ses représentations et même ses doléances, voire même accepter et reconnaître ouvertement avoir eu des comportements pas toujours entièrement adéquats. En médiation, l'intention est nouvellement de trouver une solution qui soit gagnante pour toutes les parties.

Que l'on soit administré-e ou autorité, que l'on soit demandeur de la médiation ou non, l'intervention du Médiateur visera forcément à proposer de changer de stratégie, vu que manifestement les stratégies précédentes ont été considérées au moins par une partie comme un échec. Donc le Médiateur invitera à remettre en question les attentes, demandes ainsi que les manières de procéder et de communiquer. L'une ou l'autre partie peut, consciemment ou inconsciemment, refuser cela, et peut chercher à gagner le soutien du Médiateur pour sa cause, pour la poursuite du combat. Elle peut aussi, au contraire, rejeter la médiation, dans l'espoir que le conflit pourra trouver une résolution par la force, soit parce que l'autre partie se soumettra, soit parce que le conflit escaladera juridiquement et/ou

politiquement en direction d'une demande d'arbitrage par une instance supérieure.

La médiation est un des modes de résolution des conflits, ce n'est pas le seul, et il n'est pas toujours pertinent. Il est donc important pour le Médiateur de communiquer clairement ce qu'est une médiation et ce qu'elle n'est pas. Ainsi, si les parties souhaitent escalader le conflit, le Médiateur ne peut que les inviter à réfléchir, sans jugement, aux chances et risques des diverses stratégies envisagées et ainsi leur permettre de décider en conscience. En particulier, lorsqu'il partage ses réflexions aux autorités, il a à l'esprit sa mission *d'éviter aux autorités des reproches infondés* (Art. 1 LMed).

Il est interpellant de constater qu'en 2018 le Médiateur a été pris à partie à plusieurs reprises. Il a ainsi fait l'objet de menaces physiques par un administré, qui ont conduit à une dénonciation auprès du Ministère public. Il a fait l'objet d'attaques personnelles par un administré via un article dans un média et le courrier des lecteurs d'un journal. Dans un autre cas, la médiation administrative a été utilisée dans l'argumentation médiatique par certaines parties, ce qui a conduit la rédaction d'un journal à titrer « Une médiation qui fâche ».

Ces tentatives d'instrumentalisation mettent la médiation dans une situation très difficile, car toute médiation nécessite un cadre sécurisé où le processus est clairement défini par le Médiateur et au sein duquel il bénéficie de la confiance des parties, et le tout dans une certaine confidentialité. Sans ces prérequis indispensables, le succès de la médiation est fortement compromis.

La médiation administrative ne constitue toutefois pas uniquement en médiation à proprement parler. Le rôle du Médiateur cantonal est aussi de *conseiller les administré-e-s dans leur relation avec les autorités*, et ce indépendamment de la position que prend l'autorité par rapport à la médiation.

Il est important de rappeler les principes suivants qui sous-tendent la médiation administrative, outil au service du bon fonctionnement de la démocratie :

> Chaque administré-e, qu'il s'agisse d'une personne physique ou morale, a fondamentalement le droit de saisir le Médiateur cantonal.
> Le Médiateur cantonal, en qualité d'autorité indépendante et conformément à la LMed, décide s'il examine l'affaire ou pas. Cela consiste en l'appréciation du domaine d'application de la LMed et donc de la compétence ou non du Médiateur cantonal, et également en l'appréciation de la bonne volonté de la demanderesse d'entrer en médiation.
> Par défaut, dans le cadre donné par la LMed, le Médiateur est à considérer comme compétent, l'intention étant de trouver des solutions par des démarches moins longues et onéreuses que les procédures administratives et judiciaires. Ainsi, le Médiateur ne devrait pas avoir à « justifier » de sa compétence envers quelque autorité que ce soit. Dès lors que le Médiateur a décidé d'entrer en matière, l'autorité doit collaborer à l'établissement des faits (Art.19 LMed).
> Seul le Médiateur peut formellement clore une médiation administrative. Les parties peuvent ne pas souhaiter participer à une médiation, cela ne met fin ni à la procédure de médiation administrative, ni à l'examen par le Médiateur de la légalité et de l'opportunité de l'action de l'Etat, ni à sa possibilité d'émettre des recommandations.

La mise en pratique de ces principes signifie pour tout médiateur de vivre concrètement les valeurs de multipartialité, d'indépendance, et de neutralité[9].

La *neutralité* est une valeur qui souvent n'est pas comprise correctement. Neutralité ne signifie pas absence d'avis ou de jugement de la part du Médiateur, car comme on l'a vu plus haut, il doit examiner la légalité et l'opportunité de l'action de l'Etat. La neutralité signifie l'absence par le Médiateur de présuppositions sur ce que serait une « bonne solution » au conflit pour les parties. Elle signifie également que ses conclusions et recommandations ne sont pas inspirées par ses convictions politiques et personnelles : elles sont faites dans le respect des pouvoirs des autorités qui ont été dûment élues.

—

[9] Voir en particulier le Guide des valeurs et principes déontologiques du Médiateur/Ombudsman et de ses collaborateurs, Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie AOMF, 2018.

L'indépendance est le droit reconnu à chaque administré-e de bénéficier du traitement de sa demande par un Médiateur qui n'est pas subordonné ou assujetti à une autorité administrative ou politique et qui n'est pas sous influence de groupes de pression. Elle est la manifestation par le Médiateur de l'impossibilité d'une instrumentalisation, soit l'empêchement de toute tentative d'influence sur son traitement du dossier par les parties, les demandeurs, l'autorité publique, les médias ou l'opinion publique. Cela signifie pour le Médiateur d'émettre un avis, proposer une démarche et émettre des recommandations en faisant abstraction des influences externes, des pressions, des jeux de pouvoir, sans craindre de déplaire ni envie de plaire.

Quant à la *multipartialité*, elle consiste à accorder la même qualité d'attention, de respect et d'écoute aux parties, sans favoritisme ni préjugés. Pour cela le Médiateur veille à ne pas être ni paraître en relation de trop grande proximité avec l'administration publique ou avec toute personne concernée par un dossier.

3.4 Médiateur cantonal : une « activité accessoire » ?

L'année 2018 a permis au Médiateur cantonal d'enrichir son expérience. Le constat après deux ans de pratique est clairement que d'exercer une activité aussi importante et prenante à un taux de 20 %, voire même de 30 à 40 % comme cela était prévu dans la mise au concours du poste, n'est pas satisfaisant[10].

En effet, un taux d'activité réduit ne permet que des interventions ponctuelles, brèves, focalisant sur la recherche de solutions à court terme. Même si cette contrainte force à une efficacité de son intervention, la fonction n'a pas été envisagée comme un « exercice pompier », devant s'exercer ponctuellement et brièvement, mais comme un outil important de la démocratie et du fonctionnement des autorités, comme cela est prévu dans la mission de la médiation administrative.

Un taux d'activité réduit ne permet notamment pas au Médiateur cantonal :

> D'offrir une grande disponibilité et une certaine réactivité dans la prise en charge des affaires
> De traiter en profondeur et d'assurer un suivi constant dans des dossiers particulièrement complexes (exemple du conflit en 2017 entre le SAAV et société d'apiculture de la Singine, conflits en lien avec les mesures d'accompagnement du Pont de la Poya, autres cas complexes)
> De chercher à comprendre les causes du conflit et d'émettre systématiquement et de manière étayée des recommandations, qui est pourtant une des tâches centrales du Médiateur
> De prendre proactivement des mesures de communication pour faire connaître la fonction
> De mettre en chantier une révision de la LMed
> De soigner le réseau, national et international, entre Ombudsmans
> De disposer de supervision, intervision et formation continue systématiques
> De s'intéresser aux questions fondamentales des droits humains et de l'exercice de la démocratie (égalité des chances, racisme etc.)
> De s'intéresser à la thématique des lanceurs d'alerte, traitée par certain-e-s de ses homologues
> De se pencher sur les conséquences de la stratégie numérique sur les relations entre l'administration cantonale et les administré-e-s.

L'expérience montre de plus que le Médiateur est le plus souvent sollicité comme « guichet social », et qu'à ce titre, son rôle est de renseigner sur les services qui peuvent prendre en charge les demandes. Cela nécessite une connaissance approfondie d'un réseau de services, communal, cantonal et même national, étatique comme para-étatique voire privé, pour renseigner les personnes avec pertinence.

De plus, une activité réduite pour une telle fonction est perçue par beaucoup de personnes et services comme « pas sérieux ». Cela adresse un message ambigu aux administré-e-s sur la réelle volonté politique de l'existence et de l'impact de cette fonction. En comparaison avec les services similaires existants dans certains cantons et villes, les ressources en personnel, rapportées à 100 000 habitants, varient entre 35 % (Cantons de Zurich et de Vaud) et 190 % (Canton de Bâle-Ville). A Fribourg, les 20 % du poste pour une population de 300 000 habitants correspondent à un

[10] Il n'est pas argumenté de manière quantitative avec les heures supplémentaires et soldes de vacances, car le Médiateur optimise l'exercice de sa fonction avec les ressources disponibles.

taux de 6 % pour 100 000 habitants, soit entre 6 et 30 fois moins que les autres services.

Enfin, le nombre de cas ouverts en parallèle, la complexité de certains cas ainsi que l'importante charge émotionnelle qui les accompagne exige une disponibilité d'esprit et de coeur constante de la part du Médiateur, qui est difficile à offrir tout le temps, sa tête étant prise « ailleurs » par une activité professionnelle principale.

L'organisation du bureau est également insatisfaisante. Il est du devoir de l'Etat de fournir des conditions de travail idéales pour cette fonction : un bureau dans un lieu officialisé, séparé de l'administration cantonale, offrant la confidentialité nécessaire. Actuellement, la solution temporaire qui voit le Médiateur mettre à disposition, sans contrepartie de l'Etat, sa propre infrastructure professionnelle pour exercer sa fonction, arrive à ses limites[11]. De plus, en raison du nombre de demandes nécessitant un renseignement bref, un service d'accueil téléphonique ou de secrétariat devrait être envisagé, pour que le Médiateur puisse se concentrer sur son cœur de métier.

3.5 Perspectives

En conséquence des constats établis lors de ces deux premières années d'existence de la Médiation administrative cantonale, le Médiateur a déposé auprès du Conseil d'Etat la demande d'augmenter le taux d'activité du poste à 60-100% et d'organiser un support administratif.

Les évolutions possibles et souhaitées de la fonction ne pourront être considérées que lorsqu'un nouveau cadre de travail concernant les ressources et l'organisation aura été décidé. D'ici là, la Médiation administrative poursuivra son activité selon les prémisses actuelles.

4 Remarques finales et remerciements

Il ne serait pas possible au Médiateur d'exercer sa fonction avec le professionnalisme nécessaire sans le soutien et les conseils avisés de ses homologues des cantons et villes. Un merci tout particulier pour M. Christian Raetz, Médiateur cantonal du Canton de Vaud, pour sa disponibilité et les partages collégiaux.

[11] Voir le Rapport d'activité 2017

Tätigkeitsbericht 2018

—

für den Zeitraum vom 1. Januar bis 31. Dezember 2018

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Médiation cantonale administrative Med
Kantonale Ombudsstelle Omb

Kantonale Ombudsstelle
Kantonaler Mediator: Philippe Vallat
Chorherrengasse 17, CH-1701 Freiburg
T. +41 79 419 08 27
http://www.fr.ch/med

Inhaltsverzeichnis

1 Aufgaben und Organisation 4

1.1 Im Allgemeinen 4

1.2 Öffentlichkeitsarbeit, Kommunikation 4

2 Tätigkeit des kantonalen Mediators 4

2.1 Die Dienstleistungen des kantonalen Mediators 4

2.2 Einige Zahlen 5

2.2.1 Anzahl Kontaktaufnahmen im laufenden Jahr 5

2.2.2 Geografische Herkunft 5

2.2.3 Sprache der Anfragen 5

2.2.4 Mittel der Anfrage 5

2.2.5 Betroffene Direktionen 6

2.2.6 Arten der Leistung (inklusive der offenen Fälle vom Vorjahr) 6

2.2.7 Ergebnisse gemäss Art. 20 OmbG (inklusive der offenen Fälle vom Vorjahr) 6

2.3 Besondere Fälle 7

2.3.1 Unzuständig 7

2.3.2 Ausstand 7

2.4 Die Ergebnisse einer Mediation für Verwaltungsangelegenheiten 7

2.5 Einige konkrete Beispiele 7

2.5.1 Fall 1: Strassenverkehrslärm 7

2.5.2 Fall 2: Verhalten eines Kaminfegers 8

2.5.3 Fall 3: Finanzielle Unterstützung für die Unterbringung in einer Einrichtung ausserhalb des Kantons 9

2.5.4 Fall 4: Sprache einer Stellungnahme der kantonalen Ämter 9

2.5.5 Fall 5: Konflikt zwischen einer Stiftung und einer Direktion des Staats 11

3 Beobachtungen und Kommentare 12

3.1 Schwierigkeiten beim Verständnis von Verwaltungsverfahren 12

3.2 Die Konsequenzen und Folgen einer Mediation für Verwaltungsangelegenheiten für die Behörden 12

3.3 Versuche, die kantonale Ombudsstelle zu instrumentalisieren 13

3.4 Kantonaler Mediator: eine «nebenamtliche Tätigkeit»? 14

3.5 Perspektiven 16

4 Schlussbemerkungen und Dank 17

1 Aufgaben und Organisation

1.1 Im Allgemeinen

Das zweite Tätigkeitsjahr der kantonalen Ombudsstelle war nicht nur sehr reich an Anfragen, sondern auch sehr lehrreich. Im berücksichtigten Zeitraum wurde der Mediator 62 Mal in Anspruch genommen. Drei Fälle sind am 1. Januar 2019 noch offen und drei Fälle waren 2017 noch offen gewesen. Somit hat der Mediator 65 Anfragen für eine Mediation für Verwaltungsangelegenheiten behandelt, also 1,5 Mal so viel wie im Vorjahr (43).

Wie bereits letztes Jahr war der Mediator gemäss OmbG für etwas mehr als die Hälfte der Fälle nicht zuständig. 2018 waren dies, neben den Anfragen, welche die Gemeindebehörden betreffen, Anfragen zu Konflikten zwischen Privatpersonen oder Konflikten mit der Justiz, der Kantonspolizei, der Arbeitslosen- oder Invalidenversicherung, den Krankenkassen oder dem freiburger Spital.

1.2 Öffentlichkeitsarbeit, Kommunikation

Die kantonale Ombudsstelle ist der breiten Öffentlichkeit noch weitgehend unbekannt. Für gewisse berufliche Bereiche und Bildungskreise ist sie hingegen interessant. Die wichtigsten Kommunikationstätigkeiten waren 2018:

> Aktualisierung der Website (http://www.fr.ch/mediation)
> Interview in *La Liberté* vom 23. Januar 2018 (https://www.laliberte.ch/news/regions/canton/allo-j-ai-un-probleme-avec-l-etat-424745)
> Interview für eine Masterarbeit im Studiengang *Politiques et management publics* (PMP) des IDHEAP der Universität Lausanne, über die Institution des Ombudsmanns
> Beitrag am Dialog Santé-Justice zum Thema Querulanz, organisiert vom Amt für Justiz, am 19. April 2018.

2 Tätigkeit des kantonalen Mediators

2.1 Die Dienstleistungen des kantonalen Mediators

Der Mediator kann von jeder Bürgerin oder jedem Bürger, jeder natürlichen oder juristischen Person, oder jeder kantonalen Behörde angerufen werden. In letzterem Fall hat sich die Praxis eingebürgert, dass die Behörde der Bürgerin oder dem Bürger vorschlägt, den Mediator einzuschalten, falls diese/r es wünscht.

Der kantonale Mediator bietet folgende Leistungen:

> Beratung und Information (ohne Treffen zwischen den Parteien): Kurzes Gespräch, kurzer Briefwechsel oder gar Treffen zwischen der Antragstellerin und dem Mediator, bei dem dieser Erklärungen und Vorschläge präsentiert, die zu einem besseren Verhältnis der Antragstellerin zu den Behörden führen und es dieser erlauben, die Angelegenheit ohne weiteres Eingreifen des Mediators weiterzuführen.[1]
> Vermittlung / Pendelmediation (ohne Treffen zwischen den Parteien): Erstes Gespräch zwischen der Antragstellerin und dem Mediator, das erlaubt, die Anfrage zu klären und ihre Zulässigkeit zu ermitteln. Wenn der Mediator beschliesst, die Angelegenheit zu prüfen, informiert er die anderen Parteien und gibt ihnen die Möglichkeit, sich zu äussern; daraufhin stellt er den Sachverhalt fest, erkennt die Ursachen der Anfrage und dient anschliessend als Vermittler, um eine einvernehmliche Lösung zu finden[2]. Dafür unterhält er sich abwechselnd mit den Parteien, die sich nicht treffen.
> Mediation (mit Treffen zwischen den Parteien): Falls nötig schlägt der Mediator den Parteien ein Treffen unter seiner Leitung vor, das ihnen erlauben soll, zu verhandeln und eine einvernehmliche Lösung zu finden. Diese Leistung ist die seltenste, was sich auch bei den anderen Mediationsdiensten oder Ombudsmännern in Schweizer Städten und Kantonen beobachten lässt.

[1] Gemäss Artikel 12 Abs. 1 Bst. a) OmbG.
[2] Gemäss Artikel 12 Abs. 1 Bst. b) OmbG.

Je nach Angelegenheit können eine oder mehrere der Dienstleistungen dargebracht werden.

2.2 Einige Zahlen

Angesichts der Anzahl der Gesuche, kann es sich hier natürlich lediglich um Tendenzen und nicht um aussagekräftige Statistiken handeln. Einige Schlüsseldaten sollen die Tätigkeit 2018 im Vergleich zum ersten Jahr veranschaulichen. Die Anfragen der Studentin und des Studenten im Master FH/Universität sind in diesen Zahlen nicht enthalten.

2.2.1 Anzahl Kontaktaufnahmen im laufenden Jahr

	2017	*2018*
Ersuche insgesamt:	*43*	*62*
Von der Kantonsverwaltung	7	4
Von Bürgern (Männern)	24	27
Von Bürgerinnen (Frauen)	7	25
Von Unternehmen, Organisationen und Personengruppen	4	3
Von Paaren / Familien	0	3
Von Gemeinden	0	0
Andere	1 (Journalist)	1 (interner Konflikt)

2.2.2 Geografische Herkunft

	2017	*2018*
Saanebezirk	19	12
Sensebezirk	7	12
Seebezirk	4	5
Greyerzbezirk	4	7
Broyebezirk	3	7
Glanebezirk	1	2
Vivisbachbezirk	1	0
Ausserhalb des Kantons	1	8
Weitere / nicht identifiziert	3	10

2.2.3 Sprache der Anfragen

	2017	*2018*
F	21 (50 %)	37 (60 %)
D	21 (50 %)	24 (39 %)
Weitere (Englisch)	1	1

2.2.4 Mittel der Anfrage

	2017	*2018*
Telefon	25 (58 %)	35 (56 %)
E-Mail	11 (26 %)	8 (12 %)
Website	3 (7 %)	11 (18 %)
Direkter Kontakt	3	0
Post	1	6
Weitere	0	2

2.2.5 Betroffene Direktionen[3]

	2017	2018
FIND	5	12
ILFD	5	3
EKSD	2	1
RUBD	2	7
GSD	1	5
VWD	0	0
SJD	0	0
Weitere (KGV, ASS…)	3	2
Oberämter	1	0

2.2.6 Arten der Leistung (inklusive der offenen Fälle vom Vorjahr[4])

	2017	2018
Für die Anfragen, für die der kantonale Mediator zuständig ist:	21 (49 %)	28 (43 %)
> Beratung und Information (ohne Treffen zwischen den Parteien)	6	5
> Vermittlung / Pendelmediation (ohne Treffen zwischen den Parteien)	5	15
> Mediation (mit Treffen zwischen den Parteien)	1	2
> Anfrage gegenstandslos oder gescheitert	6	3
> Offen am 31.12.	3	3
Nicht zuständig[5]:	22 (51 %)	37 (57 %)
> Gemeindeangelegenheiten	8	17 [6]
> Bundesverwaltung, Behörden, die eine Bundesgesetzgebung ausführen	2	6 [7]
> Richterliche Angelegenheiten, Polizei	5	5
> Behörden, die einen eigenen Mediationsdienst haben (ÖDSB, Arbeitslosenkasse, HFR, EGS, …)	5	5
> Weitere	2	8 [8]

2.2.7 Ergebnisse gemäss Art. 20 OmbG (inklusive der offenen Fälle vom Vorjahr)

	2017	2018
Notwendige Auskünfte (Art. 20.1a)	3	9
Einigung zwischen den Parteien (Art. 20.1b)	2	8
Scheitern oder Unmöglichkeit (Art. 20.2)	3	5

Der Mediator macht weder eine statistische Erfassung noch eine Auslegung der Dauer oder der Stundenzahl, die er für seine Fälle investiert; die Zahlen können stark variieren.

[3] In einigen Fällen können mehrere Direktionen betroffen sein. Nur für die Fälle, für die der kantonale Mediator zuständig ist.
[4] Für das Jahr 2017 handelt es sich um 3 Fälle.
[5] Laut OmbG.
[6] Namentlich Düdingen: 6; Freiburg: 3; Murten: 3; Givisiez: 2 (Zahlen beinhalten gemischte Anfragen Kanton-Gemeinde). Die Angelegenheiten betrafen den Sozialdienst, die Beistandschaften, die Steuern oder auch Bauten.
[7] 6 Anfragen zur Invalidenversicherung IV.
[8] Davon Konflikte zwischen Privatpersonen: 5 ; Krankenkassen: 2.

2.3 Besondere Fälle

2.3.1 Unzuständig

Für mehr als die Hälfte der Fälle, die ihm unterbreitet wurden, war der kantonale Mediator nicht zuständig. In 17 Fällen waren die Gemeindeverwaltungen zuständig.

2.3.2 Ausstand

2018 ist der Mediator nicht in den Ausstand getreten.

2.4 Die Ergebnisse einer Mediation für Verwaltungsangelegenheiten

Unabhängig von der Art der Leistung oder der Kombination der Leistungen, die dargebracht werden, muss die Mediation für Verwaltungsangelegenheiten mindestens zur Vermittlung von nützlichen Auskünften an die betroffene Person führen (Art. 20.1 Bst. a) OmbG). Für den Fall, dass der Mediator nicht zuständig ist, versucht er die antragstellende Partei zu den Instanzen und Dienststellen, die ihr die notwendige Hilfe bieten können, hinzuführen: das können andere Mediationsdienste (z. B. Mediatorin der Arbeitslosenversicherung, Ombudsmann der Krankenversicherungen), Ämter des Staates (z. B. Kantonspolizei, Justiz, „Freiburg für alle“, Kommission für die Aufsicht über die Berufe des Gesundheitswesens und die Wahrung der Patientenrechte) oder private oder halbstaatliche Dienste (z. B. der Rechtsdienst des Freiburgischen Anwaltsverbandes, Caritas, Pro Senectute) sein.

Wenn die antragstellende Partei nicht in der Lage ist den Konflikt selbstständig zu lösen, unterstützt der Mediator die Parteien in ihrer Suche nach einer einvernehmlichen Lösung; anschliessend hält er entweder die erzielte Einigung schriftlich fest (Art. 20.1 Bst. b) OmbG) oder er stellt das Scheitern oder die Unmöglichkeit, eine Einigung zu erreichen, fest (Art. 20.2 OmbG).

Beim Abschluss der Mediation darf der Mediator Empfehlungen aussprechen (Art. 21 OmbG), was er 2018 fünf Mal getan hat.

2.5 Einige konkrete Beispiele

2.5.1 Fall 1: Strassenverkehrslärm

Ausgangslage, Anfrage

Herr A ist Eigentümer und wohnt in seinem Haus, das sich in unmittelbarer Nähe einer stark befahrenen Kantonsstrasse befindet. Weil er seit Jahren unter dem Strassenverkehrslärm leidet, wendet er sich seit 2002 regelmässig mit Anfragen an das Tiefbauamt (TBA). Seine Schritte haben jedoch nicht dazu geführt, dass letzteres Sanierungsmassnahmen ergreift, obwohl diese als notwendig erkannt werden. Herr A fühlt sich weder verstanden noch respektiert, verspürt ein starkes Gefühl von Willkür und hat das Vertrauen in den Staat, „der Versprechungen macht und sie nicht hält“, verloren. Er ruft im Februar 2018 den kantonalen Mediator an, in der Hoffnung, dass so die Angelegenheit voranschreitet und schnell Lärmreduzierungsmassnahmen ergriffen werden, da seine Gesundheit von dieser Situation beeinflusst wird.

Mediationsverfahren

Nachdem er Herrn A angehört hat, nimmt der kantonale Mediator Kontakt zum TBA auf und erhält die notwendigen Informationen. Er stellt fest, dass laut Berechnungen des Lärmbeurteilungspegels durch das TBA, die Herrn A 2002 mitgeteilt wurden, die Immissionsgrenzwerte überschritten werden. Damals gab das TBA an, dass Lärmschutzmassnahmen vor Ende 2012 getroffen werden mussten. Später wurde diese Frist verändert: Die Kantone erhielten Zeit bis zum 31. März 2018, um das Kantonsstrassennetz gegen Lärm zu sanieren. 2016 schlug das TBA die Verlegung eines lärmarmen Belags auf Ende 2018 vor. 2017 teilte es mit, dass die Ausführung der Bauarbeiten warten müsse, weil sie mit anderen Arbeiten in diesem Sektor, welche die Gemeinde vorgesehen hatte, koordiniert werden müsse.

Der Mediator schlägt dem TBA vor, persönlich mit Herrn A in Kontakt zu treten oder ihn an seinem Wohnort zu

treffen. Der Vertreter des TBA hat schliesslich mit viel Gewandtheit die Beschwerden von Herrn A angehört, die Entschuldigungen des TBA präsentiert und die Situation aus technischen und juristischen Blickwinkeln erklären können.

Ergebnisse und Empfehlungen

Der Vertreter des TBA unterbreitete Herrn A Lärmreduzierungsmassnahmen und einen Zeitplan. In Anbetracht der Geschichte des Dossiers hat das TBA seine Prioritäten neu gesetzt und sich gegenüber Herrn A verpflichtet, noch vor dem Sommer einen lärmarmen Belag auf der betroffenen Strecke zu verlegen. Die Bauarbeiten wurden gemäss dem versprochenen Zeitplan ausgeführt und führten zu einer sofortigen und beträchtlichen Lärmminderung, wodurch sich die Lebensqualität von Herrn A und seiner Nachbarn, die ebenfalls von dieser Massnahme profitiert haben, markant gebessert hat.

Bei Abschluss der Mediation beurteilte der Mediator die Gesetzmässigkeit und die Angemessenheit des staatlichen Handelns, gemäss Art. 19.4 OmbG. Die Situation sei insofern rechtswidrig, da die Frist vom 31. März 2018 für die Sanierung des kantonalen Strassennetzes nicht eingehalten wurde. Er findet auch, dass die Kommunikation des TBA zum Thema Strassenverkehrslärm lückenhaft war und es den Bürgerinnen und Bürgern nicht einfach machte, die Instanzen zu identifizieren, an die sie sich wenden mussten, und zu wissen, wie vorzugehen war. Der Mediator hat konkrete Empfehlungen zu diesen Themen formuliert, die teilweise vom TBA umgesetzt wurden.

2.5.2 Fall 2: Verhalten eines Kaminfegers

Ausgangslage, Anfrage

Frau B beklagt sich über das Verhalten ihres Kaminfegers: er gebe ihr falsche Informationen über seine Verpflichtungen, insbesondere über die Häufigkeit der Installationskontrolle, und verhalte sich unangemessen. Sie will verhindern, dass der Kaminfeger durch seine Verspätungen bei den Arbeiten an der Heizungsanlage Schäden entstehen lässt, für die sie anschliessend vielleicht selber aufkommen muss. Sie will die Frage der Haftung klären und möchte mit diesem Kaminfeger, dem sie nicht mehr vertraut und den sie „nicht mehr in ihrem Haus sehen will“, nichts mehr zu tun haben. Sehr wütend wendet sie sich mit einer Beschwerde an die Kantonale Gebäudeversicherung und verlangt, dass die KVG den Kaminfeger wechselt. Unzufrieden mit der Antwort der KGV ruft sie den kantonalen Mediator an. Gleichzeitig wendet sie sich an die Presse und an den Dachverband Kaminfeger Schweiz.

Mediationsverfahren

Der Mediator nimmt Kontakt auf mit der KGV, um den Sachverhalt festzustellen. Die KGV teilt mit, dass obwohl es ein Monopol gibt, die Eigentümer die Möglichkeit haben, selbst einen Kaminfeger auszuwählen; ein Recht, das auch Frau B geltend machen kann. Bei den Fristen für die Kontrollen hat der Kaminfeger, der die Heizungsanlagen, die er kontrolliert, kennt, tatsächlich einen gewissen Handlungsspielraum. Die Unzufriedenheit der Antragstellerin entstand also, weil die sich Parteien uneinig über die Häufigkeit der Kontrollen waren. Erschwerend kam hinzu, dass in der Firma des Kaminfegers organisatorische Schwierigkeiten herrschten, was zu noch längeren Wartezeiten führte.

Der Mediationsprozess wurde etwas erschwert weil es einerseits schwierig war, Frau B zu erreichen und andererseits Verzögerungen bei der KGV auftraten (Feiertage, Krankheit, Übersetzungsfristen). Das Treffen vor Ort, das ursprünglich vorgesehen war, um die Angelegenheit ungezwungen und einfach zu lösen, konnte deswegen nicht organisiert werden. Wie mit dem Mediator besprochen, hat die KGV anschliessend der Antragstellerin einen formellen Entscheid mit Rechtsmittelbelehrung und ohne Gebühren zugeschickt, in dem der Name des neuen Kaminfegers mitgeteilt wurde. Frau B hat sich nach Absprache mit dem Mediator dazu entschieden, keinen Rekurs gegen diesen Entscheid einzulegen.

Ergebnisse und Empfehlungen

Bei Abschluss der Mediation teilte der Mediator der KGV gewisse Verbesserungsvorschläge mit: Wie Bürgerinnen und Bürger ihre Ansprechperson bei der KGV besser finden können, wie sie den Bürgerinnen und Bürgern ihre

Rechte vermitteln soll und den Hinweis, dass Verwaltungsfristen, wenn sie sich in die Länge ziehen, einen Konflikt verschärfen können.

2.5.3 Fall 3: Finanzielle Unterstützung für die Unterbringung in einer Einrichtung ausserhalb des Kantons

Ausgangslage, Anfrage

Herr C wohnt im deutschsprachigen Teil des Kantons Freiburg. Seine Schwester, Invalidin, wohnt seit 1950 in einem Heim in Lausanne und als ihr Beistand erhält er eine Rechnung über mehrere Tausend Franken vom Sozialvorsorgeamt (SVA) des Kantons Freiburg, zusammen mit den Kosten für die Unterbringung seiner Schwester. Er versteht die Rechnung nicht: Die Berechnungen sind kompliziert, weil mehrere Finanzierungsquellen existieren (IV-Stelle und Kanton), die Tarife zwischen den Kantonen unterschiedlich sind und die Rechtsgrundlagen vor kurzem geändert wurden. Zudem wird die Situation für Herrn C dadurch erschwert, dass einerseits die ersten telefonischen Kontaktaufnahmen mit dem SVA unfruchtbar blieben und andererseits das ursprüngliche Schreiben des SVA auf Französisch verfasst war. Schliesslich erhält er einen Zahlungsbefehl, weil er die Rechnung nicht bezahlt hatte, da er zunächst die Situation klären wollte. Als erstes wendet er sich an den kantonalen Mediator des Kantons Waadt, da er während all der Jahre in erster Linie mit der waadtländischen IV-Kasse und dem Heim im Lausanne zu tun hatte.

Mediationsverfahren

Der kantonale Mediator des Kantons Waadt nimmt mit dem Mediator Kontakt auf, um zunächst zu klären, wer für diesen komplexen Fall zuständig ist. Sobald dies geklärt ist, kontaktierte der Mediator das SVA, um den Sachverhalt festzustellen, und bittet es gleichzeitig darum, das Verfahren einzustellen, gemäss Art. 14.3 OmbG.

Die Unterredung mit dem SVA erlaubt es dem Mediator, die Situation, die Rechtsgrundlagen, das Verwaltungsverfahren und die Rechte und Möglichkeiten von Herrn C zu erkennen. Er fasst den Stand der Dinge und die Möglichkeiten, die sich Herrn C für das weitere Verfahren bieten, in einfachen Worten zusammen.

Ergebnisse und Empfehlungen

Nachdem Herr C die Antworten auf seine Fragen vom SVA und die Erläuterungen des Mediators erhalten hat, bezahlt er die Rechnung, was die Mediation beendet.

In seiner Bewertung hebt der Mediator einige kleine «administrativen Fehler» hervor, wie die Kommunikationsprobleme und das Fehlen einer Zahlungsfrist auf der Rechnung. Das SVA hat diese kleinen Fehler selbst erkannt, hat sie korrigiert und sich bei Herrn C dafür entschuldigt. Deshalb hat der Mediator keine Empfehlung abgegeben.

Dieser Fall zeigt die verschiedenen Rollen des Mediators gut auf, die er ausgeübt hat, namentlich die Beziehungen zwischen Bürger/in und Verwaltung zu erleichtern und die Entscheide der Behörde verständlich zu machen.

2.5.4 Fall 4: Sprache einer Stellungnahme der kantonalen Ämter

Ausgangslage, Anfrage

Herr D, deutschsprachiger Bewohner von Gurwolf, reicht ein deutschsprachiges Baubewilligungsgesuch in seiner Gemeinde ein. Das Verfahren wird auf Deutsch geführt, er erhält die Stellungnahmen der kantonalen Ämter auf Deutsch, ausser denjenigen des Amts für Kulturgüter (KGA) und des Amts für Mobilität (MobA). Mit der Argumentation, dass die Gemeinde Gurwolf mehrheitlich deutschsprachig sei, verlangt er von diesen Ämtern eine deutsche Übersetzung der Stellungnahmen. Da das nicht geschieht, wendet er sich an den kantonalen Mediator.

Mediationsverfahren

Nachdem er die Anfrage geprüft hat, wendet sich der Mediator an die betreffenden Ämter, um ihre Meinung zu hören. Als erstes studiert er die anwendbaren Rechtsgrundlagen. Die Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai

2004 besagt in Art. 17.2: «Wer sich an eine für den ganzen Kanton zuständige Behörde wendet, kann dies in der Amtssprache seiner Wahl tun». Auf administrativer Ebene hat Herr D sein Baubewilligungsgesuch also rechtmässig auf Deutsch eingereicht.

Was die Sprache eines Verwaltungsverfahrens betrifft, also der Sprache, in der ein Amt seine Stellungnahmen und Entscheide verfasst, so gelten die Regeln der Artikel 36-40 des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege (VRG), die besagen: „Hat das Verfahren eine territoriale Anknüpfung, so wird es in der oder den Amtssprachen der Gemeinde durchgeführt, in der sich der Gegenstand des Verfahrens befindet".

Gurwolf ist eine zweisprachige Gemeinde. Sie wird jedoch auf administrativer Ebene als französischsprachige Gemeinde des Seebezirks erachtet, wie es in der Datenbank der Gemeinden des Amts für Gemeinden veröffentlicht wird.

Somit ergibt sich, dass in diesem Fall das KGA und das MobA ihre Stellungnahmen rechtmässig auf Französisch verfasst haben und auf die Anfrage des Antragsstellers nicht eingehen müssen.

In diesem Fall haben Verspätungen, die durch andere Prioritäten oder durch krankheitsbedingte Absenzen verursacht wurden, zu Nachlässigkeit und weiteren Verzögerungen geführt, was Herrn D verständlicherweise noch mehr irritiert hat.

Ergebnisse und Empfehlungen

In der Praxis liefert das MobA auf Anfrage der Antragstellerin oder des Antragsstellers gerne eine deutsche Übersetzung seiner Stellungnahme, was es in diesem Fall auch getan hat.

Nach einer anfänglichen Verweigerung hat das KGA, das über weniger Mittel verfügt, im Rahmen der Mediation akzeptiert, die Zusammenfassung seiner Stellungnahme auf Deutsch zu übersetzen.

Die beiden Ämter sind somit auf die Anfrage von Herrn D eingegangen und haben die Situation zur Zufriedenheit des Antragsstellers rasch gelöst.

Die Sprachenfrage ist ein heikles Thema im Kanton Freiburg. Es ist natürlich wichtig, dass die Verwaltungspraxis sich im gegebenen rechtlichen Rahmen bewegt. Dieser besagt, dass Bürgerinnen und Bürger kein Recht darauf haben, ein amtliches Dokument in der offiziellen Sprache ihrer Wahl zu erhalten. Für ein kantonales Amt ist es ein rechtmässiger Grund, ein Dokument in der entsprechenden Amtssprache zu verfassen; nur diese ist in einem Verfahren massgebend.

Nichtsdestotrotz bedeutet dies kein Verbot für die Verwaltung, eine Übersetzung zuzustellen. Tatsächlich erachtet der Staatsrat die Zweisprachigkeit als einen gewichtigen Vorteil für den Kanton, der ausgebaut werden muss; diesen politischen Willen dürfen die Ämter in ihrer Verwaltungstätigkeit nicht ignorieren.

Die Empfehlungen des Mediators in diesem Fall lauteten, dass sobald eine Übersetzungsanfrage für die Partnersprache eingegangen ist, die Ämter, im Rahmen eines kundenorientierten öffentlichen Dienstes, auf die Anfrage der Bürgerin oder des Bürgers folgendermassen eingehen können:

> über die anwendbare gesetzliche Grundlage informieren und erklären, dass die Bürgerin oder der Bürger kein Recht auf eine Übersetzung hat;
> präzisieren, dass nur die Stellungnahmen und Entscheide in der offiziellen Sprache massgebend sind;
> auf die Anfrage eingehen und verhandeln, welche Texte oder Textfragmente (z. B. eine Zusammenfassung) übersetzt werden sollen, und welche Frist für die Übersetzung zugestanden wird.

2.5.5 Fall 5: Konflikt zwischen einer Stiftung und einer Direktion des Staats

Dieser Fall, der Ende 2018 noch nicht abgeschlossen ist, wird hier als Beispiel für eine Mediation für Verwaltungsangelegenheiten und die Prinzipien, die sie leiten, genommen.

Ausgangslage, Anfrage

Eine private Stiftung, die von einer Direktion des Staats finanziert wird, befindet sich seit 2017 im Konflikt mit einem Teil des Personals und den Gewerkschaften. Es handelt sich also um einen Konflikt, der in Verbindung mit dem Arbeitsverhältnis steht.

Im Dezember 2017 beschliesst die Direktion, die für die Überwachung dieser Stiftung zuständig ist, ein Audit in Auftrag zu geben. Es folgt eine Zufriedenheitsumfrage bei den Angestellten durch eine externe Firma, die verschiedene Empfehlungen ausspricht. Für die Umsetzung dieser Empfehlungen einigen sich die Direktion und die Stiftung darauf, eine externe Begleitung zu beauftragen.

Im Herbst 2017 wendet sich der Stiftungsrat an den kantonalen Mediator, da er Schwierigkeiten hat, sich mit der Direktion auf eine externe Begleitung zu einigen. Er versteht die Rolle der Direktion nicht und bittet den Mediator, diese Rolle zu klären und insbesondere dabei zu helfen, dass sich beide Parteien auf die externe Begleitung einigen können, um endlich mit den organisatorischen Massnahmen vorwärts machen zu können.

Mediationsverfahren

Wie üblich klärt der Mediator zunächst, ob diese Anfrage in den durch das OmbG definierten Zuständigkeitsbereich fällt. Dafür wendet er sich nach der Anrufung durch den Stiftungsrat an die betroffene Direktion und bittet diese aufzuzeigen, auf welche gesetzliche Grundlage sie sich stützt und in welcher Rolle sie agiert. Die Direktion äussert daraufhin Zweifel an der Zuständigkeit des kantonalen Mediators in dieser Angelegenheit, beantwortet aber trotzdem seine Informationsanfragen.

Die Analyse der gesetzlichen Grundlagen führt den Mediator zum Schluss, dass die Direktion als Aufsichtsbehörde agiert und dass die Stiftung, eine juristische Person, als Bürgerin gesehen werden kann, da sie in der Beziehung zur Behörde keine Wahl hat. Entsprechend erachtet er sich als zuständig und beschliesst, fortzufahren. Er legt einen Rahmen fest, definiert die Vorgehensweise und informiert die Parteien. Insbesondere legt er den Umfang der Mediation für Verwaltungsangelegenheiten einzig auf die Problematik der Festlegung der externen Begleitung durch die Direktion und die Stiftung fest und schliesst den Konflikt zwischen Stiftung und den Gewerkschaften explizit aus.

Durch die Vermittlung des Mediators, der sich mit den beiden Parteien separat trifft, einigen sich diese auf die Vorgehensweise für die Wahl. Gleichzeitig argumentiert die Direktion und teilt der Stiftung mit, dass der Mediator in einer solchen Angelegenheit nicht zuständig sei. Entsprechend gibt sie an, mit dem Vergleich mit der Stiftung fortfahren zu wollen, ohne die Anwesenheit des Mediators. Da die Direktion nicht an der Mediation teilnehmen will, schiebt der Mediator diese vorübergehend auf.

Die Frage nach der Zuständigkeit des Mediators ist nicht uninteressant: tatsächlich befindet sich die Stiftung in einer Doppelrolle, einerseits als kantonale Behörde, die von den Behörden delegierte öffentlich-rechtliche Aufgaben ausführt, und andererseits als Bürgerin. Zudem hat sich die Direktion als „Vermittlerin“ im Konflikt zwischen der Stiftung und den Gewerkschaften positioniert.

Der Mediator gibt ein Rechtsgutachten in Auftrag, um folgende Hauptfragen zu klären:

> Fällt die Mediationsanfrage der Stiftung an den kantonalen Mediator unter das OmbG?
> Ist die Direktion eine betroffene Behörde im Sinne von Art. 2 OmbG?
> Ist die Stiftung eine Bürgerin im Sinne von Art. 1 OmbG?
> Zusammenfassend, ist der Mediator für diesen konkreten Fall zuständig?

Ergebnisse und weiteres Vorgehen

Das Rechtsgutachten vom 14.2.2019, verfasst von Professorin Anne-Christine Favre, Direktorin des Zentrums für Öffentliches Recht der Universität Lausanne, kommt zu den folgenden Schlüssen:

Es scheint, dass der kantonale Mediator für Konflikte zwischen einer privaten Institution, an die öffentliche Aufgaben delegiert wurden, und deren Aufsichtsbehörde zuständig ist, sofern die anderen formellen Bedingungen des OmbG erfüllt werden und die Institution in ihren Rechten und Pflichten betroffen ist.

Die Einheit, an welche die öffentliche Aufgabe delegiert wird, befindet sich nicht in einem Unterstellungsverhältnis gegenüber der Aufsichtsbehörde. Sie besitzt somit alle Mittel, die einem Rechtssuchenden zustehen, um seine Rechte geltend zu machen, sei es vor Gericht oder beim kantonalen Mediator, dessen Rolle es gerade ist, bei Fällen einzugreifen, die zu juristischen Konflikten führen könnten.

Da der Fall immer noch offen ist, hat der Mediator seine konkreten Erwägungen noch nicht weiter entwickelt, und er wird sie den Parteien zu gegebener Zeit mitteilen. Allerdings werden im folgenden Kapitel, inspiriert von diesem Fall, einige allgemeine Überlegungen vorgestellt.

3 Beobachtungen und Kommentare

3.1 Schwierigkeiten beim Verständnis von Verwaltungsverfahren

Die oben aufgeführten Fälle zeigen, dass selbst wenn die Fragen, die sich die Bürgerinnen und Bürger stellen, auf den ersten Blick relativ „einfach“ erscheinen, die entsprechenden Verwaltungsverfahren oftmals komplex und schwer verständlich sind, insbesondere wenn die Entscheide in einem Kontext getroffen werden, in den politische Überlegungen miteinfliessen (z. B. Strassenverkehrslärm, Konflikt zwischen Stiftung und GSD). Die Arbeit des Mediators besteht somit zunächst darin, die Situation in rechtlicher und technischer Hinsicht zu klären, den ordentlichen Verlauf der Verfahren zu verstehen, die Rechte und Pflichten der Bürgerinnen und Bürger zu identifizieren, anschliessend diese Informationen letzteren verständlich zu vermitteln und ihnen ihre Handlungsmöglichkeiten inklusive Vor- und Nachteile vorzustellen. Der Mediator, der kein Jurist ist, muss somit die Verfahren selbst verstehen, um sie auf verständliche Art und Weise erklären zu können.

Den Behörden, denen die Verfahren „offensichtlich“ erscheinen, da sie ihr Kerngeschäft sind, kann die Instanz des Mediators manchmal „lästig“ erscheinen, da er nachbohrt, um die Situationen zu verstehen und die Ursachen des Konflikts zu erkennen. Zudem verstehen die Behörden nicht immer, dass sich die Bürgerinnen und Bürger durch ihre Handlungsweisen brüskiert, missverstanden oder nicht respektiert fühlen können, das gilt sowohl bei persönlicher Interaktion als auch im Schriftverkehr.

3.2 Die Konsequenzen und Folgen einer Mediation für Verwaltungsangelegenheiten für die Behörden

Die Funktion des kantonalen Mediators besteht zu gleichen Teilen aus derjenigen eines «klassischen» Mediators, der seine Arbeit neutral und multiparteiisch ausübt, und derjenigen eines Ombudsmanns, der ein Urteil über die Funktionsweisen der Behörden fällen muss.

Ab dem Zeitpunkt, an dem der Mediator sich dafür entscheidet, eine Angelegenheit zu untersuchen, sind die Behörden verpflichtet, bei der Feststellung des Sachverhaltes mitzuwirken (Art. 19 OmbG). Das erlaubt dem Mediator, die Anfragegründe zu erkennen und abzuschätzen, ob eine Mediation zu einer Übereinkunft führen würde. Die Mediation, in ihrer breiteren Auffassung, setzt immer eine freiwillige Teilnahme der Parteien voraus; das gilt auch für die Behörden, die somit die Freiheit haben, nicht an einer Mediation teilzunehmen, und folglich an ihrer Position oder gar am entsprechende Verwaltungsverfahren festhalten können (Art. 15 OmbG).

Unabhängig von der Position der zuständigen Behörde und von der Leistung, die der Mediator erbringt (laut Kap. 2.1), untersucht letzterer in sämtlichen Fällen die Rechtmässigkeit und die Zweckmässigkeit der Tätigkeit der Behörde (Art. 18.4 OmbG) und fällt somit ein Urteil, dem die Behörde sich nicht entziehen kann.

Die Beurteilung wird neuerdings der antragstellenden Partei offen und transparent mitgeteilt, mit einer Kopie für die zuständige Behörde, in Übereinstimmung mit der Praxis, die andere kantonale und kommunale Ämter für Mediation

für Verwaltungsangelegenheiten entwickelt haben, und in Anwendung des Grundsatzes der Transparenz, gemäss Artikel 52 der Verfassung des Kantons Freiburg.

Die Empfehlungen hingegen werden nur an die Behörden weitergeleitet, um so die Verwaltungstätigkeiten zu verbessern: Tatsächlich legt das OmbG fest, dass es eine der Aufgaben der Mediation für Verwaltungsangelegenheiten ist, *zur Verbesserung der Arbeit der Behörden beizutragen*. Die Behörden sind frei, sich an den Empfehlungen zu orientieren und Massnahmen zu ergreifen oder nicht; das liegt in ihrer Verantwortung.

3.3 Versuche, die kantonale Ombudsstelle zu instrumentalisieren

Es gab mehrere Fälle, die sich durch eine versuchte Instrumentalisierung – absichtliche oder nicht – der Mediation für Verwaltungsangelegenheiten auszeichneten.

Die Logik des Konflikts geht davon aus, dass es mit genügend Anstrengung und Druck möglich ist, siegreich aus dem Konflikt hervorzugehen, und dies auf Kosten der anderen Partei, die zwangsläufig, zu einem mehr oder weniger grossen Grad, verliert.

Aber in eine Mediation einzutreten bedeutet, die Logik zu ändern, aufzuhören zu kämpfen, die Öffnung eines neuen Raumes zu akzeptieren, seine Vorstellungen und selbst seine Beschwerden zu hinterfragen, ja sogar zu akzeptieren und offen anzuerkennen, dass man sich nicht immer ganz richtig verhalten hat. Die Absicht der Mediation ist es, eine Lösung zu finden, bei der alle Parteien als Sieger hervorgehen.

Unabhängig davon, ob man Bürger/in oder Behörde ist, ob man Antragssteller/in der Mediation ist oder nicht, der Eingriff des Mediators zielt stets darauf ab, einen Strategiewechsel vorzuschlagen, da die vorherigen Strategien offensichtlich von mindestens einer Partei als Fehlschlag wahrgenommen wurden. Also lädt der Mediator dazu ein, die Erwartungen, die Anfragen sowie die Vorgehensweisen und die Art der Kommunikation zu hinterfragen. Die eine oder die andere Partei kann sich dem, bewusst oder unbewusst, widersetzen und kann versuchen, die Unterstützung des Mediators für ihre Sache und den weiteren Kampf zu gewinnen. Sie kann aber auch die Mediation ablehnen, in der Hoffnung, der Konflikt könne sich durch Kraft lösen, entweder weil die andere Partei nachgibt oder weil der Konflikt rechtlich und/oder politisch eskaliert, in die Richtung eines Antrags auf ein Schiedsverfahren vor einer höheren Instanz.

Die Mediation ist eine der Methoden zur Konfliktlösung; sie ist nicht die einzige und sie ist nicht immer passend. Es ist demnach wichtig, dass der Mediator klar kommuniziert, was eine Mediation ist und was nicht. Wenn die Parteien also den Konflikt weiterführen wollen, kann der Mediator sie nur urteilsfrei dazu einladen, sich über die Chancen und Risiken der verschiedenen Strategien Gedanken zu machen und ihnen anschliessend erlauben, sich nach bestem Wissen und Gewissen zu entscheiden. Insbesondere wenn er seine Überlegungen den Behörden mitteilt, ist er sich seiner Aufgabe bewusst, *den Behörden unbegründete Vorwürfe zu ersparen* (Art. 1 OmbG).

Es ist wichtig darauf hinzuweisen, dass der Mediator 2018 mehrmals angegriffen wurde. Ein Bürger hat ihn körperlich bedroht, was zu einer Anzeige bei der Staatsanwaltschaft führte. Ein anderer Bürger hat ihn in einem Artikel in den Medien und in einem Leserbrief in einer Zeitung persönlich angegriffen. In einem weiteren Fall wurde die kantonale Ombudsstelle von gewissen Parteien in der Medienargumentation benutzt, was zu folgender Schlagzeile in einer Zeitung führte: „Eine Mediation, die verärgert“.

Diese Instrumentalisierungsversuche versetzen die kantonale Ombudsstelle in eine sehr schwierige Lage, da jede Mediation einen sicheren Rahmen benötigt, in dem der Mediator den Prozess klar definiert und in dem er auf das Vertrauen der Parteien zählen kann, und das alles mit einer gewissen Vertraulichkeit. Ohne diese unerlässlichen Voraussetzungen, ist der Erfolg der Mediation stark gefährdet.

Die Mediation für Verwaltungsangelegenheiten ist jedoch nicht nur eine Mediation im engeren Sinn. Die Funktion des kantonalen Mediators besteht auch darin, *die Bürgerinnen und Bürger in ihrer Beziehung zu den Behörden zu beraten*, unabhängig von der Position, welche die Behörde in der Mediation einnimmt.

Es ist wichtig, die folgenden Prinzipien zu erwähnen, die der Mediation für Verwaltungsangelegenheiten, einem

Werkzeug für das Funktionieren der Demokratie, zugrunde liegen:

- Jede Bürgerin und jeder Bürger, natürliche oder juristische Person, hat grundsätzlich das Recht, beim kantonalen Mediator ein Gesuch einzureichen.
- Der kantonale Mediator, als unabhängige Behörde und gemäss dem OmbG, entscheidet, ob er eine Angelegenheit prüft oder nicht. Er macht dies basierend auf der Beurteilung des Geltungsbereichs des OmbG und somit der Kompetenzen des Mediators und auch indem er abschätzt, ob die antragstellende Partei gutwillig ist, in die Mediation einzutreten.
- Im Rahmen des OmbG ist der Mediator grundsätzlich als zuständig zu betrachten, da die Absicht ist, Lösungen auf kürzeren und weniger kostspieligen Wegen als durch Verwaltungsverfahren oder juristischen Verfahren zu erreichen. Somit sollte der Mediator seine Zuständigkeit eigentlich nicht gegenüber anderen Behörden „rechtfertigen" müssen. Ab dem Zeitpunkt, zu dem der Mediator beschliesst, eine Angelegenheit zu prüfen, muss die Behörde bei der Feststellung des Sachverhaltes mitwirken (Art.19 OmbG).
- Einzig der Mediator kann formell eine Mediation für Verwaltungsangelegenheiten abschliessen. Die Parteien dürfen an einer Mediation nicht teilnehmen wollen; das beendet aber weder das Verfahren der Mediation für Verwaltungsangelegenheiten noch die Prüfung der Rechtsmässigkeit und der Zweckmässigkeit der Handlungen des Staates durch den Mediator noch die Möglichkeit, Empfehlungen abzugeben.

Die Umsetzung dieser Prinzipien bedeutet für jeden Mediator, die Werte der Multiparteilichkeit, Unabhängigkeit und Neutralität konkret auszuleben.[9]

Die *Neutralität* ist ein Wert, der oft missverstanden wird. Neutralität bedeutet nicht die Abwesenheit von Meinung oder Urteil seitens des Mediators, da er, wie oben gesehen, die Rechts- und Zweckmässigkeit der Handlungen des Staates prüfen muss. Neutralität des Mediators bedeutet die Abwesenheit von vorgefassten Meinungen darüber, was eine «gute Lösung» des Konflikts für die Parteien wäre. Sie bedeutet ebenfalls, dass seine Schlussfolgerungen und Empfehlungen nicht von seinen politischen und persönlichen Überzeugungen beeinflusst werden: sie werden mit Respekt gegenüber den Vollmachten der rechtmässig gewählten Behörden verfasst.

Die *Unabhängigkeit* ist das anerkannte Recht aller Bürgerinnen und Bürger, dass ihre Anfrage von einem Mediator behandelt wird, der keiner Verwaltungs- oder politischen Behörde untergeordnet oder unterstellt ist und nicht von Interessenverbänden beeinflusst wird. Sie zeigt sich darin, dass der Mediator nicht instrumentalisiert werden kann, das heisst, dass jeglicher Versuch einer Einflussname auf die Art und Weise, wie er einen Fall behandelt, sei es durch die Parteien, die Antragsstellenden, die Behörden, die Medien oder die öffentliche Meinung, verhindert wird. Für den Mediator bedeutet das, einen Bescheid auszusprechen, weitere Vorgehensweisen vorzuschlagen und Empfehlungen abzugeben und dabei äussere Einflüsse, Druck und Machtspiele ausser Acht zulassen, ohne Angst zu haben, zu verärgern und ohne gefallen zu wollen.

Die *Multiparteilichkeit* besteht darin, allen Parteien dieselbe Aufmerksamkeit, denselben Respekt und dieselbe Zeit zuzugestehen, ohne Bevorzugung oder Vorurteile. Dafür achtet der Mediator darauf, nicht in zu nahem Verhältnis zur öffentlichen Verwaltung oder jeglicher vom Fall betroffenen Person zu stehen oder so zu erscheinen.

3.4 Kantonaler Mediator: eine «nebenamtliche Tätigkeit»?

2018 hat der kantonale Mediator zusätzliche Erfahrungen sammeln können. Nach zwei Jahren im Amt kann klar festgestellt werden, dass die Ausübung einer so wichtigen Aufgabe bei einem Beschäftigungsgrad von 20 % oder gar

[9] Siehe insbesondere, Guide des valeurs et principes déontologiques du Médiateur/Ombudsman et de ses collaborateurs, Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie AOMF, 2018.

30 bis 40 %, wie es in der Ausschreibung der Stelle vorgesehen war, unbefriedigend ist[10].

Tatsächlich erlaubt ein reduzierter Beschäftigungsgrad nur punktuelle, kurze Interventionen, die sich auf kurzfristige Lösungen konzentrieren. Obwohl diese Eingrenzungen Effizienz in der Intervention erzwingt, so war die Funktion nicht als „Feuerwehreinsatz", also als ein punktuelles und kurzes Eingreifen, gedacht gewesen, sondern als wichtiges Werkzeug für die Demokratie und für das Funktionieren der Behörden, wie es im Auftrag der kantonalen Ombudsstelle vorgesehen ist.

Der reduzierte Beschäftigungsgrad erlaubt es dem Mediator namentlich nicht:

- eine grosse Verfügbarkeit und eine gewisse Reaktionsfähigkeit bei der Übernahme von Angelegenheiten zu bieten;
- die besonders komplexen Fälle gründlich zu behandeln und konstant zu überwachen (z. B. der Konflikt 2017 zwischen dem LSVW und dem Imkerverein des Sensebezirks, Konflikte in Zusammenhang mit den flankierende Massnahmen der Poyabrücke, andere komplexe Fälle);
- die Ursachen des Konflikts zu verstehen suchen und systematische und begründete Empfehlungen auszusprechen, was im Grunde eine der zentralen Aufgaben des Mediators ist;
- proaktiv Kommunikationsmassnahmen zu ergreifen, um seine Funktion bekanntzumachen;
- eine Revision des OmbG einzuleiten;
- das nationale und internationale Netzwerk der Ombudspersonen zu pflegen;
- über systematische Supervision, Intervision und Weiterbildung zu verfügen;
- sich mit den grundlegenden Fragen des Menschenrechts und der Ausübung der Demokratie auseinanderzusetzen (Chancengleichheit, Rassismus usw.);
- sich mit der Thematik der Whistleblower zu beschäftigen, wie es andere Mediatorinnen und Mediatoren getan haben;
- sich mit den Auswirkungen der digitalen Strategie auf die Beziehung zwischen kantonaler Verwaltung und Bürgerinnen und Bürgern zu befassen.

Die Erfahrung zeigt immer mehr, dass der Mediator am häufigsten als „Schalter für Soziales" beansprucht wird und somit die Fragenden über die Dienste informieren muss, die sie beanspruchen können. Das verlangt ein tiefes Wissen über das Netzwerk von öffentlichen, halbstaatlichen und privaten Ämtern und Dienstleistern auf kommunaler, kantonaler und sogar nationaler Ebene, um die Personen passend beraten zu können.

Zudem wird ein reduzierter Beschäftigungsgrad für eine solche Funktion von vielen Personen und Ämtern als „unseriös" wahrgenommen. Es sendet widersprüchliche Signale aus an die Bürgerinnen und Bürger über den realen politischen Willen dieser Funktion, über ihre Existenz und ihren Einfluss. Verglichen mit ähnlichen Behörden in anderen Kantonen oder Städten, schwanken die Personalressourcen, bezogen auf jeweils 100 000 Bewohner, zwischen 35 % (Kantone Zürich und Waadt) und 190 % (Kanton Basel-Stadt). In Freiburg entsprechen die 20 % der Stelle, für eine Bevölkerung von 300 000 Bewohnern, einem Beschäftigungsgrad von 6 % auf 100 000 Bewohner, also 6 bis 30 Mal weniger als bei den anderen Dienststellen.

Schliesslich verlangen die Zahl der gleichzeitig offenen Fälle, die Komplexität gewisser Fälle und die gewichtige emotionale Belastung, die mit der Arbeit einhergeht, vom Mediator eine konstante geistige und emotionale Verfügbarkeit, die schwierig ständig aufrecht zu erhalten ist, da seine hauptberufliche Tätigkeit ebenfalls seine Aufmerksamkeit verlangt.

Die Organisation des Büros ist ebenfalls unbefriedigend. Es ist Aufgabe des Staates, ideale Arbeitsbedingungen für diese Funktion zu bieten: ein Büro an einem amtlich bestätigten Ort, unabhängig von der Kantonsverwaltung, das die

[10] Es wird nicht quantitativ mit Überstunden und Anzahl Ferientagen argumentiert, denn der Mediator übt seine Tätigkeit so optimal, wie es die zur Verfügung stehenden Mitteln erlauben, aus.

nötige Vertraulichkeit bietet. Momentan kommt die temporäre Lösung, die darauf basiert, dass der Mediator seine eigene berufliche Infrastruktur, ohne Gegenleistung des Staates, zur Verfügung stellt, um seine Aufgaben erledigen zu können, an ihre Grenzen[11]. Zudem müsste aufgrund der Zahl der Anfragen, die eine kurze Beratung brauchen, ein telefonischer Empfang oder ein Sekretariat in Betracht gezogen werden, damit der Mediator sich auf seine Kerntätigkeit konzentrieren kann.

3.5 Perspektiven

Angesichts der Erkenntnisse, die nach diesen zwei ersten Jahren der Existenz der kantonalen Ombudsstelle gewonnen werden konnten, stellt der Mediator dem Staatsrat den Antrag, den Beschäftigungsgrad der Stelle auf 60-100 % zu erhöhen und eine administrative Unterstützung zu organisieren.

Die möglichen und erwünschten Entwicklungen der Funktion können nur erreicht werden, wenn ein neuer Arbeitsrahmen bei Ressourcen und Organisation festgelegt wird. Bis dahin wird die kantonale Ombudsstelle ihre Tätigkeit unter den aktuellen Voraussetzungen weiterführen.

[11] Siehe Tätigkeitsbericht 2017.

4 Schlussbemerkungen und Dank

Es wäre dem Mediator unmöglich, seine Funktion mit der nötigen Professionalität auszuüben, ohne die Unterstützung und den Ratschlägen seiner Kolleginnen und Kollegen der Kantone und Gemeinden. Ein besonderer Dank geht an Christian Raetz, kantonaler Mediator des Kantons Waadt, für seine Verfügbarkeit und den kollegialen Austausch.

Annexe

GRAND CONSEIL **2019-CE-33**

Rapport d'activité : Médiation cantonale administrative (Med) (2018)

Propositions de la commission ordinaire CO-2019-005

Présidence : Jean-Daniel Chardonnens

Membres : Antoinette Badoud, Solange Berset, Bruno Boschung, Nicolas Bürgisser, Bertrand Gaillard, Madeleine Hayoz, Nicolas Kolly, Grégoire Kubski, Bernadette Mäder-Brülhart, Pierre Mauron

Vote final

La commission prend acte de ce rapport d'activité et invite le Grand Conseil en faire de même.

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Le 8 mai 2019

Anhang

GROSSER RAT **2019-CE-33**

Tätigkeitsbericht: Kantonale Ombudsstelle (Omb) (2018)

Antrag der ordentlichen Kommission OK-2019-005

Präsidium : Jean-Daniel Chardonnens

Mitglieder : Antoinette Badoud, Solange Berset, Bruno Boschung, Nicolas Bürgisser, Bertrand Gaillard, Madeleine Hayoz, Nicolas Kolly, Grégoire Kubski, Bernadette Mäder-Brülhart, Pierre Mauron

Schlussabstimmung

Die Kommission nimmt diesen Tätigkeitsbericht zur Kenntnis und lädt den Grossen Rat ein, dasselbe zu tun.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Den 8. Mai 2019